

MOHAMMED EL HAMMADI

# L'INDUSTRIALISATION DE LA SYRIE

## Pôles et axes de développement

---

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER III

— LE 7 JUIN 1977 —

ATELIER  
REPRODUCTION DES THESES  
UNIVERSITE DE LILLE III  
LILLE

DIFFUSION  
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION  
7, QUAI MALAQUAIS  
PARIS

1979

#### COMPOSITION DU JURY

- Mme. A. M. FAIDUTTI, *Président, Professeur à l'Université de Montpellier III,*  
M. Christian VERLAQUE, *Rapporteur, Professeur à l'Université de Montpellier III,*  
M. Serge LERAT, *Professeur à l'Université de Bordeaux III,*  
M. Bernard DEZERT, *Professeur à l'Université de Paris X,*  
M. Jean LE COZ, *Professeur à l'Université de Montpellier III,*  
M. A. NOUSCHI, *Professeur à l'Université de Nice,*







MOHAMMED EL HAMMADI

# L'INDUSTRIALISATION DE LA SYRIE

## Pôles et axes de développement

---

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER III

— LE 7 JUIN 1977 —

ATELIER  
REPRODUCTION DES THESES  
UNIVERSITE DE LILLE III  
LILLE

DIFFUSION  
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION  
7, QUAI MALAQUAIS  
PARIS

1979



MOHAMMED EL HAMMADI

# L'INDUSTRIALISATION DE LA SYRIE

## Pôles et axes de développement

---

TOME I

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER III

— LE 7 JUIN 1977 —

ATELIER  
REPRODUCTION DES THESES  
UNIVERSITE DE LILLE III  
LILLE

DIFFUSION  
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION  
7, QUAI MALAQUAIS  
PARIS

1979

L'Atelier de Reproduction des Thèses décline toute responsabilité  
touchant la qualité technique des documents qu'il reproduit.

---

La loi du 11 mars n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les "copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective" et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, "toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-droit ou ayants-cause, est illicite" (alinéa 1er de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

ISBN 2 - 7295 - 0086 - 3

© Mohammed EL HAMMADI, 1979



J'exprime ma profonde gratitude à  
Messieurs les Professeurs Le Coz et Verlaque  
qui ont bien voulu s'intéresser à ma recherche  
et la diriger de leurs conseils.

Je suis heureux de leurs dire toute  
ma reconnaissance.

J'adresse mes remerciements à tous  
ceux qui, en France comme en Syrie, ont permis  
la réalisation de cette thèse.





A chaque arabe mort ou torturé  
pour l'Unité Arabe.

----

A ma femme

A mes enfants



# TABLE DES MATIERES GENERALE

=====

|                                                                                                        | <u>Pages</u> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| <u>INTRODUCTION</u>                                                                                    | I-IV         |
| <u>PREMIERE PARTIE : LES CONDITIONS DE L'INDUSTRIALISATION</u>                                         |              |
| <u>CHAPITRE I - LE CADRE PHYSIQUE ET GEOGRAPHIQUE</u>                                                  | 1            |
| - La situation géographique et les frontières                                                          | 1            |
| - Relief et structure                                                                                  | 5            |
| - Le problème de l'aridité                                                                             | 9            |
| - Les ressources en eau et leurs caractéristiques                                                      | 11           |
| - La sécheresse limite la formation de bonnes terres                                                   | 18           |
| - La pauvreté de la végétation naturelle                                                               | 21           |
| <u>CHAPITRE II - LES RESSOURCES NATIONALES EN MATIERES PREMIERES ET EN ENERGIE</u>                     |              |
| - Les matières premières agricoles                                                                     | 25           |
| - Les ressources du sous-sol                                                                           | 60           |
| - Les ressources nationales en énergie                                                                 | 77           |
| <u>CHAPITRE III - LES INFRASTRUCTURES</u>                                                              |              |
| - Evolution et caractéristiques des infrastructures durant la période ottomane et la période du mandat | 91           |
| - Evolution des infrastructures selon les besoins de la Syrie indépendante                             | 116          |
| <u>CHAPITRE IV - LES CONDITIONS DU FINANCEMENT</u>                                                     |              |
| - L'épargne et la formation de capital                                                                 | 145          |
| - La planification des investissements                                                                 | 155          |
| - Le rôle des institutions bancaires                                                                   | 162          |

Pages

- Evolution et caractéristiques des investissements industriels 179
- Les capitaux étrangers 188

CHAPITRE V - LES POSSIBILITES DU MARCHE LOCAL ET LE PROBLEME DES DEBOUCHES EXTERIEURS 243

DEUXIEME PARTIE - LE DEVELOPPEMENT ET L'EVOLUTION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

CHAPITRE I - ETAPES ET STRUCTURE DE L'INDUSTRIALISATION 267

- Première étape avant 1946 :  
Une naissance difficile et accidentelle
- Deuxième étape 1946-1960 :  
Une industrialisation active et peu diversifiée 277
- Troisième étape 1961-1975 :  
Une industrialisation planifiée et dirigée 285

CHAPITRE II - LES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

- Les industries textiles 317
- Les industries agricoles et alimentaires 347
- Les industries chimiques et la fabrication des matières de construction 402
- Les industries métallurgiques et électriques 436
- Les industries diverses 444

CHAPITRE III - LES INDUSTRIES ENERGETIQUES 453

- L'électricité 454
- L'industrie pétrolière 476

CHAPITRE IV - LES INDUSTRIES EXTRACTIVES 611

- L'extraction d'asphalte 611
- L'extraction des phosphates 613

|                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| - L'extraction du sel gemme                                                                             | 620 |
| <u>TROISIEME PARTIE - ASPECTS DE LA VIE INDUSTRIELLE</u>                                                | 625 |
| <u>CHAPITRE I - L'INDUSTRIE SYRIENNE DANS L'ESPACE</u>                                                  | 627 |
| - Les deux métropoles économiques de la Syrie                                                           | 629 |
| - Les centres industriels du 2ème rang                                                                  | 634 |
| - Les petits centres du 3ème rang                                                                       | 661 |
| <u>CHAPITRE II - LES REPERCUSSIONS DE L'INDUSTRIE DANS LA VIE<br/>ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA SVRIE</u> | 667 |
| <u>CONCLUSION</u>                                                                                       | 682 |
| <u>BIBLIOGRAPHIE</u>                                                                                    | 1   |





## I N T R O D U C T I O N

=====

Elaborer l'étude de l'industrialisation de la Syrie est une oeuvre intéressante et qui est, pour des raisons régionales spécifiques, très difficile.

La Syrie lutte pour trouver la bonne voie conduisant au développement économique et social le plus rapide. Mais dès l'indépendance, elle s'est trouvée confrontée au problème palestinien.

Faire la guerre et développer son économie, en même temps, deux tâches contradictoires, se sont imposées à la Syrie dans des conditions nationales et internationales extrêmement difficiles.

Dans cette tentative pour sortir de l'impasse, les vicissitudes politiques et coups d'Etat militaires ont marqué l'histoire de la Syrie. Il suffit de rappeler, à cet égard, des faits très significatifs : deux ans après l'indépendance, la première guerre Israélo-arabe s'est déclarée et des milliers de réfugiés palestiniens sont arrivés, trois coups d'Etat militaires ont eu lieu en 1949; l'unité avec l'Egypte s'est faite en 1958, suivie de la rupture en 1961 (20 mois après la mise en place du 1er Plan Quinquennal); le 8 mars 1963, le Parti Baas Arabe socialiste arrive au pouvoir; en 1967 et 1973, c'est-à-dire, en pleine exécution du 2ème et du 3ème Plan éclatent les guerres de six jours et d'octobre.

Tous ces événements et changements intervenus dans la vie politique ont eu leurs répercussions sur l'évolution de la Société Syrienne.

Il est d'intérêt majeur de savoir comment industrialiser un pays plongé, comme la Syrie, dans un climat d'instabilité et de guerre, compte tenu de ce que le secteur industriel est le plus sensible à ces événements.

Par ailleurs, l'essor, les structures, les possibilités et les aspects régionaux de l'industrialisation de la Syrie sont très peu connus dans le monde, notamment, en ce qui concerne les 15 dernières années.

Les problèmes de sécurité dans le pays nous ont dressé des barrières infranchissables. Nous avons été obligés quelquefois de solliciter le Ministre concerné, lui-même, pour nous accorder la permission de consulter certains documents. Etablir des plans et cartes concernant les usines et les zones industrielles, nécessaires pour notre recherche, est absolument interdit. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres qui expliquent un certain nombre de lacunes dans cette étude.

Sur d'autres plans, parmi les difficultés que nous avons rencontrées figure l'absence de statistiques précises sur le nombre des entreprises et des salariés pour chaque localité et zone industrielle. Les sources dans ce domaine sont incomplètes et quelquefois contradictoires.

En ce qui concerne les investissements réels, les méthodes de financement, le rôle des aides extérieures, ainsi que pour la valeur ajoutée pour chaque type d'industrie, les documents manquent cruellement. Ce qui existe dans ce domaine, ce sont des estimations concernant le capital social de chaque entreprise, la valeur des investissements prévus par les plans quinquennaux et la valeur ajoutée par un certain nombre d'entreprises publiques.

La multiplication des organismes qui dirigent les différentes activités industrielles et la dispersion des informations nous crée des difficultés supplémentaires.

D'une manière générale, les statistiques et documents accessibles sont beaucoup plus restreints en ce qui concerne le secteur privé.

Enfin, la méfiance des responsables dans le secteur public et les patrons dans le secteur privé, à l'égard du chercheur, limite considérablement l'utilité de l'enquête personnelle.

Les statistiques essentielles dont nous avons disposé proviennent du Bureau Central des Statistiques (notamment l'Annuaire Statistique : Statistical Abstract) qui constitue la première source documentaire du pays pour les affaires économiques et sociales.

Les rapports et les statistiques officielles des Ministères de l'Industrie et du Pétrole ont été les plus précieux pour notre travail.

Les statistiques et les études réalisés par les Ministères de la Planification, de l'Information, du Travail et des Affaires Sociales, de l'Economie et du Commerce Extérieur ont été très utiles.

Il est à noter que la majeure partie des statistiques et rapports publiés par le B.C.S. et les différents ministères ont été faits dans des objectifs économiques et sur le plan national.

Pour faire face à ces restrictions nous avons utilisé largement les mémoires du Département de Géographie de Damas, les articles de la presse, particulièrement ceux de la revue semi-mensuelle AL-Iktissad (l'Economie) des revues mensuelles Syrie et Monde Arabe, et Naft-AL-Arab.

Nous avons également profité de l'aide efficace de quelques organismes, comme les Fédérations Industrielles, la Chambre d'Industrie de Damas, l'Etablissement Général des Céréales et des Minoteries, la Fédération des Artisans.

Dans la mesure de nos possibilités, les entreprises et les régions industrielles que nous avons visitées, en tant qu'assistant au Département de Géographie pendant deux ans et en tant que chercheur autorisé par l'Université de Damas, retournant trois fois en Syrie, ont permis de compléter certaines lacunes et de connaître mieux les aspects humains et géographiques de l'industrialisation de notre pays.

Quant à la rédaction de cette thèse, nous avons penché pour un plan qui tient compte de l'influence du passé au présent de cette Syrie qui n'est qu'un morceau d'une nation déchirée.

Notre préoccupation initiale a été de mettre l'accent, aussi bien sur le cadre géographique, physique et humain, que sur les facteurs favorables et défavorables de l'industrialisation du pays. Cette analyse nous a poussé à déterminer les structures industrielles, les pôles et axes de développement dans leur évolution vers la situation actuelle.

L'examen respectif des différentes branches industrielles de leur évolution, de leurs possibilités, de leurs problèmes, de leurs perspectives, constitue la colonne vertébrale de cette étude.

La répartition géographique des industries dans ses motivations et ses conséquences, le rôle joué et voulu de l'industrie dans la vie économique et sociale du pays, auxquels nous avons consacré beaucoup d'efforts, représentent l'étape finale de notre travail.

Notre recherche qui se termine avec l'achèvement du 3ème Plan Quinquennal et la préparation du 4ème Plan nous a conduit, en conclusion, à tracer les principales lignes de l'avenir.

P R E M I E R E   P A R T I E

---

LES CONDITIONS DE L'INDUSTRIALISATION

---



## CHAPITRE I

### LE CADRE PHYSIQUE ET GEOGRAPHIQUE

#### A - LA SITUATION GEOGRAPHIQUE ET LES FRONTIERES

La Syrie au sens large a pour limites naturelles : au Nord les chaînes montagneuses du Taurus, à l'Est l'Euphrate, au Sud, les déserts de l'Arabie et du Sinaï et la Mer Rouge, à l'Ouest, la Méditerranée. Cet ensemble a la même structure physique, les mêmes conditions climatiques ainsi que le même type de végétations et de cultures. Cette unité géographique n'a jamais formé, à travers les siècles, une unité politique indépendante qui correspond à ces frontières naturelles. Elle a toujours été le théâtre de migrations, d'invasions, et de pillages qui se sont succédés, presque sans interruption, depuis la plus haute antiquité jusqu'à nos jours. Elle constitue la façade méditerranéenne des pays du Levant. Carrefour important de circulation routière sur l'unique route terrestre Europe - Asie - Afrique. Pays de contact entre des civilisations différentes d'avant J.C. jusqu'à notre époque actuelle.

Cette situation est naturellement très favorable au commerce. Grâce à elle, la population syrienne a pu acquérir depuis les temps les plus anciens une riche expérience commerciale et maintenir une source de richesse vitale. Le croisement de la route Ouest-Est, qui relie la Méditerranée, la Mésopotamie, la Perse et l'Inde avec la route du Sud, menant en

Egypte et en Arabie, fait de la Syrie le noeud de communications le plus important dans l'Ancien Monde.

Dès la veille de l'occupation Ottomane, la Syrie commença à franchir de profondes périodes de décadence.

En raison du détournement du commerce des produits de l'Extrême Orient, par les voies océaniques, la Syrie a perdu une grande partie de son rôle international; elle reste pourtant un couloir important pour le passage du commerce et du transit de la Mésopotamie et de la Perse.

De Lesseps a pu ouvrir le canal de Suez (1856-1869), ce qui a fait prendre une autre direction au commerce de Bagdad et de la Perse, au profit du commerce égyptien et anglais.

Toutefois, à cette époque-là, la Syrie était considérée comme le principal foyer de l'industrie artisanale de l'Empire Ottoman.

Effectivement la prospérité commerciale et artisanale de la Syrie a commencé à décliner progressivement, comme dans tous les pays de l'Empire, d'ailleurs, jusqu'au début du XXème siècle, où elle atteint son point le plus bas, déclin renforcé par l'inexistence de routes et d'un véritable apport industriel. Ceci se produisait au moment où L'Europe vivait une grandiose révolution industrielle et sociale.

La période des conquêtes coloniales dans la nation arabe représente toute une étape historique dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle parachevée par le partage des provinces arabes au nord d'Afrique, puis les provinces situées à l'Est de la Méditerranée, lors des Conférences de Paix qui suivirent la première guerre mondiale.

Il s'agit de s'assurer à grande échelle des zones de placement de capitaux, des marchés pour les produits industriels et des sources de matières premières, dans une période où la concurrence entre les divers Etats européens se fait plus aiguë.



En mai 1916, à Saint-Petersbourg, avaient été signés les accords secrets de Sykes-Picot-Sazanow qui partageaient entre les trois puissances alliées (Russe-France-Grande-Bretagne) les dépouilles de l'Empire Ottoman.

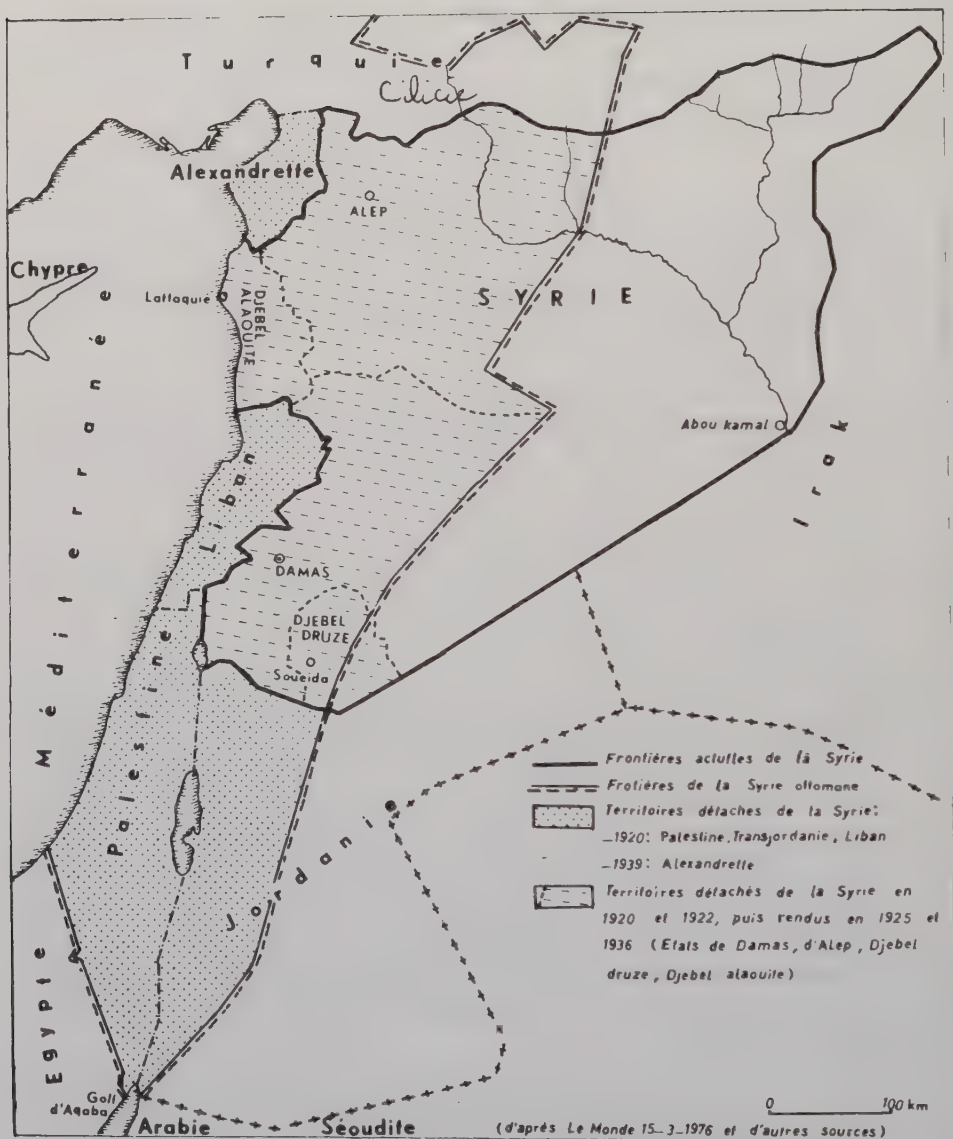
Il s'agit des anciennes provinces Ottomanes de Syrie (au sens large) et d'Irak. Ces accords prévoyaient de placer le Liban, la côte Syrienne et la Cilicie sous administration française, la partie méridionale de la Mésopotamie sous administration anglaise, de créer en Palestine une zone internationale.

Cependant que le restant de la Syrie, la partie nord de la Transjordanie et le Vilayet de Mossoul seraient unifiés et attribués à l'influence française, et les territoires du Nord de l'Arabie étirés entre l'Egypte et l'Irak à l'influence anglaise.

Mais la carte de Sykes-Picot a été beaucoup modifiée ultérieurement, par les accords de San Remo (1920) et le jeu de forces entre anglais et français.

En effet, la Syrie d'aujourd'hui porte un nom autrefois réservé à une région beaucoup plus vaste (près de 300.000 km<sup>2</sup>). Ses frontières sont le résultat de toute une série de compromis échelonnés sur vingt cinq ans (1920 à 1945) qui ont permis de donner satisfaction aux chrétiens francophiles Libanais, aux revendications turques, aux exigences anglaises soucieuses de découper une Transjordanie qui leur était inféodée et une Palestine pour installer un Etat juif au coeur de la nation arabe et à l'Est du canal de Suez, de confier à un autre de leurs protégés la garde des pétroles de Mossoul. Il ne reste plus pour la Syrie que 185 mille km<sup>2</sup> de superficie. Elle est entourée par des frontières conventionnelles qui ne correspondent nulle part à des données naturelles.

Au Nord, une ligne qui part d'un point sur la Méditerranée à Badamiyeh, au Sud de l'embouchure de l'Oronte, remonte vers l'Est, puis vers le Nord jusqu'à Midan-Ekbes, va ensuite de l'Ouest à l'Est pour suivre la



**LA SYRIE**  
Situation géographique & frontières

ligne du chemin de fer de Bagdad (laissant ce chemin de fer à la Turquie) pour finir à Ain-Diwar sur le Tigre.

Ainsi la France céda à la Turquie deux régions importantes : la Cilicie, conformément au traité d'Ankara conclu entre les deux Etats le 20 Octobre 1921, et le Sandjak d'Alexandrette, le 2 Novembre 1939, contre un traité en vue de la deuxième guerre mondiale (Juillet 1939).

A L'Est, grâce à la modification faite aux accords de Sykes-Picot qui a eu lieu à la Conférence de Paris et à San Rémo, la France céda Mossoul en échange de 25% des parts au sein de la Turkish Petroleum Company. (1)

Ainsi la ligne frontière avec l'Irak épouse le cours du Tigre pendant une cinquantaine de kilomètres, puis elle suit un tracé conventionnel qui, en passant à proximité d'Abou-Kamal (village syrien), s'incline vers le Sud Ouest à travers le désert qui sépare la Syrie de l'Irak et de la Jordanie. Ici, il faut noter que la Transjordanie devait, en partie, revenir, selon les accords de Sykes-Picot à l'Etat Syrien intérieur sous influence française. En 1920, encouragés par les Britanniques, l'émir Abdallah s'y rendit en vue d'opérations en Syrie. Après quelque progression vers le nord, les anglais le stoppent. Il sera nommé en 1921, Emir flanqué d'un Haut Commissaire Anglais. Deux ans plus tard, en mai 1923, on lui imposa, en échéance de son maintien, le mandat Britannique.

Au Sud, Sud-ouest, la frontière longe, en partie, la rivière de Yarmouk, puis elle suit la rive Est du lac Tiberiade, le Jourdain et le lac de Houlé qui séparent la Syrie de la Palestine; Ensuite elle se dirige vers le Nord jusqu'à Banias (village Syrien) où elle devient une frontière Syro-Libanaise. La frontière avec la Palestine correspond, plus ou moins, aux accords des armistices de Rhodes signés par la Syrie en juillet 1949.

---

(1) Voir A. NOUSCHI : Lutttes Pétrolières au Proche-Orient. p. 118-119.

A l'Ouest, la création du Liban remonte au traité de Paix de Sèvres (août 1920), qui imposa le partage de la Syrie en quatre Etats : parmi eux le Grand Liban. En 1926, la France accorda au Liban le statut d'une république dotée d'une constitution et d'un gouvernement national dans le cadre du Mandat. Les limites du Liban sont précisées dans l'article premier de la constitution du 26 mai 1926; elles n'ont pas été modifiées depuis cette date là.

En effet, au delà de Banias au Sud, la frontière Syro Libanaise suit à peu près les crêtes de l'Anti-Liban, tourne vers l'Ouest au Nord de Hermel (village libanais), passe au Sud de Tel-Kalakh (village syrien) et aboutit à la Méditerranée au Sud de Cheikh-Djabi, au nord duquel sur 173 kilomètres s'étend la frontière occidentale de la Syrie sur la Méditerranée.

Malgré ces frontières arbitraires (nous allons voir, plus loin, leur influence sur le développement économique du pays, plus particulièrement sur le développement industriel), la Syrie est privilégiée par sa situation en bordure de la mer; elle est ainsi un des débouchés obligatoires des pays arabes de l'intérieur : l'aboutissement à Banias et à Tripoli des canalisations du pétrole de l'Irak et, à Sidon, de celui de l'Arabie Séoudite en fut la preuve. Toutes sortes de trafic et de transit entre les pays arabes de l'Asie et la Méditerranée doit passer par la Syrie, surtout après la première guerre israélo-Arabes en 1948 (voies terrestres).

## B - RELIEF ET STRUCTURE

Au point de vue structure physique le territoire syrien n'est qu'un fragment de la Péninsule Arabe, vaste ensemble géographique formant un petit continent entre l'Afrique et l'Asie et entouré par une ceinture de montagnes et de mers.

Faisant partie de cette vaste étendue, la Syrie est inclinée légèrement vers le Nord-Est et elle est bordée, sur leurs limites Nord par les chaînes du Taurus en Turquie.

De l'Ouest à l'Est, la Syrie présente des aspects divers du point de vue du relief, du climat et de la végétation et même au point de vue humain.

C'est d'abord, la région littorale, constituée par une bande de plaines insérées entre la Méditerranée et le pied des massifs montagneux. Elle s'étend de Bayas au Nord, à Tripoli au Sud. Du Nord au Sud se succèdent, les plaines de Lattaquié, de Djebél, de Banias et de Tartous; toujours fertiles, bien arrosées et bien cultivées. Ensuite vient une zone montagneuse, formée de deux chaînes de montagnes parallèles à la côte; la première à l'Ouest, domine la mer; la deuxième à l'Est, s'incline vers l'intérieur. La chaîne occidentale comprend, du Nord au Sud, la montagne du Cassius et le massif d'Alaouites. Elle se prolonge, au Sud, par le massif du Liban. Le Cassius est une montagne presque ronde, longue de 50 km. et large de 30 km. Son altitude dépasse 1700 m. Quant à la montagne des Alaouites, c'est un puissant massif calcaire, s'allongeant sur plus de 125 km. et de 25 à 35 km. de largeur. Elle culmine au sommet de Nabi-Younés à 1583 m.

Parallèle à cette chaîne occidentale, se dresse la chaîne orientale qui est moins compacte et moins élevée que la chaîne côtière. Au nord, en face des massifs Amanus et Alaouites, elle se manifeste par des Djebels, peu élevés et loin d'être une chaîne intégrante : Kurd Dag et Simân (600 à 800 m.). Ala et Baricha (500 m.) et enfin plus au Sud Djebel Zaouiyé (900 m.). Cette chaîne disparaît ensuite, laissant la place au plateau de Hama et Homs, pour réapparaître au centre avec l'Anti-Liban, qui est le plus grand massif de cette chaîne, long de 170 km., d'une largeur de 40 à 50 km. et d'une altitude de 2814 (Hermon).

Entre ces deux chaînes de montagnes, s'allonge le Fossé Central, formé d'une série de bassins reliés par le fleuve Oronte. Ces bassins, dont l'altitude, par rapport au niveau de la mer, s'étage de 125 à 500 m. s'étendent du Nord au Sud, comprenant les bassins : Afrine, Amouk, puis celui du Ghab, inséré entre le massif Alaouites et le Djebel Zaouiyé et inondé par les eaux de l'Oronte, qui le transforment en un véritable marécage; après les travaux d'aménagement de l'Oronte, le Ghab est devenu une des plaines les plus fertiles en Syrie.



Le fossé médian se perd ensuite dans les deux grandes plaines de Hama et de Homs, protégé à l'Ouest par les Monts Alaouites, ouvert à l'Est vers les plaines centrales. Il se prolonge, au Liban par la plaine de Bekaa et la Vallée du Litani.

Cet ensemble, côte Méditerranéenne, zone montagneuse avec ses deux chaînes Occidentale et Orientale, et fossé central, présente une façade relativement étroite. En effet, moins de 100 km. à vol d'oiseau séparent Lattaquié de Hama, et couvrent une superficie minimum ne dépassant pas 20% de la superficie totale du pays.

Cette façade constitue une barrière qui empêche l'infiltration modératrice de la Méditerranée vers l'intérieur du pays, et laisse la porte ouverte à la progression du désert de l'Est à l'Ouest. Cette barrière était encore un obstacle franchissable difficilement, en ce qui concerne les communications entre la côte et l'intérieur. Dès l'antiquité, les trafics des caravanes suivirent des chemins méridionaux, soit au long du rivage méditerranéen, à l'Ouest des massifs montagneux, au-delà de la Turquie au Nord jusqu'à l'Egypte au Sud, soit le chemin qui traverse les plaines intérieures en passant par Alep, Hama, Homs, Damas jusqu'au Hidjaz en Arabie. Même les premières routes terrestres construites désormais suivent les traces des caravanes.

A l'est de la zone montagneuse, s'étend la plate-forme syrienne, grande étendue, plate, peu accidentée; elle est constituée de plaines et de plateaux, dont l'altitude moyenne est de 400 m. Des plis étroits et des Djebels dispersés, au Sud, au centre et à l'Extrême Nord-Est, troublent en quelque sorte la monotonie de l'intérieur.

Un ruban de plaines s'étend du Sud au Nord, Nord-Est entre les montagnes de l'Ouest et le désert à l'Est. Il est occupé par des agglomérations humaines sédentaires très anciennes, qu'attestent des villes comme Damas, Homs, Hama et Alep, considérées comme les plus importantes et même les pôles des activités économiques, dans le pays.



Au sud, se situe la plaine de Hauran, très célèbre par sa richesse agricole dès l'époque des Romains. Elle s'étend entre le massif volcanique de Djebel Druze (1800 m.) et le fossé du Jourdain; elle est de 70 km. de longueur et une largeur à peu près identique.

Puis vient la cuvette de Damas, dont la largeur varie entre 8 et 12 km. et dont la longueur est de 24 km. environ; domaine de meilleurs sols, où s'écoulent deux rivières perennes : Barada et Aouadj. Au Nord, les hauteurs de Kalamoun flanquent l'Anti-Liban, elles s'étagent de 1.000 à 1.700 m. environ, orientées du Sud Ouest au Nord Est, pour rejoindre les plis de Palmyre qui s'étendent jusqu'à l'Euphrate; son altitude est de 1.000 m. Cette chaîne de montagne constitue une limite entre le désert au Sud Est et la steppe désertique au Nord.

En franchissant les hauteurs de Kalamoun, de vastes plaines de Homs et de Hama, s'étendent du Sud au Nord; elles ont de grandes possibilités agricoles avec l'existence de terres suffisamment fertiles et un cours d'eau important de l'Oronte.

C'est dans le Nord Syrien, autour d'Alep, que la large plaine cultivable atteint son maximum; une centaine de kilomètres sépare les massifs qui bordent l'Oronte du cours de l'Euphrate.

Enfin, au-delà de l'Euphrate, jusqu'à la frontière syro-irakienne s'étend l'immense plaine de Djeziré. Encore désertique dans le Sud, elle devient cultivée ou cultivable à mesure que l'on se rapproche des montagnes du Taurus. Il s'agit, surtout, de la Haute Djeziré, au Nord de la ride montagneuse formée par les Djebels Abd el Aziz et Sindjar.

A l'Est et au Sud de cet arc de plaines, on s'accède progressivement dans le Badia (steppe désertique). A l'extrême Sud-Est, au contact du désert Irako-Séoudien, s'étend le Hamad, plateau de calcaire, aride, domaine exclusif des nomades. Au nord, au-delà des plis de Palmyre, l'aridité s'atténue en même temps que se diversifie le relief, c'est la Chamieh, où se mêlent paysans et nomades.



## C - LE PROBLEME DE L'ARIDITE

Située dans la région subtropicale Nord (entre le 33<sup>e</sup> et le 37<sup>e</sup> degré de latitude Nord), la Syrie a un climat généralement tempéré de type méditerranéen. Partout le rythme annuel comprend deux saisons principales : un été très long, sec et ne comportant ni précipitation, ni nébulosité; et un hiver court, froid et pluvieux; enfin deux belles saisons intermédiaires à peine distinctes, l'automne et le printemps.

Dans notre région, la seule source d'humidité est la Méditerranée. En effet, les seuls vents pluvieux qui l'abordent sont les vents d'Ouest Méditerranéens.

Le régime de pluies est conditionné par les déplacements de l'anticyclone des Açores : lorsque celui-ci est rejeté vers le Sud les dépressions atlantiques traversent la Méditerranée pour devenir plus humide en arrivant à son bassin oriental, ce sont elles qui apportent leurs pluies à la région. Mais si l'anticyclone des Açores s'avance vers le nord, les dépressions venues de l'Atlantique en hiver passent plus au Nord sur le continent européen; notre région retombe alors sous le régime anticyclonal. Les dépressions qui traversent la Méditerranée vers l'Est sont rares.

Ainsi, de la fin Avril à la fin Octobre, le pays est soumis en général à l'influence de l'anticyclone des Açores, qui est renforcé par un vent chaud soufflant du Sud-Est (Chlouq) accroissant l'aridité du climat et le rendant désertique.

Pendant cinq ou six mois et parfois davantage, il y a absence presque totale de précipitations. Cette période sèche s'allonge à mesure qu'on s'éloigne de la Méditerranée : de quatre mois au bord de la mer, elle dure plus de dix mois dans la zone désertique au Sud-Est.

En hiver comme au printemps et en automne, d'Octobre à Avril, la température baisse, les pluies sont abondantes, quelquefois violentes et orageuses, mais irrégulières, conditionnées pour les déplacements de l'anti-

cyclone des Açores vers le Sud et le Nord. Lorsque l'Anticyclone s'éloigne vers le Sud, le vent de la mer domine le pays en l'arrosant abondamment.

De toute façon, le climat syrien est caractérisé par la pauvreté de son régime pluviométrique. Ainsi les régions qui reçoivent une moyenne annuelle de 1 mètre de pluie sont très restreintes. Le centre du pays, domaine de plaine et de richesse agricole, reçoit annuellement une moyenne qui ne dépasse pas 500 mm. La faiblesse des précipitations est manifestée à l'Est du pays, où l'on trouve des sols fertiles, mais qui ne reçoivent que moins de 200 mm. d'eau par an.

A côté de la longueur de la période sèche et l'insuffisance des pluies, il faut ajouter aussi l'irrégularité des précipitations d'une région à l'autre et d'une année à l'autre. (En 1971, Hama a reçu 76,7 mm. pendant 24 heures, tandis que Palmyre a reçu 117,9 mm. seulement durant cette année là; Alep reçoit annuellement 350 mm., elle n'en a reçu que 197 mm. en 1959; Lattaquié a reçu 647 mm. en 1970 et 836 mm. en 1971).

Ces conditions climatiques ont des conséquences fâcheuses pour l'agriculture. L'irrégularité du régime pluviométrique, fait courir à l'agriculture de grands risques qui peuvent se traduire par la perte complète de la récolte dans les régions aux cultures non irriguées.

Néanmoins étirées entre le désert au Sud Est, les montagnes de Taurus au Nord et la Méditerranée à l'Ouest, et traversée par des reliefs parallèles à la côte, la Syrie offre des régions climatiques plus ou moins différenciées :

A - La région Maritime : elle comprend les plaines et les montagnes cotières et la plupart du fossé central. Ici, la Méditerranée exerce une action remarquable; elle tempère les chaleurs de l'été et les froids de l'hiver. La température moyenne à Lattaquié varie de 14° en janvier à 20° en Août. L'écart annuel est ainsi réduit et dépasse à peine 12°. Il est un peu plus large dans la montagne et dans le fossé central (13° - 27°). L'hiver y est long et doux, la température extrême ne descend presque

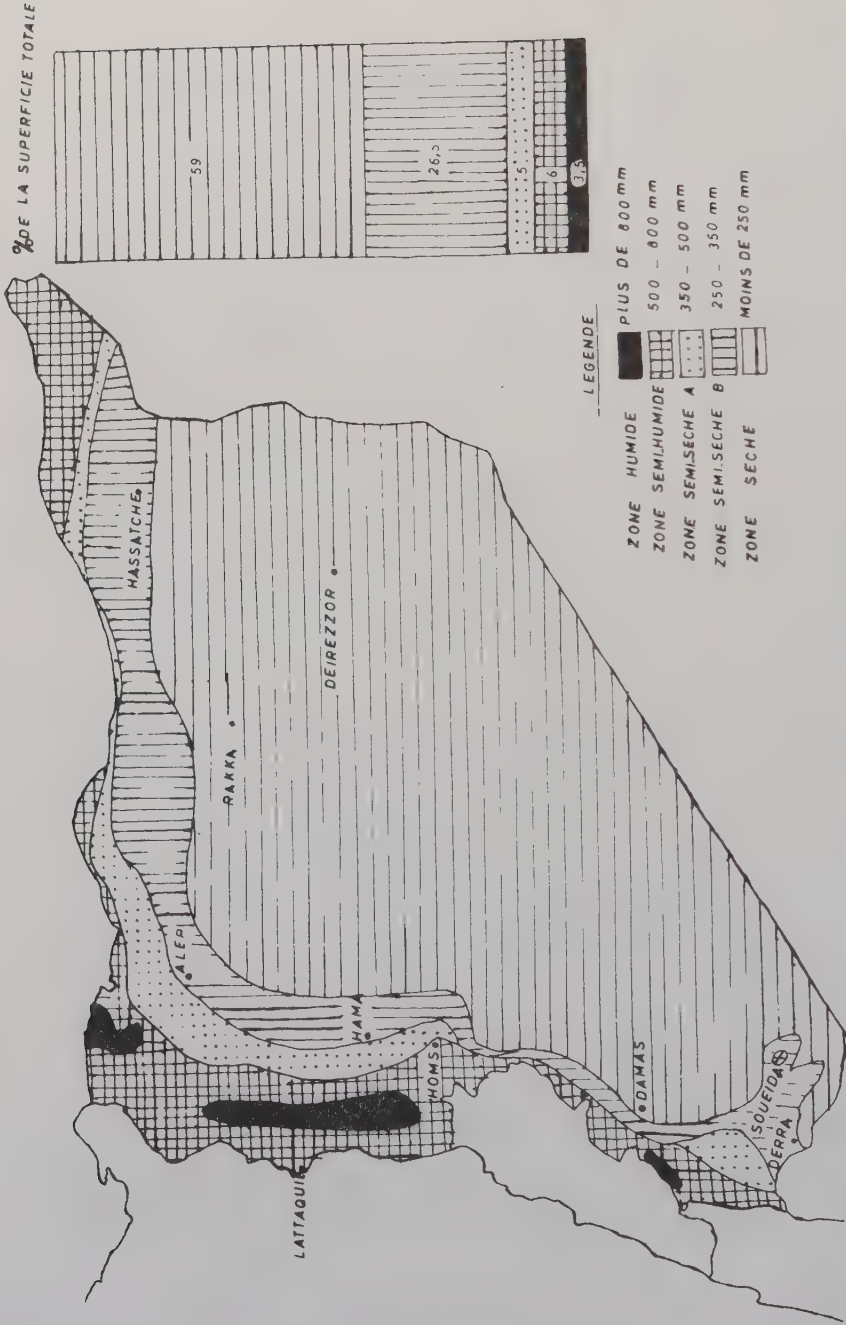
jamais à zéro, la neige est très peu connue même sur les montagnes; les pluies sont abondantes et dépassent 600 mm par an (plus de 1400 mm. sur le massif Alaouites). L'été y est tiède, un peu lourd dans les plaines côtières à cause de l'humidité constante; la période sèche est réduite à quatre mois seulement.

B - La région Centrale : c'est une région intermédiaire entre la zone méditerranéenne à l'Ouest et la zone désertique à l'Est. Elle englobe les plaines et les plateaux qui s'allongent du Sud au Nord Nord Est, en arrière des chaînes côtières. Elle se situe entre les isohyètes de 500 mm. et de 250 mm. Ici, le climat est une transition entre le climat maritime et le climat désertique, un hiver plus froid et un été plus chaud, plus sec que le climat dans la région précédente à l'Ouest. L'amplitude thermique annuelle est de 20° en moyenne, s'accroissant de l'Ouest à l'Est. L'absence de l'influence modératrice de la mer accentue le contraste de température entre l'hiver (8°) et l'été (30°). La pluviosité y est moins abondante que dans la région maritime et varie entre 500 mm. et 250 mm. Du début mai à fin septembre, la sécheresse est presque absolue. L'aridité devient ainsi un des traits dominants de cette zone.

C - La région désertique : elle concerne plus de la moitié de la superficie du pays. Le climat devient saharien et aride. Les hivers sont courts, mais vigoureux, les étés longs et brûlants de type continental. La température moyenne en hiver est de 5° et de 40° en été. La quantité de pluie ne dépasse pas 250 mm. par an. Elle s'abaisse progressivement à l'Ouest et à l'Est et du Nord au Sud : Damas : 230 mm; Palmyre : 116 mm; Abou Kamal : 103 mm. Dans le Hamad, à l'extrême Sud-Est, la moyenne annuelle des pluies ne dépasse pas 100 mm; l'été y est torride et long dépassant parfois dix mois, c'est le désert proprement dit.

#### D - LES RESSOURCES EN EAU ET LEURS CARACTÉRISTIQUES

Les conditions principales qui déterminent les caractéristiques de l'hydrographie en Syrie sont : le relief, l'inégale répartition des pluies



## REPARTITION DES PLUIES

dans le temps et dans l'espace et enfin la nature lithologique et la structure du sous-sol. Les hauts massifs montagneux de la côte jouent le rôle d'une véritable barrière contre les vents marins chargés d'humidité, celle-ci est ainsi condensée et retenue par la montagne au détriment des plaines et plateaux intérieurs qui sont très peu arrosés. La géologie joue un rôle important en ce qui concerne le phénomène de l'infiltration, car les calcaires jurassiques, crétacés et éocènes, forment le coeur des montagnes en Syrie surtout dans les massifs Alaouites et Anti Liban et les transforment en grands réservoirs d'eau.

Les richesses de la Syrie en eaux profondes sont insuffisamment connues. Mais la majorité des travaux de recherches hydrologiques effectués en Syrie fait ressortir que le sous-sol syrien n'a pas été si avare dans ce domaine, tous en concluant que les réserves d'eau y sont considérables et forment une de ses grandes richesses, et que la nature du sous-sol, en grande partie, perméable, facilite l'infiltration et l'emmagasinement des eaux dans les meilleures conditions. "Un certain nombre d'experts estiment que les nappes souterraines reçoivent annuellement un apport de 600 millions de mètre cubes. La moitié de cette quantité au moins peut être exploitée, irriguant 200 mille hectares du moment qu'un hectare a besoin de 15 mille m<sup>3</sup> par an". (1) Ces richesses en eaux profondes une fois connues, la question se pose de savoir si elles sont suffisamment alimentées pour que l'on puisse y puiser d'une façon normale et pour exploiter ce domaine afin de pouvoir combler les lacunes que nous avons signalées de régime pluviométrique.

Il est à noter que souvent des nappes aquifères sont ruinées par l'exploitation massive; dès lors, pour creuser un puits d'eau, il faut avoir une permission préalable donnée par les autorités compétentes.

La possibilité de résurgences des eaux souterraines, ainsi que la structure du relief et les conditions climatiques, conditionnent les eaux courantes. En tenant compte de ces facteurs, on peut diviser le pays, en ce qui concerne les eaux de surface, en quatre régions :

---

(1) S.O. Pacha. Cours de Géo. écon. de la Syrie, p. 51.

1. La région côtière : le massif d'Alaouites très proche de la mer donne naissance à plusieurs cours d'eau, d'un régime torrentiel, aux crues brutales et rapides en hiver et aux étiages fort marqués en été. Ils sont nombreux et très courts, voici les principaux :

Nahr-el-Kebir ech-Chamali (la grande rivière septentrionale) qui contrairement à son homonyme du Sud, reste un torrent presque sec en été, dangereux en hiver avec des crues brutales de 200 m<sup>3</sup> par seconde. Il est long de 56 km. en Syrie (80 km. au total) et son bassin atteint 1050 km<sup>2</sup> environ. Il gagne la mer près de Lattaquié.

Nahr-el-Kebir-el-Djenoubi (la grande rivière méridionale), prend sa source dans le Sud des Monts Alaouites et coule d'abord dans une vallée longitudinale pour percer ensuite la montagne par une trouée transversale et entre dans la plaine Akkar, il forme la limite entre la Syrie et le Liban et rejoint la mer au Nord de Tripoli, après avoir traversé 50 km. Son débit moyen est de 4,5 m<sup>3</sup>/s, il s'élève à 50 m<sup>3</sup>/s en hiver et baisse à moins de 1 mètre cube/s. en été.

Outre ces deux fleuves, on rencontre, dans cette région, quelques grosses rivières comme le Snobar, le Hossein, le Banias, qui n'ont que peu d'intérêt et enfin le Senn, long de 6 km. seulement, mais qui a un débit très important et le plus régulier (débit moyen 12 m<sup>3</sup>/s, 6 m<sup>3</sup>/s en été et 20 m<sup>3</sup>/s en hiver). Il est mis en exploitation récemment pour l'irrigation et pour la production d'électricité.

2. Le fossé central : étiré entre les chaînes montagneuses, cette région est la mieux alimentée en sources d'eau courante. C'est là que l'on trouve le deuxième fleuve en importance dans le pays, c'est-à-dire, l'Oronte ou Nahr-el-Assi (la rivière rebelle). Celui-ci, coule dans le fossé central du Sud au Nord parallèlement à la mer. Dans son cours supérieur qui va de sa source à Hermel, au Liban, jusqu'au lac de Kattiné à Homs, il est torrentiel et, par conséquent, d'une importance secondaire. A la sortie du lac de Kattiné (60 km<sup>2</sup> de superficie, il retient 200 mille m<sup>3</sup> d'eau).

L'Oronte arrose les plaines de Homs et Hama, qui profitent ainsi largement de ses eaux, ensuite il se perd dans le fossé du Ghab où il se transforme en lac marécageux (actuellement asséché et aménagé); il en sort ensuite en effleurant le lac d'Amouk (situé dans le département d'Alexandrette annexé à la Turquie en 1939), passe par Antioche et débouche dans la Méditerranée au pied de l'Amanus, à Soueidiyé.

Après l'Euphrate il est le plus long des fleuves syriens (571 km. au total), sa partie supérieure se trouve au Liban (50 km.), sa partie inférieure en Turquie est longue de 196 km. et en Syrie son parcours est long de 325 km. Son débit varie entre 10 m<sup>3</sup>/s à l'étiage et 400 m<sup>3</sup>/s aux hautes eaux; le débit annuel moyen est évalué de 18 à 26 m<sup>3</sup>/s.

A l'Amouk, l'Oronte reçoit les eaux de son affluent Afrine. Celui-ci est alimenté en Turquie; il coule du Nord au Sud dans le prolongement du fossé central vers le Nord. Il est long de 85 km. en Syrie et de 149 km. au total. La différence remarquable entre son débit de l'été et celui de l'hiver lui donne un caractère torrentiel. Il est abondant et rapide en hiver avec 450 m<sup>3</sup>/s de débit maximum, par contre, il est calme en été car le débit ne dépasse pas les 5 m<sup>3</sup>/s.

Enfin, on peut annexer aux flancs du fossé central le Nahr-el-Yarmouk. Il prend sa naissance au Hauran, mais il gagne le fossé de Ghor en se jetant dans le Jourdain.

Le Yarmouk draine les eaux de la plus grande partie des régions volcaniques de la Syrie Méridionale. Après être formé par la réunion de plusieurs oueds, il suit la frontière Syro-Jordanienne au fond d'une vallée très profonde, coupée de plusieurs chutes, en parcourant 47 km. en territoire Syrien et 10 km. en Jordanie. Son bassin s'étend sur 7584 km<sup>2</sup>. (1) Le régime annuel du Yarmouk reflète, comme la quasi totalité des cours d'eau en Syrie, celui des pluies; son débit en hiver est supérieur à 100 m<sup>3</sup>/s., il

---

(1) A. Bagh, La région de Djolan p. 242.



tombe à 15 m<sup>3</sup>/s. en moyenne et à 7 m<sup>3</sup>/s. en été; mais il présente une régularité d'écoulement en saison chaude très peu connue dans le reste des cours d'eau en Syrie.

Malheureusement dans la majeure partie de son parcours, le Yarmouk est sans valeur agricole, car il s'encaisse dans des gorges basaltiques ou calcaires impraticables; mais il offre de grandes possibilités en ce qui concerne la fourniture de l'énergie hydro-électrique.

### 3. La région des bassins fermés

Il s'agit effectivement de deux bassins : au Nord le bassin d'Alep et au sud le bassin de Damas. Ce sont des rivières à faible puissance et à débit qui décroît progressivement, de l'amont vers l'aval. Elles naissent, au Nord, en Turquie, et au Sud, au pied de l'Anti Liban, pour se perdre au bord du désert dans les marais. "Chacune d'elle possède un bassin fermé, isolé des autres, qu'elle irrigue d'une façon judicieuse, le rend ainsi verdoyant et lui procure une valeur agricole immense". (1)

Dans le bassin septentrional, coule le Nahr Koueik; il prend sa source dans le Taurus à Aintabe. Il est une grande rivière en hiver, avec un débit de 60 à 70 m<sup>3</sup>/s, mais il est complètement sec en été, car ses eaux sont utilisées par les turcs qui les détournent dans sa partie supérieure. Son bassin s'étend en temps normal sur 7.100 km<sup>2</sup>. Il traverse la ville d'Alep et finit dans le marais de Matekh après un parcours de 110 km. en Syrie.

Dans le bassin Méridional, les rivières sont pérennes et très importantes car elles coulent dans une cuvette très fertile et la moyenne annuelle des pluies ne dépasse pas 230 mm. Il s'agit de deux rivières : Barada et Aouadj.

On dit chez nous "Damas le don de Barada". Celui-ci né dans l'Anti-Liban, traverse la plaine de Zabandanie, passe par Damas et arrose la

---

(1) Y. Helbaoui, L'Econ. Syr. et les Pro. de son Dév. p. 30.



cuvette par sept branches pour en faire la plus belle oasis du Moyen-Orient et offrir à la capitale une immense richesse. Ensuite, il se perd dans le marais d'Outeibé à 10 km. à l'Est de Damas après avoir traversé 71 km. Son bassin couvre 4 000 km<sup>2</sup> environ. Son débit moyen est de 11 m<sup>3</sup>/s., il atteint 70 m<sup>3</sup>/s aux grandes eaux et il tombe à 3 m<sup>3</sup>/s en saison sèche.

Le Nahr-el-Aouadj est long de 66 km. il provient du versant oriental de l'Hermon et coule vers l'Est à proximité de la région de Damas. Il est moins intensément utilisé dans sa partie inférieure que le Nahr Barada. Il se perd dans le marais de Hidjaneh au Sud-Est de Damas. Son bassin s'étend sur 4.600 km<sup>3</sup>. Son débit moyen est de 2,5 m<sup>3</sup>, il s'élève à 20 m<sup>3</sup>/s. seulement en pleine saison de pluies, mais il tombe à moins de 1 m<sup>3</sup>/s en période d'étiage.

4. La région désertique : ici la sécheresse du climat ne permet pas la naissance de cours d'eau pérennes. Ce sont seulement quelques ruissellements qui naissent à la suite de rares orages tombant sur cette région pendant la saison des pluies et qui se perdent au bout de quelques kilomètres.

Cependant cette région bénéficie d'un système hydrographique assez riche, ses eaux venant en grande partie des territoires turcs.

C'est l'Euphrate et ses affluents qui transforment une grande partie de cette région sèche en une vallée extrêmement riche en eau et en limon.

L'Euphrate est nourri par la fonte des neiges des Monts d'Arménie en Turquie, franchissant la frontière à proximité du village de Djerablous; il traverse en Syrie, jusqu'à Abou-Kémal, les villes suivantes : Rakka Deir-ez-zor et Meyadine, parcourant 675 km. en territoire syrien, sur 2330 km. au total.

Lors de sa crue de printemps il peut atteindre un débit de 8.500 m<sup>3</sup>/s; son débit moyen est de 835 m<sup>3</sup>/s. Le bassin Syrien de l'Euphrate dépasse 7.000 km<sup>2</sup>.

L'Euphrate reçoit en Syrie trois affluents : Le Sadjour, affluent de la rive droite, long de 48 km. en Syrie (108 km. au total) avec 4 m<sup>3</sup>/s de débit moyen; puis des affluents de la rive gauche, le Khabour et le Balikh, tous deux naissant à la frontière turque et coulant vers le sud, longs de 405 et de 105 km. respectivement. Leurs débits moyens, à leur confluence avec l'Euphrate, sont de 50 m<sup>3</sup>/s et de 6 m<sup>3</sup>/s. Ils offrent à la plaine de Djeziré qu'ils traversent de grandes possibilités hydrauliques capables de faire de cette région une des plus riches régions agricoles de la Syrie.

Malheureusement, malgré son importance capitale dans sa partie syrienne, l'Euphrate reste très peu exploité, et même, au lieu de fournir de la richesse, il inonde les cultures, détruit les villages, au moment des crues brutales et fortes.

C'est tout à fait récemment que de grands efforts ont été entrepris pour dominer ce fleuve et créer non seulement la plus grande région de cultures irriguées, mais aussi une nouvelle région d'industrialisation.

A côté de ces fleuves et rivières, se trouve en Syrie un certain nombre de sources (95 sources), les plus importantes, c'est-à-dire celles qui ont plus de 50 litres/secondes de débit, soit au nombre 56, distribuées comme suit :

| <u>Région</u> | <u>Nombre</u> | <u>Débit total l/s</u> |
|---------------|---------------|------------------------|
| Damas         | 8             | 1.928                  |
| Hama          | 15            | 10.040                 |
| Kuneitra      | 14            | 3.164                  |
| Deraa         | 12            | 1.928                  |
| Homs          | 4             | 2.450                  |
| Idlib         | 1             | 2.500                  |
| Alep          | 2             | 350                    |
|               | ---           | -----                  |
| Total         | 56            | 22.360                 |

Chacune de ces sources dans les régions peu arrosées constitue un petit oasis et permet à une vie agricole très active.

En effet, à côté de la mauvaise répartition des eaux courantes, on peut dire que tous les cours d'eau syriens posent le même problème pour leur utilisation rationnelle (soit pour l'irrigation, soit pour la production d'électricité), à savoir l'aménagement du débit par la technique du barrage réservoir, afin de drainer la crue hivernale ou printanière jusqu'à la période sèche de l'été.

Enfin, la faiblesse générale concernant le débit moyen et l'étroitesse des vallées (à l'exception de l'Euphrate) rendent impossible l'utilisation des cours d'eau syriens comme voies de communication.

#### E - LA SECHERESSE LIMITE LA FORMATION DE BONNES TERRES

D'une façon simple, le sol syrien se compose de trois types principaux de terrains :

1. Des terrains sédimentaires variés, secondaires, tertiaires et quaternaires formés en grande partie de couches calcaires qui constituent la majeure partie du sol.

2. Des terrains éruptifs, surtout des basaltes tertiaires et quaternaires qui couvrent un sixième environ de la superficie du pays.

3. Des débris, d'alluvions et de limons, pliocènes et quaternaires qui s'étendent sur les bords des cours d'eau, dans les fossés et au pied des montagnes.

Ainsi on constate que les roches-mères sont en quelque sorte favorables à la composition des sols. Mais, ce sont les conditions climatiques et celles de la végétation, qui limitent la création des sols superficiels épais et riches.

Les massifs occidentaux : Cassus, Alaouites et Anti-Liban, les plus arrosés, sont formés de calcaires perméables (Jurassiques et crétacés) qui sont attaqués par l'érosion Karstique, ce qui a abouti à la création d'étendues de pierres nues (appelées localement aux Monts d'Alaouites : Djroudes, c'est-à-dire nues). De même, les calcaires éocènes, qui forment les montagnes : Kurd Dag, Simân, Baricha, Ala et Zaouiyé, sont en grande partie dénudées par l'érosion karstique. "Seule la construction de terrasses y permet la culture" comme l'a noté Monsieur Weulersse dans son ouvrage, Paysans de Syrie et du Proche-Orient. Ajoutons à cela l'influence épuisante de l'homme et de l'animal en ce qui concerne la couverture végétale, ce qui a accéléré la fonction de l'érosion. C'est dans les lits que l'on peut trouver des débris constituant un sol médiocre.

Dans les plaines cotières, les conditions naturelles favorisent l'existence des bons sols, meubles et fertiles, grâce à une quantité importante de pluie et au climat frais même en été qui contribuent à la décomposition physique de la roche mère (pierre de sable, grés, etc...).

On a alors des terres sableuses légères et assez profondes. A ceci s'ajoutent des apports divers de l'érosion montagnarde.

Les grandes plaines de l'intérieur offrent de meilleures conditions physiques, mais la sécheresse en limite rapidement la mise en valeur vers l'Est; la zone fertile n'y forme qu'une bande assez étroite entre les montagnes et le désert, large de 50 km. en moyenne dans le Sud, pouvant atteindre 100 à 150 km. dans le Nord.

C'est là qu'on trouve les meilleurs sols : basaltes décomposés dans la plaine de Hauran, le plateau de Djolan et dans la partie occidentale de la région de Homs; craies sénoniennes des plaines de Homs et Hama; marnes et calcaires miocènes des plaines d'Alep. Au-delà vers l'Est, l'aridité ne permet pas la formation de terre arable. Les calcaires du Hamad sont totalement désertiques et les gypses de la Djeziré méridionale sont stériles. Au contraire dans la Haute Djeziré se trouve de bonnes terres formées de basaltes décomposés et des alluvions récentes. Enfin, parmi les bonnes terres d'origine récente (pliocènes et quaternaires) cel-

les qui ont déposé aux bassins de l'Euphrate et ses affluents, le Khabour et le Balikh, et celles qui occupent de nombreuses cuvettes, telles que celles de Damas, de Palmyre, du Ghab, etc...

La classification de l'ensemble des sols en Syrie englobe les catégories suivantes, qui correspondent plus ou moins à la répartition des pluies :

Le sol rouge méditerranéen : il occupe 85.000 hectares dans la région la plus arrosée à l'Ouest, il s'agit des plaines cotières la plupart des Monts d'Alaouites et la partie occidentale du plateau d'Alep. La couche arable est souvent mince, caillouteuse dans les montagnes, épaisse et légère dans les palines.

Le sol brun et rouge foncé (Grumusol) : il s'étend sur 2.218.000 hectares dans les régions, où la quantité de pluie varie de 300 à 600 mm. par an (Hauran, Djolan, plaines centrales et extrême Nord Est de la Djeziré). C'est la terre lourde, le domaine de la culture des céréales; elle est bonne pour la culture irriguée du coton.

Le sol brun jaunâtre (Cumamonic) : il s'étend à l'Est de la région précédente, du Sud au Nord, Nord-Est, sur 4.781.000 hectares, occupant la steppe désertique (moyenne des pluies 100 à 300 mm. par an). Il est souvent caillouteux et moins fertile que le précédent; la proportion de calcaire y est très élevée; il correspond au domaine de la culture de l'orge.

Les sols désertiques : brun-gris ou gris, caillouteux, le calcaire y sont d'un taux très élevé, ils s'étendent sur 4.244.000 hectares au Sud Est du pays (Hamad) où la moyenne des pluies ne dépasse pas 150 mm. par an.

Les sols gypseux : ils occupent une superficie de 5.238.000 hectares, englobant une grande partie de la plaine de Djeziré et une grande région au Sud Ouest de l'Euphrate. Ils sont bruns jaunâtres ou blanchâtres épuisés par l'érosion éolienne; ils contiennent des couches gypseuses dur-

cies. Cependant les cultures y sont possible grâce à la présence de l'eau, sinon ils constituent des pâturages maigres.

Les sols limoneux et les alluvions : ils existent dans les bassins de l'Euphrate et ses affluents et occupent une superficie importante de 531.000 hectares. Ce sont des sols épais, fertiles, mais un peu salés.

#### F - LA PAUVRETE DE LA VEGETATION NATURELLE

La variété du climat, des sols, et de l'altitude fait de la Syrie un lieu de rencontre d'espèce très diverses originaires de régions opposées aussi bien tropicales que méditerranéennes et européennes.

D'une manière générale de l'Ouest à l'Est, à mesure que les pluies diminuent, la végétation s'appauvrit progressivement. Pendant les deux saisons principales, l'été et l'hiver, la vie végétale devient difficile, car l'hiver connaît des températures basses et même sévères et l'été connaît une sécheresse excessive assez prolongée. Les deux saisons intermédiaires, printemps et automne, sont les seules favorables à une vie aisée pour la végétation.

Au-dessus de 500 mm. de pluies, la forêt est la végétation naturelle. Mais les forêts y sont toujours restreintes aux zones montagneuses et une grande partie a été détruite par le ravage des hommes et des animaux.

En effet, les forêts deviennent maquis dense ou garrigue sèche. C'est seulement dans la montagne d'Alaouites que l'on trouve de vraies forêts, formées de pins, de chênes-Kermès (Sindyan) de chênes-verts (Balloutt). Ici, la forêt et le maquis couvrent 69.000 hectares. Les cultures pratiquées dans cette région sont diverses. Elle est le domaine de la culture du tabac, des agrumes à côté des oliviers et des cultures maraîchères.

Au-dessous de 500 mm. de pluies, nous entrons dans la steppe, où la végétation forestière spontanée devient rare; on trouve la garrigue accrochée sur les hauteurs isolées (comme le Djebel Druze, le Balâs et l'Abdel Aziz).

Ici, l'arbre est planté par l'homme; il s'agit des oliviers, des vignes, des pistachiers, etc... Cette zone est le domaine de la culture sèche de céréale à condition que la moyenne des pluies ne tombe pas au-dessous de 250 mm. par an.

Au-dessous de 250 mm. de pluies, la steppe devient désertique, l'isohyète de 250 mm. marque la limite de contact entre paysan et pasreur, entre sédentaire et nomade. La couverture végétale s'espace, devient plus clarsemée et les cultures sèches n'y peuvent plus assurer de vie sédentaire sans l'appui de sources d'eau comme le cas de Damas, Palmyre, Deir-ez-zor, etc... Cette steppe désertique, à son tour s'appauvrit constamment en végétal dans le Sud, l'isohyète de 100 mm. constitue la limite du désert du Hamad, domaine exclusif des nomades.

En conclusion de notre étude sur les données physiques de la Syrie, on peut souligner que la nature de ce pays offre des avantages en faveur du développement économique d'une façon générale. Mais en même temps, elle ne manque pas de lacunes qui exercent une influence défavorable à la prospérité économique, en particulier, si les conditions technologiques sont rudimentaires.

C'est tout d'abord, la situation de la Syrie dans le monde. Cette situation est un élément de base pour le développement du commerce et du transit. Elle a fourni, dès la haute antiquité, à la Syrie, des avantages appréciables. Même à notre époque réduite et démembrée, la Syrie jouit d'une situation géographique qui lui confère un trafic intense dans les échanges commerciaux et le transport pétrolier.

Ainsi, la création d'une industrie pétrolière en Syrie, à la fin des années cinquante, fut essentiellement encouragée par le passage des pipe lines de l'I.P.C. à travers les pays; ce sont les grands commerçants qui avaient la part du lion en ce qui concerne les premières créations industrielles en Syrie.

Le deuxième élément favorable réside dans la diversité du relief et des conditions climatiques, qui permet l'existence de diverses



zones de cultures et de végétations, qui offrent à l'industrie une grande variété de matières agricoles et une sorte de spécialité industrielle variant d'une région à l'autre.

La première région, la région méditerranéenne est propice à la végétation arborécente qui exige un climat doux sans grand contraste thermique; la région des plaines intérieures est favorable à la culture des céréales et aux plantations, tandis que la zone orientale, celle du désert, est apte à l'élevage. De plus, dans les régions intérieures grâce à l'irrigation et à l'altitude, on peut remarquer, à peu de distance les unes des autres, des plantes tropicales comme la canne à sucre, le coton et le riz, et des plantes méditerranéennes (agrumes, oliviers, vignes).

Enfin, le dernier élément favorable est la fertilité du sol. La terre syrienne, à première vue médiocre, est en réalité fertile et procure à celui qui la soigne un bon rendement.

La Syrie possède quelques plaines offrant de larges possibilités agricoles comme par exemple les plaines littorales constituées de terres limoneuses, sableuses, légères et excellentes pour toutes sortes de cultures; comme aussi les plaines et plateaux intérieurs traversés par des fleuves pérennes tels que l'Oronte et l'Euphrate, riches en alluvions fines et en limons; et aussi le sol du Hauran et du Djolan qui est formé de terres volcaniques remarquablement fertiles. C'est enfin, la région de Djeziré, terre vierge très fertile, récemment et insuffisamment exploitée, qui présente avec le bassin de l'Euphrate des réserves prometteuses non seulement du point de vue agricole mais aussi du point de vue industriel.

Par contre, les éléments néfastes au développement économique en général et au développement industriel en particulier, on peut noter, tout d'abord la faible étendue des terres susceptibles d'être exploitées. Sur les 18.518.000 hectares que représente la Syrie, il n'existait, en 1974 que 8.052.000 hectares de terrains exploitables, soit à peine 43,5 % de la superficie totale du pays, le reste étant impropre à la culture et constituant les pâturages, les forêts, les terrains montagneux et désertiques. Les dif-



ficultés sont plus grandes si l'on tient compte que la superficie cultivée en 1974 ne dépasse plus 6.027.000 hectares, soit 74% environ des terres cultivables et 32% de la superficie totale du pays.

Le deuxième élément négatif est l'aridité du climat. Les pays souffrent d'un manque de pluies. Ce problème est à la base de toute activité agricole.

Le tableau suivant exprime clairement l'aridité climatique qui limite l'extension de l'agriculture.

Répartition des précipitations annuelles sur le territoire Syrien :

|                           |            |                  |                 |          |
|---------------------------|------------|------------------|-----------------|----------|
| 6.500 km <sup>2</sup> ,   | soit 3,5 % | reçoivent par an | 800 à 1.400 mm. | de pluie |
| 12.000 km <sup>2</sup> ,  | soit 6,5 % | reçoivent par an | 500 à 800 mm.   | de pluie |
| 58.300 km <sup>2</sup> ,  | soit 34,5% | reçoivent par an | 250 à 500 mm.   | de pluie |
| 109.000 km <sup>2</sup> , | soit 59 %  | reçoivent par an | 100 à 250 mm.   | de pluie |

On peut constater qu'une partie (10% seulement) de l'ensemble du territoire syrien reçoit annuellement des précipitations suffisantes pour une culture non irriguée et peut s'assurer une certaine stabilité agricole. Une autre partie, qui s'étend sur 31% de la superficie du pays reçoit de 250 à 500 mm. de pluie par an, et par conséquent, la culture y est à la merci des conditions climatiques. Enfin, une troisième partie qui représente 59% du pays, reçoit moins de 250 mm. de pluie par an.

Autrement dit, les 9/10ème de notre territoire présentent des conditions pluviométriques insuffisantes. Tout ceci nécessite une exploitation rationnelle de nos ressources en eaux courantes et souterraines.



## C H A P I T R E    I I

---

### LES RESSOURCES NATIONALES EN MATIERES PREMIERES ET EN ENERGIE

---

#### A - LES MATIERES PREMIERES AGRICOLES

##### 1. Possibilités et développement agricoles

L'abondance de certaines matières premières dans une région peut donner l'impulsion initiale à son industrialisation. En effet, la présence de ressources destinées après leur transformation, à couvrir les besoins élémentaires de la population, particulièrement des produits agricoles périssables ou des matières volumineuses dont la valeur ne justifie pas les frais de transport, incite la région qui en dispose à créer les industries nécessaires pour les traiter sur place et les transformer en vue de la consommation locale ou de l'exportation. Ce fut le cas en Syrie pour un grand nombre de produits agricoles tels que les légumes, les olives, les raisins, le coton, le tabac, les peaux, qui ont constitué la base des industries alimentaires, de la filature et du tissage, du travail des cuirs et de toute une série de branches annexes.

La production agricole constitue jusqu'à présent la richesse principale de la Syrie. Elle fut considérablement développée depuis la première guerre mondiale et donne encore lieu à une expansion beaucoup plus grande.

L'époque ottomane fut la période la plus stérile pour l'agriculture syrienne. Ce pays appelé naguère "Grenier de Rome" était alors une province suffisant à peine à ses besoins alimentaires.

L'agriculture fut en même temps la principale, la plus négligée et la plus médiocre des activités. Elle occupait les trois quarts de la population du pays, qui en tiraient directement ses moyens d'existence alors que le reste de la population se consacrait à des travaux se rattachant plus ou moins directement à l'agriculture.

Le système d'irrigation était très archaïque. Les canalisations anciennes, qui arrosaient jadis de vastes terrains avaient été en grande partie détruites ou abandonnées. Quelques irrigations se faisaient néanmoins sur les rives immédiates des fleuves mais par des procédés très élémentaires. La pluie était la principale source qui alimentait les cultures dans le pays. Elle variait en importance d'une année à l'autre.

Le mode d'exploitation était très rudimentaire. Machines agricoles modernes et engrais chimiques étaient presque inconnus. Un pareil mode d'exploitation donnait un rendement faible, voir aléatoire. D'ailleurs, le régime féodal régnant alors dans ce secteur empêchait toute amélioration. C'était partout l'apogée de la domination des Pachas. Le Pacha, propriétaire de vastes terrains, se souciait peu de la récolte d'une terre qu'il avait acquise par corruption ou par usurpation.

D'une telle organisation et de semblables rapports sociaux, on ne pouvait attendre aucun résultat satisfaisant, ni même aucune réforme tendant à améliorer les conditions de l'agriculture et le sort du fellah. Par conséquent de vastes terrains exploitables restaient incultes. La superficie exploitée était restreinte (775.000 ha en 1918). (1)

A l'époque du mandat Français, on avait introduit des réformes agraires importantes concernant la propriété, l'irrigation et l'exploitation. Mais ces réformes ont eu l'inconvénient d'être appliquées partiellement et de façon sporadique.

Les réformes accomplies dans le domaine de la propriété agricole ont visé la délimitation et l'immatriculation de chaque propriété.

---

(1) F. Nasser. L'évo. de l'écon. syr. et ses rel. avec l'écon. des pays. M.G. p. 37.

Une Régie de Cadastre fut créée en 1926. Elle était chargée de délimiter et de recenser les biens immobiliers existant en Syrie. Effectivement, les travaux du cadastre étaient restreints aux plaines centrales et à celles de la côte. La surface cadastrée s'étendait seulement sur 3.083,38 hectares jusqu'à 1932, date à laquelle les travaux du cadastre furent presque arrêtés. (1)

La réforme française eut le mérite d'apporter sécurité et stabilité, à la propriété en vue d'achat, de location, d'hypothèque ou d'octroi de crédit. Elle fournit par là, à la propriété, ce qui lui manquait sous le régime ottoman". (2)

A côté de ce travail technique et administratif, on a procédé à une réforme législative de la propriété en simplifiant la législation foncière Ottomane (Le Code de 1858), sans toutefois toucher aux bases du régime foncier existant.

Profitant de ces améliorations, les gouvernements locaux des Etats Syriens ont essayé de s'attaquer à la propriété elle-même. Ils ont procédé dans ce domaine à la distribution de quelques étendues de terres appartenant aux Etats. "De 1926 à 1931, 182 villages couvrant ensemble plus de 181.000 hectares furent ainsi concédés en toute propriété à plus de 6.000 familles paysannes jusqu'alors métayères". (3) En plus, on a procédé, dans une expérience très limitée à la distribution d'une vaste étendue de terre arrachée aux grands propriétaires dans la région de Lattaquié. "Le gouvernement de Lattaquié alla même plus loin en faveur de la petite propriété; en 1929, il procéda à l'expropriation de plusieurs grands notables sunnites de Hama pour redistribuer leurs villages aux fellahs alaouites qui les exploitaient jusqu'alors". (4)

---

(1) J. Weuleresse p. 189. Paysans de Syrie et du Proche-Orient.

(2) Y. Helhaoui p. 63. L'écon. syr. et les Prob. de son Dév.

(3) J. Weuleresse p. 196.

(4) *ibid.*

En ce qui concerne l'irrigation, un service "Régie des Etudes Hydrauliques" a été fondé en 1929. Cet organisme a effectué des études théoriques concernant les possibilités des eaux de surface en Syrie. Il a établi des projets d'aménagement des fleuves : l'Euphrate, l'Oronte et Yarmouk.

Pratiquement, des trois grandes zones d'irrigation étudiées, seul l'Oronte fut partiellement aménagé. Des six centrales hydro-électriques et des trois zones d'irrigation qu'on devait entreprendre sur le fleuve, il ne fut réalisé qu'une usine hydro-électrique à El-Ghajar et une zone d'irrigation (7000 hectares) dans la partie supérieure, comprenant l'aménagement du cours et la surélévation du Lac de Kattiné (voir J. Weuleresse p. 205).

Quant à l'exploitation agricole, on a établi une politique d'encouragement à une certaine modernisation. Dans ce domaine, on a introduit la machine agricole et l'emploi des engrais chimiques, en pratiquant une politique douanière en faveur de l'importation de ces articles. De même, on a encouragé la plantation des arbres fruitiers, la sériciculture, la culture du tabac et du coton.

D'une manière générale, après avoir mentionné rapidement, ces réformes, il faut dire qu'elles n'étaient que fragmentaires et loin d'être efficaces pour effectuer une véritable réforme agraire dans le sens d'une modification de la structure sur le plan de la propriété et sur le plan des relations de production. Monsieur J. Weuleresse a écrit dans son ouvrage "Paysans de Syrie et du Proche Orient" à propos de l'échec qui avait accompagné l'établissement d'un enseignement agricole : "L'échec des tentatives d'enseignement agricole est également significatif, l'école de Salamiyé, sur laquelle de grands espoirs avaient été fondés, dut être fermée en 1933 parce que manifestement, elle faisait fausse route; aucun cultivateur ne s'y présentant, elle ne servait guère qu'à fabriquer de nouveaux fonctionnaires. Puisque les réformes techniques étaient à elles seules insuffisantes; le problème était plus large, il fallait entreprendre le relèvement global de la condition humaine du fellah".

Mais ces réformes incomplètes demeurent très utiles, en permettant à l'agriculture syrienne d'enregistrer, durant la période du mandat un grand progrès. La superficie cultivée a accusé une extension remarquable; elle s'est élevée à 1.052.000 hectares en 1922 à 2.515.000 hectares en 1946, soit une augmentation d'environ 150 %.

Après l'indépendance et jusqu'en 1958, la structure de la propriété terrienne et le mode d'exploitation n'avaient pas été changés; au contraire, la mécanisation et l'extension de la monoculture avaient accentué la concentration de la propriété. En 1947, des études estiment que la petite propriété - de moins de 10 hectares - ne représente que 15% de la superficie arable, la propriété moyenne 33% et la grande propriété - plus de 100 hectares - y compris la propriété domaniale 52 %. (1) En 1951, 90% des terres cultivables dans la Djeziré "domaine principal de la culture vaste et des machines agricoles" appartiennent à 40 gros propriétaires, tandis que dans la région centrale de l'Oronte, certains féodaux possèdent jusqu'à 50 à 60 villages chacun. (2)

En 1947, l'agriculture était la source de 43,53 % du revenu national, 67 % environ de la population globale était agricole et la production agricole fournissait 80 % du total des exportations du pays.

Or, sur le plan de la répartition de la propriété agricole, à la veille de 1958, la situation était la suivante : sur un total de 7.931.688 hectares appropriés, 13% appartenaient à la petite propriété - moins de 10 hectares, 36% appartenaient à la propriété moyenne - de 10 à 100 hectares, 29 % appartenaient à la grande propriété - plus de 100 hectares - et, enfin, 22% appartenaient à l'Etat. (3)

L'année 1958, a vu le début de la transformation réelle de la propriété agricole. Le 27 septembre 1958 fut promulguée la Loi n° 161 de la Réforme Agraire. Cette loi et ses amendements faits par le décret n°

---

(1) (2) R. Hilan, p. 222. Culture et Développement Economique en Syrie et dans les pays retardés.

(3) F. Fathi. La Syrie sur la voie de la Plan. du Dév. Econ. et soc.

88 du 23.6.1963 ont comme principaux objectifs : la limitation de la propriété agricole, la distribution des terres de l'Etat et de celles arrachées aux grands propriétaires et la création des associations de coopération agricole.

Les limites de la propriété agricole sont fixées de 15 à 55 hectares dans les terres irriguées, selon la région, la fertilité du sol, l'abondance de l'eau et la facilité de l'irrigation; de 80 à 300 hectares dans les zones arides; selon la pluviométrie moyenne; de 35 à 40 hectares dans les zones arides mais plantées des arbres fruitiers.

En ce qui concerne la distribution, les terres expropriées dans chaque village sont partagées entre les paysans sous forme de petites propriétés ne dépassant pas huit hectares dans les régions irriguées ou dans les régions plantées d'arbres et 30 à 45 hectares dans les terres non irriguées selon la pluviométrie de chaque région.

L'achèvement des opérations d'expropriation et de distribution des terres a été prévu par le décret n° 88, en 1969. A cette date le mouvement d'expropriation touche à sa fin, mais la distribution accuse un retard considérable : 695.843 hectares de 1.513.563 hectares expropriés, sont distribués jusqu'à la fin de 1969, soit 45% du total environ.

Les bénéficiaires de la distribution des terres expropriées sont au nombre de 361.993 à 62.453 familles jusqu'à la fin 1969.

Le tableau suivant montre les opérations d'expropriation et de distribution de 1959 à 1969. (1)

---

(1) Y. Aroudki, p. 110. L'Economie Syrienne Moderne. Partie I.



Tableau 1

| Années (1) | Expropriation | Distribution | Bénéficiaires |           |
|------------|---------------|--------------|---------------|-----------|
|            | hectares      | hectares     | ges           | individus |
| 1959       | 516.830       | 36.734       | 32            | 14.319    |
| 1960       | 167.568       | 23.348       | 52            | 8.897     |
| 1961       | 133.198       | 3.530        | 8             | 1.355     |
| 1962       | 49.828        | 92.385       | 197           | 34.921    |
| 1963       | 50.445        | 65.010       | 90            | 20.096    |
| 1964       | 76.189        | 11.053       | 24            | 4.921     |
| 1965       | 220.735       | 20.476       | 45            | 5.707     |
| 1966       | 45.941        | 70.358       | 233           | 44.790    |
| 1967       | 52.199        | 56.842       | 160           | 22.195    |
| 1968       | 25.391        | 188.435      | 577           | 72.535    |
| 1969       | 175.237       | 128.652      | 471           | 132.257   |
| TOTAL (2)  | 1.513.563     | 695.843      | 1.789         | 361.993   |

Enfin, il est à noter, que les relations entre les propriétaires d'une part, les agriculteurs et les fellahs de l'autre, ont été déterminées par la loi n° 134, promulguée en septembre 1958. Par exemple, cette loi détermine la part obtenue par le propriétaire sur la récolte de ses terres louées; elle est égale à 20% pour les terres non irriguées et à 33% pour les terres irriguées.

En ce qui concerne la création des associations de coopération agricole, la Loi de la Réforme Agraire prévoit la constitution d'une association de coopération agricole pour les bénéficiaires habitant le même village, dans le but d'entreprendre les activités et d'obtenir les privilèges suivants :

- obtenir des aides financières ou matérielles, selon les besoins des terres de l'association.

(1) Y. Aroudky : L'économie Syrienne moderne p. 110.

(2) L'Annuaire Statistique de 1976 indique que la terre expropriée jusqu'à 1975 est de 1.401.300 ha et la terre distribuée est de 466.100 ha.

- Organiser la culture et exploiter la terre le mieux possible, par la lutte contre les fléaux, par l'ouverture de canaux et d'égouts, par le forage des puits, par la classification des produits agricoles, etc...

- Procurer aux membres ce qui sera nécessaire, soit pour l'exploitation de la terre, soit pour la conservation et le transport des produits agricoles.

- Ecouler les principaux produits agricoles, à condition de prélever du prix de vente de ces produits le prix de la terre, les impôts échus, ainsi que les avances et les autres dettes.

Pour le financement, le "Service de la Réforme Agraire" pourra garantir les "Associations de Coopération Agricole" ou leurs membres auprès de la Banque Agricole de Coopération et les autres banques et sociétés fonctionnant dans le pays.

A côté des associations de coopération agricole, le "Code des Relations Agricoles" prévoit la création de "Syndicats Agricoles" (mis à part en 1969) ayant pour mission de défendre les intérêts professionnels et d'agir de manière à faire progresser les gens dans les domaines technique, économique, sanitaire, social et culturel.

Le problème le plus délicat que rencontre l'application de la réforme agraire, est le regroupement des paysans bénéficiaires de cette réforme, dans des coopératives agricoles de production et de commercialisation. Car, il est très important, dans une réforme distributive et dans un pays où le paysan bénéficiaire de la réforme agraire ne possède pas les moyens techniques et financiers nécessaires, de procéder à un regroupement de la terre morcelée pour pouvoir développer et moderniser le secteur agricole et pour assurer une rentabilité efficace.

La loi de la réforme agraire fait de l'adhésion des bénéficiaires aux associations de coopération agricole, un devoir et une obligation.

Selon cette loi, le nombre d'associations de coopération agricole doit, en principe, correspondre au nombre de villages distribués.

Or, jusqu'en 1967, le nombre d'associations ne dépassait pas 350 tandis que le nombre de villages distribués jusqu'en 1967 est de 841.

Le nombre d'associations s'est élevé à 1058 à la fin de 1969 et à 1654 en 1972 englobant 128.866 membres. (1)

A côté de ces associations, il y a les fermes d'Etat (13 fermes) qui occupent plus de 165.000 hectares expropriés, la plus importante est la ferme de Kamechlie, au Nord-Est du pays, dont la surface est de 146.600 hectares. (2)

Un autre point qui est fondamental pour le développement agricole du pays, c'est l'irrigation. Il est vrai que l'agriculture syrienne constitue la richesse la plus importante du pays; mais cette richesse est soumise à l'influence des conditions climatiques. Chaque réforme qui ne tient pas compte de ce point de vue reste incapable de développer la production agricole quantitativement et régulièrement.

Autrement dit, l'extension des terres irrigables est d'un intérêt primordial dans un pays comme la Syrie, où les larges superficies cultivables ne produisent rien ou très peu du fait de l'insuffisance des pluies.

En effet, la Syrie est régie par un climat subdésertique, avec une longue période de sécheresse estivale et une irrégularité marquée des pluies hivernales, ainsi l'irrigation apparaît comme le seul moyen de réaliser cette extension des terres cultivées, d'augmenter et de stabiliser les récoltes, de même de varier la production agricole.

Les ressources hydrauliques sont multiples et présentent une richesse importante; le volume annuel d'eau courante disponible est de 31 milliards de mètres cubes. Si ce volume des eaux était utilisé entièrement pour l'agriculture, il permettrait d'irriguer une surface de 2.480.000 hectares (12.500 m<sup>3</sup> d'eau pour ha/an). Or, à l'heure actuelle, les terres

---

(1) St. ab. 1973, p. 195.

(2) Y. Aroudki, p. 115. L'Economie Syrienne Moderne, partie I.

irriguées atteignent 476.000 hectares, soit près de 5.4 % seulement des surfaces cultivables et un peu moins de 17% des terres cultivées. Cette comparaison avec le potentiel d'irrigation des ressources disponibles révèle de larges possibilités d'extension des cultures irriguées, en particulier dans les plaines vastes de Djéziré et de l'Euphrate où l'Euphrate et ses affluents offrent plus de 5/6ème du volume d'eau disponible dans le pays.

Des études ont été effectuées dès l'époque du Mandat, en vue de l'élaboration d'un programme d'aménagement des ressources hydrauliques (Régie des Etudes Hydrauliques en 1930 et la Mission d'Alexandre Gibb en 1947). Ces études ont fourni les éléments de base de ce programme et même permis de définir les étapes de la voie à suivre.

Les superficies comprises par les travaux publics d'irrigation atteignent 48.000 hectares seulement à la veille de l'établissement du 1er plan quinquennal en 1961, soit 8,6 % des terres irriguées cette année là. Ces travaux comprennent le projet de Homs-Hama qui assure, à partir du lac de Kattiné une quantité suffisante d'eau pour irriguer 22.000 hectares; le projet de Mzerib, dans la région de Hauran qui peut irriguer 2.500 hectares, à partir des rivières qui alimentent le Yarmouk; le projet de Mattekha qui irrigue 15.000 hectares, au sud d'Alep. (1)

Les travaux publics d'irrigation ont réalisé de grands projets durant le 1er et le 2ème plans quinquennaux (1961-1970). Les plus importants sont les suivants :

- Le projet des plaines du Ghab et d'Acharné vise l'aménagement d'une partie du cours moyen de l'Oronte. La région intéressée commence au col de Siguer où l'Oronte coule dans une vallée encaissée; le fleuve arrose alors, la plaine Acharné comprise entre la zone de collines. Messiaf - Hama au Sud, et le Djebel Zaouiyé au Nord, puis vient la plaine du Ghab dominée par les abrupts des Monts d'Alaouites et du Djebel Zaouiyé. Cette région est en grande partie marécageuse. La vallée de l'Oronte est, en effet, barrée près du village d'el Kafir, par une couche basaltique qui gêne l'écoulement

---

(1) M. Challah p. 52. L'évo. de la sit. Econ. en Syrie de 1935 jusqu'à nos jours.

des eaux. Donc, le drainage nécessiterait la suppression du seuil basaltique, l'élargissement et l'approfondissement du cours de l'Oronte vers le Nord, la construction de barrages pour modérer les effets des inondations. Trois barrages devaient être construits. Rastan, Mahardé et Acharné. Le barrage de Rastan (au Nord de Homs), construit par la société Bulgare Techno-Impex est le plus important de la Syrie, après le barrage de Tabaka. Son coût s'est élevé à 45 millions de livres syriennes. Long de 380 mètres et haut de 60 m., il emmagasine 250 millions de mètres cubes d'eau. Il est équipé d'une centrale hydro-électrique d'une puissance installée de 7.500 KW.

Le barrage de Mahardé, construit, au Nord de Hama, par la même compagnie, a une hauteur de 52 mètres. Il permet d'emmagasiner 67 millions de m<sup>3</sup>. Un canal de dérivation de 620 mètres de long et 3,2 mètres de diamètre le relie au canal principal d'Acharné. Le barrage de déviation d'Acharné a été construit par une compagnie syrienne. Les trois barrages furent achevés au cours du premier plan, mais les travaux de construction des canalisations et d'assèchement des marécages se poursuivent au second plan.

Ce projet a permis de gagner et d'irriguer 72.000 hectares de terre très fertiles.

- le projet du Roudj : le Roudj forme une dépression marécageuse de 5.000 hectares (au Nord-Est du Ghab) inondée par les eaux de ruissellement du cirque de montagne qui l'entoure. L'assèchement de cette cuvette nécessitait la percée d'un tunnel souterrain de 4300 mètres à travers le Djebel Wastani pour l'évacuation des eaux vers la vallée de l'Oronte. Ce projet permet d'irriguer 6000 hectares de terres étant en grande partie marécageuse.

- le projet de Senn : il vise l'utilisation des eaux de la petite rivière qui coule dans la région côtière (débit moyen de 5,5 m<sup>3</sup>/s). Cette rivière resurge à une faible altitude (11 mètres) et rejoint rapidement la mer (long de 6 km.); son utilisation était limitée à un périmètre restreint. Une station de pompage fut construite à la veille du premier plan; elle refoule l'eau de 11 à 26 mètres de hauteur et lui permet, ainsi d'ir-

riguer 2750 hectares en plus de 450 hectares déjà irrigués par gravitation. Une seconde station fut construite refoulant l'eau de 50 à 80 mètres et permettant d'irriguer 3700 hectares supplémentaires. Le réseau de canalisations totalise 148 km. (52 km. pour les canalisations principales et 96 km. pour les canalisations secondaires). Le projet fut achevé en 1966.

- Enfin le projet géant de l'Euphrate : la construction d'un barrage sur l'Euphrate est une idée qui remonte à l'époque du Mandat. La Régie des Etudes Hydrauliques proposait la construction d'un barrage près du village de Youssef Pacha, à proximité des frontières turques, projet modeste qui restait sur les papiers.

En 1966, un Protocole fut signé à Mascou le 25 avril, par lequel l'U.R.S.S. s'engage à fournir à la Syrie un prêt de 500 millions de livre syriennes pour la construction du Barrage de l'Euphrate (ou Tabaka) au Nord de Rakka. Les terres irriguées grâce aux barrage se répartissaient en 4 régions totalisant 640.000 hectares.

1. La vallée de Balikh : cette région contient 185.000 hectares de terres susceptibles d'être irriguées. L'eau d'irrigation devra être prise dans le réservoir même du barrage et être élevée jusqu'à 40 à 55 m. par une station de pompage. Le sol de cette région est très fertile.

2. La vallée de l'Euphrate : elle comprend près de 2.400.000 hectares dont plus de 100.000 hectares irrigués actuellement. L'irrigation dans cette région où le sol est très fertile ne pose aucun problème. Il sera facile d'irriguer toute la superficie de la vallée en construisant des canaux.

3. Le Bassin de Rassafa : cette région comprend près de 25.000 hectares de terres pouvant être irriguées. Le sol est d'une fertilité moyenne. L'eau d'irrigation serait amenée au canal s'alimentant au réservoir même par une station de pompage élevant l'eau à 20 mètres.

4. Les plaines de Maskané et Mayadim : cette région comprend 190.000 hectares de terres pouvant être irriguées. La fertilité du sol est





moyenne, mais le sol contient un fort pourcentage de gypse. L'irrigation de cette région serait faite à partir d'un barrage de dérivation.

En plus le barrage peut assurer l'irrigation de 400.000 hectares supplémentaires dans la région de Khabour, mais une résolution définitive sur ce sujet n'est pas encore prise.

Le lac réservoir du barrage est long de 80 km. et de 630 km<sup>2</sup> de superficie. Il retient 11,9 milliards de mètres cubes d'eau.

Les conditions climatiques de cette région permettent de planter un grand nombre de produits tropicaux ou sous-tropicaux en plus des produits des zones tempérées avec la présence des eaux d'irrigation.

Les besoins agricoles sur place indiquent que les produits susceptibles d'être cultivés dans la région de la vallée de l'Euphrate et dans la région de Balikh sont :

- Les céréales : blé, orge, maïs jaune et blanc, légumineuses sèches.
- Cultures industrielles : coton, betteraves, chanvre, lin.
- Culture oléagineuses : arachide, fève de soja, sésame, tournesol.
- Légumes hivernaux : fève, pois, choux, épinard, chenopodiacés.
- Légumes estivaux, tomate, pomme de terre, aubergine, courgette, haricot, etc...
- arbres fruitiers : fruits à coques, vigne, olivier, pistachier, pommier.

Il est à noter que le projet de l'Euphrate sera réalisé en étapes, la première étape sera achevée en 1975, permettant d'irriguer une superficie de 65.000 hectares.

En ce qui concerne la modernisation et l'évolution technique, l'utilisation de matériel agricole et d'engrais chimiques ainsi que le remplacement des méthodes d'irrigation archaïque, les progrès étaient très limités avant l'indépendance. D'ailleurs cette utilisation n'a commencé que dès les années vingt.



Plusieurs raisons empêchaient la modernisation rapide de l'agriculture. Par exemple : comme l'exploitation se fait, en grande partie, sur une petite superficie, l'emploi des engrais et des machines modernes se révèle à la fois coûteux et inefficace; en outre, l'abondance de main-d'oeuvre agricole et les bas salaires qui s'y pratiquaient font concurrence à la machine. Enfin, l'ignorance du fellah et le manque de techniciens agricoles capables de faire fonctionner la machine et de la réparer en cas d'arrêt, limitaient, déjà cet emploi.

Ainsi, la moyenne annuelle de matériel et d'engrais chimiques importés par la Syrie et le Liban à la fois, dans la période 1924-1928, est de 143 tonnes de matériel et 986 tonnes d'engrais; 1934-1938 : 469 tonnes de matériel et 2.791 tonnes d'engrais. (1)

Vers 1949, la seule région de Djeziré (région de grosses propriétés et de cultures vastes) possédaient 700 tracteurs et 350 moissonneuses-batteuses; toute la Syrie ne possédait alors que le double de ces chiffres environ. Le tableau suivant montre l'évolution pour la Syrie depuis 1952.

Tableau 2 - Evolution technique agricole en Syrie (2)

|                                          | 1952 | 1956  | 1962  | 1966  | 1971   | 1974   |
|------------------------------------------|------|-------|-------|-------|--------|--------|
| Tracteurs                                | 972  | 2.774 | 5.591 | 7.524 | 9.606  | 12.864 |
| Moissonneuses et moissonneuses-batteuses | 453  | 922   | 1.444 | 1.787 | 2.076  | 2.939  |
| Ensemenceuses                            | -    | 602   | 782   | 1.508 | 1.929  | 1.702  |
| Charrues mécaniques                      | -    | 2.426 | 7.447 | 8.696 | 13.210 | 17.430 |
| Moto-pompes (milliers)                   | 7,5  | 15,8  | 22,1  | 27,4  | 29,5   | 37,6   |
| Engrais chimiques (mille tonnes)         | 87   | 24    | 64,4  | 80    | 169,9  | 169,5  |

(1) R. Hilan, p.179. Culture et développement économique en Syrie et dans les pays retardés.

(2) St. abs. of syria. 1956-1966-1972-1973-1976.

Nous remarquons l'extension rapide des techniques dans l'agriculture syrienne, mais elle reste limitée par rapport aux besoins effectifs de l'agriculture. Par exemple, selon les estimations du second plan quinquennal, l'agriculture syrienne ne consommait encore en 1966 que le 1/13ème de la quantité d'engrais nécessaires.

En ce qui concerne la formation technique, l'agriculture syrienne ne souffre du manque de spécialistes ce qui ne permet pas une exploitation rationnelle. En 1952, il n'y a dans le pays que 10 ingénieurs agricoles, en 1963, 275 ingénieurs et vétérinaires et 2.169 assistants de formation diverse, mais la moitié de la première catégorie et le tiers de la seconde exerçaient effectivement la profession. (1) En 1975, le nombre d'ingénieurs syndiqués a atteint 1979, soit 7 fois supérieur par rapport à l'année 1963, grâce au développement des facultés agricoles dans les trois universités syriennes.

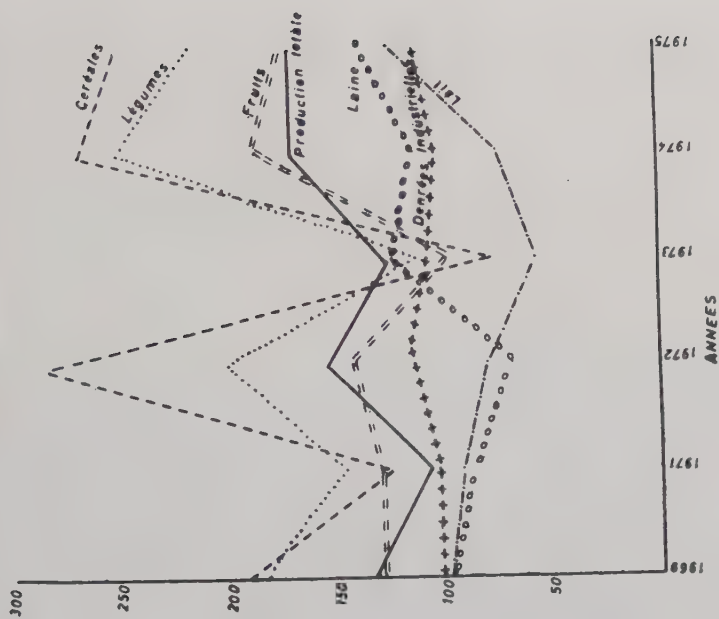
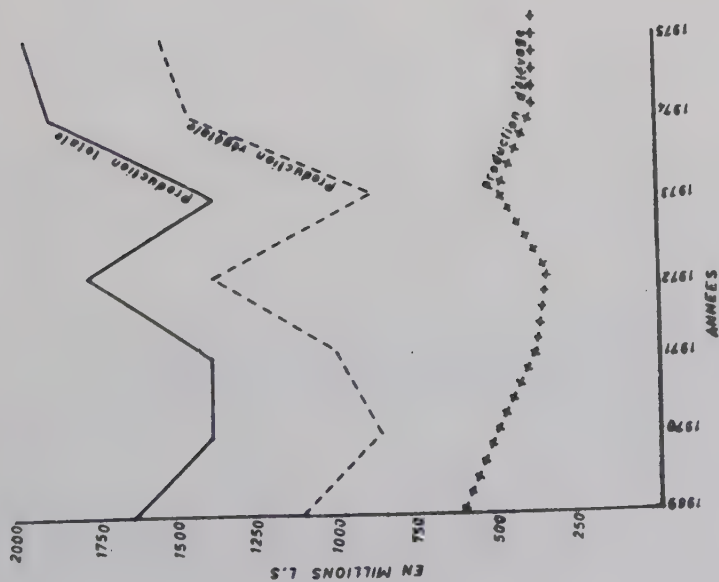
## 2 - La production agricole

En tenant compte que notre objectif est de connaître la production agricole sous l'aspect d'une ressource nationale offerte à l'industrie, nous étudierons les cultures en Syrie, sans trop de détails, selon les groupes suivants : les cultures céréalières, industrielles, légumineuses et maraîchères, l'arboriculture, puis l'élevage et les forêts.

Le tableau suivant montre l'importance relative des quatre premiers groupes.

---

(1) R. Hilan, p. 199 précité.



## PRODUCTION AGRICOLE EN SYRIE

Tableau 3 - Pourcentage de surfaces occupées par chaque catégorie de cultures en Syrie, par rapport à la superficie cultivée. (1)

|                                        | : 1930  | : 1938   | : 1950  | : 1957   | : 1962   | : 1968  | : 1974  |
|----------------------------------------|---------|----------|---------|----------|----------|---------|---------|
| : Cultures céréalières                 | : 77,6% | : 71,3 % | : 68 %  | : 75,9 % | : 73,5%  | : 58,4% | : 65 %  |
| : Arboriculture                        | : 11,3% | : 14,7 % | : 16 %  | : 7,4 %  | : 8,5%   | : 13,7% | : 10,2% |
| : Cultures légumineuses et maraîchères | : 7,2%  | : 10,3 % | : 11%   | : 7,9 %  | : 7,3%   | : 11,8% | : 13,5% |
| : Cultures industrielles               | : 3,9%  | : 3,7 %  | : 5%    | : 8,8 %  | : 10,7 % | : 16,1% | : 11,3% |
| : Total .....                          | : 100 % | : 100 %  | : 100 % | : 100 %  | : 100 %  | : 100 % | : 100 % |

a) Les cultures céréalières

Suivant la superficie qu'elles occupent et la valeur marchande qu'elles procurent au paysan syrien, les céréales constituent de loin la plus importante des cultures pratiquées dans le pays. Mais du point de vue industriel, les céréales jouent un rôle secondaire, car, elles sont, comme matière première, utilisées dans des industries (amidonnerie, biscuiterie, minoterie, pâtes, bière) très peu développées en Syrie.

Parmi les céréales, le blé représente, à lui seul, plus que la moitié du total des superficies consacrées aux céréales et le tiers environ, des terres cultivées dans le pays. Cette production traditionnelle est la base de l'alimentation de la population syrienne.

Comme tous les produits céréaliers, l'extension de la culture du blé et l'accroissement de sa production dépendent essentiellement de la moyenne annuelle des précipitations. La sécheresse, qui frappait le pays dans les années 1958, 1959, 1960, 1966, 1968, 1970, avait des conséquences

(1) Y. Halhaoui p. 100 et St. ab. 1959-1973.

fâcheuses sur la production du blé; elle tombe de 1354 mille tonnes en 1957 à 555 mille tonnes en 1960, pour remonter à 1374 mille tonnes en 1962, puis elle redescend à 559 mille tonne en 1966 (voir le tableau suivant).

Traditionnellement, la Syrie est un pays exportateur de blé, sauf lors des années de mauvaises récoltes, où il en importe, quelquefois en quantité considérable (228 mille tonnes en 1960 et 283 mille tonnes en 1968).

Enfin, il est à noter que le rendement reste faible. Il n'a jamais dépassé les 1.000 kg. à l'hectare, chiffre décevant, quant on sait que ce rendement atteint, en moyenne, 2.600 kg. en Egypte, 1.600 kg. en Italie, 1.200 kg. en Turquie et 3.600 kg. en Grande-Bretagne.

Tableau 4 - Evolution de la culture, de la production, du rendement et du commerce du blé en Syrie

| : Année | : Superficie :<br>: cultivée :<br>: (100 ha) | : Production :<br>: (1000 t.) | : Rendement :<br>: T/ha | : Importation :<br>: (1000 tonnes) | : Exportation :<br>: (1000 tonnes) |
|---------|----------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| : 1956  | : 1.537                                      | : 1.051                       | : 0.7                   | : 11,20                            | : 179,5                            |
| : 1958  | : 1.461                                      | : 562                         | : 0.4                   | : 0,02                             | : 177,8                            |
| : 1960  | : 1.550                                      | : 555                         | : 0.4                   | : 228,00                           | : -                                |
| : 1962  | : 1.417                                      | : 1.374                       | : 1.0                   | : -                                | : 297,00                           |
| : 1964  | : 1.476                                      | : 1.100                       | : 0.7                   | : -                                | : 197,00                           |
| : 1965  | : 1.214                                      | : 1.044                       | : 0.9                   | : 23,00                            | : 24,00                            |
| : 1966  | : 854                                        | : 559                         | : 0.7                   | : 246,40                           | : 1,60                             |
| : 1967  | : 1.201                                      | : 1.049                       | : 0.9                   | : 100,40                           | : 0,14                             |
| : 1968  | : 891                                        | : 600                         | : 0.7                   | : 283,50                           | : 4,90                             |
| : 1969  | : 1.221                                      | : 1.003                       | : 0.8                   | : 43,90                            | : 0,50                             |
| : 1970  | : 1.340                                      | : 624                         | : 0.46                  | : 340,00                           | : -                                |
| : 1972  | : 1.354                                      | : 1.950                       | : 1.3                   | : 217,92                           | : 278,43                           |
| : 1973  | : 1.476                                      | : 593                         | : 0.4                   | : 49,35                            | : 134,01                           |
| : 1975  | : 1.692                                      | : 1.550                       | : 0.9                   | : 167,06                           | : -                                |

L'orge garde le second rang. Il occupe presque le tiers de la superficie consacrée aux céréales. Il est généralement cultivé dans des terres moins fertiles, moins arrosées que celles occupées par le blé. Le

rendement est très faible, il n'a jamais dépassé les 1.200 kg. à l'hectare. Il était de 200 kg/ha en 1955 et 1970 et 1200 kg/ha en 1972. (1)

Presque toujours, il y aurait des quantités exédentaires d'orge à exporter vers les pays arabes et vers l'Europe. Voici l'évolution de la culture de l'orge ainsi que l'évolution de la production, du rendement et de l'exportation.

Tableau 5

| Année | Superficie<br>cultivée<br>mille hectares | Production<br>mille tonnes | Rendement<br>kg/ha | Exportation<br>mille tonnes |
|-------|------------------------------------------|----------------------------|--------------------|-----------------------------|
| 1955  | 614                                      | 137                        | 200                | -                           |
| 1956  | 136                                      | 462                        | 700                | 300,8                       |
| 1957  | 813                                      | 721                        | 900                | 331,4                       |
| 1958  | 769                                      | 228                        | 300                | 89,5                        |
| 1959  | 727                                      | 218                        | 300                | -                           |
| 1960  | 742                                      | 156                        | 200                | -                           |
| 1961  | 727                                      | 335                        | 500                | 25,5                        |
| 1962  | 723                                      | 798                        | 1.100              | -                           |
| 1963  | 804                                      | 784                        | 1.000              | 401,8                       |
| 1964  | 765                                      | 637                        | 800                | 208,0                       |
| 1965  | 683                                      | 690                        | 1.000              | 244,8                       |
| 1966  | 336                                      | 203                        | 600                | 17,1                        |
| 1967  | 646                                      | 590                        | 900                | 34,1                        |
| 1968  | 631                                      | 512                        | 800                | 104,5                       |
| 1969  | 626                                      | 627                        | 1.000              | 273,0                       |
| 1970  | 1.126                                    | 235                        | 200                | -                           |
| 1971  | 435                                      | 123                        | 300                | 905                         |
| 1972  | 593                                      | 735                        | 1.200              | 36,6                        |
| 1973  | 914                                      | 102                        | 100                | 5,4                         |
| 1975  | 1.011                                    | 597                        | 600                | -                           |

Les céréales secondaires sont le riz et le maïs. Le riz occupe une superficie très limitée dans la région de Djeziré, surtout dans le bassin de Balikh. La production annuelle du riz est très basse par rapport

(1) Rendement en Egypte 2.630 kg/ha, en Turquie 1.270 kg/ha, en Irak 830 kg. en Grande-Bretagne 3.700 kg/ha, en U.R.S.S. 1090 kg/ha.

à la consommation locale. Le maïs est cultivé principalement dans le bassin moyen de l'Oronte et dans les plaines cotières. Sa production est de 8.000 tonnes par an, en moyenne. Ce produit est partiellement utilisé par l'amidonnerie et la production de glucose.

Le tableau suivant nous permet d'avoir une idée en ce qui concerne l'évolution des superficies cultivées en riz et en maïs, ainsi que l'évolution de la production et du rendement.

Tableau 6

| Année<br>(1) | R I Z                 |                      |                   | M A I S               |                           |                   |
|--------------|-----------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|---------------------------|-------------------|
|              | Superfi-<br>cie<br>ha | Production<br>tonnes | Rendement<br>T/ha | Superfi-<br>cie<br>ha | Produc-<br>tion<br>tonnes | Rendement<br>T/ha |
| 1959         | 800                   | 1.700                | 2.1               | 8.500                 | 12.400                    | 1.40              |
| 1960         | 200                   | 400                  | 1.6               | 6.800                 | 7.000                     | 1.03              |
| 1961         | 200                   | 500                  | 1.6               | 9.700                 | 9.900                     | 1.02              |
| 1962         | 400                   | 1.100                | 2.6               | 7.500                 | 6.600                     | 0.88              |
| 1963         | 500                   | 1.100                | 2.4               | 7.200                 | 7.600                     | 1.05              |
| 1964         | 600                   | 1.200                | 2.0               | 5.100                 | 6.300                     | 1.20              |
| 1965         | 1.100                 | 2.200                | 2.0               | 4.900                 | 5.600                     | 1.10              |
| 1966         | 900                   | 2.200                | 2.4               | 4.900                 | 7.500                     | 1.50              |
| 1967         | 1.000                 | 2.200                | 2.3               | 5.600                 | 8.900                     | 1.60              |
| 1968         | 3.900                 | 7.600                | 1.9               | 5.000                 | 7.700                     | 1.40              |
| 1969         | 1.100                 | 2.500                | 2.3               | 5.500                 | 8.700                     | 1.60              |
| 1970         | 700                   | 1.300                | 1.8               | 5.600                 | 7.900                     | 1.4               |
| 1971         | 300                   | 400                  | 1.3               | 6.500                 | 8.500                     | 1.3               |
| 1972         | 200                   | 400                  | 2.6               | 11.500                | 15.000                    | 1.3               |
| 1974         | 1.000                 | 5.200                | 5.2               | 13.500                | 26.800                    | 1.6               |

#### b. les cultures industrielles

Les principales plantes industrielles que la Syrie cultive sont : le coton, le tabac, la betterave. Les cultures industrielles secondaires : le chanvre, le sésame, le lin, la sériciculture (mûrier) la canne à sucre et l'arachide.

(1) St. ab of. Syria 1959-1973-1976.



Les cultures fournissent aux industries syriennes une part importante de leurs besoins mais, elles sont encore loin de leur suffire, à l'exception de la culture du coton et de celle du tabac qui délivrent au commerce extérieur syrien, à l'état brut, des quantités remarquables du coton et du tabac (voir tableaux n° 8 et n° 9).

L'importance de ces produits s'est accrue depuis la fin de la première guerre mondiale grâce aux encouragements des pouvoirs publics et au développement des industries locales. Mais leur accroissement a subi plusieurs perturbations dues à la conjoncture mondiale et aux fluctuations des prix agricoles, d'une part, et aux conditions climatiques, d'autre part. Toutefois, ces cultures tiennent une place importante par rapport au total des superficies ensemencées; elle était de 5% du total en 1950 pour atteindre 10% en 1971. Leur production occupe la 3ème place après la production céréalière et maraîchère avec 658 mille de tonnes en 1975.

Tableau 7 - L'évolution des superficies occupées par les cultures industrielles entre 1945 et 1972, a pris le schéma suivant : (en milliers d'ha)

| Culture       | 1945 | 1950 | 1956  | 1960  | 1965  | 1970   | 1971   | 1972  |
|---------------|------|------|-------|-------|-------|--------|--------|-------|
| Coton         | 17.5 | 78.0 | 272.0 | 212.3 | 285.7 | 249.3  | 250.4  | 238.2 |
| Tabac         | 7.6  | 7.9  | 6.8   | 9.4   | 16.3  | 10.2   | 12.9   | 15.4  |
| Betterave     | -    | 0.1  | 3.0   | 5.2   | 8.6   | 9.0    | 8.6    | 9.6   |
| Sésame        | 6.8  | 10.9 | 22.6  | 7.1   | 7.0   | 6.2    | 10.1   | 33.0  |
| Canne à sucre | 0.1  | 0.2  | 0.1   | -     | 0.1   | moins  | moins  | moins |
| Lin           | 0.2  | 0.2  | 0.4   | -     | -     | de 0.1 | de 0.1 | 0.1   |
| Chanvre       | 5.2  | 4.6  | 3.5   | 1.1   | 0.3   | -d°-   | -d°-   | -d°-  |
| Arachide      |      |      |       |       | 5.9   | 9.4    | 10.8   | 12.7  |

Après avoir été une des cultures traditionnelles de la Syrie, le coton avait, à peu près disparu, à la veille de la première guerre mondiale. "L'autorité mandataire s'efforça de lui rendre sa place. Le défaut



de coton était une des lacunes graves de l'économie impériale de la France".

(1) Des mesures furent prises pour encourager la culture du coton : distribution gratuite de semences, exemption d'impôts sur les terres mises en coton, création de centres d'égrenage, etc... (2)

Tandis que la superficie consacrée au coton en 1913 ne dépassait plus les 800 hectares, elle était de 35.660 en 1924. Depuis lors, malgré plusieurs cirses sur le plan national ainsi que sur le plan mondial concernant la production de coton, la Syrie a connu un changement rapide et une évolution spectaculaire pour cette culture. La qualité de la production s'est améliorée. A côté de la variété indigène, les variétés américaines et égyptiennes ont été largement introduites. Le rendement a, lui aussi, progressé : tandis que la moyenne des années 1947-1951 s'élevait à 380 kg. de fibre à l'hectare, elle était entre 1960 et 1970, de 1000 kg/ha (plus de 1700 kg/ha dans la terre irriguée et de 300 kg/ha pour la terre non irriguée).

La culture du coton est pratiquée principalement, au Nord-Est du pays; dans le bassin de l'Euphrate et la Djeziré (50%), la région d'Alep (25%), le bassin de l'Oronte (20%) et secondairement dans le reste du pays (5%).

La possibilité d'extension de cette culture reste encore énorme, surtout dans le bassin de l'Euphrate et ses affluents, après la construction du barrage de Tabka. Selon certaines études faites par l'O.N.U. on estime que la production syrienne du coton atteindrait 296.000 tonnes de coton égrené en 1985, c'est-à-dire que la production de coton égrené va doubler de 1971 (156.000 tonnes) à 1985.

Pour illustrer l'évolution de cette récolte importante nous avons établi le tableau suivant :

---

(1) (2) J. Weulersse p. 186 précité.

Tableau 8 - Evolution de la culture et de la production du coton : (1)

| Année | Superficie (en hectares) |                 |         | Production (en tonnes) |              |
|-------|--------------------------|-----------------|---------|------------------------|--------------|
|       | Irri-<br>guée            | non<br>irriguée | Totale  | Coton brut             | Coton égrené |
| 1946  | 5.500                    | 14.300          | 19.800  | 14.100                 |              |
| 1958  | 196.600                  | 64.100          | 260.800 | 249.800                |              |
| 1959  | 170.000                  | 57.200          | 227.200 | 265.00                 |              |
| 1960  | 175.700                  | 36.600          | 212.300 | 278.700                |              |
| 1961  | 202.700                  | 46.300          | 249.000 | 324.900                |              |
| 1962  | 229.200                  | 73.200          | 302.400 | 403.900                |              |
| 1963  | 222.200                  | 69.500          | 291.700 | 410.000                |              |
| 1964  | 220.600                  | 65.900          | 286.500 | 470.100                | 172.134      |
| 1965  | 232.300                  | 55.500          | 287.800 | 476.300                | 174.445      |
| 1966  | 226.100                  | 29.000          | 255.100 | 375.300                | 135.284      |
| 1967  | 197.200                  | 42.000          | 239.400 | 329.100                | 109.802      |
| 1968  | 228.600                  | 59.800          | 288.400 | 394.000                | 126.513      |
| 1969  | 236.500                  | 62.700          | 299.100 | 382.400                | 144.708      |
| 1970  | 236.100                  | 13.200          | 249.300 | 382.600                | 148.782      |
| 1971  | 220.200                  | 30.200          | 250.400 | 407.900                | 156.433      |
| 1972  |                          |                 | 238.200 | 418.800                | 151.340      |
| 1975  |                          |                 | 208.100 | 414.300                | 141.535      |

La culture du tabac tient une place très importante. Elle est bien organisée, bien soignée. La région littorale est notamment spécialisée dans cette culture, en raison des conditions physiques et climatiques favorables; 80% environ de la production de tabac est fournie par cette région, et le reste vient de la région d'Idbib, d'Alep et de Hama. La Régie de tabacs en Syrie a le droit de limiter et de réglementer la surfaceensemencée ainsi que pour la production, selon les besoins intérieurs de consommation et les possibilités d'exportation.

Entre 1959 et 1975, la culture et la production des tabacs ont pris le schéma suivant :

(1) Sta. Abs. Of. Syria 1950-1976.

Tableau 9 - Evolution de la culture et de la production du tabac (1)

| Année | Superficie cultivée<br>(hectares) | Production<br>(tonnes) | Exportation<br>(tonnes) |
|-------|-----------------------------------|------------------------|-------------------------|
| 1959  | 8.749                             | 7.422                  | 332                     |
| 1960  | 9.360                             | 6.011                  | 191                     |
| 1961  | 9.727                             | 7.203                  | 635                     |
| 1962  | 9.858                             | 6.645                  | 981                     |
| 1963  | 1.385                             | 743                    | 1.487                   |
| 1964  | 15.283                            | 12.211                 | 2                       |
| 1965  | 16.341                            | 9.747                  | 1                       |
| 1966  | 15.683                            | 9.747                  | 529                     |
| 1967  | 11.078                            | 5.996                  | 1.171                   |
| 1968  | 10.769                            | 7.275                  | 1.898                   |
| 1969  | 10.661                            | 8.851                  | 2.062                   |
| 1970  | 10.212                            | 6.674                  | 5.488                   |
| 1972  | 15.400                            | 11.600                 | 4.163                   |
| 1975  | 12.200                            | 12.000                 | 4.490                   |

D'après ce tableau, la culture du tabac montre une évolution irrégulière soit pour la superficie cultivée, soit pour le rendement et même pour le total d'exportation. Ces variations peuvent être expliquées par les conditions atmosphériques; les variétés cultivées, l'insuffisance de la technique moderne et les exigences du marché local et extérieur.

Les études effectuées par l'Organisation Internationale pour l'Agriculture indiquent que la production du tabac en Syrie pourrait atteindre 28.000 en 1985 et que l'exportation du tabac brut serait de 14.000 en 1985.

#### - La betterave sucrière

Les essais de la culture de betterave sucrière ont été tentée en 1938. Ils ont réussi dans les régions de Homs et de Damas. Les superficies

(1) Sta. Abs. 1966-1976.

cultivées se sont élevées en 1946 à 420 hectares produisant 9.300 tonnes.

L'établissement de l'industrie sucrière a permis d'accroître considérablement la production de betteraves. Ainsi la "Société Anonyme pour la Fabrication de Sucre et des Produits Agricoles", installée à Homs en 1949, a importé à l'étranger des graines pour améliorer les variétés dans son propre terrain et même elle les a distribuées aux autres cultivateurs.

L'assèchement et l'irrigation de la région du Ghab, puis l'installation d'une fabrique de sucre à Jisr-e-Chegour, ont offert les meilleures conditions à l'extension de cette culture.

Ainsi le bassin moyen de l'Oronte cultiva 7.900 hectares en betterave, en 1972, soit 82% de la superficie cultivée (9.600 ha), produisant 197.300 tonnes, soit plus de 79% de la production totale du pays qui était de 248.900 tonnes.

Au deuxième rang, vient la région de Damas, qui cultive la betterave pour alimenter la deuxième fabrique sucrière installée à Adra-Nord-Est de Damas).

En 1972, cette région a produit 51.600 tonnes de betteraves d'une superficie de 1.700 hectares, c'est-à-dire que le rendement est de 30,8 tonnes à l'hectare tandis que le rendement dans la région de l'Oronte varie de 23 à 27,1 tonnes à l'hectare.

En effet, malgré le développement considérable de la culture de betteraves sucrières, sa production demeure très inférieure par rapport aux besoins de l'industrie sucrière nationale.

Parmi les autres cultures industrielles pratiquées secondairement en Syrie, il y a la canne à sucre d'une production annuelle de 600 à 1.400 tonnes, exportée essentiellement au Liban. A l'heure actuelle, on est en train de construire une usine de sucre à Tartous pour encourager et traiter la récolte de canne à sucre.

Le chanvre est cultivé principalement dans la région de Damas. La superficie cultivée en Chanvre a progressé entre les deux guerres mondiales passant de 2.400 ha en 1931 à 10.273 ha en 1940. Après la dernière guerre, cette culture a connu la décadence; la superficie cultivée est tombée à 4.600 ha en 1950 et à 400 ha seulement en 1972, avec une production de 400 tonnes. Ceci est relié à l'artisanat de cables, de cordes et de ficelles, en voie de disparition (très actif pendant la période d'entre deux guerres).

La culture du sésame est pratiquée partout, en Syrie, comme une culture secondaire, estivale et non irriguée. La superficie cultivée en sésame varie de 6 à 13 milles hectares par an et la production oscille de 5 à 10 mille tonnes.

Le lin est très peu cultivé en Syrie; sa production varie de 400 à 2.000 tonnes par an.

La sériciculture était une activité prospère dans les régions côtières de la Syrie et du Liban, avant la première guerre mondiale. Elle fournissait la matière première nécessaire aux artisanats traditionnels de la filature et du tissage de la soie alors florissants. Pendant la première guerre mondiale, les plantations de muriers ont subi une destruction générale et la production séricicole est tombée de 6.000 tonnes de cocons frais en 1914 à 800 tonnes seulement en 1920. (1) Pour approvisionner la soierie lyonnaise, les autorités mandataires ont pris des mesures d'encouragement favorisant la plantation des muriers : primes à la production, distribution de semences sélectionnées, etc... Suite à ces mesures, un mouvement de reprise s'est dessiné pendant les années 1920-1930 et la production de cocons est remontée à 3.575 tonnes en 1930. (2) Mais la crise mondiale, la concurrence japonaise et celle de la soie artificielle ont handicapé l'évolution de cette culture. Actuellement, la production de cocons varie de 350 à 390 tonnes par an.

---

(1) Challah, p. 67 précité.

(2) J. Weulersse, p. 185 précité.

La culture des arachides s'est développée récemment, notamment dans la région littorale. La production a augmenté de 17.200 tonnes en 1969 à 20.900 tonnes en 1975.

c. Les cultures légumineuses et maraichères

Ces cultures comprennent principalement les lentilles, les fèves, les tomates, les haricots, les oignons, les pommes de terre, les petits pois, les courgettes, les carottes et tant d'autres. Elles réussissent dans toutes les régions cultivées de la Syrie, particulièrement sur des terrains irrigués à proximité des agglomérations urbaines. Elles trouvent les conditions nécessaires à leur croissance dans la région littorale, dans les vallées de l'Oronte et de l'Euphrate, et surtout dans le bassin de Barada autour de Damas (Ghoutta de Damas) qui consacre de grandes superficies à la culture intensive de ces produits et constitue le principal fournisseur de l'industrie des conserves.

La production des cultures légumineuses et maraichères s'est élevée de 667.000 tonnes en 1966 à 1.50.600 tonnes en 1972 et la superficie cultivée était respectivement de 250.000 hectares et 395.000 hectares, c'est-à-dire que le rendement a été remarquablement développé (2,6 T. ha en 1966 et 4.4 T.ha en 1972).

La production de pastèques vient en tête avec 459.000 tonnes en 1972, puis celle de la tomate avec 315.900 tonnes, puis viennent les pommes de terre avec 119.100 tonnes, l'oignon sec : 80.800 tonnes, la lentille : 96.200 tonnes, etc...

Ces cultures fournissent un appoint considérable à l'alimentation du pays et répondent aux besoins d'un courant important d'exportations destinées aux pays arabes voisins et, sous forme de conserves ou de légumes secs, aux pays lointains arabes ou étrangers.

---

(1) J. Weuleresse, p. 185 précité.

#### d. L'arboriculture

Par la grande diversité de son climat et de son sol, la Syrie constitue un foyer de grandes variétés de plantations fruitières. Malgré le développement accompli par cette culture, elle occupe actuellement la quatrième place en ce qui concerne la superficie cultivée et la production totale qui ont été, en 1972, 291.000 hectares et 592.000 tonnes.

L'intérêt particulier de l'arboriculture fruitière réside dans son rôle important pour plusieurs industries nationales, traditionnelles et modernes, les conserves, les confiseries, les huileries, les distilleries et les entrepôts frigorifiques.

Les possibilités du développement de l'arboriculture fruitière ne sont pas encore épuisées. Il y a de large possibilité d'étendre les plantations dans les plaines centrales et de la Djeziré et le bassin de l'Euphrate en particulier.

Notre richesse en arbres fruitiers pourrait être améliorée considérablement par la sélection des variétés et l'application de méthodes de cultures plus scientifiques. Il est possible aussi d'améliorer la quantité et le rendement par la lutte contre les insectes et l'emploi des engrais chimiques et des méthodes perfectionnées de taille et de greffe. Une telle amélioration jointe à l'extension des plantations permettra d'élargir les débouchés pour les fruits, soit frais, soit en conserves. Elle permettra en même temps le développement de l'industrie des conserves et sa consolidation sur les marchés étrangers.

Le tableau suivant permet d'avoir une idée sur l'importance relative des arbres fruitiers en Syrie.



Tableau 10 - Les principaux arbres fruitiers, leur nombre, leur superficie cultivée ainsi que leur production en 1972

| Arbres    | Superficie cultivée:<br>en hectares | Nombre de pieds | Production en<br>tonnes |
|-----------|-------------------------------------|-----------------|-------------------------|
| Olives    | 149.000                             | 19.435.000      | 161.000                 |
| Raisins   | 67.000                              | 51.012.000      | 208.000                 |
| Figues    | 21.000                              | 4.412.000       | 38.000                  |
| Abricots  | 11.000                              | 2.422.000       | 39.000                  |
| Noix      | 3.300                               | 418.000         | 6.100                   |
| Amendes   | 3.300                               | 835.000         | 7.800                   |
| Pommes    | 10.000                              | 3.386.000       | 42.400                  |
| Pistaches | 7.800                               | 1.501.000       | 5.900                   |
| Grenades  | 3.300                               | 1.777.200       | 21.100                  |
| Poires    | 1.800                               | 515.000         | 5.800                   |
| Cerises   | 3.600                               | 964.000         | 7.000                   |
| Pruneaux  | 1.600                               | 484.000         | 6.200                   |
| Prunes    | 2.200                               | 767.000         | 11.700                  |
| Coings    | 300                                 | 93.000          | 700                     |
| Pêches    | 2.100                               | 776.000         | 10.500                  |
| Oranges   | 2.000                               | 682.000         | 8.400                   |
| Citrons   | 700                                 | 236.000         | 3.500                   |
|           |                                     |                 |                         |
|           |                                     |                 |                         |
|           |                                     |                 |                         |
|           |                                     |                 |                         |

Il nous semble utile de donner quelques détails sur les trois fruits qui sont les plus importants du point de vue industriel, en faisant remarquer que l'évolution de toutes ces variétés est très positive.

L'olivier vient en tête avec une extension de plus en plus grande. En 1950, il occupait 80.695 hectares, plantés de 909.597 arbres, qui ont donné 18.636 tonnes d'olives. En 1972, la superficie cultivée a atteint 149.000 hectares, plantés de 19.435.000 oliviers produisant 161.000 tonnes d'olives.

Les principales régions de cette plantation sont : la région littorale occupe la première place avec 53% du total de la production d'olives puis viennent Idlile avec 24%, Alep avec 11%, Homs avec 5%, Damas avec



5% et le reste du pays 2%. La culture s'effectue sans irrigation dans la grande partie du pays, tandis qu'elle est irriguée dans la région de Damas.

La majeure partie de la récolte est absorbée par l'industrie de l'huile et par la consommation locales en olives de table. Une partie plus restreinte est consacrée à l'exportation vers les pays arabes voisins.

La vigne est la seconde culture par importance. En 1950, elle a occupé 67.528 hectares, plantés par 68.607.034 ceps, qui ont procuré 245.148 tonnes de raisins. Par rapport à l'année 1950, la culture de la vigne, en 1972, connaît une régression considérable, surtout en ce qui concerne le nombre d'arbres et la production qui étaient respectivement de 51.012.000 et de 208.000 (faute de manque de débouchés et des prix bas.

Cependant, la production de raisins reste importante; en même temps des mesures ont été prises par l'Etat pour encourager cette culture, notamment la construction de deux distilleries modernes à grande capacité, l'une à Soueida et l'autre à Homs (Zeidal).

La majeure partie de la récolte est absorbée à l'état frais, par la consommation intérieure. Les distilleries locales traitent 10% environ de la production pour fabriquer le débis (sorte de pulpe de raisin), le vin, l'arak et d'autres liqueurs. Le reste de la récolte est transformée en raisins secs. Toutefois, la variété de vigne que le pays possède lui assure une exportation notable vers les pays limitrophes (surtout le Liban et la Jordanie).

Les régions productrices par ordre d'importance sont : Soueida (34% de la production), Damas (20%), Alep (16%), Homs (12%), Hama (6%), Idlib (5%), région littorale (3%) et secondairement viennent Deraa, Hassatché et Rakka.

Les spécialistes prévoient des possibilités d'extension de la viticulture surtout dans la région de Soueida, ce qui contribuerait à relever de beaucoup le niveau de vie actuel dans cette région.

L'abricotier est l'arbre par excellence de la région de Ghoutta (60% du total de la production). L'abricot est un fruit très apprécié en Syrie. La majeure partie de la récolte est transformée en abricots secs, pâte, pulpe, confitures et conserves qui alimentent un courant intéressant d'exportation. Le reste est consommé frais à l'intérieur ou exporté dans les pays voisins.

#### e. L'élevage

La Syrie possède un vaste espace de steppes herbacées, situées en bordures de zones désertiques et qui constituent des centres importants d'élevages de parcours.

Cette activité est pratiquée en Syrie sous deux formes : l'élevage sédentaire et l'élevage nomade. L'élevage sédentaire est peu développé. Il se compose spécialement de bovins, et, dans une moindre mesure d'ovins. Il présente un effectif de peu d'importance. Il comprend en outre, le cheval, le mulet et l'âne.

L'élevage nomade constitue la principale activité de cette catégorie de la population qui possède la majorité des troupeaux syriens.

Les nomades pratiquent cette activité en transhumance dans les régions steppiques et désertiques intérieures. En hiver, ils gagnent avec leurs troupeaux (composés en majorité d'ovins et de caprins) les vastes territoires de l'Est et rejoignent les régions cultivées aux premières chaleurs de l'été. Cette méthode d'exploitation est imposée par la recherche de l'eau et du fourrage, qui varient selon la saison et l'endroit.

Effectivement, l'élevage nomade est pratiqué selon des méthodes très primitives. Les bêtes doivent se contenter de l'herbe des pacages, sans recevoir, pratiquement de nourriture supplémentaire. Donc, il n'est pas étonnant qu'elles meurent parfois de faim, à la suite d'une année sèche ou d'une rude saison hivernale. De plus, comme les stations d'abreuvement sont formées de mares, nées à la suite des rares orages et asséchées rapi-

dement, il arrive souvent que l'eau manque et que le troupeau périclite assoiffé. Ajoutons enfin, que la protection contre le froid et les maladies est presque nulle, que ce défaut expose le cheptel à des pertes énormes, qui le frappent périodiquement.

Il faut reconnaître que le développement agricole en Syrie qui a tenu compte de beaucoup de variétés de récoltes, n'a négligé que l'élevage dans ses rapports avec le fourrage et les pâturages. Il en résulte que la production animale n'a pas suivi la demande de la consommation toujours accrue du fait du développement de démographie. Résultat d'une absence de produits animaux sur le marché : une poussée de leur importation de l'étranger, ce qui est un peu excessif pour un pays principalement agricole (en 1972, l'importation des animaux et leurs produits a une valeur de 82.549.000 L.S. tandis que la valeur d'exportation est de 66.037.000 L.S.).

En revanche les régions sédentaires peuvent augmenter le nombre de leur effectif animal, grâce aux potentiels de nourritures qu'elles possèdent. Les efforts gouvernementaux dans les vingt dernières années, surtout les recherches du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire allaient dans le sens de l'introduction de beaucoup de légumineuses dans le cycle agricole. Cette introduction, en tant que récolte principale dans la ferme est favorablement accueillie surtout par les régions laissées en repos. De même, le Ministère de l'A.R.A. oriente les exploitants vers l'élevage sur une partie de leurs exploitations. Le département de l'Orientation Agricole travaille dans ce sens par la voie des conférences, du cinéma, de la radio, etc...

Le Ministère de l'Agriculture s'est efforcé d'étudier les procédés de conservation des fourrages verts et leur assèchement et la vulgarisation de ces méthodes dans le pays. Enfin, il a établi plusieurs fermes d'élevage moderne visant à accroître le cheptel, à introduire des espèces étrangères et à améliorer les espèces indigènes.

L'effectif de ce cheptel, compte moins de 7 millions de têtes actuellement, dont voici l'évolution.

**Tableau 11 - Evolution du nombre de Cheptel syrien entre 1950-1972**  
(en milliers de têtes)

|          | 1950    | 1955  | 1960    | 1965    | 1971  | 1972    |
|----------|---------|-------|---------|---------|-------|---------|
| Ovins    | 2.930   | 4.340 | 3.649   | 5.373   | 5.230 | 5.166   |
| Caprins  | 1.230   | 1.690 | 660     | 877     | 701   | 697     |
| Bovins   | 437     | 474   | 382     | 506     | 507   | 489     |
| Chevaux  | 97      | 101   | 63      | 70      | 66    | 61,7    |
| Chameaux | 87      | 76    | 25      | 8       | 86    | 91      |
| Mulets   | 58      | 86    | 67      | 65      | 62    | 57,3    |
| Anes     | 271     | 271   | 189     | 190     | 244   | 242,3   |
| Porcs    | 0,9     | -     | 0,3     | 0,1     | 0,4   | 0,4     |
| Total .. | 5.110,9 | 7.038 | 5.035,3 | 7.089,1 | 6.819 | 6.722,4 |

Comme on peut le constater d'après le tableau précédent, les ovins et les caprins forment 86% du cheptel. La majorité de celui-ci est élevée sous la forme nomade par les bédouins.

L'élevage du mouton tient une place très importante dans l'économie rurale des régions intérieures. Celui des caprins s'effectue dans les régions montagneuses couvertes d'une végétation broussailleuse. Les variations de cheptel, ovin et caprin, constaté d'après le tableau, sont dues aux intempéries car avant tout le cheptel est lié au climat.

En raison de maigres pâturages et des méthodes primitives d'élevage, la production animale est très basse au point de vue qualité et quantité. Par exemple notre industrie de textile importe la laine de l'étranger, car la laine indigène est de mauvaise qualité (une partie est utilisée localement pour la matelasserie et le tissage de tapis).

En effet, la transformation des produits animaux reste en grande partie artisanale et même primitive, à côté d'un nombre limité de fabriques modernes (laiteries et fabriques de tapis).

En 1972, le cheptel syrien a donné les produits principaux suivants : 458.000 tonnes de lait, 6071 tonnes de laine brute, et 438 tonnes de poils. Pour la production du lait, 141.000 tonnes ont été consommées en état frais, le reste a été traité par l'industrie et l'artisanat qui le transforme en fromage (26.640 tonnes), beurre (1.353 tonnes) et samneh (7.836 tonnes). (1)

Pour terminer les ressources animales, il convient de noter que la pêche en Syrie est une activité très secondaire malgré la situation du pays sur la Méditerranée et l'existence de lacs et de marais à l'intérieur du pays (ceux-ci occupent une superficie de 83.000 hectares, plus 2.000 km. de cours d'eaux). Cette activité procure au pays environ 2.000 tonnes de poissons frais, tandis que le pays importe près de 3.500 tonnes de poissons frais chaque année coûtant plus de 7.500.000 L.S.

Des efforts publics (décret législatif n° 30 du 25.8.1968 pour le développement des richesses de poissons) et des travaux de recherches ont démarré récemment visant à accroître la richesse en poisson dans les lacs naturels et artificiels du pays, en distribuant de petits poissons de qualité et d'un accroissement rapide; d'autre part, ils encouragent les pêcheurs de la région littorale à se regrouper (3 000 pêcheurs environ) dans des coopératives, ce qui permet de recevoir l'aide matérielle de l'Etat.

#### f. La richesse forestière

Le climat change comme nous l'avons vu plus haut suivant le déplacement de l'Ouest à l'Est et du Sud au Nord. La sécheresse augmente, d'une manière générale, en direction de l'Est et du Sud Est. Tandis que les précipitations sur la côte atteignent une moyenne de 750 mm. et dépassent 1000 mm. sur les hauteurs des montagnes, elles diminuent vers l'intérieur du pays pour atteindre 350 mm. à Alep, 230 à Damas et 125 mm. à Palmyre. Cette basse moyenne augmente sensiblement sur les montagnes intérieures comme celles de Palmyre et de Djebel Druz (300 à 500 mm.).

---

(1) Samneh = beurre fondue % matières grasses.

Effectivement, les conditions naturelles, notamment le climat, sont très peu favorables à l'économie forestière.

L'histoire, cependant, nous rappelle que les montagnes syriennes étaient couvertes de forêts d'espèces variées. La majorité des forêts a été rasée par l'homme pour combler les besoins en combustibles ressentis pendant les guerres, surtout la guerre entre Mohammed Ali et les Turcs et les deux guerres mondiales.

Ainsi ces facteurs et d'autres facteurs destructeurs humains ou naturels déjà mentionnés, ont fait disparaître la richesse et la beauté de la plupart de nos régions et par là accompli la transformation d'une grande partie de terres boisées en terres mortes, sans intérêts.

D'après les statistiques officielles, il existe dans le pays 518.000 hectares de forêts et de maquis. En 1955, la superficie boisée était de 448.000 hectares. Le rapport de la B.I.R.D. affirme que 348.000 de cette superficie ne forme que des terrains complètement abandonnés ou des pâturages dans lesquels sont dispersés de petits arbustes. Le reste, formé de 60.000 hectares peut être qualifié de bois et forêts.

Les 518.000 hectares couverts (officiellement) en forêts et en maquis représentent 2,8 % environ du total de la superficie du pays répartis ainsi, sur le plan régional.

|                                    |                  |
|------------------------------------|------------------|
| Région de Homs et Hama             | 256.000 hectares |
| Région littorale                   | 115.000 "        |
| Région d'Alep et Idlib             | 67.000 "         |
| Région de Djeziré et de l'Euphrate | 48.000 "         |
| Région de Damas                    | 15.000 "         |
| Région de Djebel Druze             | 15.000 "         |

Ces bois contiennent des variétés multiples d'arbres, les plus dominants étant le pin et le chêne vert, qui constituent de vrais forêts dans les montagnes Alaouites.

Pour maintenir cette richesse et pour élargir et étendre les terres boisées, le Ministère de l'Agriculture s'est penché sur des solutions positives et rapides concernant plusieurs domaines. Il a élaboré un programme de délimitation de sélection et de prises de photos aériennes en vue de résoudre rapidement les problèmes forestiers qui se posent en permanence : l'élevage des animaux (caprins) dans les régions boisées est interdit; on a mis en place un service de lutte contre les incendies; l'effort pour le reboisement des régions déboisées est accéléré; on a jugé même utile la plantation d'un certain nombre de forêts artificielles types dans les régions incultes des entrées des villes et au voisinage des hôpitaux pour atténuer les effets du climat et pour créer l'atmosphère sanitaire désirée. Ainsi, on boise de petites étendues chaque année et on fête le jour de l'arbre, jour auquel chaque citoyen doit planter un arbre offert gratuitement par le Ministère de l'Agriculture.

Mais malgré tous ces efforts, l'étendue des terres boisées est restreinte et la qualité des bois de nos forêts demeure médiocre de point de vue industriel. Notre industrie du bois compte, en effet, sur l'importation de bois étranger. Une faible partie de nos besoins, en bois, est assurée par les arbres fruitiers (arbres vieux, surtout les noyers) ou des arbres plantés pour leur bois, en particulier, le peuplier très répandu dans la région de Damas (utilisé pour l'industrie des allumettes et l'industrie de construction de bâtiments).

En effet, les produits forestiers en Syrie sont le bois de chauffage, le charbon. Enfin les bois servent partiellement aux artisanats, à l'industrie de bois et meubles et surtout à l'industrie de construction de bâtiments.

Pays d'agriculture et d'élevage au premier chef, la Syrie produit déjà du coton et de la laine par ses filatures et tissages; du blé pour ses minoteries, ses biscuiteries et fabriques de pâtes alimentaires, du maïs pour ses amidonneries et glucoseries, de l'orge pour sa brasserie; de la betterave pour ses sucreries, des olives et des graines de coton pour ses huileries et savonneries; des peaux brutes pour ses tanneries et corbonneries, du bois pour ses fabriques d'allumettes et industrie de construction de bâtiments, des tabacs pour ses fabriques de cigarettes, etc...



Nous croyons que la diversité du sol et de son climat, l'utilisation rationnelle de ses eaux d'irrigation, l'étendue de terrains cultivables et non encore cultivés, permettent à la Syrie d'envisager une grande variété de cultures tropicales ou tempérées susceptibles de développer les industries existantes ou d'en créer de nouvelles.

## B - LES RESSOURCES DU SOL

Jusqu'en 1952, en raison du manque de recherches géologiques et géophysiques, on répétait toujours que le sous-sol syrien était dépourvu de produits miniers.

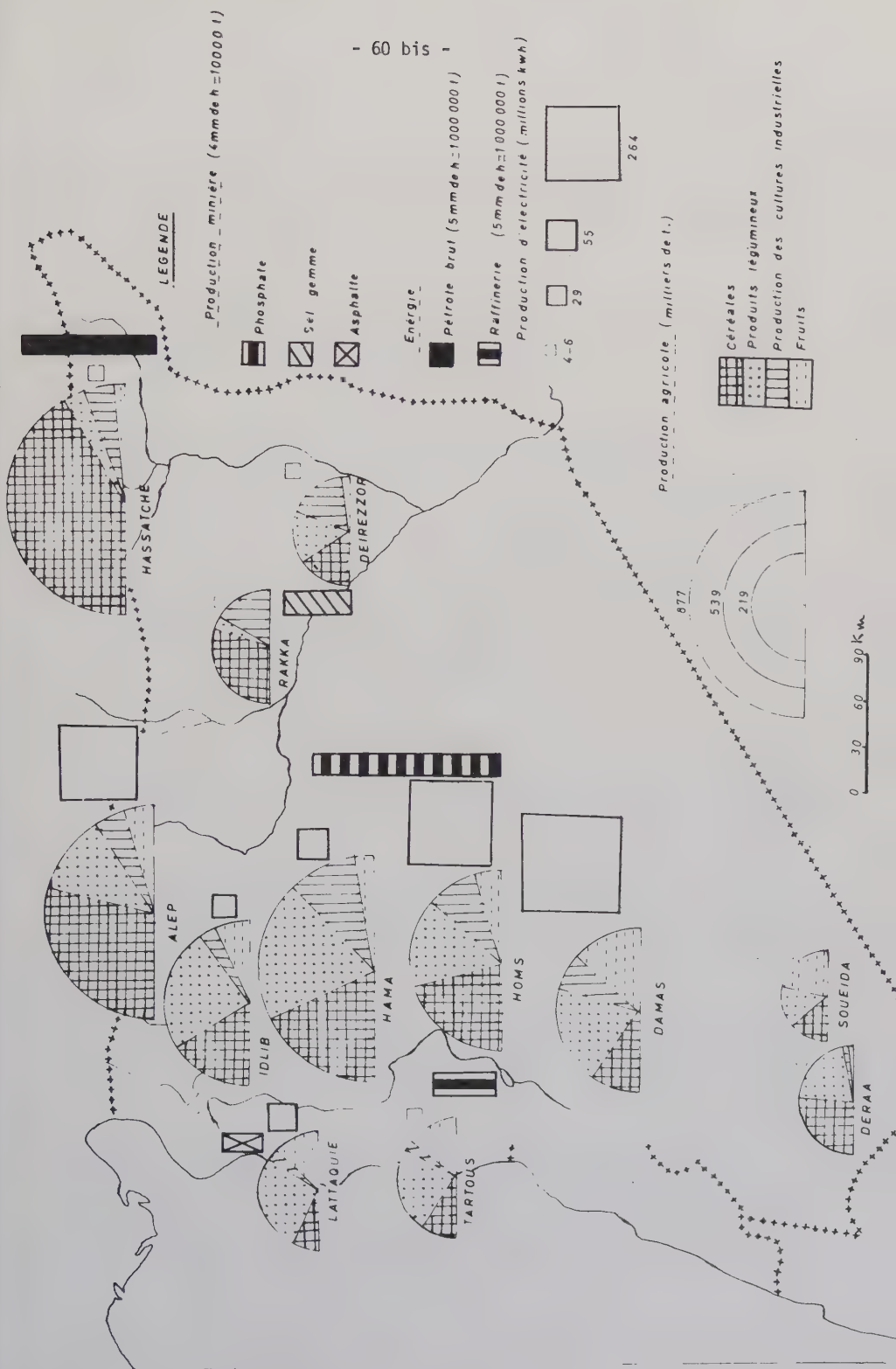
Les recherches, qui ont été entreprises pendant la période Ottomane et sous le régime du mandat n'ont été faites que partiellement et d'une façon superficielle. Elles n'ont jamais été poursuivies que sur une fraction du territoire, laissant ainsi de côté de vastes régions.

Cette insuffisance de recherche a été observée par le Conseil du Développement Economique Formé en Syrie en 1955, qui a marqué l'importance qu'il attache aux problèmes d'exportation dans toutes ses activités et en particulier dans les accords de coopération économique et d'assistance qu'il a conclu avec l'Union Soviétique au mois d'août 1957. Depuis lors, les travaux de recherche se continuent et révèlent jour après jour des ressources minières non négligeables, même quelquefois des richesses réelles.

Après la découverte des hydrocarbures, les travaux de recherches ont mis en valeur certain nombre de matières du sous-sol, dont voici les plus importantes.

### Les phosphates

La présence de phosphates en Syrie était probable d'après les travaux de prospection géologique commencés en 1958, car des formations géologiques découvertes au centre du pays étaient assimilables à celles du Maghreb, de la Palestine et de la Jordanie, où on exploite des mines de phosphates.



Les recherches géologiques effectuées avant 1958 par plusieurs géologues ont souligné l'existence du phosphate. Mais ces recherches n'étaient pas précises et détaillées et elles n'avaient aucune valeur économique.

En établissant la carte géologique 1/200.000° dans la région de Palmyre, les géologues soviétiques ont remarqué l'existence de formations phosphatées importantes dans plusieurs endroits (Ghadir el Hamal, Ouadi-el-Rakhim et Sedjri) qui méritaient une recherche spéciale détaillée.

Effectivement, l'étude approfondie a commencé au cours du deuxième semestre de l'année 1961 pour s'achever à la fin de l'année 1962. Elle a abouti à la découverte effective d'une richesse en phosphates très importante dans la région de Palmyre et au Hamad.

En général, la répartition géographique des phosphates est liée à la répartition des terrains du Crétacé Supérieur et de l'Eocène Inférieur (les phosphates de l'Irak, de Jordanie, Palestine sont du Crétacé supérieur : Maestrichtien et Campanien).

Les roches phosphatées du Crétacé sont importantes dans la partie méridionale des plis de Palmyre, surtout dans la région de Ghadir-el-Hamal, tandis qu'elles sont moins importantes dans la chaîne septentrionale la plus calme (Ouadi-el-Rakhim).

Au Hamad, où la structure géologique est calme, les couches phosphatées (éocène inférieur) s'étendent sur de vastes régions mais elles sont minces. (1)

Donc la richesse en Phosphate se trouve dans la région désertique du centre-Est et du Sud-Est de la Syrie, région peu peuplée, loin de grandes villes et des ports maritimes. La ville la plus proche est Homs, située à plus de 180 km. à l'Ouest de Palmyre.

L'analyse physique effectuée sur des échantillons de phosphate syrien indique que l'ensemble des formations chimiques  $\text{CaO}$ ,  $\text{P}_2\text{O}_5$ ,  $\text{SiO}_2$  cons-

---

(1) Pour plus de détails sur le phosphate en Syrie, voir : The phosphate deposits of Syria; Ph. D. Thesis, University of London par M. S. ATFEH.

titue 82 à 90% de phosphate brut, puis  $\text{CO}_2$  en constitue 4 - 15%, le fluor 2,6 à 6%, les oxydes de fer, de magnésium et d'aluminium 3% à la fois, et l'uranium de 70 à 130 grammes dans la tonne.

En ce qui concerne les réserves, elles ont été évaluées dans les différentes régions de la matière suivante :

A - Dans la montagne de Palmyre, on distingue deux grandes régions :

1. La première est Ouadi-el-Rakhim où les réserves assurées ont été évaluées à 40 millions de tonnes dont la proportion de  $\text{P}_2\text{O}_5$  est de 22%.
2. La seconde région est Ghadir-el-Hamal, la plus importante, à présent dans le pays. Dans cette région, on distingue les gisements suivants :
  - Khneifis : 16 millions de tonnes de roches phosphatées de 28,5 % en moyenne de  $\text{P}_2\text{O}_5$
  - Souané : 400 millions de tonnes de réserves avec 24% en moyenne de  $\text{P}_2\text{O}_5$
  - Markaziyé: 34 millions de tonnes de réserves avec 24 - 26% de  $\text{P}_2\text{O}_5$

C'est-à-dire que les gisements de Ghadir-el-Hamal totalisent 450 millions de tonnes de réserves assurées. Ajoutons à cela les réserves de Ouadi-el(Rakhim, l'ensemble des réserves assurées dans la région de Palmyre sera de 490 millions de tonnes dont la proportion de  $\text{P}_2\text{O}_5$  varie de 22 à 28,5%.

B - En ce qui concerne le Hamad, on estime que les couches phosphatées s'étendent sur des dizaines de km. dans les déserts et que les réserves sont plus importantes en quantité absolue, que celle de la région de Palmyre.

De toute manière les réserves de phosphates semblent indiscutablement importantes et elles sont suffisantes pour une exploitation de longue durée.

En outre, quelques gisements, comme celui de Souané (400 millions de tonnes de réserves assurées) offrent des conditions très favorables à l'exploitation à ciel ouvert. Les couches phosphatées se présentent presque horizontalement, sèches, avec une épaisseur de 8 à 12 mètres, recouvertes d'une mince couche de sol.

Pour le gisement du Kneifis, les couches sont inclinées d'un angle de 10° à 25°, en direction Nord-Ouest, c'est-à-dire que les conditions d'exploitation de ce gisement sont moins avantageuses, mais elles restent favorables à une exploitation superficielle pendant plusieurs années à condition que la quantité de phosphate extraite ne soit pas supérieure à un demi millions de tonnes par an.

### Les gites minéraux

#### 1. Le fer

Dès l'époque Ottomane, on a signalé l'existence de minerais de fer au Nord-Ouest de la Syrie, dans les Monts Alaouites, notamment dans la pointe de Bassite.

Mais la découverte récente des minerais de fer date des travaux effectués par les experts soviétiques au début des années soixante.

Les prospections géologiques primaires ont signalé la présence des sédiments de fer dans plusieurs régions : Radjou, Alemdar, Kiri, Ouadi el Nachab, dans le Nord-Ouest (Djebel Kurd Dag), Kadmos et Missiaf, dans les Monts Alaouites; Zabadani, à l'Ouest de Damas (Anti-Liban) et enfin dans les montagnes de Palmyre.

La recherche de minerais de fer a commencé en 1959, au Nord Ouest du pays.

Une équipe soviétique a commencé ses travaux par des prospections topographiques et géologiques sur une échelle de 1/10.000 pour une étendue de 12 km<sup>2</sup> à l'endroit dit Radjou et sur une échelle de 1/2.000 pour

une superficie de 6 km<sup>2</sup> dans les lieux dit Alemdar et Ouadi-el-Nachal; puis elle a établi des cartes géologiques détaillées.

Des travaux de reconnaissance ont été exécutés sur place : creusement de puits et de tunnels et analyse chimique et technologique. A Radjou on a creusé 91 puits et 20 tunnels et on a analysé chimiquement 915 échantillons et technologiquement deux échantillons.

A l'issue de ces travaux, les réserves, dans la région Nord Ouest, ont été évaluées à plus de 62 millions de tonnes de minerais.

Les sédiments de fer, dans le gisement de Radjou (26 millions de tonnes de minerais) se déposent en couche de 7 mètres d'épaisseur en surface, elle disparaît en pendage de 20° en moyenne et quelquefois elle prend une forme anticlinale incomplète. (1)

Au fond l'épaisseur de sédiments de fer atteint 100 mètres. Mais la région est très disloquée ce qui interrompt la continuité de la couche de fer et explique la différence de niveau de cette couche, rendant son exploitation difficile et coûteuse. On a prouvé que la teneur en fer est de l'ordre de 31,8 % dans ce gisement. (2)

En Alemdar, les réserves de minerais de fer ont été estimées à plus de 21 millions de tonnes avec une proportion de fer de 31,09 %.

La couche productrice a les mêmes caractéristiques de celle de Radjou.

Les sédiments de fer sont constitués essentiellement de Goethite, de Hemetite et de Limonite (structure argileuse) reliés au crétacé (Aptian).

En 1974, on a annoncé officiellement, la découverte d'un gisement de fer dans la région de Zabadani, à l'ouest de Damas, dont les réserves ont été évaluées à 65 millions de tonnes de minerais, on a annoncé également que les conditions naturelles de l'exploitation sont plus favorables par rapport à la région du Nord-Ouest.

---

(1) H. Rifai et M. Hakmi, p. 8. La Richesse Minérale en Syrie et en Chypre.

(2) *ibid.*

La recherche approfondie se continue pour le reste du pays, en particulier dans les Monts Alaouites et les montagnes de Palmyre, pour augmenter les réserves et mettre en valeur toutes les formations géologiques soupçonnées d'être riches en minerais de fer.

En effet, suivant les résultats de recherches qui nous sont parvenus, les réserves de minerais de fer dans le Nord-Ouest et dans la région de Damas totalisent près de 130 millions de tonnes, soit 40 millions de tonnes de fer contenu approximativement.

## 2. Le minerai de Manganèse

De véritables gisements de minerais formés de mélange d'oxydes de manganèse déjà exploités, sont situés dans la région littorale de Bassite (Nord de Lattaquié).

Après certains travaux de recherche, effectués à deux reprises avant la première guerre mondiale et en 1924, les gisements ne semblaient pas avoir une grande valeur économique et ont été abandonnés.

Entre 1959-1960, les travaux de recherche ont repris sous la direction des experts soviétiques dans la région de Bassite. On a compté 52 endroits, où le minerai de manganèse affleure.

Le minerai se trouve relié aux roches éruptives (siliceuses et argileuses) de l'époque primaire comme la radiolarite et l'argilite.

Il remplit les fissures et les cassures en constituant de petits blocs minéraux de quelques mètres de longueur et de quelques centimètres à 1,5 mètres d'épaisseur.

De toute façon, on peut distinguer trois sortes de dépôts de minerai : (1)

---

(1) H. Rifai et M. Hakmi. P.9 et M.D. Nadjar p. 58-59. Les ressources minérales en Syrie.



1- Il se dépose en constituant des noeuds et des petites lentilles; leur épaisseur ne dépasse pas 10 cm. au sein des roches argilites; le minerai habituel est la Pyrolusite avec peu de manganite.

2- Le minerai de pyrolusite forme des dépôts lenticulaires ou longitudinaux dans les roches siliceuses et argileuses, épaisses de 5 à 10 cm. Ce minerai a une teneur élevée de silice (47%) et une teneur inférieure de manganèse (25%).

3- Le minerai se dépose sous plusieurs formes : lenticulaires, longitudinales ou bien constituant des couches assez minces de plusieurs mètres de longueur et de quelques centimètres à 2 mètres d'épaisseur. La proportion de manganèse est de 27% en moyenne et celle de silicate est de 33 à 70%.

D'une manière générale, les formations prospectées dans la région de Bassite renferment du minerai dont la proportion de manganèse est de 30% en moyenne et celle de silicate ne descend pas à moins de 40%. C'est-à-dire que le minerai de manganèse découvert est riche de  $\text{SiO}_2$  et pauvre de manganèse.

D'ailleurs les réserves évaluées sont très modestes, à présent (20 millions de tonnes) mais le résultat n'est pas définitif et la recherche se poursuit.

### 3. Le chrome

Le minerai habituel du chrome en Syrie est la chromite, qui se trouve dans les régions de roches éruptives de Bassite et de Bayre, où la teneur de chromite varie de 30 à 40%.

Deux tentatives d'exploitation de ces gisements ont été faites en 1886 et 1907. La première avait produit 4.000 tonnes et la seconde s'est limitée à extraire 250 tonnes de chromite. Mais l'affaire ne s'est avérée

rentable et fut abandonnée depuis". (1)

En 1959, une étude sérieuse a été faite sous la direction des experts soviétiques dans les régions de Bassite et de Bayre, dont la chromite apparait en relation avec la pyroditite de serpentine, constituant des lentilles et des poches de 1 à 20 mètres de longueur et de 50 cm. d'épaisseur, en moyenne. On a évalué que les quantités de minerai qui sont mal distribuées, ne dépassent pas quelques dizaines de tonnes dans les endroits les plus importants, tandis que quelques lentilles dans les gisements exploités ont été évaluées à quelques centaines de tonnes.

En effet, les réserves superficielles ont été évaluées de 15 à 20 mille tonnes (Bayère et Bassite) avec une teneur de chromite de 30 à 40%. Les gisements les plus importants se trouvent au Nord du Village de Zeitinjouk, dont les réserves ont été estimées à quelques centaines de tonnes (les réserves profondes ne sont pas mises en valeur en raison de difficultés technologiques).

La situation des gisements dans une région montagneuse difficile, d'une structure très disloquée, la répartition assez mauvaise des lentilles de minerai et la faiblesse de sa teneur en chromite et enfin la modicité des réserves elles-mêmes, rendent douteuse l'exploitation rentable de ce minerai.

#### Le sel Gemme

Jusqu'à une date récente le sel était seulement extrait des marais salés, qui sont nombreux dans les dépressions topographiques du désert syrien. Les principaux bassins sont ceux de Djeroud, Palmyre, Djeboul et Djessé.

- Le marais de Djeroud est situé à 60 km. au Nord de Damas, entre Djebel Batra et Djebel ech-Chamali (Kalamoun).

La quantité de sel dépend des précipitations tombées sur les montagnes voisines. Le marais se dessèche entièrement en été et forme alors

---

(1) A. Farra p. 93. L'industrialisation en Syrie.

une nappe d'une blancheur éclatante, ayant une croûte de sel de 20 cm. d'épaisseur environ. Sa production annuelle varie de 5 à 15 mille tonnes. Mais le sel contient une teneur élevée de magnésium, ainsi son utilisation est consacrée entièrement au domaine industriel.

- Le marais de Djeboul est le plus important, situé à 40 km. au Sud Est d'Alep; il a une longueur de 30 km. et une largeur de 10 km. Avec une couche de sel de 15 cm. d'épaisseur moyenne, sa production varie de 15 à 30 mille tonnes par an.

- Le marais de Palmyre : situé au Nord-Est de Palmyre, il s'étend sur 180 km<sup>2</sup>. Cette région reçoit une quantité de pluies assez modestes et très variée d'une année à l'autre. Par conséquent la production de sel est très inférieure et varie de quelques centaines de tonnes à 2 mille tonnes par an, d'une qualité supérieure, utilisable aussi bien pour l'usage domestique que pour l'usage industriel.

- Le marais de Djebessé, situé dans la Djeziré à l'Est de Khabour, occupe une superficie de 7 km<sup>2</sup> et sa production est de l'ordre de mille tonnes par an.

La découverte du sel gemme dans le sous sol syrien remonte aux jours de la recherche des hydrocarbures, effectuée par la S.P.C. (Syrian Petroleum Company). Cette société a découvert des couches de sel gemme de plus de 150 mètres d'épaisseur dans les régions de Djebessé, Ghoué, Kbebé et Cheikh Salah à l'Est du Nahr et Khabour et au sud de Hassatché. Mais cette découverte reste sans intérêt.

Au moment de la prospection géologique générale en Syrie, à la fin des années cinquante, les géologues ont signalé l'existence d'une couche de sel gemme à 110 mètres de profondeur dans un endroit dit Harmouchiyé, à 45 km. au Nord-Ouest de Deir-ez-zor.

En 1961, on a décidé de faire une recherche particulière pour mettre en valeur les réserves de sel gemme dans cette région. Pour cela on a créé une équipe spéciale dotée de sondeuse et d'une station géophysique électronique. L'équipe a procédé, d'abord, à une prospection géologique gé-

nérale pour toute la région selon l'échelle 1/25.000, puis une prospection géologique pour une superficie de 12 km<sup>2</sup> selon l'échelle 1/10.000°. Elle creusa 16 puits de 3252 m. de profondeur totale. Elle effectua de la prospection géophysique pour préciser les limites, l'épaisseur et la profondeur des couches du sel, elle analysa plusieurs échantillons de roches, d'eau, etc...

A l'issue de ces études et travaux, on en a déduit que la couche au-dessus de laquelle repose les couches de sel, est constituée d'une alternance de gypse, d'anhydrite et d'argile. Sur la rive gauche de l'Euphrate le sel se compose de deux couches qui se trouve à une profondeur variant de 91 à 155 m.

Les réserves probables sur les deux rives ont été estimées à 812 millions de tonnes, tandis que les réserves assurées dans le gisement de Harmouchiyé, sur la rive gauche de l'Euphrate, à 83,5 millions de tonnes pour les deux couches. La teneur en chlorure de sodium est de 96,13 % pour la couche supérieure et de 93,76 % dans la couche inférieure. L'épaisseur est de 9 mètres en moyenne pour la couche supérieure et de 12 mètres pour la couche inférieure.

En ce qui concerne le gisement de Tebni, sur la rive droite, les réserves assurées ont été évaluées à 12,5 millions de tonnes, dans une couche unique, épaisse de 4 mètres en moyenne et la teneur en sel pur est de 98,98 %.

#### Le soufre

On en trouve dans les montagnes de Palmyre, notamment au Nord-Est de la ville, sur le versant du Djebel Kalât el Hasa, dans la Grotte de Chheira. Il s'agit d'un mélange complexe de gypse, d'argile et de soufre. Les couches argileuses sont plus riches en soufre que les couches gypseuses. Les sédiments soufrés remontent au Jurassique (Pajotien) se trouvent surtout dans les régions de failles et de cassures.

Cette région fut exploitée dans la période Ottomane. On y a creusé 15 grottes d'une longueur totale de 150 mètres. La teneur en soufre y varie de 6 à 30%.

Les gisements sont presque épuisés et les réserves actuelles sont très faibles et mal distribuées.

Or de nombreuses sources sulfureuses existent en Syrie, les principales étant celles de Jisr el Choughour (département d'Idlib) de Palmyre et de Hammé (sous l'occupation israélienne depuis 1967).

La source la plus importante se trouve près de Ras el Aïn (près de la frontière syro-turque) nommée Aïn el Keibrit (source de soufre), elle jaillit dans un bassin de 60 m. de diamètre. La boue déposée est très riche en soufre, son épaisseur atteint plus d'un mètre.

Les habitants de la région retirent, par des méthodes primaires la boue sulfureuse, puis la mette dans des bassins spéciaux pour la faire sécher. La production annuelle de soufre est de 60 tonnes, utilisée essentiellement par les éleveurs comme médicament contre les maladies de peaux de leurs animaux. Le reste se vend dans les villes, ou il entre dans tel ou tel usage artisanal ou industriel.

A présent la ressource principale de la Syrie en soufre est le raffinage du pétrole brut Syrien, dont la production peut atteindre 36 mille tonnes par an.

### Les matériaux de construction

#### 1. Le sable

Il existe en relation avec les formations géologiques de pré-aptiennes, aptien supérieur, oligocène, miocène inférieur et du quaternaire. La plupart des sables est constituée de quartz, sauf les sables quaternaires. Ces derniers sont utilisés par l'industrie de construction, de bâtiment et l'industrie du verre.

Les sables pré-aptiens, de l'aptien supérieur se trouvent dans le Mont Hermon, épais de 15 à 25 mètres, rouges-bruns, en raison de la présence d'oxyde de fer dans leur formation. Ils sont utilisables pour l'industrie du verre.

Les sables du miocène et de l'oligocène se trouvent dans les montagnes de Palmyre. Ils ont généralement 6 à 12 mètres d'épaisseur et 20 à 40 mètres à certains endroits. Ceux qui sont de meilleures qualités se trouvent dans le Djebel Rmeila, avec une proportion de silice de 95,5 à 97,4 %, d'oxyde de fer de 0,2 à 0,3 % de titane de 0,1 à 0,2, etc... On utilise ces sables pour l'industrie du verre, en exploitant 10 milles tonnes par an.

Enfin, on peut mentionner les sables côtiers, mêlés de cailloux, très répandus au Sud de Tartous et au Nord de Lattaquié. En raison de leur qualité inférieure, ils ne sont pas exploités.

## 2. Le gypse

Il couvre de vastes surfaces en Syrie, il est lié essentiellement aux compositions de Pliocène, Miocène, Crétacé Supérieur, et secondairement au Jurassique.

Le gypse du Pliocène couvre une grande partie du bassin méridional de l'Euphrate (région d'Abou-Kamal, au sud de Deir-ez-Zor) alternant avec l'argile. Il se compose de plusieurs couches de 6 à 8 mètres d'épaisseur chacune. Il est utilisé localement pour la construction des maisons.

Celui du Miocène supérieur existe au Nord de Lattaquié, constituant deux couches de marne et d'argile. Les carrières de gypse les plus importantes dans cette région sont situées près des villages de Friké et de Haffé.

On trouve enfin le gypse du Miocène dans le bassin de l'Euphrate où les couches sont épaisses de 20 à 40 mètres.

Le gypse du crétacé supérieur occupe de vastes étendues au Nord-Est du pays (bassin de l'Euphrate et la Djeziré), il est constitué de plusieurs couches de 1 à 3 mètres d'épaisseur chacune, séparées par des couches de calcaires et de marne.

Les carrières de gypse sont un peu partout dans la région, les plus importantes sont celles de Rassafé, Toual-el-Aba et Khafsé.

On trouve du gypse du crétacé dans les montagnes palmyrènes il se compose d'une couche épaisse de 15 m. en moyenne.

Enfin, on trouve du gypse du jurassique moyen dans la région de Palmyre, en particulier, dans les Djebels Abtar et Nadjnadjiyé, les couches sont épaisses de 10 mètres.

En ce qui concerne le gypse quaternaire, les agglomérations les plus importantes se trouvent dans la dépression topographique de Nasriyé, à proximité de Djeraud, au Nord de Damas, elles forment des dunes de sables gypseux, résultat d'érosion et transport éoliennes.

L'analyse chimique de gypse, en Syrie, indique qu'il est de bonne qualité. Il se compose de 45,5 % de  $\text{SO}_3$ , 32% de  $\text{CaO}$  et 20% de  $\text{H}_2\text{O}$ , c'est-à-dire qu'il est utilisable pour l'industrie de l'acide sulfurique, du ciment, comme séparateur thermique léger et moins cher, etc...

### 3. Le calcaire

Les roches calcaires sont les plus fréquentes en Syrie; elles se rattachent aux formations géologiques allant de la période jurassique jusqu'au Quaternaire. Elles étaient utilisées depuis la haute antiquité pour la construction des villes, des citadelles, des châteaux, etc... Actuellement elles participent largement dans la construction des maisons, l'industrie du ciment et d'autres travaux.

La région de Damas est très riche en roches calcaires du Tortonien supérieur, exploitées pour l'industrie du ciment et la construction de bâtiments de luxe. Les carrières les plus importantes se trouvent au Djebel Kassion à l'Ouest Nord de Damas, Barzé, au Nord, Mezze, au Sud Ouest et Doummar, à l'Ouest.



Dans la région d'Alep, les roches calcaires du miocène et de l'éocène ont été exploitées pour les pierres de construction et l'industrie du ciment (carrières Maslamiyé, Ariba, Idlib, Maarret Naman).

Dans la région littorale, les roches calcaires ont été exploitées pour la construction des ports de Lattaquié et Tartous (calcaire du miocène moyen, du Senomannien, et du quaternaire) et elles sont exploitées pour l'industrie du ciment à Bourjislam.

Enfin, le calcaire abonde dans les régions de Homs, Hama et les montagnes de Palmyre, surtout le calcaire du Cénonien.

#### 4. La marne

Elle entre dans beaucoup d'industries selon la teneur en argile et en calcaire elle est employée comme amendements, comme dans l'industrie d'engrais et dans l'industrie du ciment.

La marne du Paléocène s'étend considérablement en Syrie, mêlée au calcaire dans les montagnes littorales, au long de la route Damas-Alep, et les montagnes de Palmyre et de l'Anti-Liban.

Les roches calcaires et marneuses du Paléogène sont utilisables dans l'industrie du ciment, directe ou avec un peu de matière argileuse, car elles contiennent une proportion d'argile qui varie de 5 à 60 %.

Les roches marneuses de l'éocène moyen et supérieur, se trouvent dans plusieurs zones à Afrine, au Nord-Ouest d'Alep, à Maskané, à l'Est d'Alep et à Doummar, à l'Ouest de Damas.

Les carrières de Doummar exploitent les roches calcaires et marneuses de l'éocène supérieur, qui ont jusqu'à 240 mètres d'épaisseur, pour l'industrie du ciment (avec l'argile du Miocène moyen).

Au Nord de Damas, à côté du village de Malola, il y a des couches marneuses qui ont parfois jusqu'à 400 m. d'épaisseur, utilisables

directement dans l'industrie du ciment, mais elles ne sont pas encore exploitées.

Enfin, on peut mentionner la marne du Pliocène, à proximité du village de Mayadine dans le bassin méridional de l'Euphrate, qui est favorable à l'industrie du ciment.

#### 5. La dolomie

Cette matière est en relation avec les formations géologiques du Jurassique et du crétacé, très répandues en Syrie, en particulier dans les montagnes des Alaouites, de l'Anti-Liban et de Palmyre.

Dans les montagnes des Alaouites, l'épaisseur des couches jurassiques est de 800 à 1000 mètres dont 500 à 600 de dolomie.

Les roches dolomitiques varient, effectivement, d'une région à l'autre, soit du point de vue de l'épaisseur, soit pour le degré de cristallisation, la couleur, la formation chimique, etc...

La dolomie est considérée comme une matière première importante pour plusieurs industries, selon sa formation chimique (teneur en silice, en oxyde de fer, et en magnésie). Localement, elle est utilisée partiellement pour la fabrication du verre.

#### 6. Basalte

Il couvre de grandes étendues du territoire syrien dans les régions d'Alep, de Hama, de Hams, de Hassatché. Mais les massifs principaux de basalte se trouvent au sud du pays, plus précisément dans les départements de Damas, Deraa, Kuneitra et Soueida.

Toutes les roches de basalte en Syrie sont du tertiaire et du quaternaire.

La pierre de basalte est largement utilisée pour la construction des maisons du sud du pays.

Le basalte a été utilisé pour la construction des barrages de Rastan de Mhardé, sur l'Oronte et le barrage de Tabka sur l'Euphrate, ainsi pour la construction des pistes de l'aéroport international de Damas.

Enfin, il est utilisé pour l'empierrement des routes et comme matière argileuse dans la cimenterie d'Alep.

## 7. L'asphalte

Les roches bitumineuses existent en Syrie dans deux régions : la région du Lattaquié au Nord-Ouest et la région de Bcherrie, au Nord-Est des montagnes de Palmyre.

Pour la première région, le gisement d'asphalte est situé à 35 km. au Nord-Est de Lattaquié et nommé Koufriyé. Là, l'asphalte s'est accumulé dans des roches calcaires poreuses du Sinomanien et du tortonien, recouvertes d'argile.

Les roches bitumineuses s'étendent sur un demi kilomètre carré de superficie. Elles sont exploitées dans trois carrières : Azrak, Barboura et Maska. Dans cette dernière, le calcaire renferme une proportion élevée de bitume qui varie de 9 à 16 %. (1)

En ce qui concerne la région de Bchérrie, l'asphalte se trouve dans deux gisements : Ouadi-el-Kir et Châfit-el-Bchérrie.

Le bitume de Ouadi-el-Kir se compose de deux couches séparées par une couche marneuse et sableuse. L'alternance lithologique dans ce gisement comprend de bas en haut : (2)

---

(1) M.D. NADJAR, p.50. Précité.

(2) " " " p. 48.

- une couche de marne de l'éocène
- la couche bitumineuse inférieure; sa puissance varie de 4 à 6 mètres
- une couche de marne et de sable
- la couche bitumineuse supérieure
- un masque de sable, de calcaire et de grès, qui relie à l'oligocène et au miocène inférieur.

Les roches renfermant du bitume sont variables : sableuses et marneuses; les meilleures sont les roches sableuses, dont la teneur de bitume atteint 16%, tandis qu'elle est de 10 % dans la marne et de 8% dans les roches sableuses à ciment calcaire.

Ce gisement est un dôme tectonique, faillé, ce qui explique la migration du bitume.

En ce qui concerne Châfit-el-Bcherrie, le bitume se trouve dans une couche unique, son épaisseur est de 13 mètres au centre du dôme, puis elle diminue progressivement pour atteindre un mètre sur les côtés.

#### 8. L'argile

Les formations argileuses sont abondantes et d'une qualité variable. Elles remontent à plusieurs périodes s'étendant du crétacé au quaternaire.

L'argile du crétacé se trouve dans l'Anti-Liban, constituant des couches discontinues (ou de longues lentilles) de 2 mètres d'épaisseur.

L'argile de l'oligocène existant dans les chaînes montagneuses de Palmyre est caractérisé par son épaisseur qui est de 29 mètres et par la faiblesse de sa teneur en calcaire. Elle est utilisable pour l'industrie du ciment et la boue de sondage.

L'argile du miocène dans la région de Damas est sableuse, gypseuse, brune (cette couleur lui est donnée par l'oxyde de fer qui y est contenu).

En ce qui concerne l'argile quaternaire, elle se trouve dans plusieurs régions, surtout dans les dépressions et les vallées. Son épaisseur peut atteindre jusqu'à 30 mètres.

Les gisements les plus importants d'argile quaternaire se trouvent dans les régions de Hama, Idlib, Hassatché.

D'une manière générale, l'argile quaternaire en Syrie contient une teneur élevée d'oxyde de fer ce qui la rend inutilisable pour l'industrie du ciment.

#### C - LES RESSOURCES NATIONALES EN ENERGIE

##### a) Potentiel du pays en énergie primaire

Les combustibles solides et liquides et l'énergie électrique tiennent une place de choix dans le développement des industries modernes, en fournissant la force motrice nécessaire pour le fonctionnement des machines à vapeur, des moteurs à combustion interne ou des moteurs électriques. Il suffit de se rappeler que le charbon a été l'un des principaux facteurs grâce auxquels la révolution industrielle a pu se développer dans les premiers temps, et que les progrès de la technique moderne dans tous les domaines sont dus à l'extension et à la diversification de l'emploi des combustibles liquides et de l'énergie électrique.

Jusqu'en 1959, les ressources en énergie qui sont à la base de tout progrès dans l'industrie, l'agriculture et les transports manquent cruellement en Syrie.

La Syrie manque selon les recherches et prospections effectuées jusqu'à maintenant de Houille. Les hydrocarbures y ont été découverts et mis en exploitation en 1968. Donc le pays comptait sur l'importation des combustibles solides et liquides de l'extérieur et sur l'aménagement des cours d'eau, en utilisant les forces hydrauliques pour produire de l'énergie électrique.

En ce qui concerne la force hydraulique, elle était très peu exploitée en Syrie, car cette richesse qui est à la base du développement agricole et industriel dans le pays, a été négligée longtemps.

D'après l'étude de son relief, de son climat et de son système hydraulique, la Syrie se prête assez mal à l'installation de grandes centrales hydro-électriques. Mais elle pourrait avoir des usines de basse chute, où l'électricité serait fournie par l'utilisation d'une dénivellation de 20 à 50 mètres. En recourant à la construction des barrages réservoirs, en amont de l'usine, d'un canal d'amenée et un autre de fuite, elle peut largement profiter de ses richesses.

Nous passerons en revue les travaux projetés sur les principaux fleuves syriens, à titre d'exemple :

1. Le Yarmouk qui possède la plus forte pente des cours d'eau syriens, offre de grandes possibilités de développement de la force hydro-électrique. En effet, il descend de 550 mètres en 50 km, entre le Telchehab et el-Hammé, sur la frontière palestinienne. Il est apte à diverses installations, dont la plus importante, celle de Tel-Chehab serait capable de fournir le courant avec une puissance installée dépassant 15 000 kw. Cette entreprise pourrait doter la région de Hauran et du Djebel Druze d'un excellent réseau électrique. Mais ce projet n'a pas encore vu le jour.

2. L'Oronte, dans sa partie syrienne est un fleuve qui présente une différence de niveau totalisant 400 m. environ, entre le lac de Katiné, et son embouchure. Seule une très faible partie de ces possibilités a été, jusqu'en 1960, exploitée pour alimenter les villes de Homs et de Hama, au moyen d'une centrale de 3200 kw (centrale El-Gajar, fondée à l'époque du Mandat à mi-chemin entre les deux villes).

Or, il y a le long du fleuve, plusieurs endroits où il est possible d'aménager les chutes existantes sans investir d'importants capitaux.

L'équipement électrique de la partie syrienne de l'Oronte permet d'installer une puissance électrique d'environ 40 000 kw susceptible d'alimenter en énergie électrique tout le bassin de ce fleuve.

Effectivement, les travaux d'aménagement du cours moyen de l'Oronte qui ont commencé en 1958 (3 barrages ont été construits) ont abouti à supprimer la centrale d'El-Gajar et à établir la station hydro-électrique de Rastan sur le Barrage de Rastan à 20 km. environ au Nord de Homs, d'une puissance installée de 7 500 kw, sur le barrage de Mabardé au Nord de Hama, la station hydro-électrique de Cheizar dotée d'une puissance de 2.500 kw.

En somme, les deux stations hydro-électriques totalisent 10.000 kw de puissance installée, soit le quart de la puissance estimée à établir sur l'Oronte.

3. Le Barada : ce cours d'eau offre malgré son faible débit et à cause de sa petite longueur de possibilités hydro-électriques appréciables, grâce à 400 m. de dénivellation. L'aménagement rationnel du Barada permettra d'établir des centrales hydro-électriques d'une puissance de l'ordre de 20 000 kw. De toute façon, ce fleuve est le mieux exploité; les deux centrales hydro-électriques de Soukouadi Barada et de Hamé ont une puissance installée de 10 000 kw.

4. L'Euphrate : l'ancien projet d'aménagement de ce fleuve prévoyait la construction de deux barrages, susceptibles de servir à plusieurs centrales hydro-électriques à Youssef Pacha et Halabieyeh, qui pourraient fournir une puissance évaluée à 66 000 kw. Ce projet proposé dès 1947 a été remplacé par un autre projet beaucoup plus important à savoir le barrage de Tabka, dont la puissance installée de la station hydro-électrique sera de 800 000 kw.

En effet, l'aménagement de ces quatre fleuves permettra au pays d'avoir un potentiel d'énergie hydro-électrique de 875 000 kw au moins. Bien que ces estimations ne représentent qu'une partie des forces hydrauliques disponibles, les 875 000 kw constituent une source fondamentale pour l'industrialisation du pays. De plus l'exploitation des ressources disponibles des forces hydrauliques offre au pays les principaux avantages suivants :



. assurer l'irrigation à des milliers d'hectares de terres cultivables ce qui contribuera à augmenter et à diversifier les récoltes agricoles, à renforcer la situation économique du pays et à relever le niveau de vie des masses paysannes;

. réduire au minimum les importations des combustibles liquides ou solides et le matériel nécessaire aux installations thermo-électriques, de la sorte atténuer le déficit de la balance commerciale et libérer le pays de sa sujétion à l'étranger pour une matière qui est à la base de toute production.

. réduire les coûts de production de l'énergie électrique, et la fournir ainsi à l'industrie à très bon marché. Alors que le coût minimum d'un KWH produit par une usine thermique s'élève à 6 piastres syriennes, le coût d'un kwh produit par une grande usine hydro-électrique telle que Tabka, ne sera pas plus de 2 piastres syriennes.

Mis en production en 1968, le pétrole a été découvert au Nord-Est de la Syrie, au milieu des années cinquante. Les réserves totales ont été estimées, dans les gisements en exploitation à 912 millions de tonnes et les réserves récupérables à 260 millions de tonnes.

La production du pétrole brut s'est évaluée de 1,032 millions de tonnes en 1968, à 4,353 millions de tonnes en 1970, à 6,425 millions de tonnes en 1974 et à 9,575 millions de tonnes en 1975.

Les réserves de gaz naturel dans les champs pétroliers ont été évaluées à 5 100 millions de m3 (réserves récupérables). On estime que les réserves de gaz naturel découvert dans la région de Djessé et dans la région de Soukhne (près de Palmyre) sont beaucoup plus importantes que celles évaluées dans les gisements de pétrole en exploitation.

En effet, sans oublier les découvertes probables, les hydrocarbures en Syrie constituent une source d'énergie considérable et vitale pour son développement industriel. La période de dépendance à l'étranger n'est plus qu'un souvenir amer.

Par sa richesse en produits dérivés, utilisables dans tous les usages d'énergie, le pétrole récompense la pauvreté de la Syrie en Charbon.

En tenant compte de la consommation de la Syrie en pétrole brut qui est de l'ordre de 3 millions de tonnes par an à l'heure actuelle, les quantités exploitables du pétrole brut seront suffisantes pour une période de 80 ans. En accordant un taux de 10% par an, pour l'augmentation de la consommation intérieure de pétrole brut, la richesse pétrolière en Syrie ne sera pas épuisée avant 70 ans.

Mais la politique de l'Etat dans ce domaine vise à accélérer la production du pétrole brut et à l'exporter vers l'étranger. C'est-à-dire que si les travaux de recherche en cours n'aboutiront jamais à de nouvelles découvertes pétrolières, notre richesse pétrolière se terminera dans une vingtaine d'années.

#### b) Potentiel du pays en énergie secondaire

##### 1. Energie thermo-électrique

Jusqu'en 1972, la source d'énergie électrique était essentiellement thermique pour plusieurs raisons :

1) Les forces hydrauliques dans le pays ne sont pas utilisables pour la production d'électricité sans élaborer certains travaux d'aménagement qui exigent une activité collective et des investissements relativement considérables.

2) L'équipement des ressources hydrauliques ne peut-être accompli avant de longues années, alors que certains besoins urgents en énergie devraient être satisfaits le plus vite possible.

3) Par le passé, les gouvernements en Syrie ne s'occupaient pas de planification. Ils laissaient ce soin à l'initiative privée. Le secteur de

l'électricité était laissé à l'abandon. Preuve en est que toutes les grandes usines industrielles créées furent équipées de génératrices individuelles d'une puissance modeste.

Ainsi, en 1972, la Syrie disposait d'une puissance installée de 431 205 kva. Les centrales thermo-électriques en occupent 430 978 soit 92,7 % du total. Les entreprises industrielles possèdent à elles une puissance installée de 103 548 kva soit 24 % de la puissance installée totale, tandis que l'Etablissement Général de l'Electricité en possède 327 657 kva soit 76 % du total.

Les combustibles utilisés pour la production d'électricité sont exclusivement liquides : presque 42 % d'électricité produite est de source diésel oil et 48% est de fuel-oil.

## 2. Raffinage du pétrole

La raffinerie de Homs est la seule entreprise qui s'occupe du raffinage du pétrole en Syrie depuis 1959. Sa capacité initiale a été de 1 million de tonnes de pétrole brut. Elle a été relevée de 1,7 millions de tonnes en 1964 et à 2,7 millions de tonnes en 1970.

La raffinerie de Homs a traité en 1970, 1 973 102 tonnes de pétrole brut (1 250 880 tonnes de pétrole irakien et 722 222 tonnes de pétrole brut syrien) et a donné les produits suivants :

| <u>Produits</u>                | <u>Quantité en tonnes</u> |
|--------------------------------|---------------------------|
| Gaz oil                        | 493 571                   |
| Essence                        | 248 028                   |
| Kérosène                       | 274 371                   |
| Fuel-oil                       | 677 997                   |
| Coke du pétrole                | 49 773                    |
| Soufre                         | 6 198                     |
| Gaz pétroliers                 | 20 339                    |
| White spirit                   | 2 083                     |
| Asphalte                       | 86 238                    |
| Pertes et consommation interne | 16 586                    |

La même année, la consommation effective du pays en produits pétroliers a pris le schéma suivant :

| <u>Produits</u> | <u>Quantité de tonnes</u> |
|-----------------|---------------------------|
| Gaz-oil         | 950 444                   |
| Essence         | 196 437                   |
| kérosène        | 264 760                   |
| Fuel-oil        | 587 274                   |
| asphalte        | 140 030                   |
| Gaz pétroliers  | 19 806                    |

La comparaison de la consommation de produits pétroliers avec le potentiel productif de la raffinerie de Homs nous permet de constater l'écart entre la consommation et la production de certains produits. En effet, la production du gaz-oil égale à peine la moitié de la consommation ainsi que pour la production d'asphalte.

En revanche, la production du fuel-oil, d'essence et du kérosène dépasse toujours les besoins de la consommation locale. Pour les autres produits comme le coke, le soufre et le white-spirit, leur utilisation à l'intérieur du pays est très partielle, à l'heure actuelle. Enfin, la production du butane est toujours insuffisante par rapport aux besoins accrus de cette sorte d'énergie.

En effet, on note un déséquilibre net entre le potentiel du raffinage du pétrole et les besoins du pays en produits pétroliers.

#### c) La demande d'énergie

##### 1. Les produits pétroliers

La consommation des produits pétroliers entre 1959 et 1970 s'accélérait à un rythme rapide. En 1959, 752 000 tonnes de produits pétroliers ont été consommés en Syrie, tandis qu'en 1970 la consommation de

gas-oil seul a été de 950 000 tonnes, c'est-à-dire plus de la consommation totale du pays en produits pétroliers, en 1959. Ainsi la consommation du pays en produits pétroliers augmenta de 856 000 tonnes en 1960 à 1 271 000 tonnes en 1964 et atteignit 2 105 000 tonnes en 1970. Le taux d'augmentation annuelle a été de plus de 14 %. En tenant compte de cette proportion d'augmentation, la demande sur les produits pétroliers sera évaluée à 3 577 000 tonnes en 1975. Cette quantité dépasse largement le potentiel du raffinage du pétrole dans le pays.

## 2. L'électricité

La consommation de l'énergie électrique en Syrie s'accroît d'une manière constante et rapide. On peut le constater d'une part dans l'accroissement des chiffres bruts de la production, l'évolution de l'indice de la production et la part moyenne d'habitant en électricité produite, d'autre part dans l'augmentation du nombre des abonnés et de la quantité moyenne consommée par abonné.

Evolution de la production d'électricité ainsi que la part moyenne d'habitant entre 1956 et 1971 (pour l'indice 1956 = 100)  
Production en milliers de kwh, la part d'habitant en kwh. (1)

---

(1) L'énergie électrique en Syrie n° 71. 1972 (B.G.S.) p. 10-19.

TABLEAU 12

| Année | Production totale | Indice de la production | Part moyenne par habitant |
|-------|-------------------|-------------------------|---------------------------|
| 1956  | 222 710           | 100                     | 60,86                     |
| 1957  | 247 954           | 113                     | 60,97                     |
| 1958  | 292 669           | 123                     | 67,75                     |
| 1959  | 316 381           | 141                     | 70,92                     |
| 1960  | 376 881           | 159                     | 81,82                     |
| 1961  | 430 239           | 181                     | 90,44                     |
| 1962  | 479 801           | 197                     | 100,48                    |
| 1963  | 523 949           | 206                     | 103,48                    |
| 1964  | 574 181           | 225                     | 109,62                    |
| 1965  | 615 940           | 238                     | 113,87                    |
| 1966  | 657 747           | 258                     | 117,77                    |
| 1967  | 669 668           | 265                     | 117,23                    |
| 1968  | 773 190           | 304                     | 129,84                    |
| 1969  | 934 007           | 366                     | 151,89                    |
| 1970  | 946 962           | 372                     | 149,15                    |
| 1971  | 1 048 595         | 412                     | 159,51                    |

Consommation d'électricité en Syrie en 1945 et 1969 (1)

Nombre d'abonnés et consommation annuelle en KWH, par abonné

| ANNEE | ECLAIRAGE        |                         | FORCE MOTRICE    |                         | CONSOMMATION                                   |
|-------|------------------|-------------------------|------------------|-------------------------|------------------------------------------------|
|       | Nombre d'abonnés | Consommation par abonné | Nombre d'abonnés | Consommation par abonné | Moyenne par abonné : éclairage + force motrice |
| 1945  | 46 088           | 170                     | 1 450            | 6 450                   | 382                                            |
| 1969  | 379 702          | 700                     | 35 588           | 12 800                  | 1 728                                          |

(1) D'après Farra, p. 114 et l'énergie électrique en Syrie p. 20 et 29.

D'après le premier tableau on constate que la production de l'électricité a évolué d'une manière considérable, l'indice est passé de 100 en 1956 à 412 en 1971. La part moyenne de l'électricité produite pour chaque habitant s'est relevée de 61 KWH par an en 1956 à 160 KWH environ en 1971, soit une augmentation de 162%. Malgré ce développement important, la part individuelle de l'électricité en Syrie est très inférieure par rapport aux pays développés; elle est de 2 685 KWH en moyenne en Suisse et de 1 950 KWH en Allemagne Fédérale en 1969, par exemple. (1)

D'après le deuxième tableau nous constatons que les besoins de la population en énergie électrique dépassent de beaucoup la production bien que la consommation annuelle par abonné ait été multipliée par 4 pour l'électricité destinée à l'éclairage et par 4 pour l'électricité destinée à la force motrice. Car le nombre d'abonnés pour l'éclairage en 1969 ne représente qu'un peu moins de 6% des habitants. Mais le nombre d'abonnés ne correspond pas effectivement au nombre d'habitants desservis. (2) Si nous multiplions le nombre d'abonnés par dix nous pouvons dire que 60% des habitants utilisent l'électricité pour l'éclairage avec une consommation annuelle de l'ordre de 70 KWH en moyenne, quantité très restreinte.

Le nombre d'abonnés pour la force motrice ne représente pas toutes les activités industrielles et artisanales, car les grandes entreprises s'assurent la fourniture de la force motrice par leurs propres générateurs. Ces entreprises ont produit en 1971, 295.888.000 KWH, soit un peu plus de 26% du total de la production d'électricité.

Selon le développement industriel prévu dans les années à venir et le programme d'électrification de la campagne adoptés par le 3ème plan, en Syrie, une étude faite pour évaluer les besoins du pays en énergie électrique a donné les résultats suivants :

---

(1) Y. Aroudky, p. 307 précité

(2) Car un abonnement se fait pour une famille ou plusieurs familles habitant dans une maison.



| <u>Année</u> | <u>Besoins en énergie<br/>électrique</u> |
|--------------|------------------------------------------|
| 1970         | 1 180 millions KWH                       |
| 1975         | 2 120 " "                                |
| 1980         | 3 350 " "                                |
| 1985         | 5 650 " "                                |

La construction du Barrage de l'Euphrate va assurer une production de l'énergie électrique de l'ordre de 1 600 millions KWH provenant de 8 turbines dont la puissance installée de chacune est de 100 000 KW. Pour faire face à la demande de l'énergie électrique, il a été décidé de construire 3 turbines à eau durant la première étape de la construction du barrage qui se termine en 1972. Leur nombre passera à 5 en 1975 et à 7 en 1980 et à 8 en 1982, de façon qu'elles soient établies au fur et à mesure que les besoins du pays l'imposent.

#### d. Les prix de l'énergie

Le pétrole et ses dérivés de la force hydro électrique constituent les sources essentielles de l'énergie en Syrie, à l'heure actuelle.

Jusqu'en 1959, la Syrie importait les produits pétroliers de l'étranger (essentiellement de la Raffinerie de Tripoli au Liban). Elle les payait en devises rares et dépendait des conditions du marché mondial quant au ravitaillement et quant aux prix.

Le prix élevé de produits pétroliers représentait un obstacle sérieux pour l'extension du machinisme, surtout dans les régions éloignées où le prix est majoré par les frais élevés des transports et la taxe de l'Etat (1). "Il suffit de citer qu'en 1949, le mazout livré par la raffinerie de Tripoli à 78 livres libanaises la tonne a été revendu aux usagers pour la force motrice à 152 livres libanaises, soit 100% de majoration". (2)

---

(1) Les recettes perçues par l'Etat Syrien étaient de 33% du prix de vente pour le Kérosène, 67% pour l'essence, 24 pour le Gasoil et 28% pour le fuel.

(2) Challah, p. 103.

Après la construction de la raffinerie de Homs, les prix des produits pétroliers en Syrie, sont toujours en baisse comme le montre le tableau suivant :

TABLEAU 13 -

Evolution des prix des produits pétroliers à Damas  
(en Livres Syriennes)

|          |    | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1968 | 1970 | 1972 |
|----------|----|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Gaz oil  | T. | 133  | 125  | 125  | 125  | 126  | 128  | 127  | 138  | 115  | 115  |
| Fuel oil | T. | 70   | 59   | 59   | 59   | 59   | 60   | 60   | 63   | 63   | 63   |
| Kérosène | M3 | 189  | 163  | 172  | 165  | 152  | 150  | 150  | 150  | 150  | 150  |
| Essence  | M3 | 410  | 395  | 392  | 382  | 310  | 310  | 310  | 320  | 325  | 325  |

Bien sûr, les prix mondiaux sont beaucoup plus élevés qu'en Syrie dont l'Etat vise, par la baisse volontaire des prix de l'énergie, à accélérer le progrès du machinisme et surtout le progrès industriel. Dans le même sens, l'Etat a décidé après 1965, de maintenir un prix raisonnable pour l'électricité et d'unifier ce prix dans toutes les régions du pays. Ainsi le prix de l'énergie électrique fournie à la consommation industrielle fut fixé à 8-12 piastres syriennes le KWH suivant la quantité achetée et à 19 P.S. pour l'énergie électrique destinée à l'éclairage.

Dans la période antérieure, la cherté de l'électricité provient des coûts élevés des combustibles liquides, des frais de longs réseaux de transmission et de la faiblesse de la consommation par rapport aux capitaux investis dans les entreprises de l'électricité. Pour les usines thermiques, le prix élevé des produits pétroliers constituait l'un des principaux facteurs de la hausse du coût de production. Le coût par KWH varie d'une usine à l'autre : il est plus élevé pour les petites centrales et pour celles situées dans les régions éloignées du centre de ravitaillement en combustibles, ayant à supporter la charge supplémentaire des frais de transports des produits pétroliers. En l'absence d'une politique tarifaire applicable dans l'ensemble du pays, chaque entreprise et compagnie déterminant ses propres prix selon ses charges financières et l'importance de la consommation.

En effet, le KWH de force motrice coûtait au minimum 8 P.S. à Damas et entre 6,85 et 26 P.S. dans les autres régions du pays, tandis que le K.W.H. destiné à l'éclairage coûtait entre 20 et 50 P.S.

Une baisse sensible dans le coût de l'électricité en Syrie pourrait être envisagée dans les années à venir après la mise en marche de la station hydro électrique de l'Euphrate et l'utilisation, à grande mesure, le gaz naturel et le coke de pétrole pour la production de l'énergie thermo électrique. Le KWH d'électricité produit dans les centrales employant ces deux matières reviendra à 2-2.50 piastres syriennes seulement. (1)

---

(1) En ce qui concerne le réseau de transport d'électricité, voir 2ème partie, les industries énergétiques.

### CH A P I T R E    I I I

#### LES    I N F R A S T R U C T U R E S

#### A -    E V O L U T I O N   E T   C A R A C T E R I S T I Q U E S   D E S   I N F R A S T R U C T U R E S   D U R A N T   L A   P E R I O D E O T T O M A N E   E T   L A   P E R I O D E   D U   M A N D A T

Les moyens de transport forment un secteur essentiel de l'économie nationale de chaque pays. Ils sont à la base de tout développement économique et jouent un rôle primordial sur les plans de la production; de la distribution et de la consommation; d'autre part, ils se trouvent, dans un état de faiblesse remarquable dans les pays en voie de développement.

De nos jours, il est courant de mettre en rapport le nombre de kilomètres de chemin de fer, de routes ou d'autres moyens de communication avec la superficie, pour apprécier l'essor et le degré d'évolution d'un pays quelconque.

Si cet état de chose se justifie pour tous les pays, il est d'autant plus valable pour la Syrie, vue sa situation géographique, en tant que carrefour, reliant les trois continents. Ce rôle d'intermédiaire, s'ajoute aux sources intérieures d'exploitation et de commercialisation économique des ressources naturelles et des produits industriels du pays. Il est donc nécessaire d'avoir un réseau de communication toujours en amélioration et en extension.

## 1- LES ROUTES

Lorsque les Romains conquièrent la Syrie, ils y établirent un réseau de routes dont certaines parties sont encore visibles comme le tronçon de la voie romaine entre Antioche et Alep près de Kasr-el-Banate. C'est sur ces voies que les légions romaines passaient pour aller en Mésopotamie entre le Tigre et l'Euphrate.

La dynastie des oméyades a tenu à améliorer ces routes qui les reliaient avec différentes parties de l'Empire Arabe sans cesse grandissant. Ils ont aussi construit une flotte qui sillonnait les mers du Levant au Couchant (1).

Les routes demeurèrent ensuite, dans leur état primitif jusqu'au milieu du XIXème siècle. A cette époque, la seule voie de communication qui reliait alors Bevrouth à Damas était un sentier desservi, surtout, par des mulets et des chameaux.

"Pour aller de Bevrouth, port le plus actif des échelles du Levant, à Damas, centre très important d'échange de marchandises entre l'Orient et l'Occident, il fallait, avec des moyens aussi rudimentaires, quatre jours, au cours desquels on risquait souvent d'être pillé par les nombreux bandits de la région". (2) "Le nombre de jours que les caravanes mettaient, vers 1860, pour se rendre de Damas dans les principales villes de commerce : Bagdad : 30 à 45 jours; Tripoli : 5 jours; Saint-Jean-d'Arc ou Sour : 5 jours; Jaffa ou Jérusalem : 10 à 12 jours; Le Caire : 20 à 25 jours; Homs : 5 jours; Hama : 7 jours; Alep : 10 à 12 jours; Smvrne 35 à 40 jours; Constantinople : 40 à 45 jours; Grâce au progrès de la locomotrice et de l'automobile, le temps requis pour se rendre de Damas à ces mêmes localités est réduit comme suit : voyage en automobile : Bagdad : 18 heures; Saïda 3 h.; Sour : 4 h.; Jaffa : 6 h.; Jérusalem : 7 h.

---

(1) V. Helbaoui p. 142.

(2) F. Elefteriadès p. 37-38. Les Chemins de Fer en Syrie et au Liban.

Beyrouth : 2 h.30; Tripoli : 4 h.30; Homs : 4 h.; Hama : 4 h.30; Alep : 8 h.  
Voyage en chemin de fer : Constantinople : 48 h.; Smyrne : 60 h. Voyage par moyens combinés : La Mecque, via Beyrouth : 8 jours; Le Caire : 18 h. (automobile jusqu'à Haïffa : 4 h. et Train Haïffa-Le Caire : 14 h.).

Le projet de construction de route ou des chemins de fer avaient pour but de faciliter la commercialisation des marchandises européennes dans l'empire Ottoman et les transports des matières premières de cet empire et de celles de Mésopotamie vers l'Europe. C'est pour cela que les premières routes furent construites, par des initiatives privées, des capitaux et même des pressions européennes exercées sur les autorités ottomanes.

A cet égard M. Eleuthère Elefteriadès dans son ouvrage sur les chemins de Fer en Syrie et au Liban exprime ces projets en rappelant une citation écrite par H. Guys en 1862 : "Un autre grand obstacle, au développement du commerce de la Syrie, est l'élévation des frais de transport, puisqu'ils augmentent considérablement le prix de revient des marchandises, surtout de celles dites pauvres, dont ils enlèvent le bon marché qui les feront vendre.

A cause du mauvais état des routes, le long de la côte, l'accroissement de dépenses est d'environ 50% mais lorsqu'il s'y ajoute des dangers comme celles d'Alep à Damas et de cette ville à Bagdad et à Jérusalem, routes, qui sont infestées de bédouins, la différence s'élève alors au triple et au quadruple.

A ces sacrifices très importants, il faut ajouter ceux des péages, ou droits de passage, exigés sur divers points de la côte et de l'intérieur, lesquelles deviennent plus considérables en raison des détours que le peu de sûreté des chemins oblige de faire.

Ce serait trop demander à la Turquie, surtout pour la Syrie, d'exiger d'elle qu'elle reliât ses points commerciaux par des voies ferrées; mais on peut l'inviter à y faire au moins des routes stratégiques qui, permettant d'employer le charroi, produiraient une énorme économie. (1)

---

(1) E. Elefteriades p. 38.

Le 20 juillet 1857, le comte de Perthuis obtient du sultan le Firman de la concession routière pour 50 ans. Avec le concours de quelques amis de service et de France, il fait les frais des premières études et pose les bases d'une société anonyme ottomane (La Compagnie Impériale Ottomane de la Route de Beyrouth à Damas) au capital de 3 000 000 francs dont les statuts sont approuvés par le gouvernement Ottoman le 20 août 1858. (1)

Enfin, la route concédée longue de 110 kilomètres fut construite, elle est destinée au passage des voitures de transports ou des diligences. La première liaison eut lieu entre Beyrouth et Damas le 1er janvier 1863 en treize heures, alors que le trajet à dos de monture nécessitait quatre jours.

Les services des voyageurs et des marchandises occupaient, en 1863, 348 chevaux et mulets, une diligence, 14 omnibus, 10 voitures légères de location, 104 chariots de roulage, 4 petits camions de ville. (2)

La compagnie de la route carrossable eut des débuts difficiles. Mais la prospérité vint cependant à partir de 1871. Tandis que le mouvement des voyageurs se maintint, pendant des années, autour de 11 000 voyageurs par an, le trafic des marchandises passa de 4730 tonnes en 1863 à 21 400 tonnes en 1890, permettant à la société de distribuer un bénéfice de plus en plus grand : 42 F. en 1872, 50 F. en 1875, et 80 F. en 1882 et pendant les années suivantes. (3)

Cette fameuse route eut une grande importance. La route fut un stimulant d'activité commerciale et industrielle sur divers points de son parcours. La société, pour éviter des frais de transport importants, installa à Beyrouth des ateliers de charonnage et de bourrellerie, où elle put fabriquer le matériel de remplacement. A Beyrouth encore, elle provoqua l'éclosion, entre 1863 et 1890, d'industries nouvelles qui auraient pu diffi-

---

(1) E. Elefteriades p. 39.

(2) ibid. p. 40.

(3) ibid. p. 42.



cilement, sans elle, assurer le transport vers l'intérieur, à dos de mulet, des produits de leur fabrication, elle contribua à donner à ce port la prééminence sur Haïffa, Saïda et Tripoli. Achtaura (au Liban), fut sans doute à l'origine de l'installation d'une colonie agricole française, qui comptait, entre autres, les Brun, dont les établissements vinicoles existent encore de nos jours. A Damas, elle favorisa le tourisme et, par voie de conséquence, le commerce des antiquités, des cuivreries et des meubles de Damas, ainsi que l'industrie hôtelière dont l'essor aboutit, de nos jours, à la construction de grands palaces comportant tout le confort moderne.

Depuis, d'autres routes furent ouvertes, elles eurent pour but :

- 1- d'assurer la liaison entre les grandes villes de Syrie et du Liban d'une part, et entre elles et la Méditerranée d'autre part.
- 2- d'assurer la liaison entre la Méditerranée et les grandes villes d'une part et les grandes régions agricoles de l'intérieur d'autre part.
- 3- d'assurer le trafic entre les ports Méditerranéens (Libanais et Syriens) et les pays limitrophes.

Durant les 57 années de 1863 à 1920, c'est-à-dire dès la construction de la route Beyrouth-Damas, jusqu'à la fin de la première guerre mondiale et le départ des turcs, la longueur des routes construites en Syrie était de 90 km. environ (asphaltes). Depuis 1920, l'importance des routes s'accrut pour des raisons diverses : économiques, de sécurité et de développement des transports automobiles. Les villes principales furent reliées entre elles par des routes empierrées qui empruntèrent le parcours des caravanes. Dès 1928, on procéda à l'asphaltage de ces routes, en dehors des villes. En 1939, le réseau routier ainsi aménagé était de 1.100 km. dont 400 km. recouverts d'asphalte.

La deuxième guerre mondiale fut une période d'activité intense, la circulation des voitures lourdes, des engins et le transport des routes exigeaient des routes solides et bien asphaltées. Ainsi la longueur des routes

asphaltées pendant cette guerre a augmenté de plus de 400% soit au total 1 640 km. entre 1939 et 1945; la longueur du réseau des routes empierrées était de 1.200 km; en plus il y avait 3 200 km. de pistes favorables à la circulation hors de la saison des pluies, soit au total 6 040 kms. C'est-à-dire dans une proportion de 32 km. environ de routes sur une superficie de 1 000 km<sup>2</sup>. (La superficie de la Syrie étant de 185 000 km<sup>2</sup>).

Ces routes forment les axes principaux d'un réseau routier reliant la côte aux régions intérieures, et celles-ci entre elles. Voici les principales à la veille de l'indépendance :

1. La route intérieure (Axe Méridional Intérieur), joignant Damas à Alep, en passant par Homs et Hama, longue de 365 km. C'est une artère qui relie les quatre principales villes syriennes, et possède de ce fait une activité industrielle et agricole intense. Elle peut être considérée comme route internationale, puisqu'elle rejoint, au-delà d'Alep, les routes Turques.
2. La route Damas-Derra, longue de 110 km, se présente comme la continuation de la première. Elle se poursuit en Jordanie, allant jusqu'à Amman. Elle a, un intérêt agricole, puisqu'elle relie la capitale aux départements agricoles du Sud Deraa et Soueida (Hauran et Djebel Druze).
3. La route Damas-Kuneitra, longue de 92 km. se présente aussi comme la suite de la première, et continue en Palestine.
4. La route Damas-Beyrouth. La partie qui se trouve dans le territoire Syrien est longue de 50 km. et est d'une importance primordiale, au point de vue économique, parce qu'elle relie le plus grand port de la Méditerranée orientale à la capitale syrienne, et delà, aux autres voies terrestres.
5. La route littorale (Axe Méridional littoral) joignant Alexandrette. Au Nord à Tripoli. Au Sud, en passant par Antioche, Lattaquié, Tartous, longue de 260 km.

6. Les deux axes méridionaux (intérieur et littoral) sont reliés au Nord par : la route d'Alep-Alexandrette 120 km. Alep-Antioche 80 km. et enfin la route reliant le Port de Lattaquié à Alep, longue de 138 km. d'une importance agricole et industrielle capitale, surtout après l'annexion du Port d'Alexandrette à la Turquie.
7. Au centre la liaison entre les deux axes se manifeste par deux voies reliant la ville de Homs aux Ports Libanais : Tripoli et Beyrouth (voir la carte : routes et chemins de fer en 1940). Toutes ces routes sont asphaltées, d'une largeur variant de quatre à six mètres.
8. Ajoutons à celles-ci deux pistes d'une importance vitale :  
La route trans désertique, reliant Damas à Bagdad, praticable toute l'année et qui, du point de vue transit, à une valeur indiscutable.

Enfin, la piste intérieure Alep, Rakka, Déir ez Zor, longue de 318 km. mettant en liaison directe la capitale du Nord avec les deux grandes régions agricoles, l'Euphrate et la Djeziré. C'est une voie de pénétration d'une grande importance pour le développement économique et social de ces régions.

Donc notre réseau routier à la fin du Mandat était insuffisant. Sur les 185.000 km<sup>2</sup> qui représentent la superficie de la Syrie, pour une population qui dépasse 3 millions d'habitants, le pays ne possède que 6 000 km. de routes et de pistes, dont le tiers environ est d'intérêt général et en bon état.

L'insuffisance n'est pas seulement dans la longueur des routes, mais aussi dans le nombre réduit du matériel circulant. En 1949, la Syrie possédait 8.397 voitures, dont 3.764 camions, 1.050 cars et autobus et 3.563 voitures de tourisme, publiques et privées. Mais ces chiffres restent très modestes, surtout quand on sait que la majeure partie des transports s'effectue par ces véhicules.

Pour avoir une idée de cette faiblesse M. Gibb a dressé le

tableau suivant. Il nous donne une comparaison chiffrée avec d'autres pays (1) :

| Les Pays | Années | Voitures par 10.000 habitants | km. de routes par 10.000 hab. | Voiture par km. de route | km. de routes par chaque voiture |
|----------|--------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| U.S.A.   | 1939   | 2.210                         | -                             | 5.4                      | 0.185                            |
| France   | 1939   | 540                           | -                             | 4.4                      | 0.230                            |
| Liban    | 1945   | 71                            | 20                            | 3.6                      | 0.280                            |
| Egypte   | 1938   | 20                            | 4.5                           | 4.3                      | 0.220                            |
| Jordanie | 1938   | 19                            | 50                            | 0.4                      | 2.5                              |
| Syrie    | 1946   | 16                            | 17                            | 0.9                      | 1.110                            |

Or, le réseau routier est dans un état défectueux, c'est une des raisons de sa faiblesse, car plusieurs de ces routes sont impraticables au moment de la saison des pluies. Même les routes principales nécessitent une grande amélioration, tant au point de vue terrassement qu'au point de vue élargissement. Ces lacunes ont des répercussions sur la vitesse du transport et sur l'usure en pneus et essence et donc par là même sur le coût des transports terrestres.

Enfin ce réseau sert d'abord les ports libanais du point de vue du commerce et du transit entre l'Europe d'une part et les pays du Levant et la Mésopotamie d'autre part, car il traduisait les intérêts des autorités Mandataires et non l'intérêt national de la Syrie indépendante.

## 2- LES CHEMINS DE FER

En 1888, un notable Libanais Joseph Moutran obtient de l'Empire Ottoman, la concession des tramways de Damas et le droit de construire une ligne de chemin de fer, de Damas à Mzerib (localité située à 103 km. au Sud de Damas à Hauran).

(1) Rapport Gibb, p. 180.

M. Joseph Mautran n'était qu'un intermédiaire entre les sociétés françaises et les turcs. En 1891, une société française a été fondée "La société des Tranways de Damas et des Voies Ferrées Economiques de Syrie".

Poursuivant son projet de relier Damas à Beyrouth par une voie ferrée, la Compagnie de la Route constitue à cet effet un groupe d'études qui devint, au début de 1891, la "Société Ottomane de la Voie Ferrée Economique de Beyrouth à Damas". La concession de ce projet fut obtenue par Hassan Beyhun, notable de Beyrouth.

"Les deux sociétés considèrent qu'il était de leur intérêt de s'unir, surtout en présence du danger qui pouvait résulter, pour elles, de la concession du chemin de fer Haïffa-Damas, accordée à une compagnie anglaise. La fusion ayant été autorisée par un Firman du Sultan promulgué le 22 novembre 1891, la nouvelle société, substituée avec deux anciennes, prit le nom de "société des chemins de fers ottomans économiques de Beyrouth-Damas - Hama, en Syrie". (1)

En effet, l'inauguration de l'exploitation de la ligne Damas-Mzerib eut lieu le 18 Juillet 1894. Ligne de Tramways à vapeur et à voie étroite 1 m.05, les 103 kilomètres qui la constituaient furent franchis en 3 heures, alors que le trajet se faisait auparavant en deux jours et demi. Cette ligne a été supprimée après la construction du chemin de fer de Hedjaz en 1908 (les deux chemins étaient parallèles et en état de concurrence entre Damas et Deraa).

La voie ferrée Beyrouth Damas-Beyrouth fut mise en exploitation en 1895; cette ligne est à voie étroite (1 m.05) et unique comme la précédente. Le premier train parcourt en moins de 9 heures les 147 kilomètres qui séparent Damas de Beyrouth, dont 66 km. appartiennent à la Syrie. C'est une ligne de pénétration qui assure la liaison entre le port de Beyrouth et la ville de Damas. Mais parce que entre Beyrouth (altitude 0) et Damas (altitude 688 m.) existent deux chaînes de montagnes parallèles à la mer : Le Liban (altitude

---

(1) E. ELEFTERIADES p. 45 précité.

au col Dahr-el-Beïdar 1525 m.) et l'Anti-Liban (altitude de 1.405 m. près de Zerghaya), séparées par la plaine de la Bekaa (altitude 900 m.), la ligne fut dotée de la crémaillère, système AbT pour la traversée des rampes du Liban. Pour un trajet de 147 km., il y a 32 km. de crémaillère et 4 tunnels dont le plus long à 350 mètres. (1)

Ainsi le système de sa construction en fait un moyen de transport lent et peu pratique pour les voyageurs (1 heure 30 en voiture au lieu de 9 heures par le train). Il y a plus de 20 ans que cette ligne sert exclusivement pour le transport des marchandises entre Beyrouth et Damas et vice versa.

En 1893, le Gouvernement impérial consentit à la "Société des Chemins de Fer Ottomans économiques de Beyrouth-Damas - Hauran, en Syrie" la concession d'une ligne à voie normale reliant Damas aux villes de Homs, Alep et Biredjik sur l'Euphrate.

Selon la convention et le cahier des charges, la concession était dotée d'une "garantie kilométrique de recettes" dont le chiffre était fixé en 1895 à 12.500 francs par kilomètre. (2)

La convention réservait de plus, au concessionnaire, un droit de préférence, pour la concession éventuelle des embranchements qui partiraient de la ligne principale pour aboutir à la mer.

En 1900, la Société changea son nom en "Société Ottomane du Chemin de Fer Damas-Hamaet Prolongements" bien connue sous le nom de "Société de D.H.P.".

En ce qui concerne le tracé définitif, la société adopta le village de Rayak comme point de départ de cette ligne, au lieu de Damas; ce village Libanais se situe sur la ligne droite de Beyrouth-Damas et a une distance environ entre les deux villes.

---

(1) (2) E. Elefteriadès p. 42-52-53.

Entre 1901-1906 la ligne D.H.P. avait été achevée. La section de Rayak-Hama 192 km. le fut en 1902, celle de Hama-Alep 139 km. en 1906. Cette ligne est à écartement normal (1 m.435). Malgré son appellation, cette voie ne commence pas à Damas, mais à Rayak. Elle est longue de 331 km. dont 241 km. en territoire Syrien, qui occupe transversalement le pays, relie indirectement (par la ligne Beyrouth Damas) la capitale Syrienne aux trois grandes villes du pays : Homs, Hama, Alep, et au delà à la Turquie, en rejoignant Bagdad par la mer. Cette ligne a un embranchement à Homs (construite en 1911), qui joint cette ville au Port de Tripoli au Liban, longue de 102,6 km., la Syrie en possède 66 km. environ.

Cette voie, qui est la ligne ferroviaire syrienne la plus importante et la plus étendue jusqu'à une date récente, présente un grand défaut : sa liaison à Rayak est incommode et inefficace, à cause de la différence des voies : celle de Damas-Beyrouth, à voie étroite et celle de D.H.D. large normale.

En effet, la "Société Ottomane du chemin de Fer Damas-Hama et Prolongement" D.H.P." possédait en Syrie et au Liban 683 km. de chemins de fer; 249 km. de chemins de fer à voie étroite (1 m.05) entre Beyrouth - Damas - Mèzerib, et 434 km. de chemins de fer à voie normale (1 m.435) reliant Alep à Hama, Homs et Rayak d'une part et Homs à Tripoli d'autre part.

#### LE CHEMIN DE FER DE HEDJAZ

Il fut construit au début de notre siècle, dans un but religieux: celui de faciliter le voyage des pèlerins musulmans aux lieux saints de Médine et de la Mecque, mais aussi dans un autre but inavoué, relevant de considérations politiques et militaires. Cette ligne n'est utilisable, de nos jours, que sur la moitié de son parcours, jusqu'à Maân. Le déroulement des opérations militaires, pendant la première guerre mondiale, en a détruit la plus grande partie, qui se trouve actuellement en Arabie Séoudite. La décomposition de l'Empire Ottoman a réparti cette ligne entre la Syrie, la Palestine, la Jordanie et l'Arabie Séoudite.



Pour des raisons **stratégiques et militaires**, Abdul-Hamid, le Sultan Ottoman, conclut à la **nécessité de construire une voie ferrée** permettant le transport rapide et facile des troupes au Hedjaz et au Yémen. Pour aplanir les difficultés de cette entreprise, il suggérait même de la justifier, aux yeux des populations, par le **désir du Khalife de faciliter l'accomplissement du devoir de pèlerin**.

En effet, le gouvernement Ottoman entreprit, en 1900, la construction de la première section de ce réseau entre Damas et Deraa.

Or, cette section, doublant à très peu de distance (5 à 12 km) le tracé de la ligne Damas Mzeribe, enlevait à celle-ci une partie de son trafic.

La Société du chemin de fer Damas-Hama et prolongement (D.H.P.), concessionnaire depuis 1891, de la ligne Damas-Mezerib, parallèle et toute proche, protesta aussitôt contre la concurrence que cette section allait lui causer.

Après plusieurs années de négociations, la Société D.H.P. obtint une indemnité compensatrice.

"En moins de trois ans, non seulement 123 kilomètres de voies furent posées, ce qui permit de mettre en exploitation, le 1er septembre 1903, la section Damas-Déraa, mais, un mois plus tard, on inaugurerait encore la seconde section, Déraa-Amman, longue de 100 km.

Un succès aussi rapide, n'a pas coûté très cher. La ligne a une voie de 1 m.05, il est vrai, et la main d'oeuvre militaire ne coûte pas beaucoup. Sauf dans la vallée du Yarmouk, aucun grand ouvrage d'art n'a été nécessaire; dans la région désertique du Hedjaz, on n'avait pas à se soucier de la traversée de fleuves ou de rivières. L'extrême rareté des sources produisit, au contraire, quelque gêne, et on y remédia en attelant aux trains, des wagons citernes qui amenaient l'eau à 400 km. de distance". (1)

---

(1) E. Elefteriadès, p. 171.

C'est la construction de l'embranchement reliant Deraa à Haïffa qui fut difficile et coûteux. Partir du niveau de la mer à Faïffa, monter quarante kilomètres au seuil d'Esdrelon (+ 80 m. d'altitude), redescendre quarante cinq kilomètres jusqu'à la rive du Jourdain (- 246 m.), remonter en quarante kilomètres, au rebord de la falaise (+ 376 m.), atteindre enfin le plateau de Déraa (+ 530 m.) : le problème était déjà ardu, les gorges et les fureux du Yarmouk le compliquaient davantage. Le lit de cette rivière impétueuse offrait la seule ouverture dans la falaise : coupure profonde et longue, mais sinueuse et de moins en moins large, entre les berges abruptes et s'écoulant sous la menace d'orages et de crues soudaines; 400 mètres de pente sur vingt kilomètres de parcours.

L'embranchement Haïffa-Derraa a coûté sept ou huit fois plus cher que la moyenne du chemin de fer sacré, mais sa construction, permettant de doter le chemin de fer du Hedjaz d'un débouché sur la mer, paraissait indispensable à Abdul-Hamid et ses conseillers. (1)

Malgré des difficultés énormes, les ingénieurs allemands construisirent la voie étroite Haïffa-Déraa en moins de trois ans.

En même temps que cet embranchement, la troisième section de la ligne du Hedjaz était achevée entre Amman et Maân.

L'inauguration du tronçon Damas-Maan, long de 450 km., le quart environ de la ligne entière du Hedjaz, eut lieu le 1er septembre 1904.

A la fin de 1906, la voie était construite jusqu'à Medavvara (114 km. de Maan), la quatrième section toute entière, de Maan à Tabouk (231 km.) était en exploitation en 1907.

En septembre 1906, le rail avait atteint Médine, à cette date fut inaugurée officiellement la ligne du Hedjaz.

Cette année là fut construit un petit tronçon de 32 km. dans le territoire syrien entre Kom Guarz (sud-est de Déraa) et Bosra; d'autre en

---

(1) E. Elefteriadès p. 171.

Palestine entre Balad-ech-Cheikh (sud-est de Haïffa) et Akka sur la Méditerranée.

En 1908, la voie ferrée du Hedjaz se composait des lignes suivantes :

|                 |           |
|-----------------|-----------|
| Damas Médine .  | 1.308 km. |
| Déraa-Haïffa    | 162 km.   |
| Kom-Garz Bosra  | 32 km.    |
| Baladech-Cheikh | 17 km.    |

Soit au total 1519 kilomètres, dont en Syrie : 140 km. entre Damas et la Jordanie, 32 km. entre Kom-Guarz et Bosra et 98 km. environ entre Déraa et les frontières avec la Palestine, soit 270 km. au total.

#### LE CHEMIN DE FER DE BAGDAD

L'histoire de la construction du chemin de fer de Bagdad (Bagdadbahn) remonte à l'année 1889, date à laquelle, la société Ottomane des Chemins de Fer d'Anatolie fut fondée dans le but d'exploiter, pour 99 ans, la concession de la ligne d'Izmit à Ankara; la majorité des actions de cette compagnie fut achetée par la Deutsche Bank.

Cette compagnie obtint en 1903, la concession d'une nouvelle ligne reliant Konia à Bagdad et passant par Alep avec un aboutissement à un port du Golfe Arabe. Dès lors, la société fut connue sous le nom de la "Société Impériale Ottomane du Chemin de Fer de Bagdad". (1)

M.E. Eleftriadès écrit à propos des obstacles politiques rencontrés par les allemands pour la construction de cette voie (p. 220-221) :

---

(1) Le capital-actions de cette société est de 15 millions de francs, divisé en 30.000 actions, 45% capital allemand, 30% français, 20% ottoman et allemand, 5% anglais, italiens et divers. p. 271.

"Finalement, la rivalité qui existait entre la France et l'Angleterre permit à l'Allemagne de réaliser le Bagdadbahn. En effet, tout en protestant énergiquement contre la construction de ce chemin de fer, la France croyait avoir trouvé une compensation suffisante dans l'octroi des lignes syriennes, d'autant plus qu'elle voyait dans le Bagdadbahn une arme dirigée contre l'Angleterre. L'Angleterre, elle, après avoir protesté pour la forme, se félicitait du succès allemand, dirigé contre la France et la Russie. Et ce n'est que plus tard que ces puissances s'aperçurent que chacune, en voulant nuire à l'autre, avait desservi ses propres intérêts".

Conformément à son programme, la société de chemin de fer de Bagdad, confia la construction de la section Konia-Eregli-Boulgourlou à une Société constituée à francfort sous la dénomination de "Société pour la construction du chemin de fer de Konia-Eregli-Boulgourlou. Les travaux furent menés avec célérité, permettant d'inaugurer cette section et de la mettre en exploitation en 1904.

Depuis les travaux de construction étaient poursuivis avec une grande activité. Le 1er juillet 1911, la voie atteignait Ouloukichla. Le tronçon de Radjou (village syrien à l'Est de l'Amanus) à Alep et celui d'Alep à Djéرابلس, sur l'Euphrate étaient mis en exploitation le 7 Octobre 1912. Enfin, une autre section, entre les deux chaînes de montagnes, de Dorak à Maamouré, était achevée en 1913. Raccordé au Marsine-Tarsous-Adana, à Yénidjé, d'une part et d'autre part, à l'embranchement d'Alexandrette, à Toporak-Kalé, le chemin de fer de Bagdad s'était assuré une double issue sur la Méditerranée, mais il restait la construction des longs tunnels du Taurus et de l'Amanus et l'établissement d'un grand pont sur l'Euphrate.

En août 1914, les tronçons suivants étaient déjà ouverts à l'exploitation : (largeur 1435 cm) :

Konia-Boulgourlou (200 km)

Boulgourlou-Ouloukichla (38 km)

Ouloukichla-Karapinar (54 km.) (1)

---

(1) E. Eleftriadès p. 239.

Dorak-Osmanié (130 km), tronçon sur lequel se greffait  
l'embranchement Toprak Kalé-Alexandrette (59 km)

Radjou-Alep-Dgérablous (203 km) tout entièrement syrien.

Bagdad-Samara en Irak (120 km)

A la même date, quatre divisions poursuivaient la construction de la ligne : la première à l'est de Karapinar vers Dorak (traversée du Taurus); la deuxième, à l'ouest de Dorak vers Karapinar et à l'Est d'Osmanié, vers Islahié (percée de nombreux tunnels, notamment celui d'Aïran, dans l'Amanus) la troisième, à l'Ouest d'Islahié, vers Osmanié, et à l'Est de Djerablous, vers Mossoul, la quatrième, au Nord de Samara vers Mossoul.

Des nécessités stratégiques obligèrent les Allemands de poursuivre par tous les moyens, pendant la guerre de 1914-1918, l'achèvement total du réseau afin de réaliser, le plus tôt possible, la liaison Constantinople Mossoul. Ainsi, les travaux de l'Amanus furent terminés fin 1917, établissant la continuité du réseau d'Adana à Alep. Ceux du Taurus furent achevés en 1918, de même que le grand pont définitif de Djérablous.

"De Konia à Boulgourian, il n'y a eu aucune difficulté de construction. De ce dernier point (1407 m. d'altitude), la ligne s'élève par la Haute Vallée du Tchakvt Tchaï à 1457 m. d'altitude, point culminant du tracé à la station de Tchayan (216 km. de Konia) - et redescend à Bozanti (281 km. de Konia). De Karapinar (291 km. de Konia) à Dorak (323 km. de Konia), la ligne traverse les monts du Taurus grâce à quatre grands tunnels d'une longueur totale de 18 km, puis atteint Yénidjé (346 km. de Konia), à proximité d'Adana. A Yénidjé, la ligne rejoint celle du chemin de fer Marsine-Tarsous-Adana. d'Adana, la ligne gagne Toprak-Kali (449 km. de Konia), d'où se détache l'embranchement d'Alexandrette (59 km). Puis, après avoir franchi l'Amanus par un tunnel de 4 780 mètres et par le viaduc de Héré-Déré (long de 307 m.20 et haut de 85 m.70), la ligne arrive à Alep (666 km. de Konia). Elle atteint ensuite l'Euphrate à Djérablous (772 km. de Konia), le traverse par un pont métallique de 800 mètres, puis continue jusqu'à Nissibène (au Nord de la ville Syrienne Kamechlie). A Derbessié (1038 km. de Konia) se détache l'embranchement de Mardine (24 km.).

Après la répartition, le 10 novembre 1919, en zone d'occupation de l'ensemble des territoires occupés de l'empire Ottoman, le contrôle militaire français fut substitué, en Syrie et en Cilicie, au contrôle britannique militaire. Le gouvernement français confia à la Société du D.H.P. par la convention du 15 novembre 1919, l'exploitation provisoire, en régie, du chemin de fer de Bagdad, de Konia à Nissibine, y compris les embranchements de Toprak Kalé à Alexandrette et de Derbessié à Mardine.

L'accord d'Ankara, conclu le 20 Octobre 1921 entre le gouvernement turc et le gouvernement français, décida le transfert d'une manière provisoire de la concession du chemin de fer de Bagdad, entre Bazanti et Nissibine, à un groupe français constituant, la "société du chemin de fer Cilicie-Nord, Syrie" (C.N.S.), plus tard appelée "Société du Chemin de Fer Bozanti-Alep-Nissibène et Prolongement" (B.A.N.P.).

Sous ce régime d'exploitation provisoire, qui dura de 1922 à 1933, des travaux importants ont été exécutés :

- Rétablissement de la voie dans l'Amanus où, en septembre 1922, une brèche de 143 km. existait entre Maamaré et Katma.
- Rétablissement de l'exploitation sur la rive de l'Euphrate, de Djéرابلس à Aktché-Kalé, puis progressivement, jusqu'à Ras-el-Aïn et Mardine.
- Rétablissement de la liaison ferroviaire entre les deux rives de l'Euphrate par la construction, sur ce fleuve, d'un pont provisoire (le pont entier avait été détruit lors de la retraite, en 1918, des armées Germano-Turques), puis il est remplacé par un pont définitif).
- Ouverture à l'exploitation de la section Derbessié-Nissibine.
- Enfin, ouverture à l'exploitation de la section Nissibine-Tel Ziouane, longue de 11 km. Cette dernière station, qui est la première après Nissibine, dessert la ville syrienne de Kamechlie, située à quelques kilomètres de là.

En 1932, le gouvernement turc entra en pourparlers avec le gouvernement français, en vue de modifier le statut qui avait été provisoirement instauré en 1922 pour l'exploitation du réseau entre Bozanti et Nissibine.

Conformément aux dispositions du protocole du 27 Octobre 1932, une Société Anonyme Turque fut constituée en mai 1933, avec le concours de la Société du D.H.P. et de la Régie Générale des Chemins de Fer et Travaux Publics (français), pour assurer l'exploitation des sections Payas-Toprak Kalé, Fenzi Pacha-Medaïn Ekbès et Tchoban bey-Nissibine (au long des frontières actuelles entre la Syrie et la Turquie). La Société prit le nom de "société anonyme turque des chemins de fer du sud.

Pour compléter l'exécution de l'accord d'Ankara du 27 Octobre 1932, il restait à confier, à une société constituée sous le régime des lois françaises, l'exploitation des sections situées en territoire syrien.

Pour des raisons d'économie et de simplification le choix se porta sur la société du D.H.P. qui, par une convention conclue le 27 juin 1933 avec le Haut-Commissariat français en Syrie et au Liban, fut chargée de l'exploitation des sections Alexandrette-Pavas, Medaïn Ekliès-Tchoban bey et du prolongement au-delà de Nissibine. De la sorte, la société du D.H.P. monopolisa l'exploitation de tous les réseaux libano syriens. La société du B.A.N.P. n'ayant plus de raison d'être après 1933, date de remise des lignes à la D.H.P., fut liquidée peu de temps après.

En 1937, des accords furent conclus entre le gouvernement turc et le gouvernement français, en vue desquels, ce dernier remit au gouvernement turc des sections Toprak Kalé-Payas et Feuzi Pacha Medaïn Ekbès; et en 1939 de la section Alecandrette Payas (à l'occasion de l'annexion définitive d'Alexandrette par la Turquie).

Entre temps, une importance considérable fut acquise par les lignes syriennes de Bagdad, du fait de la construction en 1934-1935, entre Tel Ziouane et Tel Kotchek, de 72 km. de voie établissant la liaison ferroviaire de la Syrie avec l'Irak, et, de 1937 à 1940, des lignes Tel Kotchek-Mossoul et Mossoul Bagdad.



Ainsi était achevé le programme, en Syrie, et en grande partie en Irak, de la Compagnie des Chemins de Fer de Bagdad. Il fut dès lors possible de voyager d'Istanbul à Bagdad dans le même compartiment.

Aucun changement notable n'est survenu à la voie ferrée pendant la deuxième guerre mondiale. Cependant, à cause de la cherté du transport routier et de la rareté des pneus, certaines gares furent agrandies, et des voies supplémentaires y furent construites. On ne construisit pas cependant de nouvelles lignes depuis la fin de cette dernière guerre. Mais le Gouvernement syrien a obtenu la direction de la ligne Hedjaz le 1er mars 1945 et celle de la ligne Bagdad (tronçons syriens) le 1er juillet 1948.

Ainsi, la ligne du Nord, qui forme la partie syrienne de l'Orient Express, venant de Bagdad et de Mossoul en Irak, traverse une partie du Nord Est de la Syrie à Tel-Kotchak jusqu'à Kamechlié, (72 km). Elle suit parallèlement la frontière syro-turque entre Nissibine et Joban-bey à (380 km); puis elle traverse 50 km. avant d'arriver à Alep (entre Jobain Bey et Maslamiyé au Nord d'Alep). A partir d'Alep, la ligne contenue en direction du Nord, puis près de Midain Ekabès à 117 km. d'Alep, elle se divise en deux embranchements.

Cette ligne a un intérêt international et agricole important. Elle forme, en effet, comme on vient de le dire, une partie de la ligne "Simplon-Orient-Express" reliant l'Angleterre à l'Océan Indien" et elle permet l'écoulement de la production agricole de deux départements du Nord-Est : la Djeziré et l'Euphrate.

Mais elle a un grand inconvénient, car elle ne parcourt pas constamment le territoire syrien. Bien au contraire, elle passe en plusieurs endroits sur le territoire turc; cela constitue une grande entrave, nécessitant l'arrêt du train, chaque fois qu'il traverse la frontière, pour la douane. D'autre part, les autorités des chemins de fer turcs perçoivent une taxe sur le prix de transport par tonne de céréales, de Kamechlie à Alep, qui est de 25,30 L.S. à 19 L.S. Ces frais sont réglés par les autorités Syriennes en livres turques, au cours officiel des devises. Ceci constitue un gain énorme pour la Turquie et une perte excessive pour la Syrie,

vu le cours réel de la livre. Ces pertes ont atteint à titre d'exemple, en 1953, 462.000 L.S. (1)

A la veille de l'indépendance, notre réseau ferroviaire n'étant plus capable de répondre ni au développement agricole et industriel de la Syrie indépendante, ni aux distances et à la situation géographique du pays. Cette faiblesse a plusieurs causes que voici :

1. Le réseau est pauvre, car le total des lignes qui se trouvent à l'intérieur du territoire syrien ne dépasse pas 862 km, dont 239 km., à voie étroite, c'est-à-dire 4,6 km. de voies ferrées par 1000 km<sup>2</sup> de superficie, et de 0,28 km. de voies ferrées pour 1 000 habitants (3 millions d'habitants).
- Le deuxième caractère de ce réseau, est son manque total d'un plan d'ensemble adapté à la structure économique du pays. La Syrie, situé au centre de l'Empire Ottoman, subissait les conséquences de sa politique. Les lignes qui y furent tracées alors sont nées de la conjoncture des différents problèmes politiques de cet Empire, de sorte qu'une fois construites, elles ne correspondaient nullement aux conditions économiques du pays.
- Après l'annexion du port d'Alexandrette par la Turquie en 1939 aucun des ports syriens n'a été relié à ce réseau, tandis que le centre et le sud du pays étaient reliés aux ports libanais et palestiniens et le Nord était relié à Alexandrette, ce qui était très grave pour l'importation et l'exportation du pays.

#### L'ACTIVITE DES CHEMINS DE FER

Le trafic ferroviaire des lignes syriennes du chemin de fer de Bagdad (L.S.B.) était constitué, avant la construction du prolongement Nissibine Tel Kotchak et du tronçon Tel-Kotchak-Mossoul, en majeure partie, par les céréales et dépendait essentiellement de l'état des récoltes.

---

(1) M. Challah, p. 140.

C'était un trafic tout à fait irrégulier susceptible de variations très sensibles. Mais, après l'ouverture à l'exploitation, en 1935-1936, du prolongement Nissibine Tel Kotchak et surtout après la liaison ferroviaire avec Mossoul en 1938, les sections syriennes du chemin de fer de Bagdad sont devenues, en quelque sorte un élément d'une artère internationale de trafic qui sert à véhiculer des marchandises très variées des bords de la Méditerranée jusqu'à Mossoul, Bagdad, ou Bassorah et vice versa.

Le trafic avec l'Irak acquiert ainsi une importance de plus en plus grande. En 1939, il a totalité environ 33 000 tonnes dans le sens Mossoul-Alep, et dans le sens inverse, environ 8.000 tonnes comprenant principalement des matériaux de construction, du sucre et des produits manufacturés. Dans le sens Mossoul-Alep, on a transporté, surtout du blé et d'autres céréales, du raisin sec, de la laine et des animaux vivants. En 1946, le chiffre global du trafic (deux sens) a atteint 187.867 tonnes comportant 90.695 tonnes de céréales, 30.986 tonnes de dattes, 11.898 tonnes d'animaux vivants, 35.887 tonnes de matériaux manufacturés, 2.498 tonnes de matériel militaire, etc... (1)

Quant au trafic de voyageurs, le prolongement du chemin de fer jusqu'à Mossoul et Bagdad et la mise en circulation de wagons lits, continuant jusqu'à ces villes les services internationaux du "Simplon Orient Express) et du "Taurus Express", ont facilité sensiblement les voyages de l'Occident à l'Orient et vice versa. En 1938, le nombre de voyageurs-kilomètres était de 4.658.000, puis il augmente pour atteindre 11.059.000 voyageurs-kilomètres en 1946, il redescend à 5.166.000 voyageurs-kilomètres en 1948.

En ce qui concerne les lignes du D.H.P., le trafic de marchandises était de 320.000 tonnes en 1927, 313.000 tonnes en 1934, puis il remonte à 1.245.000 en 1939, c'est-à-dire, 4 fois supérieurs à celui de 1934 (la baisse du trafic entre 1928 et 1934 est due à la crise économique mondiale).

Après l'indépendance, le trafic redescend à 531.098 tonnes en 1948. Le transport de voyageurs a regressé entre 1924-1925 et 1927-1935, à

---

(1) Stat. Abs. Sy. 1950.

cause de la révolte syrienne et la crise mondiale : 55.000.000 de voyageurs kilomètres environ en 1922, 49.000.000, en 1925, 64.000.000, en 1926 et 36.000.000 en 1934, ce dernier chiffre est de moitié inférieur au chiffre de voyageurs kilomètres de 1926. Comme pour le trafic de marchandises, le trafic de voyageurs s'est amélioré en raison des conséquences fâcheuses de la guerre sur le transport routier (rareté d'essence, de pneus, de pièces de rechange, donc moyen de transport très coûteux. Le chiffre record réalisé par le trafic de voyageurs avait eu lieu l'année 1939, avec 107.959.000 voyageurs kilomètres.

Les recettes des marchandises étaient de 30 millions de francs en 1922 et celles des voyageurs de 12 millions de francs français. Les chiffres les plus bas ont été enregistrés en 1934 : 16.940.000 francs pour la recette des marchandises et 4.098.000 francs pour la recette des voyageurs, tandis que les chiffres les plus élevés ont été réalisés en 1940 : 63.300.000 francs pour le transport de marchandises et 17.900.000 francs pour le transport de voyageurs. (1)

Enfin pour la voie de Hedjaz, le trafic de marchandises a enregistré le chiffre 80.000 tonnes en 1924, il descend légèrement en 1925, il remonte pour atteindre 167 000 tonnes en 1927, puis il redescend rapidement en raison de la crise mondiale : 63 000 tonnes en 1934 : A partir de 1936, la situation s'est améliorée rapidement sous l'influence des exigences de la deuxième guerre mondiale, pour atteindre le chiffre record 181.000 tonnes en 1939.

Les recettes totales de transport (marchandises et voyageurs) étaient de 5.750.000 francs en 1924 (3.750.000 recettes de marchandises), elles se sont élevées à 13.560.000 francs en 1940. (2)

### 3. L'EQUIPEMENT PORTUAIRE

La Syrie ne possède qu'une côte restreinte de 173 kilomètres presque rectiligne et par conséquent peu faite pour favoriser les transports

---

(1) Les voies ferrées en Syrie T. Zahraoui p. 14.

(2) même source p. 21.

maritimes modernes. La majorité des abris naturels existants sont assez mal disposés pour permettre aux grands cargos d'accoster. Ils sont en outre couverts du côté de l'Ouest, n'offrant pas une protection suffisante à ces unités pour s'y réfugier. Le seul port naturel qui existe est le Golfe d'Alexandrette, mais cette région a été enlevée à la Syrie et annexée par la Turquie.

Les abris naturels que la côte syrienne possède sont du sud au Nord : Tartous, Banias, Jéblé et Lattaquié. Mais tous les quatre ne sont aptes au trafic maritime moderne qu'aux prix d'importants aménagements.

Jusqu'en 1950, la presque majorité du trafic a été assurée par le port de Beyrouth, premier port Libanais.

Mais depuis cette date, Lattaquié a commencé à jouer un rôle qui n'a cessé de grandir.

Jusqu'en 1938, la Syrie du Nord, dont Alep est la ville principale, utilisait le port d'Alexandrette : comme nous l'avons vu plus haut, les deux villes sont reliées par un chemin de fer et par une route. La Syrie Centrale (Homs et Hama) avait pour port Tripoli qui, se trouve au Nord du Liban relié à Homs et Hama par un chemin de fer. Enfin, Damas et le Sud de la Syrie étaient desservis par le port Libanais de Beyrouth, le port le plus important dans la région dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Sous le mandat et même aux premières années de l'indépendance, le port artificiel de Beyrouth assumait le rôle prépondérant dans le mouvement de la navigation Syro-Libanais, au près de multiples aménagements.

Lattaquié, qui se trouve au Nord de la Syrie, sur la Méditerranée, au sud d'Alexandrette, s'est contenté de remplir une activité régionale et insignifiante. Le port de Lattaquié avait, en 1920, une superficie de 8,5 hectares et une profondeur de 4 mètres (1). Les autres "ports" de Jéblé, Banias, Tartous et Arwad (île située à 3 km. environ à l'Ouest de Tartous) servaient d'abri aux voiliers qui faisaient de la navigation côtière le long des rivages syro Libano-Palestiniens.

---

(1) Le Port de Lattaquié par A. Danial p. 48.

"Les phares construits avant 1920 étaient celui de Lattaquié, celui du Ras-ibn-Hani, à 8 km. au Nord du premier, et le phare d'Arouad. Ils avaient été construits par une société concessionnaire française Colas et Michel. (1)

Ainsi sous le régime Ottoman, la Syrie ne disposait d'aucun port national important.

Pendant l'époque du Mandat, le port de Lattaquié a fait l'objet de quelques améliorations. La profondeur de son entrée a été portée à 7 mètres; deux digues ont été jetées, au Nord et au Sud, pour le protéger contre les vents méridionaux, et des quais ont été construits (510 mètres de quais en 1930) en eau profonde.

Mais ces travaux n'ont pas permis aux grands cargos de pénétrer dans le port et d'y accoster (seuls les voiliers pouvaient accoster). Ils restent mouillés au large, et des allèges, assurent le transport entre les navires et les quais.

Jusqu'à l'indépendance, les ports syriens demeurèrent tels qu'ils étaient auparavant. Le grand changement s'est produit tard, en 1951, lorsque le gouvernement syrien a mis le projet du port de Lattaquié en adjudication.

Pour avoir une idée du trafic maritime dans les ports syriens comparé avec le trafic dans les ports Libanais nous devons examiner le tableau n° 14.

Ce tableau nous montre clairement que les ports libanais l'emportent de loin sur les ports syriens, soit pour le nombre de voiliers (69,5%) du total, soit pour le tonnage (80,5%) du total.

Le port de Beyrouth vient en tête parmi les ports des pays sous mandat français, sa part, comme l'indique le tableau est de 27,4 % du

---

(1) Le Port de Lattaquié par A. Danial p. 48.



nombre total de voiliers, soit (128 voiliers), en revanche, le pourcentage est de 5,5 % pour le port de Lattaquié, soit (259 voiliers); celle du tonnage est de 31,1 % soit de 46.822 tonnes, alors qu'elle est de 5,1 % soit 7.760 tonnes pour le port de Lattaquié.

TABEAU 14

Répartition des voiliers entrés aux Ports du Liban  
et de la Syrie en 1938 et leur tonnage.

| Port            | Nombre de voiliers | Pourcentage | Tonnage | Pourcentage |
|-----------------|--------------------|-------------|---------|-------------|
| Sour (Tyr)      | 200                | 4.3 %       | 3.099   | 2.0 %       |
| Saida (Sidon)   | 365                | 7.8 %       | 12.810  | 8.5 %       |
| Beyrouth        | 1.282              | 27.4 %      | 46.822  | 31.1 %      |
| Djounié         | 18                 | 0.4 %       | 533     | 0.3 %       |
| Chekka          | 752                | 16.0 %      | 33.431  | 22.2 %      |
| Tripoli         | 635                | 13.6 %      | 23.948  | 15.9 %      |
| Total (Liban)   | 3.252              | 69.5 %      | 120.643 | 80.5 %      |
| Arouad          | 362                | 8.4 %       | 11.137  | 7.4 %       |
| Tartous         | 241                | 5.2 %       | 4.360   | 2.9 %       |
| Banias          | 62                 | 1.4 %       | 991     | 0.6 %       |
| Djéblé          | 303                | 6.5 %       | 1.495   | 0.9 %       |
| Lattaquié       | 259                | 5.5 %       | 7.760   | 5.1 %       |
| Alexandrette    | 162                | 3.5 %       | 3.988   | 2.6 %       |
| Total (Syrie)   | 1.489              | 30.5 %      | 29.731  | 19.5 %      |
| Total (général) | 4.741              | 100 %       | 150.374 | 100.0 %     |

En effet, le port de Lattaquié n'a joué qu'un rôle secondaire dans le trafic maritime et, par conséquent, n'a eu qu'une importance négligeable dans le commerce syrien. Le rôle principal fut toujours joué pendant cette période par le port de Beyrouth. Cette situation continua jusqu'au jour de la rupture de l'Union Douanière entre le Liban et la Syrie en 1950.



B - EVOLUTION DES INFRASTRUCTURES SELON LES BESOINS DE LA SYRIE INDEPENDANTE

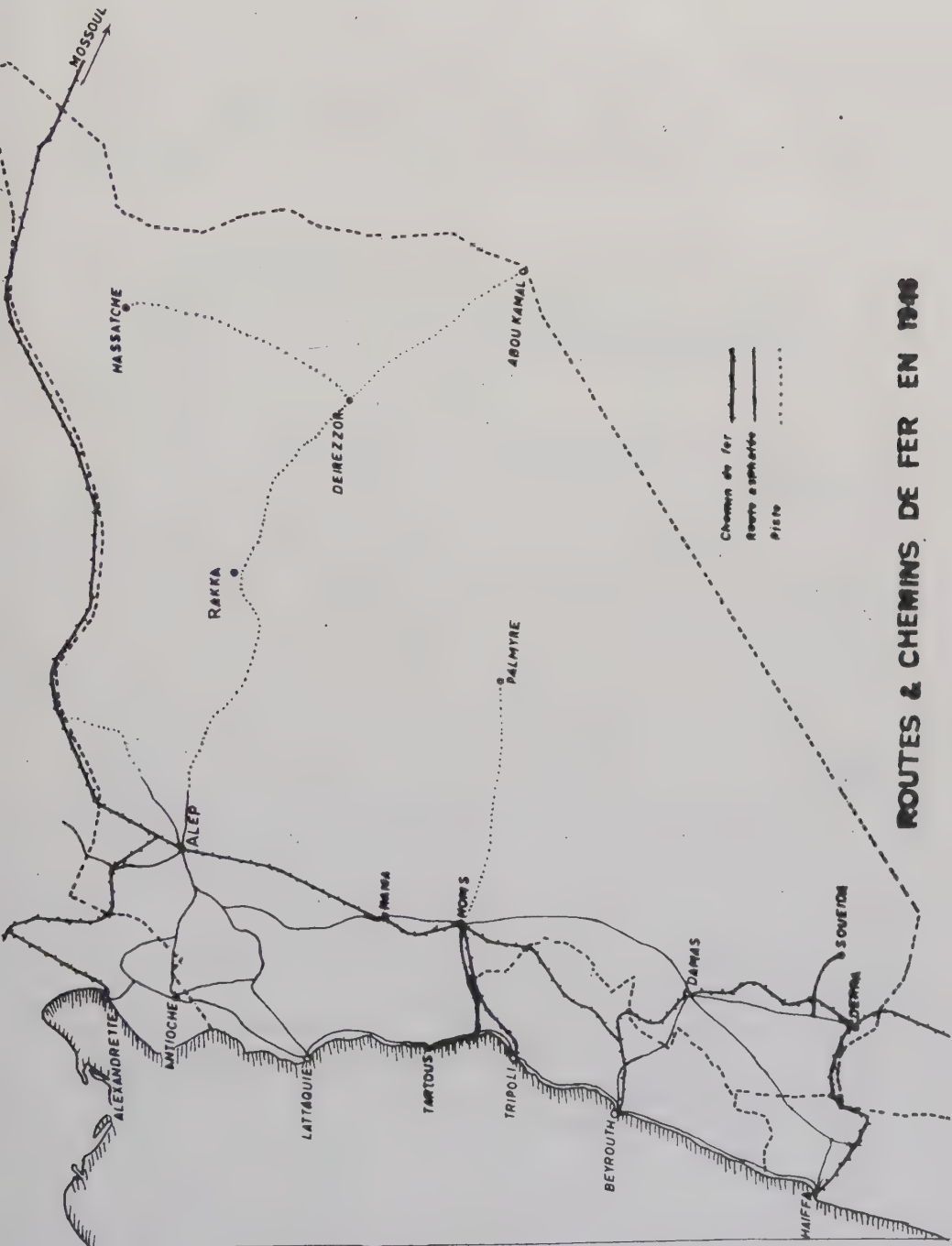
1. Le réseau routier

Après l'accès à l'indépendance, le réseau routier en Syrie nécessite des soins et une surveillance constante. D'autre part, des routes d'intérêt local et économique, allant des centres de production industrielle et agricole jusqu'au port de Lattaquié, ainsi que des routes nationales facilitant le transit avec les pays voisins sont d'une priorité urgente dont :

1. Construction avec empierrement et asphaltage des routes reliant le bassin de l'Euphrate et la Dejeziré à la ville d'Alep, et des routes reliant les grands centres urbains entre eux (surtout la route d'Alep - Rakka Deir-ez-zor Hassatch - Kamechlié).
2. Empierrement et asphaltage de la route Tel-Kalakh-Tartous, pour améliorer les communications entre Homs et Lattaquié et par conséquent, entre Lattaquié et Damas.
3. Empierrement et asphaltage de la route Hama-Missiaf - Banias (à travers les Monts Alaouites), reliant Hama, centre agricole important, à Lattaquié.

Ceci concerne l'amélioration du réseau routier reliant le port de Lattaquié au centre, au sud et au sud est du pays, quant aux améliorations qu'il est urgent d'apporter aux routes nationales, ce sont :

1. Elargissement et asphaltage de la route Lattaquié-Alep - Rakka - Hassatché - Kamechlie - Tel - Kotchak - frontière irakienne, en direction de Mossoul. L'importance vitale et urgente de l'amélioration de cette route réside dans le fait que c'est la voie unique par laquelle passent tous les transports de marchandises entre Lattaquié et ces régions, ainsi que le transit pour cette partie septentrionale de l'Irak, Mossoul et par l'Iran.
2. Elargissement de la route Beyrouth - Damas - Khan Abou Chamate et asphaltage de la route Abou Chamate, Sali'Biyan - frontière irakienne, en direction de Bagdad.



ROUTES & CHEMINS DE FER EN 1946

3. Elargissement de la route Damas - Derra - frontière jordanienne, où passe le transit avec la Jordanie et l'Arabie Séoudite.  
Les deux première routes relient la Syrie à l'Irak et par le Nord à l'Iran; Elles la relient aussi par le Sud à Bosra, au Koweït et au Golfe Arabique.

La liaison entre le golfe arabique et la Méditerranée sans passer par le canal de Suez a une importance capitale, car le transport des marchandises d'Amérique ou d'Europe à Téhéran et au Koweït est écourté de douze jours, s'il est effectué via Lattaquié ou Beyrouth et s'il emprunte ensuite la route mentionnée.

Vu l'économie de temps, les frais de transport routier sont inférieurs à ceux du transport maritime (en excluant les bateaux géants).

A la suite de l'évacuation des troupes étrangères, les gouvernements syriens, qui se sont succédés, ont tenu à poursuivre l'oeuvre de développement et d'asphaltage des routes. Les routes asphaltées atteignent une longueur de 3.740 km. en 1959, soit une augmentation de 936% par rapport à 1939 et 239 % par rapport à 1945 (voir tableau n° 16).

D'autre part de nouvelles routes plus larges et plus solides remplacèrent les anciennes qui comptaient trop de tournants et de bifurcations.

Ce mode de communication constitue ainsi, de nos jours, le moyen de déplacement essentiel. C'est sur lui que repose la presque totalité du trafic des passagers et une part importante de l'expédition des marchandises.

Durant les années cinquante notre réseau routier reste insuffisant et nécessite une amélioration et surveillance constante.

La mise en construction d'un réseau routier répondant aux besoins accrus de transport reliant les régions de production et de consommation, facilitant l'exportation et l'importation de toute sorte de marchandises

et enfin encourageant le trafic de transit à travers le pays entre la Méditerranée et les pays du Golfe Arabe, surtout l'Irak, Koweït, Iran, ainsi que la Jordanie et l'Arabie Séoudite, a commencé avec l'établissement des plans de développement économique et social, par l'Etat syrien, dont 3 plans quinquennaux ont été effectués entre 1960 et 1975.

Les investissements consacrés au développement du réseau routier ont augmenté comme suit : 60 millions de L.S. au 1er plan de 1960 à 1965; 184,4 millions de L.S. au 2ème plan de 1966 à 1970, soit une augmentation de 300% par rapport au 1er plan; 210,03 millions de L.S. au 3ème plan de 1971 à 1975, soit une augmentation de 350 % par rapport au 1er plan et 116% par rapport au 2ème plan.

Effectivement la construction d'un réseau routier moderne a commencé au 2ème plan et fut achevé au 3ème plan. Pour cela les investissements au 2ème plan ont été énormes par rapport au 1er plan.

Au cours du 1er plan, on se borna à augmenter la longueur du réseau routier et à effectuer des améliorations partielles aux anciennes routes. Au 2ème plan, on a procédé à la reconstruction des routes principales de 1ère classe, celle de Damas - Alep - Rakka (532 km) Damas-Bagdad (272 km. en Syrie), Lattaquié - Alep (173 km), Damas. L'Aéroport de Damas (23 km) Deir-ez-Zor - Hassatché Kamechlie (259 km), gisements de phosphate - Frukles (124 km), etc... en plus on procéda à l'asphaltage de toutes les routes reliant les villes et les grands villages dans la région de Djeziré auparavant négligées.

Ainsi cette augmentation d'investissements entre le 1er et le 2ème plan, se traduit par un taux d'accroissement de la longueur des routes asphaltées de 5% annuellement entre 1960 et 1970, ainsi la longueur des routes asphaltées a augmenté de 4044 en 1960 à 8096 km. en 1970, en ajoutant 1500 km. de routes empierrées, elle sera de 9.596 km. au total, soit 52 km. de routes sur une superficie de 1.000 km<sup>2</sup> en 1970 vis-à-vis de 25 km. en 1960.

TABEAU 15

Evolution du nombre de voitures en usage de 1937-1972

| Années               | 1937  | 1948  | 1953  | 1956   | 1959   | 1966   | 1970   | 1971   | 1972   |
|----------------------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Camions              | 873   | 3.443 | 4.742 | 6.333  | 9.376  | 12.739 | 17.298 | 17.596 | 18.144 |
| Autobus              | 348   | 1.081 | 1.212 | 1.295  | 1.367  | 1.613  | 1.760  | 2.081  | 2.518  |
| Voitures de tourisme | 2.515 | 3.101 | 7.192 | 11.796 | 14.651 | 26.196 | 30.061 | 31.179 | 31.045 |
| TOTAL                | 3.736 | 7.625 | 1.316 | 19.424 | 25.394 | 40.548 | 49.119 | 50.414 | 51.707 |

TABEAU 16

Evolution du réseau routier entre 1939-1972 (km)

| Années            | 1939  | 1945  | 1952  | 1955  | 1959  | 1960:1965 | 1970  | 1971  | 1972   |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|--------|
| Routes asphaltées | 400   | 1.640 | 2.600 | 2.514 | 3.746 | 4.044     | 6.025 | 8.096 | 8.688  |
| Routes empierrées | 1.100 | 1.200 | 1.200 | 990   | 764   | 660       | 1.099 | 1.500 | 1.466  |
| TOTAL             | 1.500 | 2.840 | 3.800 | 3.504 | 4.510 | 4.704     | 7.124 | 9.596 | 10.154 |

Le troisième plan a prévu la reconstruction et l'amélioration de 800 km. de routes de 1ère classe, surtout les routes qui relient la Syrie aux pays voisins, c'est-à-dire accomplir l'oeuvre commencée au 2ème plan; l'empierrement et l'asphaltage de 600 km. de routes de 1ère classe, reliant les grandes villes; et enfin l'empierrement et l'asphaltage de 350 km. de routes secondaires en vue d'améliorer les conditions de liaison avec les régions rurales.

En consultant le tableau qui suit et la carte (les infrastructures en 1975) nous constatons que la majeure partie du réseau routier

se trouve à l'Ouest du méridien qui traverse la ville d'Alep. La grande région de Badia située à l'Est de l'axe routier Damas-Homs-Alep, manque cruellement de routes. Elle est traversée au Sud par la route internationale Damas-Bagdad, entourée au Nord, Nord-Est, par la route Alep - Deir - ez - Zor Abou - Kamal. Au centre, la route Homs Palmyre, s'avance dans la région à plus de 180 km.

D'une manière générale les régions de l'Est restent pauvres en routes, au moment où elles se révèlent plus riches en matières premières agricoles et du sous sol (notamment le bassin de l'Euphrate et la Djeziré).

TABEAU 17

Répartition des routes entre les départements Syriens  
en 1972 (en km.)

| :<br>: Département | : Routes<br>: asphaltées | : Routes<br>: empierrées | : Routes<br>: aplanies | :<br>: Total | :<br>: % | :<br>: |
|--------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------|--------------|----------|--------|
| : Damas            | : 1 530                  | : 41                     | : 227                  | : 1 798      | : 13     | :      |
| : Alep             | : 937                    | : 31                     | : 198                  | : 1 166      | : 9      | :      |
| : Homs             | : 831                    | : 22                     | : 65                   | : 918        | : 7      | :      |
| : Hama             | : 835                    | : 127                    | : 152                  | : 1 114      | : 8      | :      |
| : Lattaquié        | : 739                    | : 102                    | : 102                  | : 943        | : 7      | :      |
| : Deir ez Zor      | : 344                    | : 509                    | : 12                   | : 865        | : 6      | :      |
| : Idlib            | : 1 132                  | : 158                    | : 152                  | : 1 442      | : 11     | :      |
| : Hassatché        | : 489                    | : 94                     | : 85                   | : 668        | : 5      | :      |
| : Rakka            | : 400                    | : 24                     | : 32                   | : 456        | : 3      | :      |
| : Soveida          | : 529                    | : -                      | : 154                  | : 678        | : 5      | :      |
| : Deraa            | : 348                    | : 531                    | : 525                  | : 1 608      | : 12     | :      |
| : Tartous          | : 734                    | : 66                     | : 96                   | : 896        | : 7      | :      |
| : Kuneitra         | : 348                    | : 88                     | : 525                  | : 961        | : 7      | :      |
| :                  | :                        | :                        | :                      | :            | :        | :      |

## 2 - Les chemins de fer

Jusqu'aux années soixante, le réseau syrien de chemins de fer avait été dans son ensemble construit antérieurement à l'indépendance. Il est mal adapté aux nécessités de l'économie et du développement du pays.

Le chemin de fer Beyrouth - Damas a remplacé, en 1895, la route carrossable. Le trafic relativement limité de l'époque a conduit à adopter, alors, l'écartement métrique (1 m.05), le moins coûteux, surtout en pays de montagnes où les courbes à grand rayon sont difficiles à réaliser. Il a fallu en outre, pour gravir certaines pentes très accentuées, se servir de la crémaillère.

Bien entendu, ce mode de transport s'est avéré de plus en plus insuffisant, au fur et à mesure de l'augmentation du trafic. Depuis 1930, le progrès des automobiles fait paraître comme archaïque le système ferroviaire qui, de Beyrouth à Damas, continue à être pratiqué dans les mêmes conditions qu'autrefois. Par conséquent, le trafic entre Damas et Beyrouth par cette voie a diminué très sensiblement. La Partie syrienne, Damas-Zergayah, est utilisée essentiellement pour transporter le public entre Damas et les centres d'estivage dans la région montagneuse de l'Anti-Liban.

Diverses idées furent alors suggérées et étudiées pour rénover ce chemin de fer. Les plus importantes sont : la transformation de la ligne en voie normale, ou son électrification. Mais en raison des difficultés financières et politiques aucun des deux projets n'a pas vu le jour.

Les divisions territoriales consécutives à la guerre de 1914-1918, impliquaient de grand changement pour le chemin de fer de Bagdad. Le Golfe Arabe ne faisait plus partie de l'Empire Ottoman; il ne pouvait donc plus être question d'une artère Nord-Ouest, Sud-Est de cet empire, aboutissant à ce Golfe. Au contraire, la liaison du Golfe Arabe à la Méditerranée, par un chemin de fer aboutissant à un port Syrien ou Libanais, devenait de plus en plus intéressante pour les Européens. Non seulement ce chemin de fer cons-



titue la voie la plus directe pour le trafic entre l'Europe et l'Asie mais il est aussi appelé à donner plus d'extension aux riches produits agricoles de la Mésopotamie, en les mettant à la portée des marchés européens.

Au moment de la deuxième guerre mondiale, la liaison entre la Méditerranée et le Golfe Arabe a été réalisée pour le grand bien des pays occidentaux, surtout la France et la Grande Bretagne, deux Etats mandataires sur les pays du Proche-Orient Arabe.

Au point de vue régional, la partie syrienne du chemin de fer de Bagdad est pratiquement paralysée : un tronçon à l'Est (Kamechlie-Tel Kothak 72 km) et un tronçon à l'Ouest (Midan Ekbès Alep Djoban Bey, 153km); la liaison entre les deux tronçons et avec la Méditerranée se trouve en territoire Turc. D'autre part les frais élevés imposés par la Turquie sur les marchandises syriennes rendent le trafic par cette voie économiquement inaccessible. (1)

Le chemin de fer de Hedjaz construit pour le transport des pèlerins s'est trouvé détourné de son objectif après la première guerre mondiale. La ligne entre Damas et la Mecque n'est pas encore accessible. La ligne a été reconstruite entre Damas et Maân en Jordanie. Il reste à reconstruire la partie séoudienne.

L'activité de cette ligne étroite est essentiellement régionale desservant le transport entre Hauran et Damas (surtout le trafic de marchandise, et le transport du public jusqu'à Hammé, où se trouvent des bassins d'eau minérale) et partiellement consacrée pour le transport de transit entre la Syrie et la Jordanie.

La partie centrale du réseau du D.H.P. (Alep-Homs-Tripoli-Beyrouth) construite pour être au service du Trafic dans les pays du Levant,

---

(1) Pour éviter de passer en territoire Syrien (entre Middan Ekbes et Djoban bey, la Turquie a construit un tronçon entre Djerablous et la ligne d'Anatolie.

connaît des difficultés depuis l'indépendance de la Syrie et du Liban, et la rupture de l'union douanière entre les deux Etats. Pour une meilleure utilisation, il faudrait que le trafic syrien évite de passer par le territoire libanais, en faisant une liaison entre cette partie et un port syrien sur la Méditerranée.

Malgré tout, cette partie, surtout entre Alep et Homs, constitue la voie la plus utile pour l'intérêt du pays. C'est une ligne à voie normale; elle relie le nord et le centre de la Syrie en passant par trois des plus importantes villes de la Syrie : Alep, Hama, Homs, trois grands centres agricoles et industriels, enfin il est très facile de la relier avec un port syrien, parce qu'elle est proche de la côte.

En effet, à cause de la situation politique et des frontières fixées, en 1946, il était nécessaire de reconstruire le plan du réseau des chemins de fer en Syrie et de l'aménager pour l'adapter à la situation politique et économique de l'Etat en construction.

Ceci fut l'objet de plusieurs études accompagnées de propositions offertes aux Gouvernements Syriens depuis l'indépendance jusqu'en 1953 (propositions de la société du D.H.P., celles d'Alexandre Gibb et celles de la B.I.R.D.).

Toutes ces études ont conclu qu'il y avait trois lignes principales dont la construction était nécessaire au point de vue économique :

1. Une voie reliant la Méditerranée à l'extrême Est du pays longeant l'Euphrate jusqu'à la frontière irakienne (Lattaquié, Alep, Deir-ez-Zor, Abou-Kamal.
2. Une voie reliant Damas à l'extrême Nord-Est du pays, rejoignant la première à Deir -ez-Zor (Damas, Palmvre, Deir-ez-Zor Hassatché, Kamechlie). Cette voie passe en grande partie dans le désert syrien, après quelques kilomètres de Damas, jusqu'à Deir-ez-Zor.
3. Une voie reliant Damas à Homs, située entièrement en territoire syrien.

Mais tous ces projets sont restés sur le papier jusqu'aux années soixante, époque à laquelle le secteur des transports, comme d'autres secteurs d'ailleurs, a connu un grand essor.

Entre 1960-1970, on a prévu d'investir 1431 millions de L.S. dans le domaine des transports et des communications; 537 millions de L.S. durant le 1er plan quinquennal (1960-1965), soit 19,7% des investissements prévus et 894 millions de L.S. durant le 2ème plan (1966-1970), soit 18,1 % des investissements totaux de ce plan.

Le 3ème plan (1971-1975) relatif au développement et à l'exploitation du réseau ferroviaire (1), dont l'achèvement accomplira une véritable révolution dans le domaine des transports, en Syrie, peut être résumé ainsi :

1. Construction de la ligne Lattaquié, Alep-Deir-ez-Zor - Kamechlie longue de 743 km. et dont le coût équipement et installation compris, atteindra 615 millions de L.S.
2. Renouvellement de certains tronçons des lignes anciennes afin de les rendre compatibles avec les nouvelles lignes : Alep Wadihi (20 km) et Homs Akari (63 km.) dont le coût est estimé 65 millions de L.S.
3. Construction de la ligne Damas-Homs, longue de 208 km. et dont on estime le coût à 150 millions de L.S. Cette ligne revêt une importance toute particulière du fait qu'elle reliera la capitale politique et économique de la Syrie aux différentes villes de la côte, du centre, du Nord et de l'Est.
4. Construction de la ligne Deir-ez-Zor-Abou Kamal, longue de 125 km. Cette ligne parallèle au cours de l'Euphrate reliera le Golfe Arabe à La Méditerranée étant donné qu'elle rencontrera les deux lignes Deir-ez-Zor Alep Lattaquié et Om-Kassar Bassorah.

---

(1) Il est à noter que la propriété des chemins de fer, qui se trouvent en territoire syrien a été transférée à la Syrie, en 1945 pour le chemin de fer de Hedjaz, en 1948, pour la ligne de Bagdad, et en 1953, la société du D.H.P. a renoncé à sa concession en échange de 3 millions de L.S.

Bien entendu toutes ces lignes sont à voie normale unifiée de 143,5 cm. d'écartement.

Pour exécuter son programme, le 3ème plan a prévu d'investir 783 millions de L.S. (soit 12,1% des investissements publics du plan) dans le secteur des transports.

Dès le premier plan quinquennal, la priorité a été donnée à la ligne Lattaquié, Alep, Deir-ez-Zor Kamechlie, en fait la plus importante car elle relie, le centre du pays, (en rejoignant la voie Homs-Alep) avec le nord et l'est, d'une part, et le port de Lattaquié, de l'autre.

Elle est longue de 743 km., large de 143,5 cm; elle a exigé la construction de 51 gares, au long de son parcours; elle traverse des terrains difficiles entre Lattaquié et Alep ce qui a nécessité de construire 10 ponts et de creuser 5 tunnels sur un parcours de 180 km. Sa capacité du transport est de 3 millions de tonnes par an (100 à 150 km/h, comme vitesse pour les trains marchandises et trains voyageurs).

Les études effectuées au premier plan ont coûté 49 millions de L.S. Durant le 2ème plan, on a dépensé 320 millions L.S. en réalisant la construction de 265 km. entre l'Oronte et l'Euphrate (Jesir ech-Cheghour et Rakka et la construction vers 65% du tronçon, Jsir ech-Cheghour-Lattaquié (le plus difficile, long de 88 km.). Pour achever cette ligne, on a prévu 320 millions L.S. au 3ème plan.

Au terme de 1974, cette ligne est arrivée à la ville de Kamechilie son terminal Nord-Est.

Pour assurer la liaison par voie ferrée entre la Méditerranée et l'intérieur du pays, le plus tôt possible (surtout pour assurer les transports des équipements nécessaires au Barrage de l'Euphrate), on a construit au cours du 2ème - un tronçon entre Akari (frontière libanaise) et Tartous, le nouveau port du pays. Il est achevé en 1968, long de 42 km, reliant Tartous à Homs à Alep puis au delà vers l'Est du pays. Il a coûté 32 millions de L.S.

La ligne Damas-Homs est en construction. Les travaux ont commencé en 1973, on estime qu'ils seront finis en 1976. Son coût a été évalué à 150 millions de L.S.

Pour le tronçon Deir-ez-zor-Abou-Kamal (frontière irakienne, le 3ème plan prévoit 2 millions L.S. pour effectuer l'étape des études, les travaux de construction commenceront, probablement, au début de 1977.

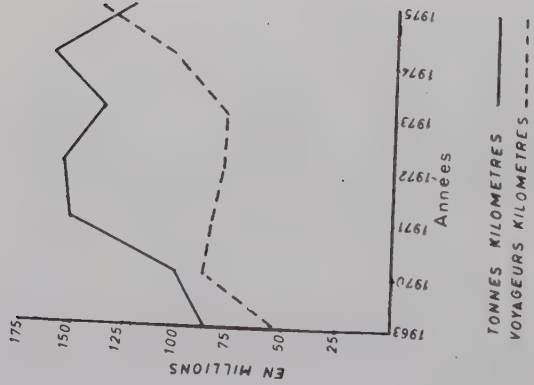
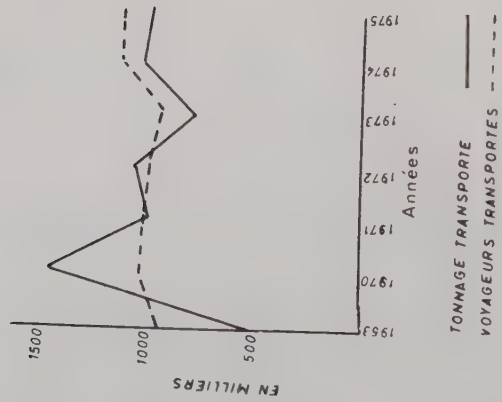
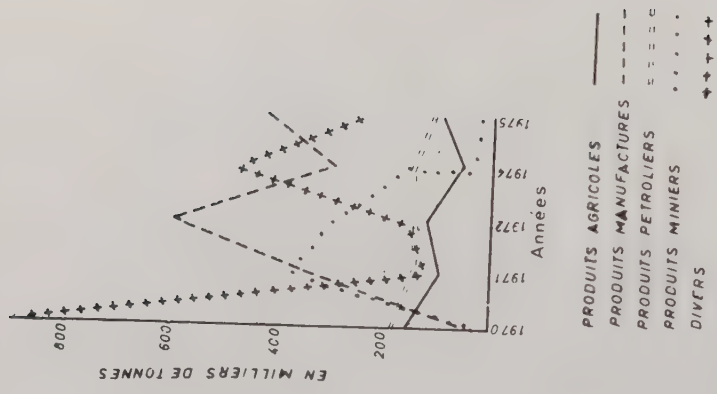
Le reste des projets de chemins de fer, c'est-à-dire le renouvellement des tronçons Alep-Wadihi et Homs Akkari a été effectué comme il était prévu.

Il est à noter qu'une étude primaire a été faite en 1968, concernant une voie ferrée entre Homs et les mines de phosphates à l'Est de cette ville (rejoignant le chemin de fer Homs-Tartous). La ligne serait de 180 km. de longueur et d'une capacité de transport de 2 millions de tonnes par an. Les frais de construction ont été estimés à 73 millions de L.S. Mais la construction de cette ligne n'est pas encore décidée.

En effet, la Syrie possédait, à la fin de 1974, 307 km. de chemins de fer à voie étroite et 1328 km. de chemins de fer à voie normale, soient 1635 km. au total.

Pour avoir une idée du développement des transports par les chemins de fer et les marchandises qu'ils transportent, nous avons établi des graphiques qui montrent l'évolution des activités des chemins de fer dans les dernières années, et le tableau suivant qui nous montre le rôle des chemins de fer pour le transport intérieur et extérieur, ainsi que pour le transport des produits agricoles industriels miniers, etc...

D'une manière générale, on constate la regression du tonnage transporté après 1970 qui peut être expliquée, essentiellement, par le changement du tonnage de récolte agricole à transporter, d'une année à l'autre, et du mouvement d'exportation et d'importation des produits agricoles entre la Syrie et les pays arabes voisins.



## LE TRANSPORT PAR LES CHEMINS DE FER

TABEAU 18

Marchandises transportées par les chemins de fer (en tonnes) (1)

| Marchandises                       | 1969           | 1970           | 1971           | 1972           | 1974           |
|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <u>Agricoles</u>                   | <u>164.162</u> | <u>144.976</u> | <u>88.438</u>  | <u>130.841</u> | <u>61.016</u>  |
| Céréales                           | 23.793         | 25.093         | 14.261         | 74.666         | 19.159         |
| Légumes et fruits                  | 442            | 361            | 5.583          | 1.085          | 209            |
| Animaux et leurs produits          | 138.408        | 116.609        | 68.342         | 48.339         | 32.476         |
| Coton et grains de coton           | 1.519          | 1.953          | 252            | 6.751          | 9.142          |
| <u>Produits industriels</u>        | <u>297.482</u> | <u>322.060</u> | <u>419.467</u> | <u>400.000</u> | <u>405.889</u> |
| Farine                             | 21.392         | 15.846         | 20.058         | 23.836         | 36.716         |
| Huile végétale                     | 800            | -              | -              | -              | -              |
| Véhicules et automobiles           | 4.148          | 316            | 5.950          | 30.882         | 268            |
| Sucre                              | 51.855         | 64.455         | 30.320         | 64.219         | 19.655         |
| Machines et outils                 | 8.997          | 9.037          | 102.526        | 16.312         | 2.146          |
| Fer et produits ferreux            | 8.162          | 8.856          | 7.204          | 64.688         | 57.207         |
| Bois                               | 5.963          | 3.812          | 2.916          | 3.944          | 4.498          |
| Ciment                             | 3.211          | 21.717         | 172.914        | 168.863        | 113.393        |
| Pneus en caoutchouc                | 853            | 640            | 427            | 254            | 268            |
| Réfrigérateurs et machines à laver | 1.233          | 1.540          | 504            | 8              | 1.338          |
| Produits en verre                  | 58             | 7.138          | 82             | 67             | 1.845          |
| Produits textiles                  | 6.480          | 7.600          | 12.440         | 10.814         | 2.617          |
| Papiers et carton                  | 5.144          | 4.486          | 3.898          | 726            | 6.700          |
| Produits pétroliers                | 179.186        | 176.617        | 150.234        | 145.477        | 156.786        |
| <u>Eaux</u>                        | <u>6.582</u>   | <u>7.090</u>   | <u>242</u>     | <u>2.917</u>   | <u>7.334</u>   |
| <u>Produits miniers</u>            | <u>95.986</u>  | <u>59.276</u>  | <u>387.993</u> | <u>312.652</u> | <u>51.798</u>  |
| Phosphates                         | 95.986         | 59.276         | 38.732         | 48.428         | 51.798         |
| Sables et cailloux                 | -              | -              | 349.261        | 264.224        | -              |
| <u>Divers</u>                      | <u>632.708</u> | <u>262.176</u> | <u>139.125</u> | <u>182.574</u> | <u>529.878</u> |
| TOTAL                              | 1.207.987      | 1.405.433      | 1.134.830      | 1.172.013      | 1.055.915      |

(1) Sta. Abs. 1973-1976.



En revanche, on constate l'évolution continue, en ce qui concerne les produits de l'industrie, qui semblent avoir profité des avantages de cette sorte de transport.

### 3. L'infrastructure portuaire

#### A. L'INFRASTRUCTURE MODERNE DU PORT DE LATTAQUIE

La séparation économique de la Syrie et du Liban survenue en mars 1950 et la position géographique de Lattaquié, avant poste du grand centre agricole et industriel d'Alep et de son hinterland, l'Euphrate et la Djeziré, ont incliné les autorités à faire de ce port un grand centre moderne.

Par décret législatif n° 38 du 12 février 1950, une société mixte, la Compagnie du Port de Lattaquié, fut créée. Elle a été chargée de la construction du nouveau port et de son exploitation durant 50 ans.

Le capital de la Compagnie est de 54 millions de L.S. (initialement de 24 millions de L.S.) répartis sur 54.000 actions de 100 L.S. Un tiers des actions est souscrit obligatoirement par l'Etat qui achète également toutes les actions non vendues et qui garantit aux actionnaires un profit annuel de 5 %.

Le plan initial et les cahiers des charges établis par le gouvernement lors de l'élaboration du projet de construction du nouveau port prévoient deux sortes de constructions et installations, obligatoires et non obligatoires.

Les constructions et installations obligatoires comprennent principalement :

- une digue principale longue de 1.480 mètres et une secondaire de 600 mètres, pour protéger le bassin du port de l'Ouest et du Nord;
- Le creusement de certaines parties du bassin couvrant une superficie de 6 hectares;

- La construction d'un quai principal d'une longueur de 600 mètres, et de 9.50 mètres de profondeur, quai de 7 mètres de profondeur et 260 mètres de longueur, quai de 3.50 à 4.50 mètres de profondeur et 450 mètres de longueur, quai de silos avec 9.50 mètres de profondeur et 180 mètres de longueur, réservé au chargement des céréales.
- L'édification des entrepôts d'une superficie de 4.000 m2 environ.
- L'installation d'un élévateur principal d'une puissance de 20 tonnes et de trois autres d'une puissance de 15, de 6 et de 2 tonnes;
- L'affectation de lieux spéciaux pour les zones franches et de transit;

Les principaux ouvrages et installations non obligatoires sont : silos - bâtiments frigorifiques - centres d'emballage des marchandises - entrepôts pour matières premières et carburants, etc...

Le projet du port fut lancé en adjudication internationale le 23 février 1951. Au début de 1953, la construction de la grande jetée a été adjugée à une société Yougoslave du nom de "BOMORSKO-GRADJEVO PRODUZECE". Les autres travaux furent confiés à plusieurs autres sociétés internationales. Tous ces travaux ont été achevés fin 1956.

Mais depuis cette date une importante modification, dans le sens de l'agrandissement fut apportée aux travaux prévus dans les cahiers des charges. Plusieurs nouvelles constructions furent ajoutées de sorte que de nos jours le port de Lattaquié possède 53 hectares de superficie dans la mer. Il peut contenir huit bateaux à quai et dix dans le bassin. Il a des entrepôts couverts pouvant abriter 42.000 tonnes et des silos pouvant contenir 35.000 tonnes; ces silos peuvent en même temps charger directement les cargos et recevoir des camions de céréales à raison de 450 tonnes par heure. On accorde une attention toute particulière aux silos, du fait que les céréales constituent la matière principale du mouvement de ce port, surtout dans le sens des exportations. (1)

---

(1) En raison de la question de sécurité nous n'avons pu avoir une carte ou un plan concernant l'infrastructure portuaire.

TABEAU 19

Evolution du mouvement du Port de Lattaquié de 1947 à 1972

| : Année : | : Mouvement dans les :<br>: deux sens (en tonnes) : | : Nombre de bateaux: :<br>: vapeurs - sorties: vapeurs entrées : | : Nombre de bateaux :<br>: vapeurs entrées : | : |
|-----------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|---|
| : 1947 :  | : 28.000 :                                          | : - :                                                            | : - :                                        | : |
| : 1948 :  | : 23.000 :                                          | : - :                                                            | : - :                                        | : |
| : 1949 :  | : 184.000 :                                         | : 108 :                                                          | : 111 :                                      | : |
| : 1950 :  | : 260.510 :                                         | : 307 :                                                          | : 305 :                                      | : |
| : 1951 :  | : 251.098 :                                         | : 328 :                                                          | : 328 :                                      | : |
| : 1952 :  | : 431.593 :                                         | : 496 :                                                          | : 496 :                                      | : |
| : 1953 :  | : 529.760 :                                         | : 741 :                                                          | : 759 :                                      | : |
| : 1954 :  | : 836.952 :                                         | : 782 :                                                          | : 784 :                                      | : |
| : 1955 :  | : 528.332 :                                         | : 819 :                                                          | : 812 :                                      | : |
| : 1956 :  | : 884.897 :                                         | : 907 :                                                          | : 920 :                                      | : |
| : 1957 :  | : 1.049.903 :                                       | : 1.104 :                                                        | : 1.152 :                                    | : |
| : 1958 :  | : 1.063.645 :                                       | : 1.407 :                                                        | : 1.385 :                                    | : |
| : 1959 :  | : 1.016.281 :                                       | : 1.448 :                                                        | : 1.382 :                                    | : |
| : 1960 :  | : 1.309.352 :                                       | : 1.435 :                                                        | : 1.546 :                                    | : |
| : 1961 :  | : 1.135.880 :                                       | : 1.413 :                                                        | : 1.412 :                                    | : |
| : 1962 :  | : 1.748.235 :                                       | : 1.473 :                                                        | : 1.476 :                                    | : |
| : 1963 :  | : 1.322.908 :                                       | : 1.360 :                                                        | : 1.349 :                                    | : |
| : 1964 :  | : 1.311.002 :                                       | : 1.393 :                                                        | : 1.396 :                                    | : |
| : 1965 :  | : 1.236.868 :                                       | : 1.385 :                                                        | : 1.387 :                                    | : |
| : 1966 :  | : 1.443.781 :                                       | : 1.490 :                                                        | : 1.490 :                                    | : |
| : 1967 :  | : 1.194.952 :                                       | : 1.334 :                                                        | : 1.341 :                                    | : |
| : 1968 :  | : 1.519.201 :                                       | : 1.518 :                                                        | : 1.527 :                                    | : |
| : 1969 :  | : 1.682.655 :                                       | : 1.624 :                                                        | : 1.624 :                                    | : |
| : 1970 :  | : 1.940.000 :                                       | : 1.652 :                                                        | : 1.642 :                                    | : |
| : 1971 :  | : 1.633.000 :                                       | : 1.596 :                                                        | : 1.629 :                                    | : |
| : 1972 :  | : 1.651.000 :                                       | : 1.881 :                                                        | : 1.856 :                                    | : |

Source : Stat. Abs. of Syria. 1950, and. 1973.

A côté de ces travaux, le gouvernement n'a pas cessé de prodiguer à l'égard de Lattaquié tous les encouragements possibles, il a par exemple imposé l'utilisation de ce port pour une partie du commerce avec l'étranger. Cette politique eut de très heureuses conséquences ainsi les 400.000 tonnes escomptées par les initiateurs du projet comme trafic annuel du port, ont été, bien avant la fin des travaux dépassées. Voici l'évolution de l'activité du port depuis 1947.

D'après ces chiffres, on peut dire que :

1. Le mouvement du port a été toujours d'une année à l'autre en augmentation (recul, cependant en 1963, mais reprise en 1965 : de même recul en 1967, mais reprise en 1969).
2. Que les chiffres atteints à la terminaison des nouvelles constructions en 1969 ont été largement dépassés. L'accroissement du mouvement de 1957 est de l'ordre de 18,64 % par an par rapport à celui de l'année précédente; en 1960, 429,3 %; en 1962, 456,8 %; en 1968, 427%; en 1970, 415,3%. Les chiffres globaux que nous venons d'exposer ci-dessus ne donnent qu'une idée approximative du port lui-même. Si nous savons que le mouvement du port ne sert que presque exclusivement le commerce extérieur de la Syrie le transit n'y jouant qu'un rôle très minime, et si nous essayons de suivre ce mouvement dans les deux sens et de comparer les quantités de marchandises importées ou exportées par le Port à celle de toutes les importations et exportations de la Syrie, nous constaterons :

TABLEAU 20

Evolution du trafic du Port de Lattaquié par rapport aux  
exportations et importations de la Syrie (milliers de tonnes)

| Trafic du Port de Lattaquié |                   |                   |       |      | Commerce extérieur de la Syrie (1) |                   |       |  |
|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------|------|------------------------------------|-------------------|-------|--|
|                             | Impor-<br>tations | Exporta-<br>tions | Total | %    | Impor-<br>tations                  | Exporta-<br>tions | Total |  |
| 1951                        | 168               | 89                | 251   | 26.7 | 727                                | 212               | 939   |  |
| 1952                        | 165               | 266               | 431   | 33.2 | 805                                | 491               | 1.296 |  |
| 1953                        | 176               | 353               | 529   | 35.4 | 773                                | 718               | 1.491 |  |
| 1954                        | 207               | 630               | 837   | 40.9 | 991                                | 1.057             | 2.048 |  |
| 1955                        | 281               | 247               | 529   | 33.4 | 1.118                              | 465               | 1.583 |  |
| 1956                        | 319               | 556               | 875   | 42.0 | 1.206                              | 874               | 2.080 |  |
| 1957                        | 332               | 517               | 1.049 | 45.0 | 1.188                              | 1.140             | 2.328 |  |
| 1958                        | 581               | 483               | 1.064 | 52.4 | 1.349                              | 680               | 2.029 |  |
| 1959                        | 806               | 210               | 1.016 | 52.5 | 1.550                              | 383               | 1.933 |  |
| 1960                        | 1.090             | 219               | 1.309 | 55.0 | 2.048                              | 335               | 2.383 |  |
| 1961                        | 892               | 243               | 1.135 | 53.1 | 1.805                              | 377               | 2.182 |  |
| 1962                        | 865               | 883               | 1.748 | 57.0 | 1.905                              | 1.164             | 3.069 |  |
| 1963                        | 735               | 586               | 1.321 | 39.9 | 2.046                              | 1.260             | 3.306 |  |
| 1964                        | 781               | 529               | 1.310 | 40.9 | 2.202                              | 996               | 3.198 |  |
| 1965                        | 1.041             | 586               | 1.627 | 53.3 | 2.028                              | 1.024             | 3.052 |  |
| 1966                        | 1.108             | 336               | 1.444 | 33.9 | 3.321                              | 647               | 3.968 |  |
| 1967                        | 889               | 305               | 1.194 | 39.3 | 2.471                              | 605               | 3.032 |  |
| 1968                        | 1.178             | 341               | 1.519 | 33.9 | 3.022                              | 1.464             | 4.486 |  |
| 1969                        | 1.164             | 518               | 1.682 | 25.7 | 3.425                              | 3.108             | 6.333 |  |
| 1970                        | 1.475             | 465               | 1.940 | 25.9 | 3.335                              | 4.153             | 7.488 |  |
| 1971                        | 1.379             | 254               | 1.633 | 21.7 | 3.528                              | 3.984             | 7.512 |  |
| 1972                        | 1.132             | 519               | 1.651 | 20.9 | 2.750                              | 5.127             | 7.877 |  |

(1) Sta. Abs. 1966-1973

1. Que de 1956 à 1966, presque la moitié du volume de notre commerce extérieur s'effectue via Lattaquié. Mais malgré les restrictions promulguées par les autorités syriennes les ports Libanais de Beyrouth et de Tripoli gardent une moyenne non négligeable des exportations et des importations syriennes. Ceci s'explique par les facilités de transport que représente ces deux ports pour les régions Sud de la Syrie. Notons enfin que Damas et Homs sont reliés respectivement à Beyrouth et à Tripoli par un chemin de fer, alors que les seuls moyens de communication entre Lattaquié et l'intérieur du pays sont constitués par des routes pour automobiles qui ne peuvent pas répondre aux exigences d'un transport intensif;
2. Que les marchandises exportées par Lattaquié forment la plus grande partie de nos exportations. Cette partie qui est allée toujours croissant est égale depuis 1952 à la moitié environ du total de nos exportations; mais depuis 1968 une grande partie des exportations syriennes a commencé à être acheminée par le port de Tartous;
3. Par contre, les marchandises importées par le port de Lattaquié, qui ont augmenté ces dernières années n'arrivent pas à former la moitié du total de nos importations (sauf pour 1960, 1965).

#### Les frais de la construction du Port de Lattaquié

Les dépenses entraînées par la construction et l'agrandissement du Port de Lattaquié peuvent être résumées comme suit :

- I - Les dépenses relatives à l'acquisition des terres et à l'exécution des travaux portuaires 32.797.400 L.S.
- II- Les dépenses relatives aux travaux d'agrandissement :
  1. Entrepôts 9.188.900 L.S.
  2. Silos de grains 8.176.640 L.S.
  3. Canots et véhicules 5.264.680 L.S.
  4. Grues et mâles 3.486.370 L.S.

|                             |                |
|-----------------------------|----------------|
| 5. Routes et clôtures       | 2.907.730 L.S. |
| 6. Frigorifiques            | 2.389.900 L.S. |
| 7. Bâtiments administratifs | 1.897.150 L.S. |
| 8. Gare Maritime            | 1.810.000 L.S. |
| 9. Centrale électrique      | 1.519.550 L.S. |
| 10. Quai d'embarquement     | 718.930 L.S.   |
| 11. Autres travaux          | 5.930.961 L.S. |

-----

TOTAL GENERAL (1) 76.088.211 L.S.

La position géographique du port de Lattaquié, loin de la plupart des principaux centres de consommation et de production de la Syrie, avant-poste des vastes régions exportatrices des produits agricoles et reliée avec l'intérieur du pays par des moyens de communications peu nombreux (avant la mise en marche du chemin de fer de Lattaquié Alep en 1976), donne à ce port les caractéristiques suivantes :

a. Le Port de Lattaquié est trop loin de Damas, un des grands centres du Commerce et d'Industrie de la Syrie. Il en est loin de 371 km. alors que Beyrouth se trouve à 100 km. environ de la capitale. De même Homs, i centre industriel important est plus proche de Tripoli, port libanais, de Beyrouth également, que de Lattaquié. Quant à Alep, la grande cité du Nord, elle est plus proche d'Alexandrette que de Lattaquié. Mais comme nous l'avons répété Alexandrette a été enlevée par la Turquie et ne peut, de ce fait, servir de port pour la région d'Alep. Tant qu'elle est annexée par la Turquie, elle n'a aucune chance de concurrencer Lattaquié.

Lattaquié est donc un port naturel pour la région d'Alep et son arrière pays les Mouhafazats de Hassatché, de Kakka et de Deir-ez-Zor. Les éléments de l'activité de cet hinterland sont d'une part les importations et les exportations commerciales et industrielles d'Alep, et d'autre part, les exportations de la production agricole des vastes plaines du Nord et du Nord-Est, évaluées à 70% de l'ensemble des exportations agricoles syriennes.

---

(1) Syrie et Monde Arabe, Mars 1971, p. 15.



Il ne faut pas oublier que la majorité de la production agricole de la Syrie provient de ces régions :

% de la production du pays

|        |     |
|--------|-----|
| Blé    | 24  |
| Coton  | 77  |
| Tabac  | 92  |
| Olives | 50  |
| Riz    | 100 |
| Fruits | 25  |
| Bétail | 45  |

L'on doit ajouter que 60% environ des terres irriguées sur l'ensemble du territoire se trouvent au Nord Syrien, 85% des terrains irrigables sont également dans cette région. Les entreprises d'irrigation et d'assèchement actuellement à l'ordre du jour, peuvent porter au double la part de la production de la Syrie. Ces faits justifient les dires que Lattaquié est devenue la porte par où s'écoulent les produits agricoles syriens.

b. Lattaquié est un port dont le mouvement connaît beaucoup de fluctuations.

La liste des produits exportés par le port en 1957 et 1958 a été comme suit : (en tonnes)

| : Nature des marchandises       | : Total en 1957 | : Total en 1958 | : |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|---|
| : Orge                          | : 298.923       | : 102.752       | : |
| : Blé                           | : 249.671       | : 143.295       | : |
| : Coton                         | : 74.891        | : 79.824        | : |
| : Laine                         | : 4.318         | : 7.433         | : |
| : Céréales et légumes           | : 15.480        | : 24.419        | : |
| : Tourteaux et graines de coton | : 50.961        | : 69.852        | : |
| : Son                           | : 9.518         | : 14.486        | : |
| : Huile                         | : 2.090         | : 190           | : |
| : Tabac                         | : 484           | : 640           | : |
| : Réglisse                      | : 561           | : 874           | : |
| : Asphalte                      | : 4.110         | : 4.120         | : |
| : Divers                        | : 6.320         | : 34.952        | : |
| : TOTAL                         | : 717.327       | : 482.839       | : |

Ces chiffres nous montrent que les principaux produits exportés via Lattaquié sont des produits agricoles.

Or, nous savons que ces produits sont soumis en Syrie aux conditions atmosphériques et de ce fait, ils connaissent des variations énormes d'une année à l'autre, influant grandement sur nos exportations en général, et portant, sur l'activité du port.

Nous avons choisi pour illustrer cette remarque, les exportations de deux années, 1957 et 1958, parce que, en ce qui concerne la production agricole elles étaient très différentes l'une de l'autre. La première a connu une très bonne récolte agricole, la seconde, au contraire, très mauvaise. Ces oscillations ont influé sur le trafic du Port dont les exportations ont baissé de 717 mille à 482 mille tonnes, c'est-à-dire la moitié. En comparant les années 1960 et 1962, les chiffres seront encore plus éloquentes : (en tonnes)

| Nature des marchandises       | Total en<br>1960 | Total en<br>1961 | Total en<br>1962 |
|-------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Orge                          | -                | 20.200           | 427.100          |
| Blé                           | -                | -                | 175.300          |
| Coton                         | 87.500           | 88.300           | 125.000          |
| Tourteaux et graines de coton | 57.200           | 65.500           | 87.800           |
| Son                           | 1.400            | 1.700            | 6.200            |
| Laine                         | 3.400            | 2.600            | 2.000            |
| Céréales et légumes           | 500              | 4.400            | 17.900           |
| Tabacs                        | 600              | 500              | 1.100            |
| Diverses                      | 34.900           | 41.200           | 15.900           |
| TOTAUX                        | 185.500          | 224.400          | 858.300          |

Les fluctuations sont très sensibles. Il faut dire que l'année 1962 a été une année record. Pour les années 1964 et 1965 les exportations se sont respectivement stabilisées à 497.400 tonnes et 555.100 tonnes.

D'une manière générale, au cours des douze dernières années, le trafic d'importation et d'exportation dans le Port de Lattaquié a été caractérisé par une irrégularité sensible comme le montre le tableau suivant :

| Année | Quantités de marchandises importées et exportées | Taux d'accroissement ou de diminution par rapport à l'année précédente |
|-------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| 1960  | 1.201.800 tonnes                                 | + 29,3 %                                                               |
| 1961  | 1.110.400 -                                      | - 7,6 %                                                                |
| 1962  | 1.741.100 -                                      | + 56,8 %                                                               |
| 1963  | 1.212.900                                        | - 43,5 %                                                               |
| 1964  | 1.128.100                                        | - 7,0 %                                                                |
| 1965  | 1.236.900                                        | + 3,6 %                                                                |
| 1966  | 1.443.800                                        | + 16,7 %                                                               |
| 1967  | 1.195.000                                        | - 17,2 %                                                               |
| 1968  | 1.519.200                                        | + 27,1 %                                                               |
| 1969  | 1.682.700                                        | + 10,7 %                                                               |
| 1970  | 2.000.000                                        | + 18,8 %                                                               |
| 1971  | 1.966.000                                        | - 1,4 %                                                                |
| 1972  | 1.651.000                                        | - 16,2 %                                                               |

c) Lattaquié est un port qui manque de liaison avec son hinterland

Le seul moyen terrestre utilisé, reliant le port avec l'intérieur du pays est formé de deux routes, l'une joignant Lattaquié à Alep et de là les régions du Nord-Est, l'autre longeant la côte jusqu'à Tartous pour traverser ensuite Homs et aboutir à Damas et Déraa, dans le Sud.

Ces deux routes ont besoin d'être grandement améliorées et ne suffisent en aucun cas à assurer le transport dans les régions traversées par elles. L'élargissement de ces artères est d'ailleurs en cours d'exécution.

D'autre part, nous savons que les responsables sont en train d'exécuter l'établissement d'une ligne de chemin de fer reliant Lattaquié à Alep et de là avec la Djeziré et l'Irak.

En effet, cette ligne ferroviaire s'avère indispensable d'une part pour assurer l'évacuation des récoltes des régions de l'Euphrate et du Dejeziré, d'autre part, pour assurer au port de Lattaquié un trafic actif et sensiblement plus grand.

Cette voie assurera à Lattaquié une liaison sûre et rapide avec l'Irak, le Koweït et l'Iran. Elle ne peut corriger les fluctuations de son trafic et lui procurer une activité normale et abondante. Elle servira ainsi à la fois au transit et au commerce extérieur de la Syrie.

Sans cette voie, Lattaquié ne pourra pas jouer le rôle de port méditerranéen principal des régions d'Alep, de la Djeziré avant-poste de l'Irak et de l'Iran. Il sera condamné à une activité régionale restreinte. Le Port de Lattaquié ne connaîtra son plein épanouissement que lorsque cette voie sera achevée.

#### Le Port de Tartous

Le succès de Lattaquié, le développement économique de la Syrie et le besoin d'assurer aux régions centrales et méridionales une ouverture sur la Méditerranée ont poussé le Gouvernement Syrien à entreprendre l'établissement d'un port moderne à Tartous. Le projet a été exécuté par la firme Yougoslave "Bomorsko-Gradjevo Produzece", constructeur du port de Lattaquié. Le port est déjà entré en activité et a reçu, durant l'été 1966, le premier cargo transportant du matériel pour l'installation du pipe-line de Karatchouk Tartous.

Le port de Tartous vu sa position stratégique par rapport à la Syrie et aux pays arabes est considéré comme l'un des principaux piliers de l'infrastructure du pays. Déjà, une part importante des exportations et des importations de la Syrie et des pays arabes passe par ce port. Pour ces

raisons il a été construit suivant les normes techniques, les plus modernes et les plus récentes.

En plus de sa situation stratégique, le port de Tartous possède plusieurs avantages dont les principaux sont :

- il est desservi par une voie ferrée large, à son tour reliée au noeud principal du réseau des chemins de fer syriens
- Il a été doté de quais spéciaux pour l'embarquement des matières premières et du phosphate
- Il est le terminus de l'oléoduc qui transporte le pétrole brut syrien de la Djeziré pour l'exporter via Tartous, c'est-à-dire il assure l'exportation des millions de tonnes de pétrole par an. Il est plus proche d'Hama que les ports Libanais et le Port de Lattaquié et il n'est pas très loin de Damas (250 km.), cette ville et sa région utilisent avec succès le port de Tartous après la reconstruction de la route Damas Homs Tartous et l'achèvement du chemin de fer Damas-Homs.

Le port de Tartous est considéré comme l'un des plus importants ports situés à l'Est de la Méditerranée.

Il occupe une superficie de 300 hectares et la superficie de la baie qu'il contourne est de 120 hectares.

La première partie du programme de construction est déjà achevée (1970). Elle comporte les travaux suivants :

- deux jetées; l'une est de 2.650 mètres et la seconde est de 1.650 mètres de longueur.
- un quai n° 1, long de 800 mètres et de différentes profondeurs, pouvant accueillir des navires de 315,5 pieds de profondeur;
- quatre entrepôts d'une superficie de 32.000 m2.

- un dock spécial pour l'exportation du Phosphate et d'autre pour l'exportation du pétrole;
- un centre de production d'énergie électrique d'une puissance de 3.050 K.V.A.
- des silos de phosphates de 50.000 tonnes de capacité d'emmagasiner;
- une station pour la production d'eau potable pouvant assurer tous les besoins de port;
- un entrepôt frigorifique de 5.000 m3, etc...

La seconde étape consiste en la construction d'un 3ème quai long de 800 mètres et profond de 12 mètres, un bassin pour la réparation et l'entretien des bateaux, l'achat d'une grue flottante de 100 tonnes, deux dragueurs de 1.100 C.V., un grand nombre de grues électriques et mécaniques, etc...

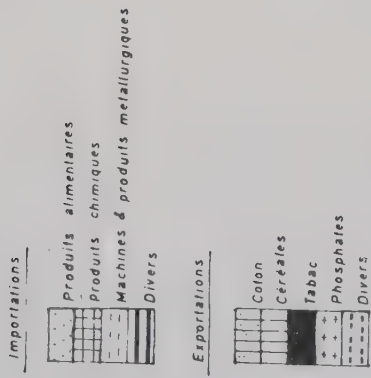
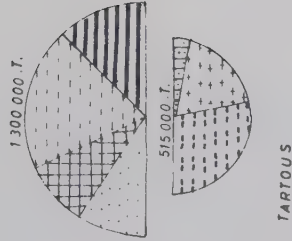
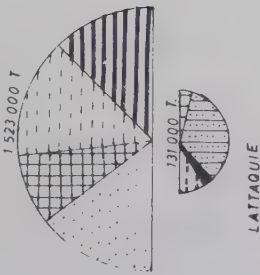
L'activité déjà réalisée dans ce port laisse croire qu'il continuera d'être une artère et prouve, d'autre part, que ce projet, sérieusement étudié, est l'une des meilleures réalisations économiques de la Syrie contemporaine.

Il est à noter que les dépenses de la construction de la première étape ont été de 100 millions de L.S. On a prévu pour le 3ème plan un montant de 26 millions de L.S. pour accomplir les travaux et installations de la deuxième étape.

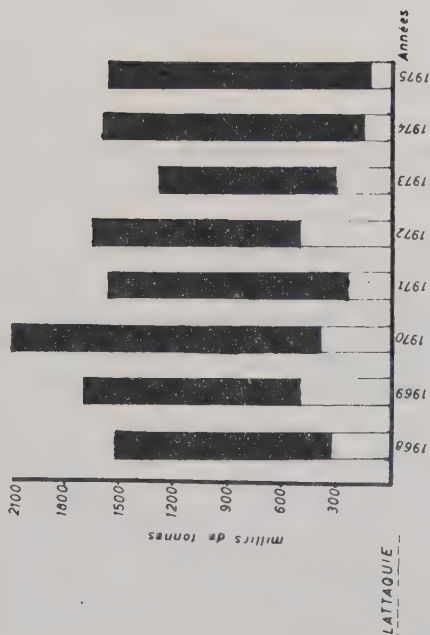
Voici l'évolution du trafic du port de Tartous, exprimée dans le tableau n° 21.

TRAFIC DES PORTS

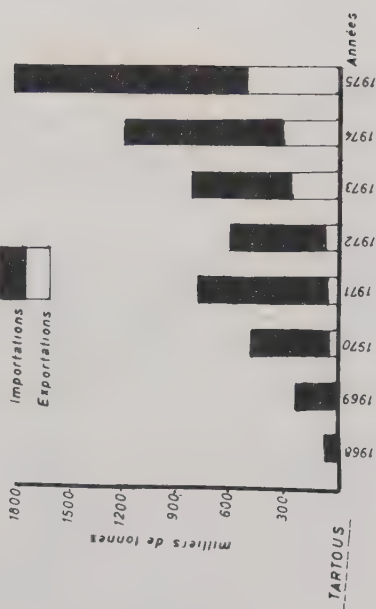
TRAFIC PAR MARCHANDISES EN 1975



EVOLUTION DU TRAFIC



- 140 bis -





TABEAU 21

Mouvement du trafic du Port de Tartous entre  
1963 et 1972 (1)

| Année | Nombre de navires |         |       | Marchandises en tonnes |         |           |
|-------|-------------------|---------|-------|------------------------|---------|-----------|
|       | Sorties           | Entrées | Total | Sorties                | Entrées | Total     |
| 1963  | 4                 | 4       | 8     |                        | 2.654   | 2.654     |
| 1964  | 19                | 19      | 28    |                        | 9.097   |           |
| 1965  | 13                | 13      | 26    |                        | 10.854  |           |
| 1966  | 16                | 18      | 34    | 224                    | 41.727  | 41.951    |
| 1967  | 27                | 26      | 53    | 618                    | 35.633  | 36.251    |
| 1968  | 95                | 94      | 189   | 848.339                | 82.126  | 930.465   |
| 1969  | 228               | 230     | 458   | 2335.882               | 206.765 | 2.542.647 |
| 1970  | 273               | 277     | 550   | 3251.854               | 386.280 | 3.908.134 |
| 1971  | 308               | 312     | 620   | 3489.686               | 704.064 | 4.193.750 |
| 1972  | 340               | 338     | 678   | 4158.000               | 541.000 | 4.699.000 |

Ainsi, nous constatons que l'importance du port de Tartous est toujours grandissante. Le rôle de ce port était négligeable avant 1966 par rapport au port de Lattaquié, tandis qu'en 1971, la totalité des marchandises entrées et sorties de Tartous est de 4.193.750 tonnes vis à vis de 1.633.000 tonnes pour le port de Lattaquié, c'est-à-dire le tonnage du trafic du nouveau port de Tartous l'emporte de beaucoup (2 fois supérieur) sur le tonnage du port de Lattaquié.

En réalité, l'augmentation remarquable, en ce qui concerne les exportations dès 1968 s'explique essentiellement par l'exportation croissante de pétrole brut syrien.

Le port de Banias

Le site de Banias n'est pas plus favorable que celui de Lattaquié pour un grand port. C'est pourquoi, il est resté un petit port

secondaire servant aux petits chalutiers et voiliers de pêche jusqu'au jour où l'I.P.C. construisit, à ses frais, un port afin d'assurer la liaison avec les grands pétroliers qui mouillent dans la rade. (Ce port a été nationalisé avec toutes les installations de l'I.P.C. en Syrie, en juin 1972).

Ce port est considéré comme un des plus grands ports pétroliers à l'Est de la Méditerranée, la quantité du pétrole irakien exportée via Banias s'est élevée de 17.058.000 tonnes en 1954, à 23.534.000 tonnes en 1960, puis elle a atteint le chiffre record en 1969 avec 29.533.000 tonnes de pétrole brut. (27 millions de tonnes, environ, en 1975).

Au point de vue tonnage ce port est le plus important en Syrie.

#### Le Port de Pêche d'Arouad

Arouad est une petite île, au large de Tartous et à 3 km. à l'Ouest de la ville (10 milles habitants). Depuis des siècles, ses habitants s'adonnent à la pêche.

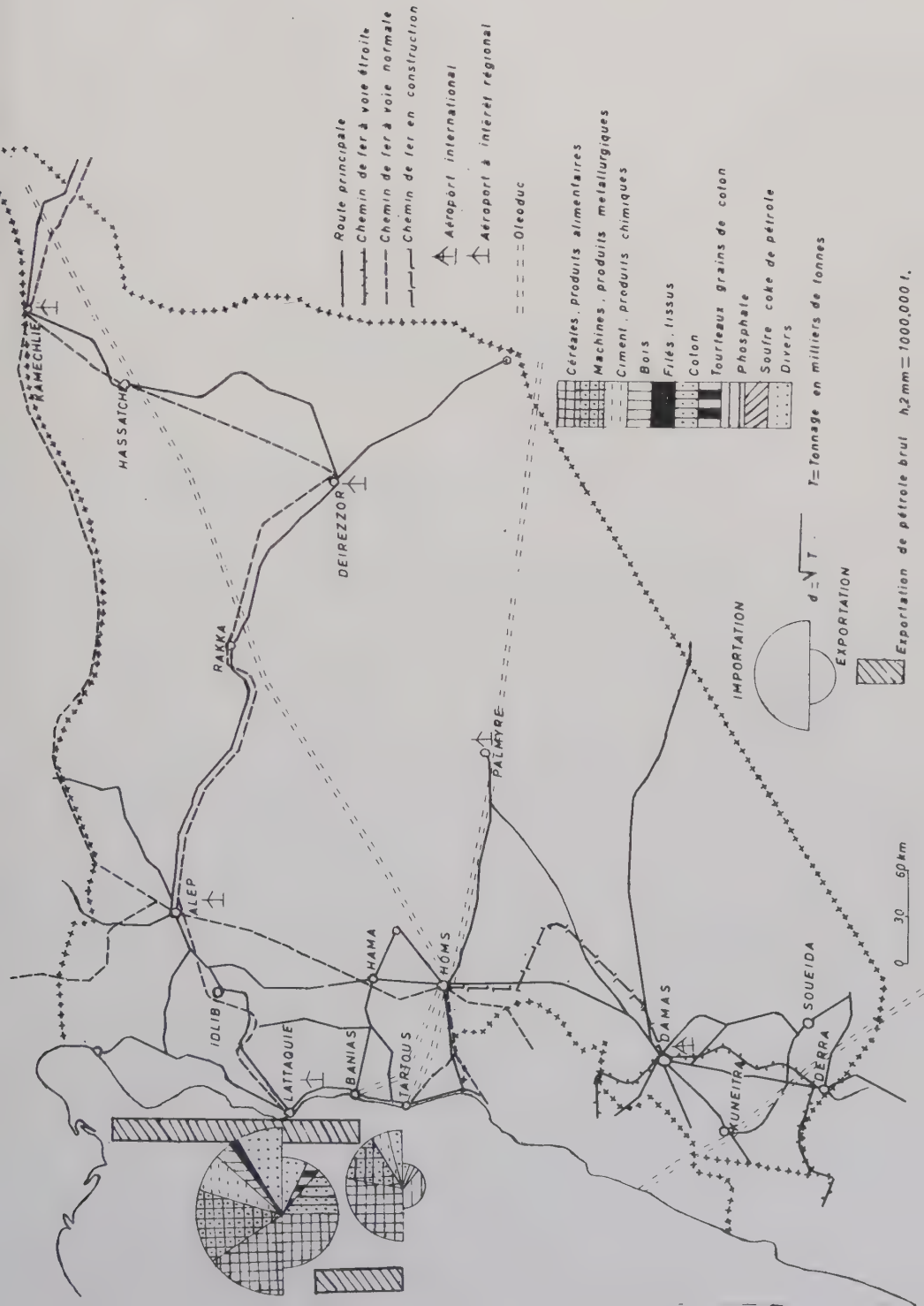
Le gouvernement, pour encourager l'activité de pêche et le tourisme entre Tartous et Arouad, a fait construire deux ports de pêche, l'un à Arouad et l'autre à Tartous (au sud du port commercial), qui ont été exécutés par la même Compagnie Yougoslave qui a construit les ports de Lattaquié et de Tartous.

Le mouvement des petits bateaux à moteur (diésel) est très actif, passionnant, constant, surtout dans la journée, on assiste à un va et vient continu entre les deux petits ports; ces bateaux transportent les touristes de Tartous à Arouad, reviennent avec eux de Arouad à Tartous; ou bien vont vers l'île pleins de ravitaillement, ou chargés de poissons pour les décharger à Tartous.

Il convient de remarquer que les équipements de nos ports sont encore loin de répondre à toutes les exigences modernes du transport

actuel, car c'est au port que le navire est construit, qu'il charge et décharge ses marchandises, qu'il se ravitaille, s'entretient et se répare.

L'ensemble de ces opérations n'est que partiellement réalisé dans nos ports. On y trouve bien sur les fonctions essentielles d'un port commercial, à savoir la manutention des marchandises, l'avitaillement des navires et quelques facilités élémentaires pour leur entretien et les réparations, compte tenu des types de navires qui les fréquentent normalement; mais nos ports souffrent encore d'un manque d'équipements et de constructions pour permettre les activités et les fonctions multiples auxquelles ils sont appelés à répondre.





## CHAPITRE IV

### LES CONDITIONS DU FINANCEMENT

#### A. L'EPARGNE ET LA FORMATION DU CAPITAL

La formation des capitaux dans les pays sous-développés s'effectue à un rythme très lent. La faiblesse de leur productivité, la modicité de leurs revenus nationaux et le bas niveau de vie de la majorité de leurs populations ne permettent pas une large épargne susceptible de fournir à l'industrie des investissements de capitaux suffisants. En plus, la répartition des richesses et des revenus dans ces pays est caractérisée par de profondes inégalités qui tendent à s'aggraver avec la croissance économique. A ce sujet, une estimation qui remonte à 1936, indique que la répartition du revenu national était comme suit : 60% de la population obtient 24,7 % du revenu national; 15% obtient 54% du revenu national et 0,5 % en obtient 3 %, etc... (1)

Selon une estimation de 1950, 75% de la population vivant de la terre n'obtient que 30 % du revenu national (2) au moment où le revenu était de 1.250 millions de L.S.

---

(1) R. Hilan, p. 221

(2) Y. Halbaoui, p. 177.

Revenu National Syrien en 1950 (1)

| <u>Sources de production</u> | <u>Revenu en millions de L.S.</u> |
|------------------------------|-----------------------------------|
| Agriculture et élevage       | 553                               |
| Industrie et artisanat       | 125                               |
| Commerce et finances         | 165                               |
| Transports et communications | 113                               |
| Services Publics             | 90                                |
| Habitations                  | 64                                |
| Bâtiments en construction    | 40                                |
| Hôtels, cafés, restaurants   | 25                                |
| Divers                       | 75                                |
|                              | -----                             |
| TOTAL .....                  | 1.250                             |

En considérant que la population syrienne est de 3.5 millions, nous remarquons que le revenu annuel par tête d'habitant est de l'ordre de 377 L.S. environ. Comparé aux pays développés ce revenu est, indiscutablement très bas. Il ne permet que difficilement la constitution d'une épargne nationale.

Or, l'essentiel du revenu national est produit par l'agriculture où la répartition du revenu marque une grande différence. Selon les estimations de Monsieur Hilan, pour l'année 1960, 80% environ de la population paysanne n'obtiennent que le quart du revenu agricole global, soit 100 L.S. par individu; les propriétaires ruraux forment environ 18% de la population rurale reçoivent 20 à 25 % du revenu total, soit entre 300 et 800 L.S. par tête; enfin 2% de la population rurale environ constituent des féodaux de la campagne et gagnent 10 à 12%, soit plus de 1.000 L.S. par personne. Le reste soit 40 à 50 % du revenu agricole, constitue la part des citadins qui s'occupent d'agriculture (propriétaires, absentéistes, exploitants et intermédiaires).

---

(1) R. Hilan, p. 225.



L'inégalité n'est pas moins criante en ce qui concerne la distribution des revenus de la population urbaine. Entre les deux guerres plusieurs facteurs contribuèrent à réduire les revenus réels des masses populaires : destruction rapide de l'artisanat et faible croissance de l'industrie moderne, afflux des réfugiés arméniens, crise économique internationale, arrêt de l'émigration depuis 1929. (1)

Après la deuxième guerre, les bénéfices dans le domaine de l'industrie, des transports et des services furent remarquables. En 1956, les bénéfices des entreprises industrielles s'élevaient à 2,5 fois leur salaire-coût; 245 % de la masse salariale dans le secteur des services en général; 260% pour le transport; 300% pour le secteur bancaire; etc...

En tenant compte de tous les éléments précédents et d'autres, ainsi que la répartition de l'habitat urbain en 1960, Monsieur Hilan donne les chiffres suivants en ce qui concerne la répartition du revenu national pour la période de 1956-1960.

1. Pour la population citadine :

67% des citadins reçoivent environ 17 à 20% des revenus non agricoles, soit quelques 300 L.S. par tête.

38% reçoivent environ le tiers des revenus non agricoles, plus de 5 à 10% des revenus agricoles, soit quelques 1.300 L.S. par tête.

Enfin 5% des citadins retiennent environ 25 à 27% des revenus agricoles, soit au total quelques 30 à 40% de l'ensemble du revenu national en plus de 10.000 L.S. par individu.

2. Pour la population totale :

75% (50% ruraux et 25% urbains) reçoivent 25% de revenu national. soit 170 L.S. par tête.

---

(1) R. Hilan, p. 226.

22% (11 x 11) gagnent 33% du revenu national, soit plus de 6.000 L.S. par personne.

Ainsi, les revenus de 75% des syriens suffisent à peine à couvrir leurs besoins de première nécessité. A l'autre extrémité les revenus très élevés des couches privilégiées, soit environ 50% du revenu national pour 10% de la population, leur permettent de conserver une part importante de leurs revenus comme épargne qui peuvent être investis dans l'industrie ou dans d'autres domaines productifs. Il ne reste en fin de compte qu'une fraction de la population, 25% environ, qui disposent de revenus moyens 25 à 30 % du R.N.

En effet la propension à épargne est variable selon la classe sociale et l'activité de chaque personne. En gros, on peut diviser, sur ce plan, la société syrienne en 3 groupes :

- Le premier : la classe pauvre, constituée par le fellah et l'ouvrier, est un groupe qui ne possède qu'un très médiocre revenu annuel et jouit d'un très bas niveau de vie. En général, ce groupe ne possède aucun excédent de revenus. Mais parfois, il arrive avec beaucoup de difficultés et uniquement en cas de bonne récoltes, à se constituer une petite épargne qu'il garde en cachette ou en pièces d'or, pour les vendre lors de l'année de disette. Cette habitude est très répandue, mais n'amasse qu'une somme infime.

- Le second : est formé de personnes à revenu fixe (employés, fonctionnaires, retraités) de petits commerçants, d'artisans et de personnes à profession libérale, en un mot, la classe moyenne de la société. Ces membres arrivent à mettre de côté, en achetant de l'or ou des bijoux, et, parfois en achetant un logement, une réserve plus ou moins appréciable. Avec la structure changeante de la société syrienne, cette réserve tend à diminuer et à trouver un autre emploi que la thésaurisation ou le placement en propriété foncière (industrie, commerce) surtout dès 1930 à 1960.

- Enfin, le troisième groupe, formé d'une fraction réduite de la population, est constitué par de grands commerçants et industriels qui sont, en leur majorité, de grands propriétaires terriens. C'est parmi eux

qu'on trouve d'abondantes réserves. Cette classe utilise ses bénéfices en les plaçant tout d'abord dans l'achat de terres. Une fois qu'elle se trouve propriétaire d'un vaste domaine et qu'elle se fait exploiter par des métayers, elle essaie de prêter à ses fellahs à un taux très élevé. Ce n'est pas qu'en troisième lieu et en particulier dans les années cinquante qu'elle accepte d'investir ses capitaux dans des affaires commerciales et industrielles.

Or, plusieurs obstacles sociologiques, techniques et scientifiques sont à la base de la faiblesse de l'épargne d'une part et d'être mal employée, d'autre part.

Une partie des déplacements de l'épargne va à l'achat des propriétés foncières. Nous avons souligné que le revenu des habitants et des bâtiments en construction s'élevait, en 1950, à plus de 100 millions de L.S. c'est-à-dire à 10% approximativement du revenu national; 927,8 millions de L.S. en 1971, soit 10,2 % du revenu national. D'autre part, une autre partie, non négligeable, va vers l'achat de bijoux et d'or (suivant les rapports des experts des Nations-Unies, 10% du revenu national de la Syrie est thésaurisé en or. (1) Or, l'instabilité politique et monétaire dans laquelle s'est trouvé le pays a accentué dans les moeurs des syriens, l'habitude de la thésaurisation et la fuite devant la monnaie nationale. Au cours de la deuxième guerre mondiale, les placements à l'étranger et les autres sorties de capital furent estimés au chiffre de 500 millions de L.S. (pour la Syrie et le Liban). Dans les années cinquante, on signale après chaque changement politique important une fuite de capitaux et de cadre à l'étranger et dès 1956, le courant prend des proportions inquiétantes. La comparaison des chiffres du R.N. avec ceux de l'investissement brut pour les années 1955 à 1965 est fort révélatrice à ce sujet (voir tableau n° 22). En effet, tandis que le R.N. continuait à s'élever rapidement depuis 1950, l'investissement global suivit le mouvement jusqu'en 1955-1956 où il atteignit son apogée, puis s'effondra en 1957. Le chiffre du P.N.B. passa de 2.4 à 3.06, à 3.1 et à 3.01 milliards de L.S. pour les années 1953, 1956,

---

(1) V. Halhaoui p. 175.

1957 et 1958, tandis que l'investissement brut évolua de 334 à 375, à 266 puis à 319 millions pour les mêmes années. En 1957, le taux de formation brute de capital était de loin le plus bas de toute la période 1950 à 1974, 8,5 % seulement (13,5 % en 1953, 13,2 % en 1963 et 15,1 en 1974).

L'observation des chiffres des années 1963 à 1965 nous conduit aux mêmes résultats avec une formation brute de capital fixe tombée à 10,2 % seulement en 1965. Selon la presse, plus de 800 millions L.S. ont fui la Syrie entre 1963 et 1965.

D'autre part, l'incitation à investir dans les différentes activités économiques du pays était presque inexistante. Le Syrien est peu accoutumé au mécanisme des investissements économiques durant la longue période de l'occupation ottomane ainsi que pour le système des dépôts en banque, avec la monnaie scripturale et avec l'achat de titres.

C'est seulement sous le régime du Mandat que le syrien a commencé le placement prudent de son argent dans les titres et dans les dépôts bancaires. Mais les troubles politiques qui se sont produits alors et la crise économique qui sévissait dans le pays n'ont pu encourager cette sorte nouvelle de placement et l'épargne n'a pu apprécier à sa juste valeur que les avantages matériels par l'achat d'action et d'obligation que pourraient se procurer leurs détenteurs. Durant la période de la seconde guerre, la plupart de l'épargne allait à la thésaurisation en or. A la fin de la deuxième guerre, la bonne gestion de quelques sociétés, déjà fondées entre les deux guerres, les appréciables bénéfices distribués à leurs actionnaires, ainsi que le développement des institutions bancaires, ont influencé suffisamment la position réservée du syrien pour diriger les disponibilités monétaires, abondantes alors dans le pays, vers des investissements à des secteurs productifs. Ce progrès certain est attesté par la constitution de multiples sociétés anonymes entre 1945 et 1956 (122 sociétés, tandis que de 1928 à 1944, 12 sociétés seulement ont été fondées). (1)

---

(1) A. Bagh. L'Industrie à Damas, p. 46.

Le manque de législation apportée pour la protection de l'épargne surtout avant l'indépendance et la fausse éducation publique ont été aggravées par un facteur déterminant resté défavorable à la collecte des capitaux, à savoir la règle coranique, qui régit la majorité de la population du pays, interdit formellement le prêt à intérêt.

Enfin, et avant 1960, notre marché monétaire et financier est très faible et mal organisé. "Les institutions sur lesquelles doit reposer un programme de développement n'existaient que sous une forme très rudimentaire. Le système bancaire qui fonctionnait dans le pays à un caractère embryonnaire". (1) Ce système est formé, en sa majorité, par des banques étrangères qui s'intéressaient plus aux opérations commerciales qu'aux affaires financières.

"Ainsi, notre marché de capitaux est extrêmement pauvre à la fois par les institutions qui s'adonnent à cette activité, et par les fonds qu'ils manipulent : le marché à long terme est presque nul, le prêt à moyen terme n'est pratiqué que depuis peu et sur emploi très restreint. Les opérations à court terme constituent la principale activité dans ce domaine". (2)

Or, le taux de l'intérêt pratiqué étant très élevé : 7-12% par les banques dans les années quarante et cinquante. En outre, les prêteurs hors banque obtenaient entre 10 et 20% et les usuriers exigeaient jusqu'à 40 %.

A partir de 1961, avec l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie nationale, le P.N.B. s'accélère à un rythme plus rapide, les possibilités de l'épargne s'améliorent et la formation brute du capital favorise l'industrie.

En effet, au cours des années 1961-1975, la réforme agraire et les nationalisations des principales entreprises dans les secteurs de

---

(1) et (2) Y. Halbaoui, p. 178.

l'industrie et du commerce et des services ont éliminé la tranche supérieure des revenus des anciennes classes, possédantes et des intermédiaires. Une grosse part de profits et des intérêts est ainsi transférée au secteur public et aux travailleurs productifs. On trouve pratiquement du même coup la grande consommation de luxe et la fuite des capitaux. Par ailleurs un code pénal sévère a été publié pour prévenir toute forme d'expatriation de capital ou de sabotage.

Durant cette période, malgré la réticence du capital privé et sa fuite massive à l'étranger, le taux de formation brute du capital fixe est nettement plus élevée que la période précédente (tableau n° 22). D'autre part la distribution de la formation brute du capital tient de plus en plus des besoins de développement comme le manifeste le tableau n° 23. La part de l'industrie de ce capital est montée de 20,7% en 1963 (2è rang) à 46,3 % en 1974 (1er rang).

Le P.N.B. lui aussi a doublé en dix ans passant de 3.980 millions de L.S. en 1963 à 8.255 millions de L.S. en 1974 (aux prix fixes de 1963). Le P.N.B. par habitant a augmenté d'une proportion de 145% dans la même période. Tout ceci indique que l'épargne et l'investissement s'acheminent dans la voie d'accroissement en recourant aux diverses formes de mobilisation des capitaux publics et privés, notamment l'augmentation de l'épargne obligatoire (imprôts et taxes sur les revenus et la production), la nationalisation et l'organisation des banques, la création de la Caisse d'Epargne, l'octroi de facilités et de garanties aux investissements arabes et nationaux, etc...

En dépit des efforts déployés dans les dernières années, la Syrie est encore loin de réaliser le taux d'épargne et de capitalisation que demande l'opération de développement rapide pour sortir de sous-développement. Une proportion de 25 à 30% du P.N.B. (18% à l'heure actuelle) devrait s'orienter vers l'investissement, particulièrement dans l'agriculture et l'industrie.





TABLEAU 23 - Répartition de la formation brute du capital fixe sur les différents secteurs économiques entre 1963 et 1974 (aux prix courants, en millions de L.S.)

|                            | 1963  | 1964  | 1965  | 1966  | 1967  | 1968  | 1969  | 1970  | 1971  | 1972  | 1973  | 1974  |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Agriculture                | 96    | 96    | 71    | 53    | 55    | 56    | 142   | 248   | 294   | 324   | 371   | 397   |
| Pourcentage                | 18,3% | 17,3% | 14,7% | 9,1%  | 8,8%  | 7,1%  | 13,8% | 25%   | 23,5% | 20,2% | 19,6% | 12,5% |
| Industrie (1)              | 109   | 119   | 111   | 174   | 207   | 257   | 288   | 178   | 339   | 606   | 611   | 1.456 |
| Pourcentage                | 20,7% | 21,5% | 22,9% | 29,8% | 33,1% | 32,6% | 28%   | 17,9% | 27,1% | 37,8% | 32,4% | 46,3% |
| transport et communication | 105   | 113   | 101   | 126   | 138   | 164   | 233   | 158   | 154   | 137   | 200   | 260   |
| Pourcentage                | 20%   | 20,4% | 20,8% | 21,6% | 21,7% | 20,9% | 22,7% | 15,9% | 12,3% | 8,5%  | 10,5% | 8,2%  |
| Logement                   | 131   | 136   | 111   | 132   | 122   | 171   | 237   | 298   | 327   | 360   | 406   | 633   |
| Pourcentage                | 24,9% | 24,3% | 22,9% | 22,6% | 19,5% | 21,8% | 23,1% | 30,1% | 26,2% | 22,4% | 21,5% | 19,9% |
| Autres secteurs            | 84    | 90    | 90    | 98    | 103   | 137   | 126   | 108   | 138   | 174   | 297   | 420   |
| Pourcentage                | 16,1% | 16,1% | 13,1% | 16,9% | 16,9% | 17,6% | 12,4% | 11,1% | 11,9% | 11,1% | 16%   | 13,1% |
| Total 100% (2)             | 525   | 554   | 484   | 583   | 625   | 785   | 1026  | 990   | 1.252 | 1.601 | 1.885 | 3.166 |

(1) Y compris l'électricité, l'eau et le gaz

(2) Sta. abs. 1976.

## B - LA PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS

A la suite des bénéfices incroyables et fabuleux enregistrés par les entreprises industrielles durant la seconde guerre, l'épargne syrienne s'est ruée vers les nouvelles entreprises analogues. Comme celles-ci eurent à traverser à leurs débuts, une période difficile, l'Etat, pour réagir contre la déception des actionnaires, s'empessa d'apporter son soutien financier, en 1949, et pour la première fois, en octroyant aux entreprises industrielles, constituées sous forme de société anonyme, des prêts substantiels, à 3% d'intérêt et pour un délai de trois ans porté plus tard à huit ans. (1)

Malgré cette initiative extrêmement utile, elle n'a plus une solution à long terme avec l'absence de la planification sur le plan de l'Etat, soit pour l'épargne, soit pour l'organisation des institutions bancaires et soit pour l'orientation des investissements vers les secteurs productifs de première nécessité. Par exemple les crédits à long terme demeurent toujours rares, les crédits à moyens termes insuffisants et le taux d'intérêt reste quand même élevé.

Dès l'accès à l'indépendance jusqu'à 1960, la planification en Syrie a été limitée à l'élaboration de programmes sectoriels consistant en un nombre restreint de projets ayant des rapports plus ou moins étroits les uns avec les autres. La planification d'ensemble n'a commencé qu'en 1960 avec la création du Ministère de la Planification et de la préparation du premier plan quinquennal syrien 1960-1965. Mais l'idée remonte à l'année 1948, à la suite du rapport demandé par le gouvernement syrien à la mission de Sir Alexander Gibb. Le bilan de développement de dix ans que proposait cette mission ne fut pas agréé. En 1953, la mission de la Banque Internationale de Reconstruction et de développement (B.I.R.D.) proposa, à son tour, un plan d'investissement de 7 ans qui donna lieu à un budget d'investissement.

La loi n° 133 du premier septembre 1958 promulga un plan décennal de développement économique; mais il s'agissait surtout d'une liste de projets de travaux d'irrigation, d'électrification, de transports, et de quelques projets industriels dont le coût total se chiffrait à 2.139 millions

---

(1) Notes et Etudes documentaires n° 2041, 5 juillet 1955.

de L.S. Ce n'est qu'en 1960 que le principe d'une planification, non seulement sectorielle, mais intégrale, fut admis. Les objectifs et les méthodes de cette planification furent exposés dans le décret-loi n° 232 du 17 juillet 1960. Le lendemain, le premier plan quinquennal de développement économique et social (1960-1965) étant approuvé par le décret présidentiel n° 1327. Avec quelque retard, un second plan quinquennal suivit (1966-1970), promulgué par le décret législatif n° 86 du 6 août 1966. Le troisième plan qui comme la période 1971-1975 fut promulgué par le décret législatif n° 8 du 31 janvier 1971.

Le revenu national de la Syrie, estimé durant l'année de base (1959-1960) à 2.400 millions de L.S. devait atteindre à la fin de la deuxième année 4.800 millions de L.S. La moyenne annuelle de développement de ce revenu devait, donc être de l'ordre de 7,2 % compte tenu de l'accroissement de la population qui était évaluée à 2.5 % par an, l'augmentation annuelle du revenu individuel devait atteindre 4,7 %.

Le premier plan quinquennal se donnait comme objectif essentiel d'augmenter le revenu national de 40%, estimé à 2.400 millions de L.S. durant l'année de base, il devait être porté à 3.360 millions en 1965.

Pour atteindre ce but, le volume global des investissements avait été fixé à 2.720 millions de L.S. répartis entre les différents secteurs économiques et sociaux comme suit :

Répartition des investissements dans le 1er plan

| <u>Secteurs :</u>                                               | <u>Montant</u> | <u>Pourcentage</u> |
|-----------------------------------------------------------------|----------------|--------------------|
| Agriculture et irrigation                                       | 1.100          | 40,4 %             |
| Industrie, mines et pétrole                                     | 509            | 18,7 %             |
| Transports et communications                                    | 537            | 19,7 %             |
| Habitat                                                         | 260            | 9,6 %              |
| Services publics et sociaux                                     | 234            | 8,3 %              |
| Constitution de réserves (matières premières et produits frais) | 90             | 3,3 %              |
|                                                                 | -----          | -----              |
| TOTAL                                                           | 2.720          | 100 %              |

Sur ce total, la part réservée au secteur privé représentait 100 millions de L.S., et celle incombant au secteur public 1.720 millions de L.S.

L'accroissement de la production nationale a été estimé à 41,5 % à l'issue de la 5ème année, en provenance de deux facteurs : l'accroissement de la productivité estimé à 24,5 % et la progression du nombre d'emplois, estimée à 34,4 % au terme de la cinquième année.

A la fin de 1964, alors que s'achève le premier plan, le revenu national, est en fait porté à 3.594 millions de L.S. (prix 1956). L'objectif global du plan est donc dépassé.

Mais si nous comparons la répartition par secteur du revenu national en 1960 et 1964, nous relevons qu'en 1960 l'agriculture représentait 29,1 % du revenu national et l'industrie 15%; ces pourcentages n'ont pas évolué dans le sens que proposait le plan : en 1964, l'agriculture représentait 36,8 % et l'industrie 12,9 du revenu national; le plan entendait au contraire accroître la part de l'industrie dans le revenu national et réduire celle de l'agriculture (voir tableau n° 24).

TABLEAU 24 (1) - Répartition du revenu national selon les secteurs économiques de 1960 à 1964

| Secteurs                        | 1960: %     | 1961 : %   | 1962 : %     | 1963 : %     | 1964 : %     |
|---------------------------------|-------------|------------|--------------|--------------|--------------|
| Agriculture                     | 660: 29.1   | 829:33.2   | 1.241 : 38.9 | 1.200 : 36.2 | 1.325 : 36.8 |
| Industrie                       | 341: 15.0   | 352:14.1   | 387 : 12.1   | 443 : 13.3   | 467 : 12.9   |
| Construction de bâtiment        | 117: 5.1    | 117: 4.7   | 181 : 5.6    | 130 : 3.9    | 145 : 4.0    |
| Transports                      | 258: 11.3   | 249: 9.9   | 290 : 9.1    | 301 : 9.0    | 332 : 9.2    |
| Commerce                        | 308: 13.5   | 336:13.4   | 420 : 13.1   | 536 : 16.1   | 568 : 15.8   |
| Finances                        | 45: 1.9     | 32: 1.2    | 49 : 1.5     | 53 : 1.6     | 51 : 1.4     |
| Loyers                          | 170: 7.9    | 178: 7.1   | 184 : 5.7    | 132 : 5.8    | 203 : 5.6    |
| Gouvernement                    | 182: 8.0    | 302: 8.1   | 222 : 6.9    | 297 : 7.1    | 273 : 7.5    |
| Services                        | 184: 8.1    | 200: 8.0   | 209 : 6.5    | 219 : 6.6    | 230 : 6.4    |
| Total (2)                       | 2.265: 100% | 2.496:100% | 3.183 : 100% | 3.311 : 100% | 3.594 : 100% |
| (en millions de L.S. prix 1956) |             |            |              |              |              |

(1) F. Fathi p.193 (La Syrie sur la voie de la Planification, du Développement Economique et Social).

(2) L'année 1965 a été annexée au 1er plan achevé le 3 juin 1964.

Bien que le second plan ne soit que la deuxième étape du plan décennal élaboré en 1960 pour les années 1960-1970, il se distingue du premier, par les conséquences qu'il doit subir à la suite des changements profonds intervenus dans le régime et la politique économique du pays depuis la mise en exécution du 1er plan.

En supposant que la première partie du plan décennal (le 1er plan) a réussi à réaliser une croissance de 40% du revenu national comme il était prévu, il faudrait que la seconde partie (le 2ème plan) permette une augmentation du revenu national de 60% si l'on tient à ce que ce dernier soit doublé en dix ans. Par conséquent, le revenu national devrait passer de 3.695 millions de L.S. durant l'année de base (1965) à 5.230 millions la cinquième année du plan (1970).

Dans le second plan, le volume global d'investissements marque une augmentation sensible sur le premier : 4.955 millions de L.S. au lieu de 2.720 (voir tableau n° 26). La moyenne annuelle d'investissements atteint presque un milliard contre 540 millions dans le premier plan.

Selon le tableau n° 22, le revenu national net (au prix du marché) en 1970 était de 5.363 millions de L.S. (1) c'est-à-dire, que l'objectif global du Plan est dépassé.

Le troisième plan quinquennal a été basé sur le principe de l'évolution équilibré. Le taux d'accroissement annuel du produit national brut a été fixé à 8.2 % résultant d'importants investissements devant atteindre en 1975, le chiffre de 7.845 millions de L.S. (6.447 millions investissements publics.

Le taux d'accroissement de l'épargne locale a été fixé à 14,8 % par an de sorte qu'il passera en 1975 à 199,2 % par rapport au niveau de l'année de base 1970 et que la proportion de l'ensemble de l'épargne locale par rapport au produit intérieur brut passera de 12.9 % en l'année de base à 17,4 % en 1975.

---

(1) Statistiques du Bureau Central de statistiques qui ne correspondent pas avec les chiffres donnés par les statistiques des plans.

Les investissements du secteur public qui constituent environ 79,2 % du volume total des investissements sont répartis de la manière suivante:

TABLEAU 25 - Répartition des investissements publics dans le 3ème Plan  
(en milliers de L.S.) (1)

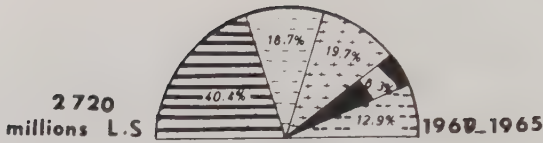
| Secteurs                                 | Investissements<br>publics | %     |
|------------------------------------------|----------------------------|-------|
| Projet de l'Euphrate                     | 1.593.000                  | 24.7  |
| Irrigation et bonification des<br>terres | 211.756                    | 3.3   |
| Agriculture                              | 436.122                    | 6.8   |
| Industrie                                | 1.172.976                  | 18.2  |
| Energie et carburant                     | 1.012.808                  | 15.7  |
| Transport et communication               | 783.045                    | 1.21  |
| Affaires municipales et bâtiments        | 585.885                    | 9.1   |
| Services publics                         | 525.764                    | 8.2   |
| Commerce intérieur                       | 124.696                    | 1.9   |
| TOTAL .....                              | 6.447.053                  | 100 % |

TABLEAU 26 (2) - Répartition des investissements du 2ème Plan (en Millions LS)

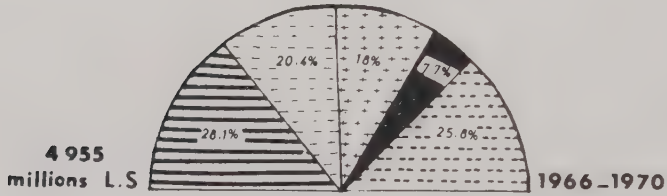
| Secteurs                                                 | Investisse-<br>ments | Le revenu na-<br>tional à l'an-<br>née de base<br>avec l'Euphra-<br>te | L'accroisse-<br>ment du R.N.<br>durant le<br>plan | Le revenu :<br>national du<br>plan à la<br>5ème année<br>avec l'Euphrate |
|----------------------------------------------------------|----------------------|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| Irrigation, Agriculture<br>bonification                  | 742                  | 1.714                                                                  | 328                                               | 1.498                                                                    |
| Industrie, mine, énergie                                 | 1.010                | 630                                                                    | 470                                               | 1.100                                                                    |
| Transports                                               | 894                  | 347                                                                    | 163                                               | 510                                                                      |
| Services publics, habi-<br>tat et travail popula-<br>ire | 1.278                | 396                                                                    | 292                                               | 688                                                                      |
| Services                                                 | 201                  | 1.251                                                                  | 183                                               | 1.434                                                                    |
| Annuités de la dette                                     | 179                  |                                                                        |                                                   |                                                                          |
| Projet de l'Euphrate                                     | 650                  | avec l'agric.                                                          | 99                                                | avec l'agr.                                                              |
| TOTAL                                                    | 4.955                | 3.695                                                                  | 1.535                                             | 5.230                                                                    |

(1) Source 3° Plan (la source de financement du 3° Plan est : 5.209,827 mille LS ressources locales et 1.237.226 mille L.S. facilités de crédit de l'étranger

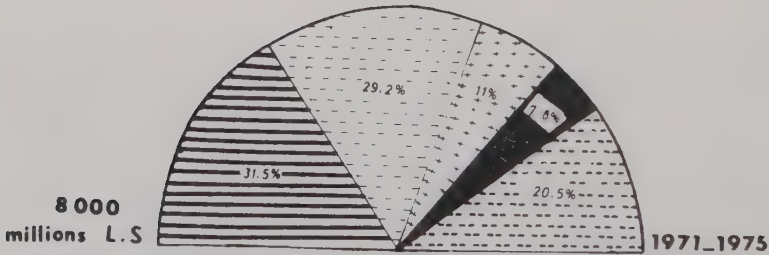
(2) Source : Second Plan Quinquennal p. 55.



1<sup>er</sup> Plan



2<sup>e</sup> Plan



3<sup>e</sup> Plan



## INVESTISSEMENTS DES TROIS PLANS

### QUINQUENNAUX

(Répartition sectorielle)



Les montants à investir dans le projet de l'Euphrate restent l'investissement majeur du 3ème plan comme il était dans le Second Plan.

En ce qui concerne la relation industrie-agriculture, le principe vise la transformation de la Syrie d'un pays agricole sous-développé en pays agricole et industriel évolué. A cet effet, il est nécessaire d'établir un ordre de priorité en ce qui concerne la répartition des investissements sur les différents secteurs économiques. Le secteur industriel prend la première place, il est suivi par l'agriculture, les transports, le logement et les services, de sorte que le secteur industriel contribue à la formation du revenu national dans une proportion non inférieure à celle du secteur agricole. C'est pour cela que le 3ème plan prévoit d'investir un montant de 2.336.784.000 L.S. dans le domaine industriel (y compris le pétrole et l'électricité).

Effectivement, grâce à cette orientation, la participation de l'industrie au P.N.B. augmentait d'une manière constante. A la fin du 3ème plan l'industrie est devenue le premier secteur économique par son produit brut avec 1793 millions de L.S., soit 21,7% du P.N.B. en 1974, contre 18,6 pour l'agriculture (voir tableau n° 27).

TABEAU 27 - Structure du P.N.B. selon les secteurs économiques entre 1953 et 1974 (en pourcentage)  
aux prix fixes de 1963. (1)

|                                       | 1953 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 |
|---------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| :Agriculture                          | 36.6 | 24.9 | 20.7 | 25.4 | 32.3 | 31.3 | 25.2 | 25.0 | 27.9 | 22.9 | 25.6 | 20.5 | 19.2 | 22.5 | 15.9 | 18.6 |
| :Industrie                            | 13.1 | 17.9 | 18.7 | 17.4 | 14.7 | 15.7 | 16.3 | 16.7 | 16.9 | 17.4 | 18.2 | 19.8 | 19.5 | 19.5 | 20.3 | 21.7 |
| :Commerce                             | 19.0 | 21.6 | 21.9 | 18.5 | 18.6 | 17.8 | 17.3 | 19.0 | 8.9  | 10.6 | 10.0 | 11.1 | 12.9 | 9.6  | 13.7 | 10.6 |
| :Transports                           | 8.9  | 9.9  | 10.3 | 9.9  | 9.4  | 8.4  | 8.8  | 9.0  | 8.9  | 10.6 | 10.0 | 11.1 | 12.9 | 9.6  | 13.7 | 10.6 |
| :Finances                             | 1.7  | 2.0  | 2.3  | 2.4  | 1.9  | 1.9  | 2.5  | 1.9  | 1.6  | 1.9  | 1.9  | 2.1  | 2.1  | 2.3  | 2.3  | 2.3  |
| :Loyers et constructions de bâtiments | 12.0 | 11.4 | 12.9 | 12.2 | 9.7  | 9.5  | 9.4  | 10.3 | 9.6  | 10.2 | 9.1  | 9.0  | 9.1  | 8.5  | 9.4  | 7.7  |
| :Services et autres secteurs          | 8.7  | 12.3 | 13.2 | 14.4 | 13.4 | 15.4 | 16.5 | 18.1 | 17.8 | 19.5 | 17.4 | 19.7 | 20.4 | 20.7 | 23.5 | 23.1 |

(1) D'après Statistical Abstract 1976.

## C - LE ROLE DES INSTITUTIONS BANCAIRES

### a) La situation du secteur bancaire avant la nationalisation

Dès 1959, sous le régime de la R.A.U. et jusqu'à 1966, le secteur bancaire a été l'objet de plusieurs transformations essentielles, qui, d'une part, ont directement influé sur sa constitution et ses structures fondamentales, et d'autre part, ont dirigé et orienté son activité conformément à l'intérêt de l'économie nationale.

Donc, il est nécessaire de connaître les caractéristiques du secteur bancaire, sa situation, et les conditions de son fonctionnement avant la nationalisation afin de mieux se rendre compte de la portée et de la profondeur des transformations qui y sont intervenues ainsi que des moyens à mettre en oeuvre pour l'établissement des nouvelles structures du secteur bancaire. à la lumière de l'analyse de l'activité des banques et de ses répercussions économiques générales et industrielles en particulier.

Les principales caractéristiques du secteur bancaire avant la nationalisation de 1963 sont les suivantes :

1. Retard dans la création de la banque centrale et absence de contrôle sur les banques.
2. Déséquilibre de la structure bancaire.
3. Faiblesse de l'extension des services bancaires
4. Domination des banques étrangères.

#### 1. Retard dans la création de la banque centrale et absence de contrôle sur les banques

En Mai 1949, le gouvernement syrien promulgue une loi établissant l'indépendance de sa monnaie.

Le décret législatif n° 87 promulgué le 28 mars 1953 a pour but l'organisation du statut monétaire; il porte sur la création d'un conseil

de la Monnaie et du Crédit et comporte une partie concernant l'établissement de la Banque Centrale, mais il remet l'application de cette partie à la date où il sera possible de retirer à la Banque de Syrie et du Liban son privilège d'émission (société française dont le siège social était à Paris et qui avait des succursales et des branches dans toutes les villes de Syrie et du Liban; elle avait été établie selon la convention de 1938). A cet effet, une convention de liquidation des privilèges de l'émission de la Banque de Syrie et du Liban fut signée le 1er septembre 1955 en échange de 2.300.000 L.S.

Le 1er août 1956, la Banque Centrale de Syrie fut inaugurée.

En outre, jusqu'en 1953, le système bancaire en Syrie demeurait sans contrôle; les banques opéraient indépendamment de tout contrôle gouvernemental. Cette absence totale de contrôle gouvernemental sur l'appareil bancaire devait aboutir, à de nombreuses déficiences dans l'activité générale des banques, se caractérisant par une inefficacité chronique et notoire. Cette période a pris fin avec la promulgation du décret n° 87 sur le statut monétaire, qui introduisit la notion de contrôle gouvernemental sur l'activité des banques. Mais ce décret n'a pu supprimer toutes les insuffisances dans le fonctionnement du système bancaire qui demeurait dans son ensemble, empreint d'un caractère étranger (non national) hétérogène, de sorte qu'il était incapable de s'harmoniser avec l'évolution économique et sociale du pays.

En somme, à la veille des transformations socialistes survenues dans l'économie nationale en Syrie, le secteur bancaire était largement désorganisé et désuni pour pouvoir s'adapter aux nouvelles conditions économiques et financières du pays. Son organisation était donc une nécessité de première importance.

## 2. Déséquilibre de la structure organique des banques

Le déséquilibre de la structure organiques des banques se manifestait par l'insuffisance du rôle joué par les banques aussi bien dans la collecte des fonds d'épargne que dans l'utilisation et l'orientation de ces fonds. Le système bancaire était constitué principalement par les banques commerciales, installées toutes dans les grandes villes, ce qui limitait le béné-

fices des services bancaires aux citadins et privait les habitants des autres régions, et surtout les régions agricoles, du bénéfice de ces services, incrustent en eux l'habitude de la thésaurisation, si préjudiciable à l'individu et à la société.

Le tableau suivant nous permet de constater cet effet.

TABLEAU 28 (1) Evolution de l'extension des succursales des banques commerciales privées dans les différentes villes syriennes entre 1948 et 1957

| om de<br>ille                | 1948 | 1949 | 1950 | 1951 | 1952 | 1953 | 1954 | 1955 | 1956 | 1957 | 1957 | Nombre d'habitants<br>: en : par succursale : |        |
|------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-----------------------------------------------|--------|
|                              | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | milliers                                      | :      |
| amas                         | 7    | -    | 2    | -    | 3    | 2    | 3    | 1    | -    | -    | 18   | 409                                           | 22.720 |
| lep                          | 6    | -    | 2    | -    | 1    | 1    | 3    | 1    | -    | -    | 14   | 408                                           | 29.140 |
| ama                          | 2    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | 2    | 168                                           | 84.000 |
| oms                          | 2    | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | 3    | 133                                           | 44.330 |
| attaqué                      | 1    | -    | 1    | 1    | 1    | 1    | 3    | -    | 1    | -    | 9    | 90                                            | 10.000 |
| eir-ez-Zor                   | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | 50                                            | 50.000 |
| dlab                         | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | 27                                            | 27.000 |
| amechlie                     | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | -    | 2    | 23                                            | 11.500 |
| oueida                       | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | 13                                            | 13.000 |
| eraa                         | -    | -    | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | 13                                            | 13.000 |
| artous                       | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | 8                                             | 8.000  |
| akka                         | -    | -    | -    | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | 13                                            | 13.000 |
| anias                        | -    | -    | -    | -    | 1    | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | 8                                             | 8.000  |
| assatché                     | -    | -    | -    | -    | -    | 1    | -    | -    | -    | -    | 1    | 8                                             | 8.000  |
| TAL EN LS                    | 23   | 1    | 6    | 2    | 6    | 5    | 9    | 2    | 2    | -    | 56   | :                                             | :      |
| venu par habitant            | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :    | :                                             | :      |
| pôts privés par<br>habitant  | :    | 21:  | 23:  | 26:  | 34:  | 35:  | 36:  | 42:  | :    | :    | :    | :                                             | :      |
| édits privés par<br>habitant | :    | 46:  | 75:  | 100: | 120: | 112: | 105: | 112: | :    | :    | :    | :                                             | :      |

(1) A.F. Azmeh p.401. (L'évolution de la Banque Commerciale dans le cadre de la R.A.U. de 1920 à 1957).

Donc la plupart des établissements bancaires sont réunis dans les centres commerciaux du pays tels que : Damas, Alep et Lattaquié, et n'atteignent pas toutes la couche de la population. En 1957, sur 56 succursales et agences de banques commerciales que compte l'ensemble du pays, 41 se trouvaient dans les trois villes citées précédemment.

En considérant le nombre d'habitants par succursales, Damas en a une pour 23.000 habitants environ, tandis qu'Alep a une succursale pour 29.000 habitants, Hama une pour 84.000 habitants, Homs une pour 44.000 habitants et Deir-ez-Zor une pour 50.000 habitants.

D'autre part, à la même date, pour l'ensemble de la Syrie sur un total de dix villes de 10.000 à 15.000 habitants, quatre seulement sont desservies par des agences de banques. Il reste aussi presque 34 petites villes de 5.000 à 10.000 habitants qui sont totalement dépourvues de services bancaires.

Or, le tableau montre que le total des dépôts privés auprès des banques commerciales, représentait, en 1951, une somme de 21 L.S. par habitant et elle a plus que doublée en 1957. En même temps, la part moyenne de crédits utilisés a été de 46 L.S. en 1951 contre 112 L.S. en 1957 pour chaque habitant.

Ainsi, étant donné que la réalisation du développement industriel dépend, en premier lieu, du volume de l'épargne et des investissements, l'inexistence d'un système bancaire évolué et efficace diminue le volume de l'épargne et affaiblit la capacité des banques de canaliser l'épargne vers des investissements productifs.

En ce qui concerne l'exploitation et l'utilisation des dépôts de l'épargne par les banques commerciales, cette opération a été rendue difficile par la durée même de ces dépôts. Voulant conserver leur liquidité et leur solvabilité, les banques commerciales s'abstenaient d'affecter leurs disponibilités à des projets à rendement lointain ou d'accorder des prêts à long terme, arguant des instructions bancaires traditionnelles. Quant aux

dépôts à court terme, même en cas de prorogation de leur durée, s'ils sont valables pour le financement de l'achat de certaines matières premières ou pour la transformation des produits agricoles, ils ne peuvent cependant être investis dans des projets sérieux de développement économique.

De toute façon, même en cas de financement à court terme, d'importants secteurs de l'économie nationale, tels que le secteur agricole et le secteur industriel, étaient privés du bénéfice du crédit et des services bancaires, alors que le secteur commercial s'appropriait la part du lion. En dépit de la création de la Banque Agricole et coopérative et de la banque industrielle, cette situation ne changea guère jusqu'à la nationalisation des Banques. (1)

Nous présentons, ci-après, un tableau, qui montre que l'évolution des crédits bancaires ne se répercute pas de la même façon.

Répartition de crédits bancaires entre les secteurs économiques  
(2) (Montants en millions de L.S. et pourcentage des crédits privés)

|        | :Commer- | %    | :Indus-  | %    | :Agri-   | %    | :divers: | %    | :Total     |
|--------|----------|------|----------|------|----------|------|----------|------|------------|
|        | : ce :   |      | : trie : |      | : cultu- |      | :        |      | : des :    |
|        | :        |      | :        |      | : re :   |      | :        |      | : crédits: |
| : 1951 | : 79.0:  | 68.6 | : 16.1   | 14.0 | : 12.0   | 10.4 | : 8.1    | 7.0  | : 115.1 :  |
| : 1952 | : 100.0: | 68.5 | : 20.0   | 13.7 | : 15.0   | 10.3 | : 10.9   | 7.5  | : 145.9 :  |
| : 1953 | : 129.0: | 56.6 | : 29.0   | 12.7 | : 20.0   | 8.7  | : 50.2   | 22.0 | : 228.2 :  |
| : 1954 | : 291.4: | 75.0 | : 54.8   | 14.0 | : 32.4   | 8.4  | : 10.0   | 2.6  | : 388.6 :  |
| : 1955 | : 282.5: | 69.4 | : 55.2   | 13.6 | : 39.9   | 9.8  | : 29.5   | 7.2  | : 407.1 :  |
| : 1956 | : 302.9: | 71.3 | : 59.9   | 14.1 | : 38.1   | 9.0  | : 23.7   | 5.6  | : 424.6 :  |
| : 1957 | : 318.2: | 68.0 | : 67.3   | 14.4 | : 58.9   | 12.6 | : 22.4   | 5.0  | : 466.8 :  |

(1) Syrie et Monde Arabe. Juillet-août 1970. p. 47.

(2) A.F. Azmeh p. 366 précité.



De ce tableau on peut dégager les remarques suivantes :

- le volume des crédits destinés à l'économie syrienne a connu, dans son ensemble, un accroissement continu. Ce volume qui était de l'ordre de 115 millions de L.S. a presque doublé entre 1951 et 1953 et même quadruplé entre 1953 et 1957.
- Le secteur de commerce prend la part du lion dans le total des crédits. Cette part représente un pourcentage variant entre 57% et 75% du total des crédits privés.
- L'industrie a bénéficié de crédits de plus en plus larges.

C'est surtout au cours de la dernière année (1957) que les crédits à l'industrie ont marqué une progression notable, passant de 16 millions de L.S. en 1951 à 67.3 millions en 1957. Cependant, la part prise par l'industrie, dans l'ensemble des crédits dispensés par les banques commerciales, reste faible. Cette part, en effet, n'a jamais dépassé la proportion de 15%.

Quant au financement de l'industrie, proprement dite, la contribution des banques commerciales s'effectuait de deux manières :

1. Financement saisonnier accordé pour une période qui n'excède pas une rotation industrielle, qui vise le stockage des matières premières, l'achat de combustibles et le paiement des salaires ouvriers.

2. Prêts à moyen terme accordés pour une expansion ou un achat de matériels industriels. En effet, ce genre de prêts n'est accordé aux industriels que par le truchement de l'Etat.

Ainsi, lorsque ce problème se posa en 1949, l'Etat ne put le résoudre qu'en vertu d'une loi spéciale donnant au Ministère des Finances le droit de garantir les sociétés industrielles anonymes auprès des établissements de crédit. Même cette aide substantielle s'avéra insuffisante à assurer l'expansion du secteur industriel car cette loi n'a été exactement instituée que pour les entreprises déjà existantes.

### 3- Faiblesse de l'extension des services bancaires

L'opération de développement économique exige des ressources locales et des capitaux intérieurs dont la provenance principale est constituée par les épargnes de la société. L'appareil bancaire, de par sa fonction, est chargé de regrouper les dépôts des épargnants et de les canaliser vers des activités et des projets à rendement économique. Etant donné qu'en Syrie, les banques commerciales étaient l'unique institution qui acceptait les dépôts des épargnants, la faiblesse de l'extension des services bancaires auprès du public, c'est-à-dire la réticence des épargnants à déposer leurs épargnes dans les banques et à utiliser le système des chèques pour le règlement de leur obligation et le paiement, limitaient la capacité de l'appareil bancaire à constituer des dépôts et à contribuer efficacement au financement de l'opération de développement industriel en particulier. Les raisons qui ont empêché l'extension des services bancaires peuvent être résumées comme suit :

- Le niveau relativement bas des revenus.
- L'interdit religieux relatif à la perception des intérêts sur les prêts.
- La diffusion de l'habitude de la thésaurisation.
- L'absence ou la faiblesse du rôle joué par la publicité et l'éducation nationale.
- L'hégémonie de longue durée exercée par les banques étrangères, sur les banques nationales.
- L'inexistence de fonds et de caisse d'épargne.
- L'insuffisance des branches et des services bancaires dans les Mouhafazats.
- L'instabilité politique.

### 4 - Domination des banques étrangères

Jusqu'en 1953, il n'existait pas en Syrie un système bancaire national. Les banques installées dans le pays étaient des succursales de banques étrangères dont l'objectif était de faciliter les opérations du commerce extérieur et d'exploiter leurs dépôts à l'étranger, en s'efforçant de mettre la main sur les principales récoltes dont elles assuraient la commercialisation et l'écoulement dans le pays de leurs maisons-mères. En conséquence, ces banques étaient soumises, dans leur administration et leur politique d'investissement,

aux instructions qu'elles recevaient de leurs directions centrales dans les pays étrangers, sans prendre aucunement en considération l'intérêt véritable et réel de la Syrie, aussi bien sur le plan économique que sur le plan financier.

En effet, la Syrie comptait, en 1951, 9 établissements de crédits 5 sous forme de succursales des grands établissements de crédit d'Europe et 4 sous forme de succursales des banques des pays arabes. A côté de ces institutions, il existait quelques maisons d'escompte syriennes, qui n'ont pu arriver à avoir la forme de banques commerciales qu'en 1957.

Ce réseau bancaire était étendu sur le territoire syrien en 32 agences établies dans les principales villes.

En 1957, l'organisation bancaire accuse de nouvelles transformations, le tableau suivant nous permet d'en avoir une idée.

(1) Evolution du nombre de banques commerciales en Syrie.

|                     | Nombre d'établissements |      | Nombre de succursales ou agences établies |      |
|---------------------|-------------------------|------|-------------------------------------------|------|
|                     | 1951                    | 1957 | 1951                                      | 1957 |
| Banques européennes | 5                       | 7    | 23                                        | 27   |
| " arabes            | 4                       | 9    | 9                                         | 23   |
| " syriennes         | -                       | 5    | -                                         | 6    |
| Total               | 9                       | 21   | 32                                        | 56   |

D'après les statistiques de la Banque Centrale de Syrie pour l'année 1957 (juin) l'activité bancaire en Syrie est partagée entre ces catégories de banques dans les proportions suivantes :

(1) A.F. Azmeh. p. 216.

|                     |       |
|---------------------|-------|
| Banques européennes | 55 %  |
| Banques arabes      | 32 %  |
| Banques syriennes   | 13 %  |
|                     | ----- |
| . Total .....       | 100 % |

L'absence de toute législation bancaire durant la période de mandat, rendit les banques libres de traiter les opérations financières et commerciales qu'elles jugeaient utiles et rentables.

Les grandes banques françaises s'intéressèrent à la Syrie et y procédèrent, sous l'impulsion de la puissance mandataire, à la création de succursales ou filiales qui s'employèrent avec succès à leur essor. Cinq établissements de banque français exercèrent leur activité en Syrie : La Banque de Syrie et du Liban (1919), la Banque Française de Syrie (1919), le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie (1920), la Compagnie Algérienne (1931) et le Crédit Foncier de Syrie.

En ce qui concerne les autres banques étrangères, "l'Italie tout d'abord avait préparé un plan d'extension économique à l'usage de tout l'Orient, et dans lequel la Syrie, contrée traditionnelle des échanges, fut incorporée". (1)

A côté de la Banca Commerciale Italiana, puis de la Banca Italiana di Sconto, qui travaillaient en Asie Mineure, la Banca di Roma (1919) ouvrit des agences et des succursales dans les villes principales de la Syrie en vue d'entretenir et de consolider les débouchés italiens en Syrie.

Or, le Ministère de l'Economie, en commentant fin juin 1959 les premières lois d'arabisation des banques en Syrie, relevait qu'il était anormal que les banques nationales n'occupent qu'une faible part dans l'activité bancaire du pays, il donnait à l'appui de cette affirmation les pourcentages suivants, qui peuvent nous éclairer sur la situation des banques étrangères en Syrie en 1959. (2)

---

(1) A.F. Azmeh p. 113.

(2) Le Commerce du Levant, 2 juillet 1960.

| %<br>de l'activité | Banque<br>nationale | Banque<br>arabe | Banque<br>étrangère | TOTAL |
|--------------------|---------------------|-----------------|---------------------|-------|
| Fonds propres      | 26.3                | 27.7            | 46.0                | 100   |
| Placements         | 25.3                | 32.1            | 42.6                | 100   |
| Dépôts             | 34.3                | 39.4            | 26.3                | 100   |

D'après les statistiques de la Banque Centrale de Syrie, les banques étrangères accaparaient, à la fin de 1956, une proportion de 62% environ de l'ensemble des ressources des banques commerciales atteignant 5,013.000.000 L.S.

Les ressources des banques étrangères étaient réparties comme suit :

| Nature des ressources         | en<br>millions<br>de L.S. | % par rapport<br>au total des<br>ressources des<br>banques com-<br>merciales | % par rapport<br>au total des<br>ressources des<br>banques étran-<br>gères |
|-------------------------------|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| . Dépôts                      | 75.8                      | 42.50                                                                        | 26.19                                                                      |
| . Prêts de la banque centrale | 112.9                     | 82.00                                                                        | 38.49                                                                      |
| . Prêts de l'étranger         | 70.6                      | 74.08                                                                        | 24.07                                                                      |
| . Capitaux privés             | 33.0                      | 54.90                                                                        | 11.25                                                                      |
| TOTAL                         | 293.3                     |                                                                              | 100.00                                                                     |

Quant aux opérations de prêts et de crédits, les banques étrangères accaparaient, à la fin de 1956, une proportion de 65,34 % de l'ensemble des opérations de prêts et de crédits effectués par les banques commerciales et dont le montant s'élevait à 424.6 millions de L.S. La répartition s'établissait comme suit : (1)

(1) Syrie et Monde Arabe. Juillet-Août 1970 p. 49.

| Nature de l'opération     | En millions de L.S. | % par rapport au total des opérations des Banques commerciales. | % par rapport au total des opérations des Banques étrangères |
|---------------------------|---------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| Escomptes d'effets        | 133.0               | 67.07                                                           | 50.00                                                        |
| Prêts à découvert         | 72.5                | 54.00                                                           | 26.13                                                        |
| Prêts contre marchandises | 52.7                | 83.00                                                           | 19.00                                                        |
| Prêts contre garanties    | 19.4                | 3.00                                                            | 4.78                                                         |
| TOTAL                     | 277,6               |                                                                 | 100.00                                                       |

Il ressort des chiffres précédents que la prédominance des banques étrangères en Syrie avait des conséquences néfastes sur le développement rationnel et équilibré des divers secteurs de l'économie nationale, de même qu'elles réduisaient considérablement la capacité des autorités financières d'exercer un contrôle efficace sur l'ensemble du secteur bancaire et monétaire.

#### b) La nationalisation des Banques

Dans n'importe quel pays, l'appareil bancaire est l'un des instruments principaux pour la consolidation du régime économique de ce pays. Dans un pays appliquant le système socialiste, l'appareil bancaire fonctionne dans un cadre caractérisé par la planification, la centralisation et la spécialisation des institutions bancaires dont le nombre est limité, et qui sont placées sous le contrôle de la Banque Centrale de l'Etat.

Le secteur bancaire, dont la propriété revient à la société représentée par l'Etat, est aussi placé au service du plan économique et social en harmonie avec les autres institutions monétaires et financières.

Dès la fin des années cinquante, jusqu'en 1963, la législation bancaire en Syrie a connu cinq régimes successifs :

- . La loi du 2 septembre 1959 portant sur l'arabisation des banques;
- . Le décret-loi du 3 mars 1961 rendant obligatoire la participation de l'"Organisme Economique" à concurrence de 35% du capital des banques;
- . Le décret-loi du 2 juillet 1961 nationalisant toutes les banques
- . Le décret-loi du 28 mai 1962 maintenant la nationalisation des seules banques étrangères et fixant à 25% la participation de l'Etat au capital des banques syriennes;
- . Le décret législatif du 2 mai 1963 renationalisant complètement toutes les banques exerçant leur activité en Syrie.

La loi n° 196, parue le 2 septembre 1959, limitait la participation étrangère dans le capital des banques établies ou à établir en Syrie à 30% au maximum. Ce pourcentage pouvait être porté à 40% par autorisation présidentielle préalable dans le cas de participation de ressortissants de pays arabes.

Le 3 mars 1961 paraissait un nouveau décret-loi qui d'une part excluait toute participation étrangère au capital des banques établies ou à établir en Syrie, et d'autre part limitait la participation des ressortissements arabes à 25% au lieu de 40% du capital de la banque. Par ailleurs l'Organisme Economique devait souscrire une part au moins égale à 35% du capital de chacune des banques. Le nouveau décret-loi imposait donc la totale arabisation des banques en Syrie et assumait le contrôle permanent de l'Etat.

Le décret-loi n° 117 du 20 juillet 1961 vient interrompre ce processus d'arabisation. Tous les fonds des banques furent nationalisés et leurs actions transformées en obligations nominatives de l'Etat. Cette étatisation devait être suivie le 12 août 1961, d'un plan de regroupement en 7 banques de toutes les institutions bancaires en activités en Syrie.

Le gouvernement syrien formé au lendemain de la rupture de l'Union avec l'Egypte présenta au nouveau parlement un projet de loi destiné à remplacer le décret-loi du 20 juillet 1961.



Le décret-loi du 28 mai 1962 consacra finalement la nationalisation du capital bancaire étranger telle qu'elle était prévue par le décret-loi du 20 Juillet 1961. Il fixait par contre à 25% la participation obligatoire de l'Etat dans les banques syriennes et réservait un traitement spécial aux capitaux arabes qui pouvaient participer au capital des banques syriennes dans la limite de 45%; il accordait aux banques arabes existantes en juillet 1961 la possibilité d'ouvrir des agences en Syrie.

Finalement, le décret législatif n° 37 du 2 mai 1963 rétablit la nationalisation complète pour toutes les banques exerçant leurs activités en Syrie qu'elles soient syriennes ou étrangères, ayant pour but de :

- utiliser les moyens de contrôle direct sur les banques en vue de protéger l'épargne et les dépôts des citoyens, en vue d'en garantir une bonne utilisation et d'assurer le financement des divers secteurs économiques conformément aux nécessités du développement économique et social.
- assurer le contrôle absolu et total de l'Etat sur la politique financière et monétaire du pays, et le conditionnement qualitatif et quantitatif de cette politique en fonction des exigences de l'intérêt public.
- faire évoluer les opérations bancaires de manière à fournir les services correspondants à tous les secteurs géographiques, économiques et sociaux qui en étaient privés.
- utiliser l'appareil bancaire comme un instrument de contrôle financier sur les institutions et les entreprises publiques.
- supprimer le gaspillage résultant de l'application du principe de concurrence dans le secteur bancaire, concurrence motivée par la recherche du plus grand profit.

c) La diversification des services bancaires et la spécialisation des Banques

Nous avons vu précédemment que le système bancaire syrien souffrait d'un déséquilibre fondamental dans sa structure, découlant du fait

qu'il reposait principalement sur des banques commerciales qui, de par la nature de leur activité, fournissent uniquement des crédits, à court terme, privant ainsi du crédit bancaire d'importants secteurs de l'économie nationale. De même, ces banques s'étaient montrées incapables dans l'accomplissement de leur rôle de collecteurs des montants de l'épargne pour les investir dans des projets productifs.

Or, le nombre de banques ou succursales, qui était de l'ordre de 32 en 1951 s'est élevé à 76 à la fin de 1962. (1)

Pour remédier à cette situation, on a procédé à la fusion des banques et des entreprises financières déjà existantes et à la création de nouvelles institutions bancaires spécialisées selon les activités économiques et sociales du pays.

En vertu de l'article 3 du décret législatif n° 37 du 2 mai 1963 portant sur la nationalisation des banques, le Ministre de l'Economie a émis l'arrêt n° 446 (le 10 août 1963) stipulant la fusion des banques syriennes et leur regroupement.

Cinq catégories d'activités bancaires ont été retenues et dotées chacune d'un organisme de crédit spécifique.

Le secteur agricole est couvert entièrement par la Banque Agricole Coopérative.

Fondée en 1958 (12 millions de capital public et privé) la Banque Industrielle se voit nantie du financement du secteur industriel dans son ensemble. Avant le décret de spécialisation et de fusion bancaire, les banques commerciales ne finançaient l'industrie et les activités industrielles que sur une très faible échelle. La Banque Industrielle s'est montrée très active depuis sa fondation. Elle a consenti des crédits variant de 110 à 220 millions de L.S. chaque année durant la période 1960-1972 (voir tableau 30).

---

(1) F. Fathi, p. 132.

Créée le 8.1.1963, la Banque de Crédit Populaire est alors spécialisée dans les opérations de crédit populaire. Elle se charge du financement des artisans et des petites entreprises commerciales, ainsi que des personnes à revenu limité, en vue de leur permettre de promouvoir des activités de natures diverses.

La Banque Foncière créée en vertu du décret législatif n° 29 du 30 Avril 1966, est spécialisée dans le financement du secteur de la construction et des activités touristiques. Elle constitue, en particulier, un grand secours aux personnes à revenu modéré qui désirent acheter ou construire une maison d'habitation.

Enfin le secteur commercial est doté d'une seule institution bancaire, qui est la Banque Commerciale de Syrie. Elle est spécialisée dans le financement du commerce intérieur et extérieur.

L'ensemble de ces banques a 113 succursales réparties dans les différents départements du pays. Les tableaux n° 29 et n° 30 que nous avons établis montrent l'évolution des crédits accordés par les institutions bancaires aux différents secteurs économiques, et le rôle de la Banque Industrielle dans le développement des investissements industriels.

Il convient de noter qu'une institution très importante fut créée en 1963, à savoir la Caisse d'Epargne des P.T.T. Elle fut créée en vertu du décret législatif n° 119 du 31.7.1963, sous la forme d'une institution publique opérant sous le contrôle de l'Etat qui la garantit. Elle accepte les dépôts des épargnants ne dépassant pas le plafond de 20.000 L.S. sans compter les intérêts. Elle est habilitée à exploiter et à investir ces dépôts et à les rendre à leurs propriétaires sur leur demande. Toutes les opérations effectuées par la Caisse sont exemptées des taxes, des impôts et l'exemption du montant des intérêts de l'emploi sur le revenu des capitaux en circulation.

TABLEAU N° 29 - Investissements de la Banque Industrielle dans les diverses branches de l'industrie  
(en milliers de LS)

|              | 1963   | %    | 1965   | %    | 1966   | %    | 1968   | %    | 1969   | %    | 1970   | %    | 1971   | %    | 1972   | %    |
|--------------|--------|------|--------|------|--------|------|--------|------|--------|------|--------|------|--------|------|--------|------|
| Industrie    |        |      |        |      |        |      |        |      |        |      |        |      |        |      |        |      |
| Textiles     | 23.700 | 71.4 | 23.980 | 71.7 | 102944 | 84.6 | 72.012 | 66.3 | 66.537 | 70.5 | 62.255 | 77.2 | 60.605 | 73.2 | 74.331 | 69.3 |
| Alimentation | 4.700  | 14.1 | 4.286  | 12.8 | 5801   | 4.8  | 27.482 | 25.3 | 19.526 | 20.7 | 12.472 | 15.5 | 15.517 | 18.7 | 23.802 | 22.2 |
| Ciment       | 1.500  | 4.5  | 1.610  | 4.8  | 2069   | 1.7  | -      | -    | 674    | 0.7  | -      | -    | -      | -    | -      | -    |
| Métallurgie  | 800    | 2.4  | 105    | 0.3  | 2198   | 1.8  | 438    | 0.4  | 263    | 0.3  | 440    | 0.5  | -      | -    | -      | -    |
| Bois         | 100    | 0.3  | 6      | 0.2  | 8      | -    | -      | -    | -      | -    | -      | -    | 69     | 0.1  | 202    | 0.2  |
| Guirs        | 500    | 1.5  | 587    | 1.7  | 356    | 0.3  | 882    | 0.8  | 248    | 0.2  | 206    | 0.3  | -      | -    | -      | -    |
| Diverses     | 1.900  | 5.8  | 2.870  | 8.5  | 8296   | 6.8  | 7.831  | 7.2  | 7.171  | 7.6  | 5.267  | 6.5  | 6.643  | 8    | 8.882  | 8.3  |
| TOTAL .....  | 33.200 | 100  | 33.444 | 100  | 121667 | 100  | 108645 | 100  | 94.419 | 100  | 80.640 | 100  | 82.834 | 100  | 107221 | 100  |

(1) St. ab. of Syria 1973, p. 172.

TABLEAU N° 30 - (1) Evolution des crédits accordés par les banques spécialisées  
aux secteurs économiques (en milliers de L.S.)

|                      | 1960  | 1961  | 1962  | 1963  | 1964  | 1965  | 1966   | 1967   | 1968    | 1969   | 1970   | 1971   | 1972   |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|---------|--------|--------|--------|--------|
| Secteurs Economiques |       |       |       |       |       |       |        |        |         |        |        |        |        |
| Agriculture          | 185.9 | 182.6 | 180.5 | 195.2 | 186.9 | 187.1 | 216.6  | 208.5  | 235.6   | 256.4  | 277.9  | 304.1  | 271.8  |
| Commerce             | 434.4 | 380.2 | 490.5 | 539.6 | 519.0 | 547.7 | 680.2  | 634.0  | 712.0   | 871.0  | 938.8  | 1053.4 | 1393.5 |
| Industrie            | 146.6 | 160.5 | 167.2 | 185.5 | 220.8 | 191.2 | 209.2  | 171.7  | 150.9   | 133.6  | 113.6  | 110.6  | 142.6  |
| Logement             | 4.2   | 6.4   | 5.3   | 16.6  | 19.5  | 21.2  | 18.2   | 27.5   | 36.1    | 44.1   | 47.1   | 58.2   | 77.0   |
| Services             | 19.3  | 12.9  | 12.2  | 8.8   | 9.1   | 7.2   | 8.9    | 14.9   | 25.7    | 1.9    | 1.3    | 1.4    | 1.3    |
| Divers               | 25.5  | 31.6  | 25.7  | 32.8  | 17.6  | 29.6  | 27.0   | 38.4   | 2.2     | 10.8   | 12.7   | 13.8   | 9.2    |
| TOTAL                | 815.9 | 774.2 | 881.4 | 978.5 | 972.9 | 984.0 | 1096.1 | 1095.0 | 1.162.5 | 1317.8 | 1391.4 | 1541.5 | 1895.4 |

(1) St. ab. of Syria 1970-1973.

d - Evolution et caractéristiques des investissements  
industriels

"En 1957, 206.427.000 L.S. étaient investies dans les activités productrices de la Syrie, par 134 sociétés nationales anonymes". (1)

Ces capitaux se distribuent dans les différentes formes d'activités industrielles, commerciales, financières, selon le tableau suivant : (2)

| Société de :            | Nombre | Capital L.S. | Pourcentage |
|-------------------------|--------|--------------|-------------|
| Filature et tissage     | 8      | 44.600.000   | 22.6 %      |
| Cimenterie              | 4      | 29.760.000   | 14,5 %      |
| Commerce                | 50     | 27.829.200   | 13.5 %      |
| Port (Lattaquié)        | 1      | 24.000.000   | 11.6 %      |
| Sucrerie                | 2      | 21.000.000   | 10.0 %      |
| Banque                  | 5      | 9.000.000    | 4.0 %       |
| Verrerie                | 1      | 8.000.000    | 3.8 %       |
| Teinture                | 1      | 5.000.000    | 2.4 %       |
| Construction            | 4      | 4.901.000    | 2.3 %       |
| Electricité             | 21     | 4.735.000    | 2.2 %       |
| Distribution de pétrole | 6      | 4.461.000    | 2.1 %       |

Ainsi le tableau montre que le nombre de sociétés anonymes industrielles étaient au nombre de 37, soit 28% environ du nombre de sociétés anonymes dans le pays contre 56 ou 41% pour les travaux commerciaux (commerce et distribution du pétrole).

Par contre, en ce qui concerne l'investissement, l'industrie a la part du lion, avec 129.360 milles de L.S. soit 55,5% du total des investis-

(1) Bagh. L'industrie à Damas p. 46.

(2) ibid. p. 50.

sements contre 15,6 % pour les travaux commerciaux et 4% pour l'activité financière.

Or, l'industrie de filature et de tissage occupe la première place à elle seule, parmi les activités du pays, dont 8 sociétés anonymes opèrent dans ce domaine avec un capital de 44,6 millions de L.S. soit 22,6% des investissements globaux des sociétés anonymes et 34% environ des investissements industriels. Elle est suivie par l'industrie du sucre qui occupe 10% du total des investissements industriels. Puis se succèdent par importance les industries de verre, de teinture et d'électricité.

Le 20 décembre 1928, la première société anonyme a été fondée en Syrie, c'est-à-dire six ans après la proclamation du Mandat Français en Syrie. Aucun investissement n'a eu lieu dans le pays avant cette date. La période de transition entre l'occupation Ottomane et le Mandat Français s'est caractérisée, en effet, par l'instabilité : conquête de la Syrie par les troupes françaises, la révolution syrienne entre 1925 et 1928.

A ces raisons on peut ajouter la politique économique décourageante de régime mandataire à l'établissement des entreprises industrielles nationales.

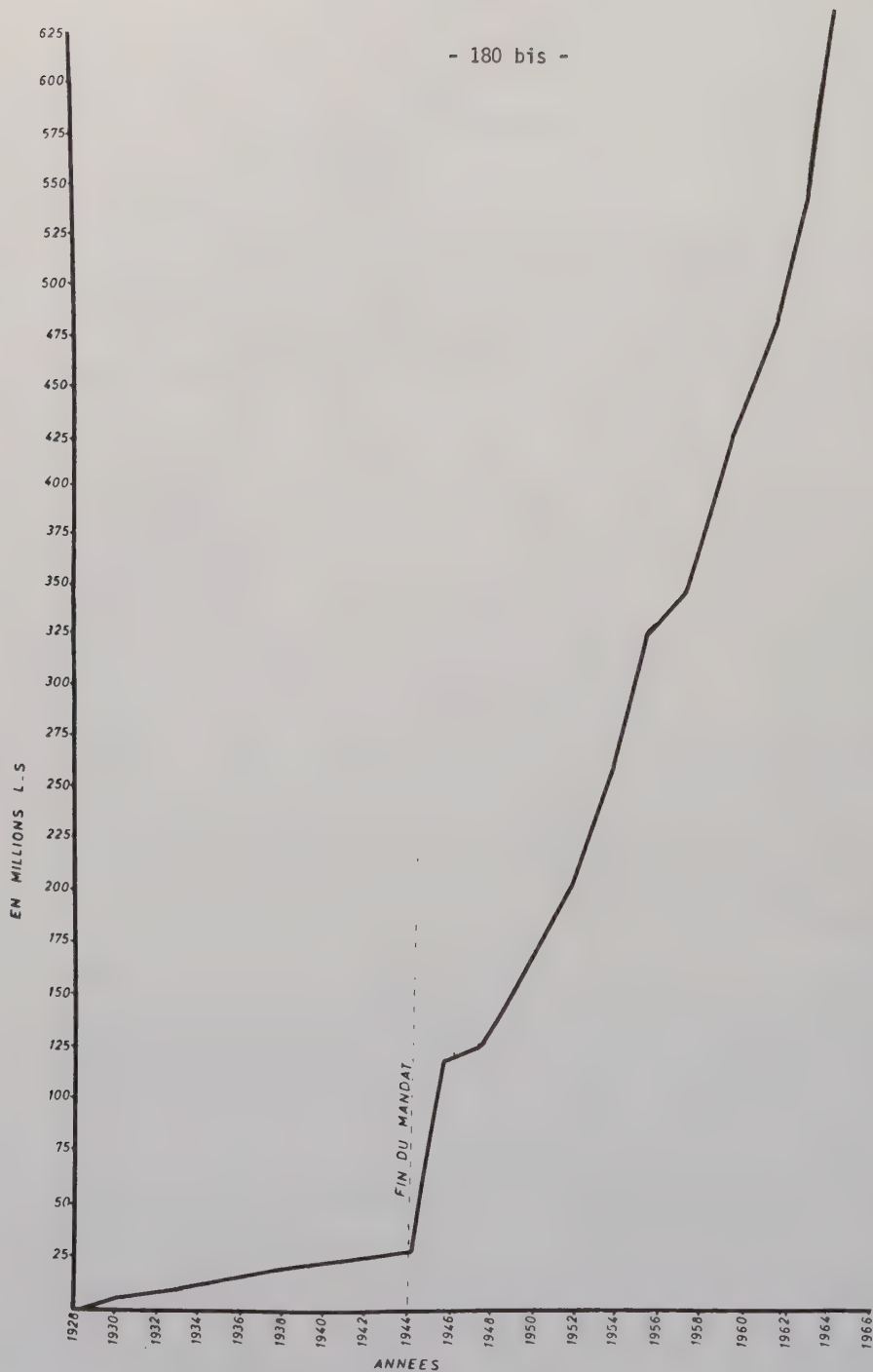
Ainsi durant toutes les longues années de 1922 à 1945 du Mandat Français en Syrie, 15 sociétés anonymes ont été constituées avec 35.321.000 L.S. ce qui représente respectivement, 11% et 17% des sociétés et des capitaux de la Syrie en 1956.

En regardant le graphique (investissement entre 1928 et 1965) nous voyons que l'année 1946 représente un point de développement décisif avec 9 sociétés et 44 millions de L.S. de capitaux investis, ce qui est supérieur à tout ce qui a été investi depuis 1928 jusqu'en 1945. Le cas exceptionnel de 1946 s'explique par plusieurs raisons :

- "La stabilité qui succéda à l'évacuation des troupes étrangères du pays au début de 1946".



- 180 bis -



Investissements industriels de 1928 à 1965

- "La guerre avait limité des importations; les produits du pays se vendaient aux troupes des alliés à prix relativement élevés, de sorte que la Syrie a connu, immédiatement, après la guerre, une inflation monétaire.

- "Les entreprises industrielles du pays avaient prospéré pendant la guerre, sous l'effet de la protection naturelle et spontanée qui assurait la guerre interrompant l'importance des produits industriels étrangers". (1)

A partir de 1946, et jusqu'en 1956, l'évolution de l'investissement des capitaux s'est accélérée, en 11 années, 118 sociétés avec 170 millions de L.S. ce qui représente respectivement, 89% et 83% des sociétés et des capitaux de la Syrie.

En 1957 selon l'annuaire statistique du Bureau Central de Statistiques, de 1966, le nombre des sociétés industrielles anonymes s'est élevé à 46 avec 170.679.000 L.S. de capitaux investis, tandis que le nombre des sociétés commerciales et financières a été de 64 et les capitaux investis dedans étaient de l'ordre de 101.180.000 l;s;

Entre 1958 et 1964, l'évolution de l'investissement des capitaux était lente en raison de transformations économiques et sociales qui se sont produites dans cette période.

L'année 1965, représente la fin de la période des nationalisations dans les domaines industriels et financiers en Syrie. Après la fusion et la réorganisation des fabriques et des sociétés nationalisées, le nombre des sociétés anonymes industrielles (nationalisées et privées) s'est relevé à 102 (3 fois supérieur par rapport au nombre des sociétés en 1956) et les capitaux investis dans ces sociétés étaient de 397.599.000 L.S., de ces investissements, le secteur privé détient 1.155.000 L.S. seulement tandis que le secteur public possède 396.444.000 L.S.

---

(1) Bagh p. 48.

Les sociétés et les capitaux de la Syrie se distribuent, en 1956, et en 1965, entre les principales villes syriennes de la façon suivante :

|             | Nombre de sociétés (1) |       |      |      | Total des investissements |      |             |       |
|-------------|------------------------|-------|------|------|---------------------------|------|-------------|-------|
|             | 1956                   | %     | 1965 | %    | 1956                      | %    | 1965        | %     |
| Damas       | 77                     | 57    | 109  | 66,5 | 99.284.000                | 48,1 | 413.690.000 | 60,3  |
| Alep        | 39                     | 29    | 44   | 26,8 | 64.829.800                | 31,5 | 193.739.000 | 28,2  |
| Lattaquié   | 6                      | 5     | 4    | 2,4  | 28.160.000                | 13,5 | 59.600.000  | 8,6   |
| Homs        | 4                      | 3     | 4    | 2,4  | 11.520.000                | 5,4  | 18.275.000  | 2,7   |
| Hama        | 3                      | 2     | 3    | 1,9  | 1.118.500                 | 0,6  | 861.000     | 0,2   |
| Deir ez Zor | 3                      | 2     |      |      | 790.000                   | 0,4  | -           |       |
| Hassatché   | 2                      | 1     |      |      | 820.000                   | 0,5  |             |       |
| Total       | 134                    | 100 % | 164  | 100% | 206.427.300               | 100  | 685.825.000 | 100 % |

Répartition des investissements industriels entre les principales villes, en 1965 (sociétés anonymes)

| Villes    | Nombre de sociétés | %      | Investissements | Pourcentage |
|-----------|--------------------|--------|-----------------|-------------|
| Damas     | 63                 | 61.7 % | 188.709.000     | 47.4        |
| Alep      | 32                 | 31.3   | 187.554.000     | 47.2        |
| Homs      | 3                  | 3      | 15.936.000      | 4           |
| Hamas     | 2                  | 2      | 400.000         | 0.1         |
| Lattaquié | 2                  | 2      | 5.000.000       | 1.3         |
|           | 102                | 100    | 397.599.000     | 100         |

Ainsi la répartition des investissements entre les grandes villes syriennes se caractérise par les faits suivants :

(1) Dans tous les secteurs économiques

1. Damas a la part du lion, soit pour le nombre des sociétés, soit pour les investissements : en 1956, 77 sociétés, soit 57% du nombre des sociétés anonymes dans le pays, et 99.284.000 L.S. soit 48,1 % des investissements totaux. En 1965, sa part a été augmentée pour atteindre 106 sociétés, soit 66,5 % du nombre des sociétés anonymes et 413.690.000 L.S., soit 60,3 % du total des investissements en Syrie.
2. Damas et Alep sont les deux marchés financiers principaux de la Syrie avec 49,6 % en 1956 et 88,5 % en 1965 des investissements du pays.
3. En 1965 Damas l'emporte sur Alep pour le nombre des sociétés industrielles et le chiffre absolu des investissements industriels qui sont respectivement 63 (61,7 %), 188.709.000 (47,4 %) contre 32 sociétés et 187.554.000 L.S. pour Alep, celle-ci en revanche, vient en tête par la moyenne des capitaux investis par sociétés. En effet, le capital d'une société industrielle Damasquine est généralement inférieur de 2.669.000 L.S. à celui d'une société Alepine.

Il est très important de noter que les capitaux investis dans les sociétés anonymes ne représentent jamais tous les investissements industriels en Syrie. En 1964, par exemple les capitaux investis dans les sociétés anonymes industrielles ne dépassent pas 34% des investissements globaux syriens. D'une manière générale les capitaux investis dans le secteur industriel se sont accrus à un rythme rapide depuis l'indépendance. Ils ont été de l'ordre de 287 millions de L.S. en 1953, pour atteindre 541 millions de L.S. en 1964, c'est-à-dire qu'ils ont doublé en douze ans. En 1966, ils furent de 733 millions de L.S. et enfin, on a enregistré le chiffre de 1.118 millions L.S. au début de 1970, soit quatre fois plus qu'en 1953.

Or, la répartition des investissements entre les branches industrielles, manifeste de grandes différences.

TABEAU 31 - Répartition des investissements entre les branches industrielles en 1964 et en 1970

|                         | N.<br>d'établissements | Capitaux<br>investis % |     | N.<br>d'établissements | Capitaux<br>investis % |       |       |
|-------------------------|------------------------|------------------------|-----|------------------------|------------------------|-------|-------|
| Industrie               | net en 64              | en M.L.S.              |     | net en 70              | en M.L.S.              |       |       |
| Filature et textile     | 2.037                  | 46,78                  | 202 | 2.098                  | 36,86                  | 247,3 | 22.1% |
| Mécanique et électrique | 558                    | 12,81                  | 73  | 1.297                  | 22,8                   | 270,7 | 24.2% |
| Chimique                | 347                    | 7,97                   | 171 | 453                    | 8                      | 142   | 12.7% |
| Alimentaire             | 1.412                  | 32,42                  | 84  | 1.840                  | 32,33                  | 250   | 22.4% |
| Raffinerie du pétrole   | 1                      | 0,02                   | 65  | 1                      | 0,01                   | 208   | 18.6% |
| Total                   | 4.355                  | 100 %                  | 541 | 5.689                  | 100 %                  | 1118  | 100 % |

L'examen des résultats du tableau plus haut, nous permet de dégager les remarques suivantes :

1.- En 1964, l'industrie de filature et de textile a la part du Lion avec des capitaux nettement supérieurs, soit 37,4% de l'investissement global, ce qui représente proportionnellement deux fois et demi les capitaux investis dans l'industrie mécanique et électrique et dans l'industrie alimentaire, et plus de trois fois les capitaux investis dans le raffinage de pétrole. En plus cette branche industrielle englobe un nombre d'établissements bien supérieurs à savoir 46,78% de la totalité des établissements.

En somme cette branche industrie constitue le pôle principal qui attirait les capitaux à y investir.

2.- L'industrie chimique et non métallique a occupé la seconde place en 1964 avec 117 millions de L.S., soit 21,6% de l'investissement total. A l'exception de l'industrie du raffinage du pétrole brut, l'industrie chimique

comprend un nombre d'établissements inférieurs, 347 établissements, soit 7,97% de la totalité des investissements en 1964.

- 3.- Si le secteur de la filature et du tissage dépasse l'industrie chimique par le nombre d'établissements et la valeur absolue des capitaux en 1964, l'industrie chimique, en revanche, vient en tête, en ce qui concerne les capitaux investis dans l'établissement industriel (exception faite du raffinage du pétrole brut).
- 4.- L'année 1970, représente un point de changement quant à la structure financière. L'industrie mécanique et électrique vient en tête, avec 270,7 millions de L.S. qui sont plus de 3.5 supérieurs aux capitaux investis dans cette même industrie en 1964, c'est-à-dire qu'elle a accusé un développement rapide et supérieur au regard d'autres industries. En outre le nombre d'établissements a doublé, ce qui est également exceptionnel.
- 5.- L'industrie alimentaire a accusé un développement important entre 1964 et 1970; ses investissements ont triplé en six ans, pour occuper la deuxième place, en 1970, au lieu de la troisième, en 1964.
- 6.- L'industrie du raffinage du pétrole brut a réalisé une évolution remarquable sur le plan des investissements, résultant de l'extension de la raffinerie de Homs. Donc, la part du raffinage dans l'investissement global a été relevée de 65 à 208 millions L.S. soit 18,6% de l'investissement industriel total.
- 7.- La part de l'industrie de la filature et du textile a baissé, passant de 37,4% de l'investissement global, en 1964, à 22,1% en 1970, c'est-à-dire que 45 millions de L.S. y étaient investis, pendant six ans, par rapport aux 197 millions de L.S. pour l'industrie mécanique et électrique. Enfin l'industrie de la filature et du textile a perdu sa première place pour reculer à la troisième.
- 8.- En général, les capitaux investis par l'établissement industriel sont, en moyenne, faibles, 20 mille L.S. environ. Mais cette valeur moyenne ne représente pas la réalité, bien entendu, car il y a beaucoup d'ateliers qui

ont des capitaux oscillant de 3 à 10 mille L.S. par contre il y a plusieurs usines qui ont plus de 5 millions de L.S. de capitaux investis.

En outre, la somme de 1.118 millions de L.S. ne représente pas tous les capitaux investis dans le secteur industriel jusqu'à 1970. Elle représente les capitaux investis dans les fabriques et les usines nationalisées, celles du secteur privé et une partie de l'investissement dans l'industrie pétrolière.

Comme nous avons vu plus haut les investissements consacrés au secteur industriel durant le deuxième plan quinquennal sont de 1.010, si nous ajoutons à ceci les investissements du 1er plan qui ont de 509 millions de L.S. la totalité des capitaux investis dans les activités industrielles entre 1960 et 1970 est de 1519 millions de L.S. Enfin, il faut ajouter 191 millions L.S. environ les capitaux dans les sociétés anonymes industrielles jusqu'en 1959, c'est-à-dire, nous aurons un total de 1.710 millions de L.S. environ de capitaux investis dans toutes les activités industrielles.

De 1960 à 1970, l'industrie pétrolière (de la recherche jusqu'au raffinage) a absorbé à elle seulement 768 millions de L.S. des capitaux investis dans le secteur industriel. L'extraction du phosphate et de la construction de la fabrique d'engrais azotés ont coûté vers 150 millions de L.S.

Jusqu'en 1964, le secteur privé disposait de la quasi totalité des activités industrielles (exception faite pour l'industrie pétrolière et électrique). En 1964-1965, la nationalisation a touché 109 sociétés privées disposant de 230 millions de L.S. des investissements qui représentent la majeure partie des capitaux investis dans le secteur industriel par les privés.

En 1970, les 1.118 millions de L.S. des investissements industriels sont répartis entre le secteur public et privé comme suit :



| Secteur | Capitaux investis | %    | N. d'établissements | %  |
|---------|-------------------|------|---------------------|----|
| public  | 910 M. L.S.       | 81,4 | 87                  | 2  |
| privé   | 208 "             | 18,6 | 5.602               | 98 |

Ainsi le secteur privé dispose de 18,6 % des capitaux globaux investis dans 5.602 établissements industriels, soit 98% du nombre d'établissement dans le pays, ce qui indique la domination de la forme individuelle dans ce secteur.

Par contre, les investissements dans le secteur public représentent plus de quatre fois ceux du secteur privé, investis dans 87 établissements industriels, soit 2% seulement du nombre d'établissements; ce qui explique la supériorité du secteur public au niveau national et au niveau des capitaux investis par chaque établissement industriel.

Durant le 3ème Plan Quinquennal, l'accumulation des investissements s'est orientée, d'une manière très nette vers les industries extractives et énergétiques. Ces industries ont arraché, en 1974, 2110,1 millions L.S. soit 51,6% de la valeur totale des investissements qui était de 4084,8 millions de L.S.

L'investissement consacré à l'industrie pétrolière a atteint, en 1974, 1.417,5 millions de L.S., soit 34,8% du total.

Par contre, la métallurgie se classe au dernier rang avec une valeur d'investissement de moins de 100 millions L.S.

L'ensemble des graphiques que nous avons établis (Le Secteur Public Industriel, Pôles et Axes de Développement), permet de constater l'évolution des investissements de 1971 à 1974 et ses conséquences sur la structure du Secteur Public Industriel.

e - Les capitaux étrangers

Comme on le voit, les capitaux nationaux nécessaires à l'exploitation des richesses intérieures et au développement industriel, plus particulier, sont très insuffisants à côté des besoins immensément vastes du pays.

Ainsi, donc la Syrie ne peut mener à bien ses grands projets et accroître son pouvoir productif par ses propres ressources. Il doit donc se tourner vers l'extérieur, et rechercher auprès des pays riches les capitaux nécessaires.

Mais la recherche des capitaux étrangers n'est pas une chose facile. Elle relève du domaine international et est dominée par un ensemble de problèmes, au premier rang desquels se trouve le problème des investissements de capitaux des pays riches dans les pays insuffisamment développés.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, le monde s'est trouvé coupé en deux camps : les pays riches à la tête desquels se trouvent les Etats-Unis et les pays pauvres, surtout les pays du Tiers Monde. Cette division prise sur le plan purement financier, vient s'ajouter à tant d'autres facteurs qui relèvent du domaine politique et monétaire et qui rendent quasi impossible la restauration vers les pays pauvres d'un courant régulier et intense d'investissements privés, analogue à celui qui existait au XIXème siècle. Ceci a incité les dirigeants politiques du monde à mettre au point, sur le plan international, un programme d'assistance économique, ou à instaurer un courant nouveau des capitaux, dont le montant et les modalités sont négociés entre Etats.

Des institutions internationales ont été fondées dans ce dessein. Le Fonds Monétaire International et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement en ont été la consécration. Plusieurs plans ont été dressés pour épauler l'oeuvre de ces institutions, au premier plan desquels nous citerons le Quatrième Point du Président Truman. Les pays pauvres peuvent ainsi rechercher, auprès de ces nouvelles institutions, les concours nécessaires à leur développement.

Malheureusement, les institutions mondiales, et notamment la Banque Internationale, se sont révélées vite au-dessous des tâches qu'elles

se sont assignées. D'une part, elles ont été prisonnières d'un statut rigide qui ne permettait que difficilement de venir en aide aux pays pauvres; d'autre part, les sommes mises à leur disposition étaient de loin inférieures aux nombreuses demandes formulées auprès d'elles. L'activité de ces institutions est demeurée ainsi restreinte.

De même, le point Quatre énoncé par le Président Truman n'a pas pu réaliser le grand espoir qui l'accompagnait lors de sa naissance, pour des raisons politiques et militaires. En effet, dans le grand changement qui a affecté le caractère et les mouvements des capitaux internationaux, la Syrie, comme les autres pays importateurs de capitaux, s'est trouvée devant deux sources. Les capitaux privés d'origine étrangère et les capitaux étatiques.

Pour ce qui est des capitaux privés d'origine étrangère, la Syrie a pu attirer des sommes notables, surtout en provenance de la France, notamment à l'époque du Mandat.

Depuis la fin du XIXème siècle, des quantités importantes de capitaux étrangers ont afflué dans le pays, où il n'existait à cet égard aucune restriction d'ordre juridique en profitant de la faiblesse de l'empire Ottoman du point de vue politique d'une part, et de la largeur de son marché et la richesse de ses ressources en matières premières d'autre part. C'est ainsi que les conditions dans lesquelles ces investissements ont été effectués (durant la période ottomane et la période du mandat) n'étaient pas de nature à sauvegarder la souveraineté nationale, ni assurer un développement économique équilibré. Certains capitalistes exigeaient, en contre-partie de leurs placements, des concessions visant des objectifs politiques plutôt que des buts purement économiques. D'autre part, leurs conditions financières étaient parfois imposées par différents moyens de pression et non consentis par des accords entièrement libres. Enfin leur souci de concilier le maximum de profit avec le maximum de sécurité aboutissait à concentrer les capitaux dans certaines activités et à causer une stagnation dans d'autres, qui ne sont pas moins importantes. Ceci s'aggravait avec l'absence de la planification et l'absence des autorités locales qui peuvent inspirer les intérêts de la nation.

Ainsi, la majorité des capitaux étrangers était dirigé vers les entreprises de transport qui facilitent la distribution des marchandises

étrangères à l'intérieur du pays (comme le Port de Beyrouth, la route carrossable entre Beyrouth et Damas, le chemin de fer entre les deux villes mentionnées et les chemins de fer de D.H.P.) ou vers les entreprises industrielles qui développent l'exploitation des matières premières destinées à l'exportation vers la nation-mère des capitaux (comme le pétrole, l'asphalte, l'égrenage de coton, etc...); ou vers les services d'utilité publique comportant le moins de risques (comme les sociétés d'électricité et de tranways dans les principales villes) et enfin vers les activités bancaires et les assurances.

Pour donner un exemple de la distribution des capitaux étrangers nous établissons ci-après un tableau de sociétés dont le capital est surtout français et dont la principale activité s'exerçait en Syrie avant l'indépendance.

Répartition des capitaux français investis en Syrie  
avant l'indépendance. (1)

| <u>Société</u>                           | <u>Capitaux investis</u><br>(en millions de F.F.) |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| 1. <u>Banques</u>                        |                                                   |
| - Banque de Syrie et du Liban            | 300                                               |
| - Crédit Foncier de Syrie                | 6                                                 |
| - Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie | 125                                               |
| - Compagnie Algérienne                   | 276,3                                             |
| - Société Foncière de Syrie              | 22                                                |
| 2. <u>Electricité</u>                    |                                                   |
| - Electricité d'Alep                     | 54                                                |
| - Electricité de Homs et Hama            | 15                                                |
| - Energie électrique de Syrie            | 20                                                |
| - Tranways et électricité de Damas       | 40                                                |
| 3. <u>Chemin de fer</u>                  |                                                   |
| - Cie française du Chemin de Fer D.H.P.  | 15                                                |

---

(1) A. Farra, l'industrialisation en Syrie. p. 140.

Société

Capitaux investis  
(en millions de F.F.)

4. Divers

|                                            |       |
|--------------------------------------------|-------|
| - Radio Orient                             | 3.3   |
| - Grand Hôtel du Levant                    | 8     |
| - Société Asphalte et Pétrole de Lattaquié | 20    |
|                                            | ----- |
|                                            | 904,6 |

Cet exemple de la distribution des principaux capitaux français investis en Syrie avant l'indépendance représente les catégories d'activités préférées par tous les investissements étrangers. Il faut ajouter que les profits considérables qui en sont résultés n'ont pas contribué à la formation du capital en Syrie, car les bénéfices réalisés n'y sont pas restés, les nouveaux placements se sont limités à la mise en valeur des entreprises du même genre.

Il est à noter que parmi les sociétés étrangères constituées en Syrie après la première guerre mondiale, la Syria Pétroleum Company filiale de l'I.P.C. dont le capital est français, anglais, américain et Hollandais. Selon certaines estimations, cette société a dépensé en Syrie une somme de 70 millions de L.S. entre 1926 et 1950.

En effet, la part de l'industrie des capitaux étrangers est négligeable même on peut dire que le capital étranger n'a pas participé directement à l'industrialisation de la Syrie.

C'est ainsi que les capitaux étrangers, qui avaient pu être un élément très influent à la première étape de l'industrialisation du pays, malheureusement, ne visaient pas des affaires industrielles proprement dites.

Pendant les années cinquante toutes les sociétés et entreprises étrangères ont été nationalisées et étatisées. Depuis le capital étranger n'a eu aucun rôle dans l'économie syrienne, en général et dans l'industrie en particulier.

Or, dans la même période, c'est-à-dire dans les années cinquante d'autres capitaux étrangers allemands et américains ont essayé d'entrer en Syrie avec les concessions de recherche des hydrocarbures octroyées à la société Menhall (américaine) et à la Concordia (Allemande) à leur tour, ces sociétés n'ont pu rester en Syrie que quelques années. L'écartement des capitaux étrangers d'origine privée semble-t-il définitif. En ce qui concerne les capitaux étrangers de provenance étatique la Syrie n'a pas été plus heureuse dans ce domaine jusqu'à la fin des années cinquante. Elle n'a reçu aucune aide de la part de la Banque Internationale, institution dont elle est membre depuis sa création, malgré la demande qu'elle a adressé en 1950 à cette banque.

Tout ce que l'on peut enregistrer dans ce domaine, comme l'emprunt à l'étranger, est celui octroyé par l'Arabie Séoudite, en 1950, d'un montant de six millions de dollars, remboursables en exportation de produits syriens dans un délai de huit ans, et ne comportant aucun paiement d'intérêt.

C'est à partir de 1957 que la Syrie a commencé à recevoir les secours des pays socialistes. On a conclu des accords avec la Tchécoslovaquie pour la construction de la raffinerie pétrolière de Homs avec l'aide financière de cet état. Puis les accords avec l'U.R.S.S. concernant la prospection géologique et la recherche des richesses de sous sol en Syrie. En plus, avec l'aide financière de l'Union Soviétique et celle de l'Italie et de la Tchécoslovaquie la Syrie a réussi à construire une industrie pétrolière nationale.

L'extraction des phosphates s'effectue en Syrie en vertu des accords conclus avec la Bulgarie, la Roumanie et la Pologne.

La Chine Populaire a offert à la Syrie des prêts sans intérêt pour la construction d'une usine de fils fins à Hama et pour développer l'industrie textile en général (50 millions de L.S. environ).

L'Allemagne de l'Est s'est engagée à établir à Damas, à Homs et à Alep, trois usines de ciment d'une valeur de 150 millions de L.S., etc...

Effectivement, l'exécution des trois plans quinquennaux en Syrie de 1960 à 1975 se faisait à l'appui des prêts et des facilités de crédits offerts

par les Etats amis. 20% des investissements du 2ème plan quinquennal, soit 957 millions de L.S. (la part du secteur industriel est de 270 millions) sont des crédits de l'étranger. Au troisième plan 19% de ses ressources sont des facilités de paiement étranger.

L'effort de l'Etat pour le renforcement des infrastructures et la valorisation des matières premières a donc été depuis 1960, très important favorisant ainsi le développement industriel.

Mais ce programme a entraîné des dépenses considérables, nécessite et nécessitera, pendant longtemps des moyens financiers dépassant les possibilités nationales.

Nous pensons que l'autofinancement doit rester la meilleure solution envisagée et nous insistons sur les mesures suivantes :

- perfectionner l'appareil de planification
- améliorer la productivité des entreprises en fonction
- encourager l'épargne par tous les moyens
- renforcer le secteur public
- limiter l'importation des produits de luxe

D'autre part, notre regard vers l'extérieur demande certaines modifications. Il est temps de faire appel au capital étranger et arabe (les Etats pétroliers qui ont des excédents de capitaux) pour participer à la création des entreprises communes, notamment dans les secteurs qui exigent de grands capitaux et de larges marchés. Mais tout ceci doit se situer dans l'esprit de l'intégration économique arabe, la coopération internationale et les intérêts communs.





## CHAPITRE V

### LA MAIN D'OEUVRE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le rôle de la main d'oeuvre dans l'industrialisation d'un pays est aussi important que tout autre facteur tel que les matières premières, l'énergie ou les capitaux. Sans l'aide d'un nombre suffisant de travailleurs qualifiés et de cadres instruits, aucun mouvement industriel ne serait couronné de succès.

En Syrie, l'abondance de main d'oeuvre en chômage, le niveau bas des salaires, les traditions artisanales, ont joué un rôle important dans la première période de l'industrialisation. Mais plus l'industrie se modernise plus le problème de la main-d'oeuvre qualifié se pose et exige l'extension des efforts déjà déployés.

#### A - DISPONIBILITE DE MAIN-D'OEUVRE

La Syrie créée après la première guerre mondiale ne comptait plus, selon un recensement de 1922, que 1,3 millions d'habitants. Les bédouins, non compris dans ce chiffre, formaient une part importante de la population totale. Ils comptaient environ 360.000 personnes, soit 28% du total, en 1930.

Vers la fin de la guerre, le pays a reçu un grand nombre de réfugiés arméniens, fuyant les massacres qu'ils subirent en Turquie : 120.000 d'entre eux se sont fixés définitivement en Syrie et au Liban.

Passant à 2.6 millions en 1940 et 5.4 millions en 1964, la population syrienne s'était accrue à un taux annuel moyen de 4%.

En 1960, les bédouins ne comptaient plus que 4,6 % de la population avec un effectif de 211.670 personnes.

L'accroissement démographique est estimé à 3% par an pour les années cinquante, mais après le recensement de 1960, le second plan quinquennal adopte le taux 2.2 % pour les années 1966-1970, tandis que le 3ème plan adopte le taux 3.2 % après le dernier recensement de 1970.

Selon le dernier recensement, la population syrienne comptait 6.304.685 personnes. A ce chiffre, il faut ajouter les réfugiés arabes de Palestine fixés en Syrie, dont le nombre s'élève à 186.705.

En rapportant le nombre de la population à la superficie globale de la Syrie (185.180 km<sup>2</sup>), la densité moyenne serait de 34 habitants au km<sup>2</sup>. Cette valeur moyenne peu significative, masque des écarts considérables, les régions différant profondément par le climat, les ressources naturelles et les modes de vie.

Ainsi, la densité rurale obtenue en rapportant la seule population des campagnes (3.563.514 habitants) à la surface des terres cultivables (88.270 km<sup>2</sup>), puis à celle des terres cultivées (59.090 km<sup>2</sup>) est respectivement de 40,3 et de 60,3 personnes au km<sup>2</sup>. Mais comme partout dans le monde ces rapports sont variables d'une région à l'autre. En tenant compte de la division administrative du pays (tableau n° 32) nous constatons les faits suivants :

1. La Syrie est peu peuplée dans l'ensemble; en effet, les différentes densités territoriales sont très faibles par rapport aux larges possibilités de travail qu'offrent les ressources naturelles qui viennent de recevoir un commencement d'exploitation sous les deux derniers plans quinquennaux.
2. Du point de vue géographique, la population est répartie inégalement sur le territoire. Les départements de l'Est et du Nord Est sont particulièrement sous peuplés, en revanche, les départements du Nord-Ouest, sont relativement surpeuplés.

Tout récemment, un mouvement migratoire tend à rétablir l'équilibre et il doit s'accroître avec la construction du grand barrage sur l'Euphrate et la ligne ferroviaire Ouest-Est.

Entre 1960 et 1970, le département du Rakka (où on construit le barrage de Tabka) a eu un taux de croissance de 9.8 %.

3. Cette répartition correspond à de multiples facteurs mais l'élément principal reste le régime pluviométrique et hydrographique.

Ainsi les deux départements de l'Ouest (Lattaquié et Tartous), qui bénéficient d'un haut degré de pluviométrie et qui ne représentent que 3% de la superficie totale du pays, contiennent à eux 11% de l'ensemble de la population, soit près de 700.000 habitants; cela représente plus que la population réunie des deux départements de Deir ez Zor et Rakka qui reçoivent beaucoup moins de pluies et couvrent 30% du territoire.

Ainsi, l'influence des ressources en eaux sur la distribution des hommes, influence secondaire, dans de nombreux pays d'Europe à pluviométrie régulière, joue en Syrie un rôle primordial. Les autres facteurs naturels, tel que relief ou nature du sol, ont en Syrie, comme partout ailleurs des répercussions sur l'importance ou la faiblesse de la densité humaine, dans les différentes parties du territoire.

4. Les régions agricoles les moins peuplées ne sont pas toujours les moins riches en ressources naturelles. C'est ainsi que les départements de Deir-ez-Zor, Hassatché et Rakka, constituant en gros la région de Djeziré, abritent peu d'habitants et souffrent beaucoup du manque de bras, surtout après l'exploitation du pétrole et la mise en valeur de leurs richesses agricoles et hydrographiques, par la construction du grand barrage de Tabaka.

TABLEAU 32 - (1) Répartition géographique de la population

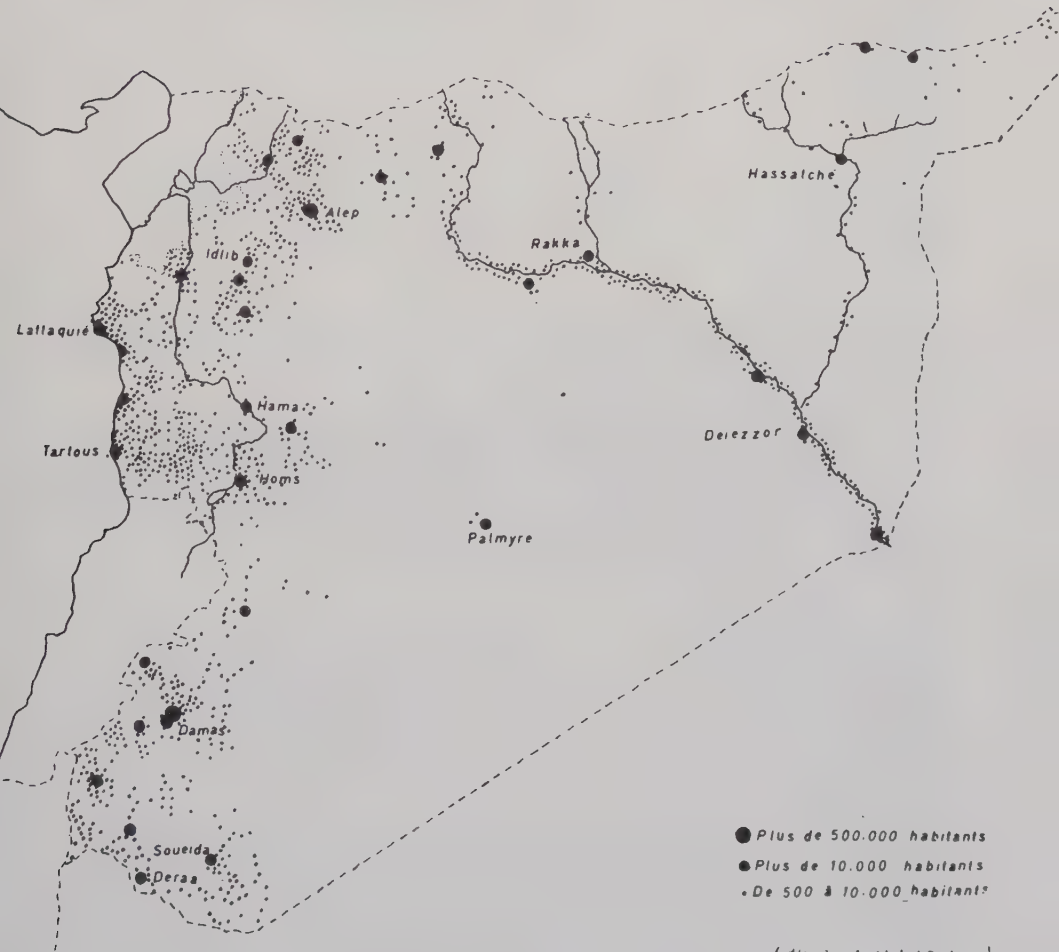
| Départements | N. d'habitants | % de la population | Superficie km <sup>2</sup> | % du total de superficie | Densité ha/km <sup>2</sup> | Densité sur la terre cultivable ha/km <sup>2</sup> |
|--------------|----------------|--------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------|
| Damas        | 1.458.934      | 23.2               | 18.287                     | 10                       | 69                         | 224                                                |
| Alep         | 1.316.872      | 20.9               | 16.142                     | 9                        | 82                         | 93                                                 |
| Homs         | 546.176        | 8.7                | 42.226                     | 23                       | 13                         | 87                                                 |
| Hama         | 514.748        | 8.1                | 8.844                      | 4                        | 58                         | 80                                                 |
| Lattaquié    | 389.552        | 6.2                | 2.437                      | 2                        | 160                        | 233                                                |
| Hassatché    | 468.695        | 7.4                | 23.371                     | 12                       | 20                         | 23                                                 |
| Idlib        | 383.695        | 6.1                | 5.933                      | 3                        | 65                         | 83                                                 |
| Tartous      | 302.065        | 4.8                | 1.890                      | 1                        | 160                        | 165                                                |
| Deir ez Zor  | 292.780        | 4.6                | 33.060                     | 18                       | 9                          | 36                                                 |
| Rakka        | 243.736        | 3.8                | 22.000                     | 12                       | 31                         | 21                                                 |
| Deraa        | 232.481        | 3.7                | 3.730                      | 2                        | 62                         | 75                                                 |
| Soueida      | 139.650        | 2.2                | 5.550                      | 3                        | 25                         | 38                                                 |
| Kuneitra     | 16.490         | 0.3                | 1.710                      | 1                        | 10                         | 16                                                 |
| TOTAL        | 6.304.685      | 100                | 185.180                    | 100                      | 34                         | 71                                                 |

En ce qui concerne la répartition des habitants entre villes et campagnes, on considère, en Syrie, comme ville toute agglomération abritant plus de 20.000 habitants.

Sur cette base, la population se répartit (1970) 2.741.171 population urbaine, soit 43% de la population et 3.563.514 population rurale, soit 57% de la population totale.

Cette répartition varie d'un département à l'autre mais dans l'ensemble, la population syrienne est en grande majorité rurale. Cette ma-

(1) D'après St-ab of Syria 1971-1973.



AGGLOMERATIONS DE LA POPULATION SYRIENNE  
(recensement de 1970)

( d'après A. Abdul Salam )

majorité se trouve dans tous les départements, à l'exception faite pour celui de Damas et d'Alep, si l'on y incorpore les deux villes Damas et Alep, elles-mêmes, en tant que centres administratifs, industriels et commerciaux, connaissant un accroissement remarquable au nombre d'habitants originaires d'autres départements et de la campagne.

Pour la répartition de la population par sexe, on trouve en Syrie que les hommes sont plus nombreux que les femmes. D'après le recensement de 1970, la Syrie compte 3.233.110 hommes, soit 51% contre 3.071.575 femmes, soit 49%.

Ces chiffres nous donnent un taux de masculinité (nombre d'hommes pour 100 femmes) de l'ordre de 105.

Cette constatation est assez importante, car en Syrie, comme dans la plupart des pays à majorité musulmane, la femme surtout celle qui vit dans les centres urbains ne déploie pas d'activités rémunératrices. Qu'elle soit mariée ou célibataire, son rôle se limite normalement à l'entretien du ménage.

Ce n'est que tout récemment, à la suite de l'extension du travail, de l'enseignement et du recul de certaines traditions, qu'elle a pris dans la vie économique une place, d'ailleurs minime, s'adonnant à quelques activités comme les tâches de secrétariat, les emplois de services divers, etc... (voir plus loin).

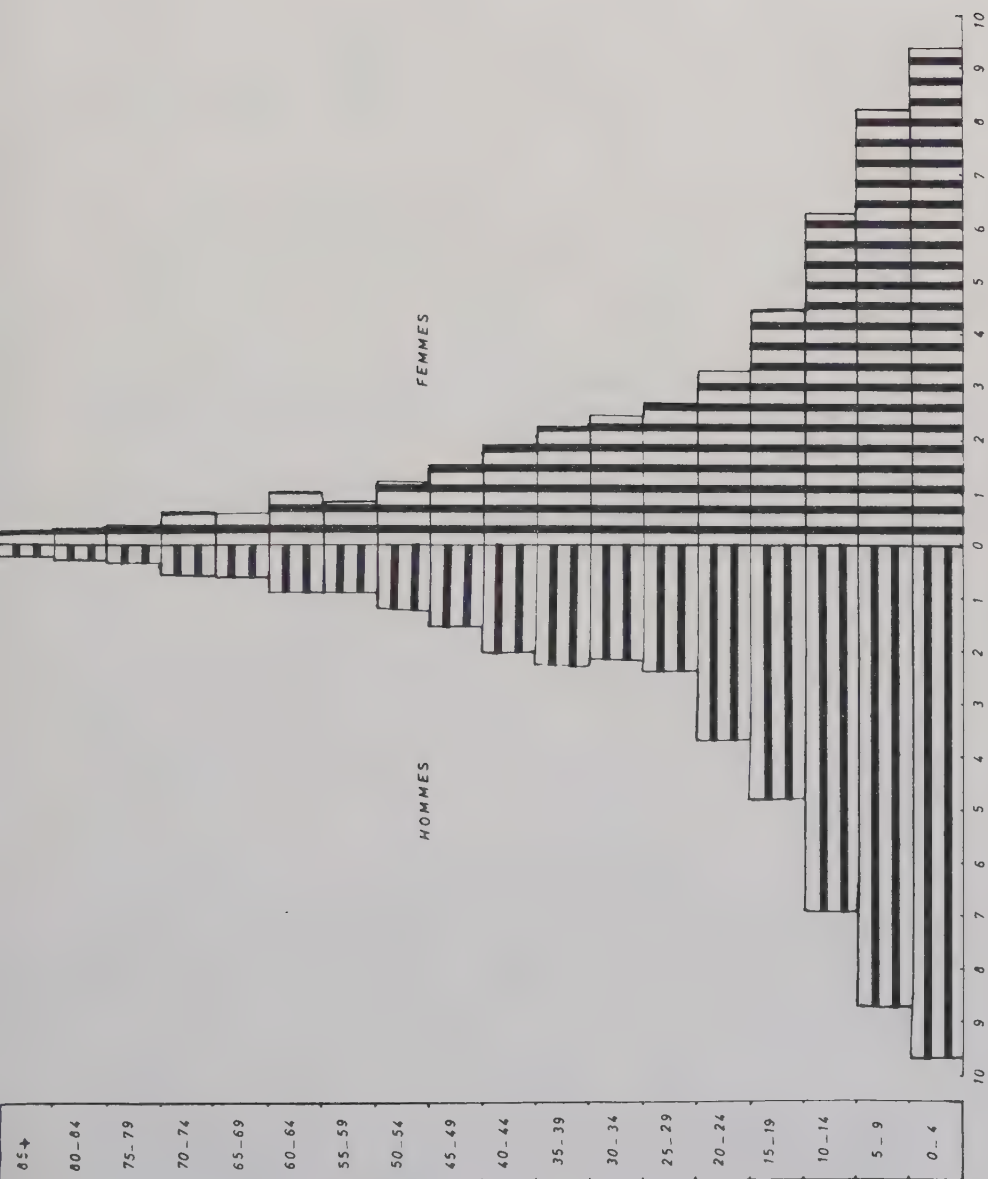
L'examen de la structure par âge de la population, indiquée dans le tableau suivant, nous révèle :

Répartition de la population par âge (novembre 1969) (1)

| Classe d'âge       | Nombre d'habitants | % du total |
|--------------------|--------------------|------------|
| moins de 12 ans    | 2.530.390          | 40.32      |
| entre 12 et 64 ans | 3.412.488          | 54.37      |
| 65 ans et plus     | 333.419            | 5.31       |
| Total              | 6.276.297          | 100        |

(1) Annuaire statistique, Ministère des Affaires Sociales et du Travail, p. 39.





PYRAMIDE DES AGES DE LA SYRIE 1970

1. La jeunesse de la population : les personnes de moins de 20 ans représentent 60,18% du total (voir pyramide des âges). Ce taux peut se comparer à celui du Maroc où en 1960, les personnes âgées de moins de 20 ans formaient 51% de la population et à celui de l'Egypte où les moins de 20 ans groupaient, en 1960, près de 49% du total.

2. La prépondérance des personnes en âge de travailler : sont comprises dans cette catégorie, en Syrie, celles qui ont plus de 12 ans représentent 54,37% du total et que les personnes de plus de 65 ans ne dépassent pas 5,31 %.

La charge totale des inactifs que subit la population en âge de travailler est évidemment allégée par la proportion, cruellement faible, des vieillards.

3. La faiblesse de l'âge moyen de la population : en raison de la prépondérance des éléments jeunes et du très faible nombre des personnes d'âge avancé, l'âge moyen de la population est de l'ordre de 36 ans seulement pour l'ensemble d'habitants. Ce taux montre que la population est très jeune, et que le nombre des personnes en âge de travailler et de procréer est appelé à une notable augmentation. Mais à présent, la composition par âge des défavorable : la proportion élevée de jeunes enfants constitue une lourde charge pour la population active; d'autre part, la brièveté de la vie productive des adultes stérilise une partie de l'offre assumé par la collectivité pour les former.

Or la disponibilité de main d'oeuvre comprend en principe les personnes âgées de 12 à 65 ans en état de travailler. Mais on y trouve également des personnes de plus de 65 ans qui se livrent à un travail quotidien. Cette catégorie de la population a été évaluée à 54,96 % de la population (novembre 1969).

Mais la population disponible pour le travail se compose de la population active constituée par des personnes qui occupent effectivement un emploi ou qui sont à la recherche d'un emploi et par les personnes qui ne se livrent à aucun travail productif, bien qu'elles en soient capables. Cette dernière catégorie groupe 23,56% de la population totale.

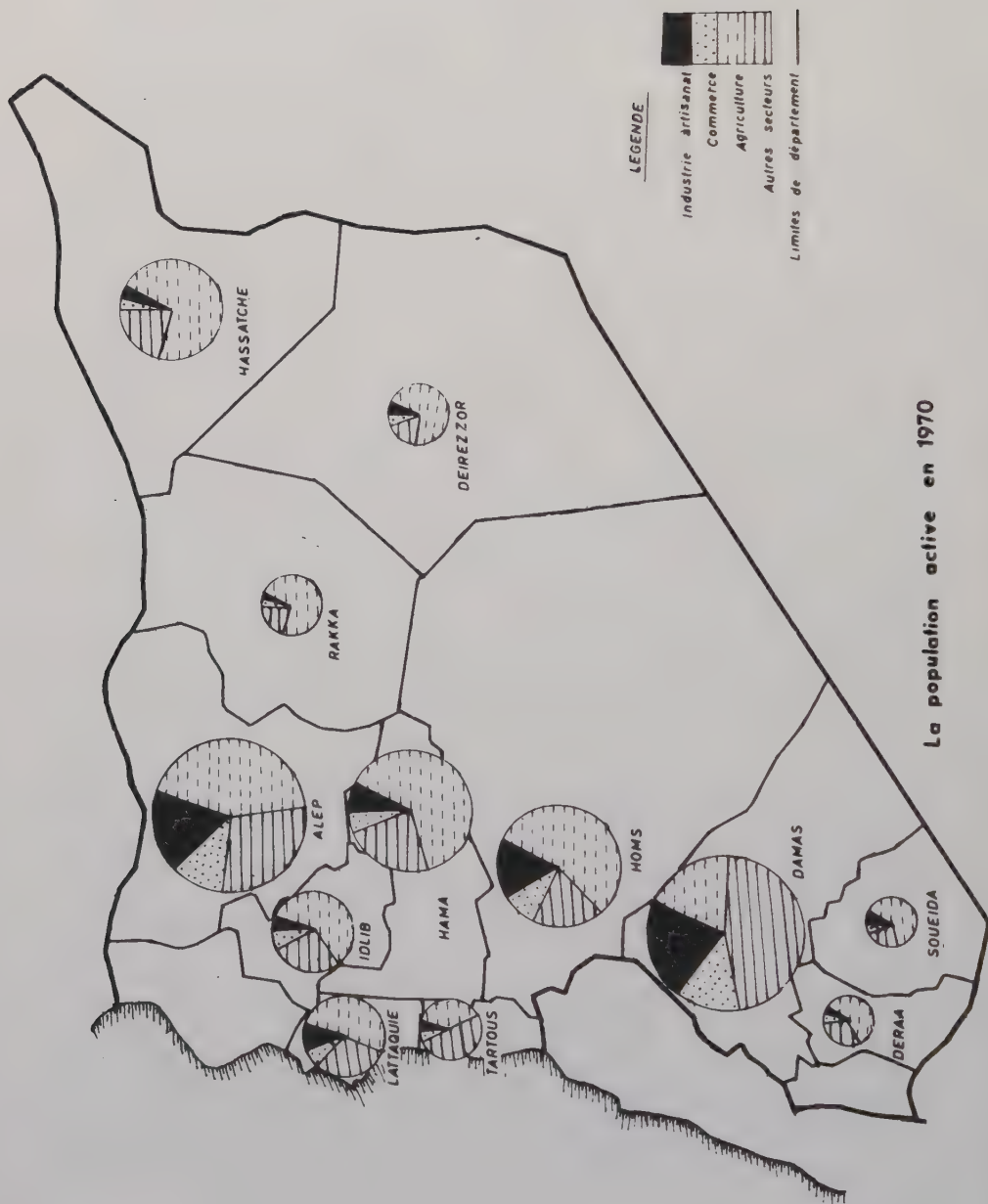
Par contre la population active a été évaluée, selon l'enquête de novembre 1969 à 31,4 % seulement de la population totale ce qui dénote un des taux d'activités moyens enregistrés dans le monde.

Pour l'ensemble de la population, le taux d'activité masculine est de 40,7 % et le taux d'activité féminine est de 21,9 % seulement. Mais on remarque une grande différence en ce qui concerne le taux d'activité entre campagnes et villes. Le taux d'activité masculine est de 30,8 % dans les villes et de 36,7 % dans les campagnes; le taux d'activité féminine est de 3.2 % seulement dans les villes et de 34,2 % dans les campagnes ce qui montre la faiblesse du rôle de la femme dans les villes et son importance dans les campagnes, où la femme participe côte à côte avec l'homme dans les travaux des champs. C'est pour cela que les femmes actives se trouvent, selon la répartition de la population active suivant la profession, essentiellement dans le secteur agricole qui groupe 94,2 % de leur total, comme le montre le tableau qui suit.

Les hommes actifs s'adonnent surtout aux travaux agricoles (52,9 % du total), puis aux services publics (13,2 %) à l'industrie et au commerce et aux autres activités.

TABLEAU 33 - Répartition de la population active suivant les activités économiques (1)

| : Activités          | : Hommes    | : %    | : Femmes  | : %     | : Total     | : %    |
|----------------------|-------------|--------|-----------|---------|-------------|--------|
| : Agriculture        | : 684.200   | : 52.9 | : 638.436 | : 94.20 | : 1.322.636 | : 67.1 |
| : Industrie et       |             |        |           |         |             |        |
| : Artisanat          | : 137.238   | : 10.6 | : 12.738  | : 1.87  | : 149.976   | : 7.6  |
| : Construction de    |             |        |           |         |             |        |
| : bâtiment           | : 74.176    | : 5.8  | : 112     | : 0.01  | : 74.288    | : 3.8  |
| : Electricité, eau,  |             |        |           |         |             |        |
| : gaz                | : 6.784     | : 0.5  | : 216     | : 0.03  | : 7.000     | : 0.4  |
| : Commerce           | : 131.811   | : 10.2 | : 1.100   | : 0.16  | : 132.911   | : 6.7  |
| : Transport et comm. | : 44.217    | : 3.4  | : 588     | : 0.08  | : 44.805    | : 2.3  |
| : Services publics   | : 170.430   | : 13.2 | : 19.560  | : 2.88  | : 189.990   | : 9.6  |
| : Autres activités   | : 44.177    | : 3.4  | : 5.157   | : 0.77  | : 49.334    | : 2.5  |
| : TOTAL              | : 1.293.033 | : 100  | : 677.907 | : 100   | : 1.970.940 | : 100  |



En outre, la population active se répartit aussi selon la catégorie socio-professionnelle :

- 623.558, chefs d'entreprises, employeurs et travailleurs indépendants, soit 33% de la main d'oeuvre occupée.
- 818.765 personnes non rémunérées, représentant 43% du total.
- 443.312 personnes salariées, soit 24% du total (7% de la population totale)

L'enquête considère que l'industrie de transformation (y compris les petites entreprises) occupe 92.537 personnes, soit près de 21% du total des salariés, un peu moins de 5% de la population active, 2,7 % de la force de travail (population disponible pour le travail, et 1,4 % de la population totale).

Ces effectifs se répartissent entre les activités industrielles comme il est indiqué dans le tableau qui suit :

| : Activités industrielles  | : Hommes | : Femmes | : Total  | : %    |
|----------------------------|----------|----------|----------|--------|
| : Textile et cuir          | : 37.956 | : 1.606  | : 39.562 | : 42.7 |
| : Alimentation, tabacs     | : 15.964 | : 1.943  | : 17.907 | : 19.4 |
| : Bois et meubles          | : 9.846  | : 104    | : 9.950  | : 10.8 |
| : Papier et impression     | : 1.946  | : -      | : 1.946  | : 2.1  |
| : Chimie et parachimie     | : 6.202  | : 136    | : 6.338  | : 6.2  |
| : Produits non métalliques | : 4.045  | : -      | : 4.045  | : 4.4  |
| : Métallurgie-mécanique    | : 12.053 | : -      | : 12.053 | : 13.0 |
| : Autres industries        | : 736    | : -      | : 736    | : 0.8  |
| : TOTAL .....              | : 88.748 | : 3.789  | : 92.537 | : 100  |

Ce tableau expressif montre que le rôle de la femme dans la production industrielle est très faible. Le nombre de femme ayant été occu-

pées dans des activités considérées industrielles ne dépasse pas 0.21 % des femmes ayant de 12 à 65 ans d'âge; n'est-ce pas une grande réserve de main-d'oeuvre ? En plus, on voit que le rôle des femmes est restreint à quatre branches industrielles et que 51% des effectifs se trouvent dans les industries alimentaires, des tabacs et 42% dans les industries textiles et vestimentaires.

En effet, la main d'oeuvre salariée, comme nous avons constaté plus haut, ne forme qu'une partie relativement faible de la population active. C'est là une des principales caractéristiques de la main d'oeuvre dans les pays sur la voie de développement, à prédominance d'exploitation familiale et où les secteurs de l'économie dite de subsistance sont étendus.

Le groupe des salariés se localise en particulier dans les centres urbains, alors que dans la campagne, l'organisation du travail se fait sur la base de l'entreprise familiale où les besoins de main d'oeuvre salariés sont très limités (61% environ des salariés se trouvent dans les villes).

Ainsi, le pays possède, dans l'Etat actuel, des forces humaines productives dont la disponibilité est grande. L'accroissement du nombre des travailleurs disponibles, pourrait, en outre, d'une amélioration du mode d'emploi. La Syrie, comme dans la plupart des pays sur la voie du développement, souffre d'une utilisation défectueuse de la main d'oeuvre. Une meilleure organisation, pour un volume constant permettait de libérer beaucoup de travailleurs en activité.

En effet, l'utilisation du travail, par rapport aux pays développés, est naturellement beaucoup moins intensive, la plupart des travaux étant encore effectués à la main. La machine et avec elle, l'organisation du travail n'ont pénétré qu'un petit nombre de secteurs. Même dans l'industrie moderne, fonctionnant en principe, suivant les types des pays industrialisés, le travail s'accomplit au ralenti et il s'y produit, en fait, un grand gaspillage de temps et d'efforts humains.

Par contre, comme nous avons vu plus haut, à peine le tiers de la population syrienne s'adonne à un travail actif, les deux autres tiers,

constitués par les femmes, les enfants, les vieillards et d'autres éléments oisifs, restent inactifs et ne déploient aucune activité économique, bien que renfermant une proportion importante (23,56% de la population) de personnes capables de se livrer à un travail productif. Bien sûr, cet état de choses est déterminé par le manque de travail, dans un pays qui n'a été exploité que très partiellement et pas toujours de façon rationnelle.

Le développement industriel, surtout dans les dernières années a participé d'une manière active à la création d'emplois. En 1965, le nombre de salariés travaillant dans des entreprises ayant de 10 et plus de salariés a été estimé à 45.000 environ. Ce chiffre s'est évalué à 64.000 environ en 1970, soit 3.600 emplois créés chaque année. C'est-à-dire que l'augmentation des effectifs industriels est de 7.8 % chaque année, ce qui représente une proportion élevée. Car si les autres secteurs économiques peuvent réaliser la même proportion de croissance le pays pourrait vaincre le problème du chômage dans une période très courte en tenant compte que le taux de croissance de la population est de 3.2 % par an.

Les perspectives sont encourageantes, du fait, que la mise en valeur des ressources d'eau, notamment l'Euphrate et l'exploitation croissante de richesses de sous sol créerons une demande considérable sur l'emploi et auront des répercussions très positives sur les autres activités économiques, particulièrement, les industries de transformation.



## B - LA MAIN D'OEUVRE QUALIFIEE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les méthodes anciennes de formation artisanale, malgré les services qu'elles ont rendu au mouvement industriel à ses débuts, sont incompatibles avec l'évolution récente. Depuis longtemps déjà, leur importance est en voie de décroître pour céder la place aux méthodes scientifiques appliquées dans les écoles modernes. La dimension de l'entreprise industrielle, ses outillages complexes, et le nombre considérable de ses ouvriers rendent la formation technique et professionnelle fort indispensable pour le succès de l'industrialisation et son développement.

Il s'agit de former non seulement des ingénieurs et des techniciens, mais aussi une réserve de main d'oeuvre qualifiée capable de fournir les contremaîtres et les ouvriers spécialisés. Les entreprises nouvelles, en Syrie, ont surtout besoin de cette main d'oeuvre qualifiée, dotée de connaissances scientifiques et techniques, de techniciens et de dirigeants doués de l'esprit d'initiative et du sens de l'organisation.

Le manque de cette classe compétente avait obligé un certain nombre d'entreprises à recourir à des spécialistes étrangers. Toutefois, le nombre de techniciens et de personnel de direction a déjà augmenté rapidement au cours des quinze dernières années, grâce au développement de l'enseignement général, à la création des écoles techniques et professionnelles et à l'expérience acquise.

### 1. STRUCTURE ET ROLE DE L'ENSEIGNEMENT

#### a) L'enseignement général

Dans l'oeuvre que la Syrie a entrepris dès le début des années soixante pour accélérer la mise en valeur de ses richesses naturelles, le problème de la main d'oeuvre est une préoccupation majeure. Les difficultés sont plutôt d'ordre qualitatif; il s'agit d'assurer une meilleure utilisation de la main d'oeuvre disponible et une formation professionnelle intense. Le défaut d'organisation du travail, la faible productivité est en grande partie

imputable à la pénurie aiguë de cadres. Ce point est primordial, car c'est là que se situe un des principaux goulots d'étranglement. Mais pour surmonter la pénurie de techniciens et d'administrateurs, la Syrie doit compter sur une formation poussée et accélérée de ses jeunes générations. Elle doit intensifier les efforts entrepris dans l'enseignement dans toutes ses étapes, aussi bien théorique que technique.

Les gouvernements, qui se sont succédés dans le pays depuis l'indépendance, ont accordé une importance toujours grandissante à ce problème. En 1972, les sommes affectées à l'enseignement occupent près de 270 millions de L.S. soit 8,5 % du budget général de l'Etat. Elles étaient de 14 millions L.S. en 1947, soit 10,9 % du budget pour monter à 159 millions de L.S. en 1966, soit 20,4 du budget, c'est-à-dire qu'elles ont augmenté de 1128% pendant 20 ans et de 1912 % entre 1946 et 1972.

Les autorités compétentes ont entrepris un grand effort pour combattre l'analphabétisme et répandre l'enseignement à tous les degrés. L'enseignement primaire est depuis 1948, obligatoire (théoriquement) et gratuit.

Cependant l'effort reste insuffisant devant l'ampleur de cette tâche. Les résultats du recensement de 1970 nous révèlent que le nombre d'illettrés est assez élevé (33% du total de la population).

En ce qui concerne la population active, l'enquête de novembre 1969, indique que 64,05 % de la population active est illettrée, tandis que le pourcentage de la population active ayant possédé le baccalauréat, 1,85 %, diplômés universitaires et plus est de 0,71 %. Le pourcentage d'illettrés est beaucoup plus élevé parmi les femmes.

La question est de savoir si l'on peut brûler les étapes pour échapper au sous-développement, en ayant 64.05 % de la population active illettrée et 26,23% à peine sachant lire et écrire ? (voir le tableau suivant).

TABEAU 34 - (1) Répartition de la population active selon le sexe et le degré d'instruction (1969)

|                             | Hommes    | %    | Femmes  | %    | Total     | %     |
|-----------------------------|-----------|------|---------|------|-----------|-------|
| Illettrés                   | 634.187   | 49.1 | 628.162 | 92.7 | 1.262.349 | 64.05 |
| Lire et écrire              | 492.172   | 38.1 | 24.764  | 3.7  | 516.936   | 26.23 |
| Certificat primaire         | 109.152   | 8.4  | 8.447   | 1.2  | 117.599   | 5.97  |
| Niveau de brevet            | 20.064    | 1.5  | 3.470   | 0.5  | 23.534    | 1.19  |
| Niveau baccalauréat         | 25.505    | 1.9  | 11.028  | 1.6  | 36.533    | 1.85  |
| Titre Universitaire et plus | 11.953    | 1    | 2.036   | 0.3  | 13.989    | 0.71  |
| TOTAL                       | 1.293.033 | 100  | 677.907 | 100  | 1.970.940 | 100   |

Même le 3ème plan quinquennal (1971-1975) dans le domaine de l'enseignement, prévoit que 80% des enfants à l'âge scolaire seront admis aux écoles primaires, c'est-à-dire que 20% des enfants chaque année resteront sans instruction.

L'examen des chiffres et des indices relatifs à l'enseignement, en Syrie, nous amène à constater l'absence d'une politique scolaire raisonnée qui tient compte des besoins du développement économique et social du pays.

Depuis 1960 et surtout de 1966, sous le second plan, la situation tend à se renverser. Des études sont faites et des réformes entreprises dans le but de rattacher l'enseignement à l'économie et à la société (Notons que depuis l'enseignement général est devenu gratuit dans toutes ses étapes).

Pour tous les enfants de 6 à 12 ans, soit 20% environ de la population totale, le taux de scolarisation monte de 16 à 25, 51, 73 et enfin 68%

(1) Annuaire statistique du Ministère des Affaires Sociales et du Travail, p.42.

entre 1936, 1945, 1960, 1964, 1971. Pour les garçons, ce taux approche de 90%. Pour les filles, il reste encore très faible, la moitié des filles de ce groupe d'âge ne fréquente pas encore l'école.

Il est à noter, enfin, que la constitution de 1950, stipulait la scolarité obligatoire et gratuite pour tous les enfants et qu'en l'espace de dix ans, l'enseignement primaire devait être complètement diffusé. Mais jusqu'à nos jours cet objectif est encore loin d'être atteint, en particulier, pour les filles.

En ce qui concerne, l'enseignement secondaire général, il comprend deux phases : 3 années préparatoires sanctionnées par un brevet; puis 3 années terminales, sanctionnées par le baccalauréat syrien (littéraire ou scientifique). 40% environ des élèves obtenant le certificat primaire continuent l'école préparatoire.

Le second plan visait à élever ce chiffre à 45% et devait admettre 50% de ceux qui terminent l'école préparatoire dans l'enseignement secondaire. Le troisième plan a prévu d'admettre à 100% les élèves dans les deux étapes de l'enseignement secondaire général et technique.

L'évolution de l'enseignement secondaire public semble plus accentuée que celle de l'enseignement primaire. Le taux de progression est ici de 23% en moyenne entre 1947 et 1952 par an, il tombe à 3% seulement entre 1952-1954, puis il remonte à 8% en 1955, 1957, remonte de nouveau en 1958-1960 et remonte ensuite rapidement en 1960-1971, années durant lesquelles le chiffre absolu est multiplié par 919%. Le nombre total d'inscrit s'élève ainsi de 3435 à 315.803 entre 1960 et 1971. Le nombre de professeurs passe de 672 à 10.264 entre 1947 et 1971. A titre comparatif, le tableau n° 35 permet d'avoir une idée de l'évolution de l'enseignement en Syrie par rapport aux autres pays.

L'importance de l'enseignement secondaire privé reste ici beaucoup plus grande que pour l'école primaire : 50% en 1945, 42%, 35% et 34% en 1953, 1965 et 1966 respectivement. De toute façon, le nombre d'écoles secondaires privées est en régression rapide dès 1966 : 264 en 1965, 234 en 1966, 190 en 1970 et 128 en 1971 (surtout les écoles étrangères et nationales religieuses).

TABLEAU 35 -

Evolution comparée de l'enseignement entre 1950 et 1964. (1)

|                   | 1950, en milliers |       |        |         | Indice 1964/1950, en % |      |        |        |
|-------------------|-------------------|-------|--------|---------|------------------------|------|--------|--------|
|                   | Syrie             | Tur-  | Bulga- | France  | Syrie                  | Tur- | Bulga- | France |
|                   |                   | quie  | rie    |         |                        |      | rie    |        |
| <u>Primaire</u>   |                   |       |        |         |                        |      |        |        |
| Enseignants       | 7.4               | 35.9  | 32.3   | 182     | 242                    | 220  | 150    | 130(1) |
| Elèves            | 279               | 1617  | 823    | 4063(2) | 232                    | 231  | 138    | 139    |
| <u>Secondaire</u> |                   |       |        |         |                        |      |        |        |
| Enseignants       | 1.5               | 10.9  | 2.7    | 39.5    | 520                    | 259  | 215    | 430    |
| Elèves            | 37.6              | 142.6 | 155    | 1074    | 428                    | 434  | 180    | 283    |
| <u>Supérieur</u>  |                   |       |        |         |                        |      |        |        |
| Enseignants       | 0.1               | 1.3   | 2.2    | -       | 885                    | 446  | 274    | -      |
| Etudiants         | 2.8               | 24.8  | 27.6   | 139.6   | 1196                   | 367  | 372    | 326    |

Taux de scolarisation

|                    | 1 9 5 0 |     |     |     | 1 9 6 4 |     |      |     |
|--------------------|---------|-----|-----|-----|---------|-----|------|-----|
| <u>Primaire</u>    |         |     |     |     | (3)     |     | (3)  | (3) |
| (5 à 14 ans)       | 35      | 33  | 61  | 79  | 48      | 48  | 81   | 63  |
| <u>Secondaire</u>  |         |     |     |     |         |     |      |     |
| 15 à 19 ans        | 11      | 6   | 26  | 35  | 29      | 20  | 48   | 115 |
| <u>Primaire et</u> |         |     |     |     |         |     |      |     |
| <u>secondaire</u>  |         |     |     |     |         |     |      |     |
| ajouté             |         |     |     |     |         |     |      |     |
| (5 à 19 ans)       | 35      | 33  | 63  | 78  | 53      | 55  | 89   | 94  |
| Nombre d'étu-      |         |     |     |     |         |     |      |     |
| dants par          |         |     |     |     |         |     |      |     |
| 100.000 habitants  | 89      | 118 | 383 | 334 | 630     | 297 | 1267 | 940 |

(1) 1963 - (2) 1965 - (3) 1963

(1) D'après R. Hilan, P. 302 - 303.

Le pourcentage des jeunes filles à l'école secondaire n'est que 25% de l'ensemble en 1945-1950, 22% en 1960-1965 et 26% en 1971.

La répartition géographique de l'enseignement secondaire défavorise les régions rurales, approfondissant ainsi le fossé entre villes et campagnes. Ainsi Damas et son département (20% de la population) comporte 21% du total des écoles, 26% des étudiants et 27,2 % des enseignants.

Tandis que les trois départements de l'Euphrate et de la Djeziré et les départements de Soueida et de Deraa ont 19% de la population, 14% du nombre d'étudiants et 15% des professeurs en 1971.

Pour l'enseignement supérieur, jusqu'en 1947, il se faisait principalement dans les universités étrangères. L'Université Svrienne n'avait que deux facultés, de droit et de médecine, avant peu d'importance. Mais depuis elle ne cesse de se développer. Ainsi l'université Syrienne (Université de Damas actuellement) ne comprenait que deux facultés en 1932 et 404 étudiants. Ces chiffres s'élèvent à 5 et 2.207, à 6 et 2.960 et 13 et 23 770 pour les années 1949, 1954 et 1963. En 1961, une deuxième université s'installe à Alep et la troisième se fonde à Lattaquié en 1971. Le nombre d'étudiants s'élève à 39.563 et le nombre de facultés à 22 en 1972.

TABEAU 36 - (1) Evolution du nombre d'Université et d'étudiants

| Année | Nombre<br>d'Universi-<br>té | Nombre<br>de<br>Facultés | Nombre d'étudiants |    |        |    | Nombre<br>total<br>d'étu-<br>diants | Indice<br>:1963=<br>100 |
|-------|-----------------------------|--------------------------|--------------------|----|--------|----|-------------------------------------|-------------------------|
|       |                             |                          | garçons            | %  | filles | %  |                                     |                         |
| 1946  | 1                           | 4                        | 990                | 94 | 68     | 6  | 1.058                               | 4                       |
| 1949  | 1                           | 5                        | 1.834              | 83 | 373    | 17 | 2.207                               | 9                       |
| 1950  | 1                           | 5                        | 1.792              | 81 | 413    | 19 | 2.205                               | 9                       |
| 1953  | 1                           | 6                        | 2.072              | 80 | 509    | 20 | 2.581                               | 11                      |
| 1955  | 1                           | 7                        | 4.056              | 81 | 930    | 19 | 4.986                               | 21                      |
| 1959  | 1                           | 9                        | 7.167              | 82 | 1.528  | 18 | 8.695                               | 37                      |
| 1960  | 1                           | 9                        | 7.305              | 82 | 1.821  | 18 | 10.126                              | 43                      |
| 1961  | 2                           | 10                       | 11.888             | 83 | 2.306  | 17 | 15.670                              | 66                      |
|       |                             |                          |                    |    |        |    |                                     |                         |

(1) St. ab. of Syria, 1950-1973.

|       |     |      |          |      |          |      |          |       |   |
|-------|-----|------|----------|------|----------|------|----------|-------|---|
| :1962 | : 2 | : 13 | : 15.818 | : 84 | : 2.751  | : 16 | : 18.739 | : 79  | : |
| :1963 | : 2 | : 16 | : 20.906 | : 86 | : 3.185  | : 14 | : 24.091 | : 100 | : |
| :1964 | : 2 | : 17 | : 26.549 | : 85 | : 4.569  | : 15 | : 31.118 | : 132 | : |
| :1965 | : 2 | : 17 | : 28.237 | : 83 | : 5.496  | : 17 | : 33.733 | : 143 | : |
| :1966 | : 2 | : 17 | : 27.167 | : 83 | : 5.337  | : 17 | : 32.504 | : 135 | : |
| :1967 | : 2 | : 18 | : 26.228 | : 83 | : 5.227  | : 17 | : 31.455 | : 130 | : |
| :1968 | : 2 | : 18 | : 26.783 | : 83 | : 5.482  | : 17 | : 32.265 | : 134 | : |
| :1969 | : 2 | : 18 | : 28.536 | : 82 | : 5.932  | : 18 | : 34.468 | : 143 | : |
| :1970 | : 2 | : 19 | : 30.281 | : 82 | : 6.480  | : 18 | : 36.761 | : 150 | : |
| :1971 | : 2 | : 19 | : 31.527 | : 81 | : 7.207  | : 19 | : 38.334 | : 160 | : |
| :1972 | : 3 | : 22 | : 37.048 | : 80 | : 8.977  | : 20 | : 46.025 | : 191 | : |
| :1974 | : 3 | : 23 | : 42.669 | : 80 | : 10.713 | : 20 | : 53.382 | : 221 | : |

Répartition des étudiants ayant fini leurs études suivant les étapes de l'enseignement et selon l'enseignement général et professionnel.

|       | Enseignement général |                   |                 | Enseignement technique et professionnel |       |               |               |
|-------|----------------------|-------------------|-----------------|-----------------------------------------|-------|---------------|---------------|
|       | Primaire             | Prépara-<br>toire | Secon-<br>daire | Indus-<br>trielle                       | Arts  | Agrico-<br>le | Com-<br>merce |
| :1947 | : 8.855              | : 1.375           | : 566           | : 28                                    | : 10  | : -           | : 56          |
| :1950 | : 14.945             | : 2.408           | : 968           | : 72                                    | : 11  | : 28          | : 11          |
| :1956 | : 28.647             | : 6.137           | : 2.069         | : 228                                   | : -   | : 182         | : 70          |
| :1960 | : -                  | : 10.132          | : 5.662         | : 386                                   | : 94  | : 200         | : 134         |
| :1963 | : 29.695             | : 14.721          | : 8.106         | : 1.079                                 | : 236 | : 297         | : 413         |
| :1965 | : 25.402             | : 22.390          | : 9.538         | : 1.230                                 | : 201 | : 159         | : 265         |
| :1967 | : 50.845             | : 29.938          | : 13.863        | : 1.257                                 | : 130 | : 98          | : 297         |
| :1969 | : 81.557             | : 21.476          | : 14.917        | : 730                                   | : 71  | : 33          | : 281         |
| :1970 | : 85.717             | : 33.372          | : 21.567        | : 917                                   | : 87  | : 132         | : 302         |
| :1971 | : 92.562             | : 29.873          | : 18.503        | : 2.018                                 | : 101 | : 214         | : 469         |
| :1974 | : 111.594            | : 56.252          | : 25.130        | : 2.154                                 | : 98  | : 1.268       | : 466         |



Cette expansion se fait en faveur des branches littéraires : entre 1951-1959, le nombre des littéraires s'est multiplié par 4, celui des scientifiques par 2 environ. En 1964, les étudiants "littéraires" sont 4 fois plus nombreux que les "scientifiques". En 1971, la situation s'est améliorée de beaucoup : les étudiants syriens inscrits dans les Facultés des Lettres, des Sciences Humaines et de Droit, ne dépassent que légèrement en nombre, les étudiants dans les Facultés de Sciences, de Médecine, du Commerce ou des Sciences Sociales (voir tableau n° 37). Le nombre total d'étudiants "littéraires" (22 431) est 1,3 fois seulement plus élevé que celui des étudiants "scientifiques" (17 102) ce qui montre une sorte d'équilibre à entreprendre dans la structure littéraires-scientifiques, surtout si nous savons que le rapport diplômés/nombre d'étudiants est 10% pour les littéraires et 9% pour les scientifiques.

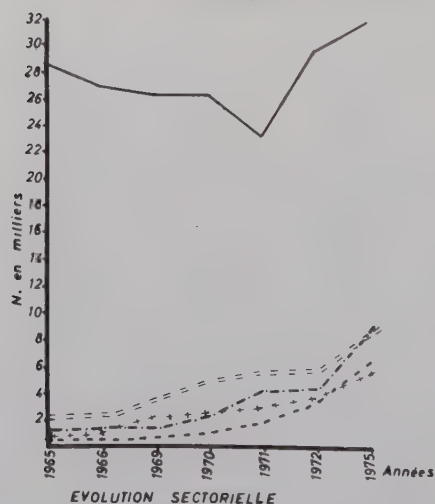
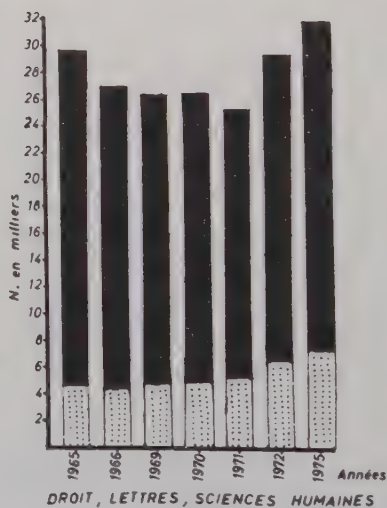
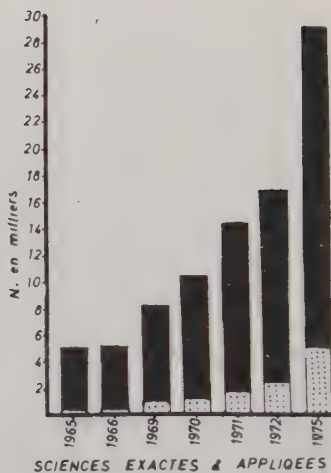
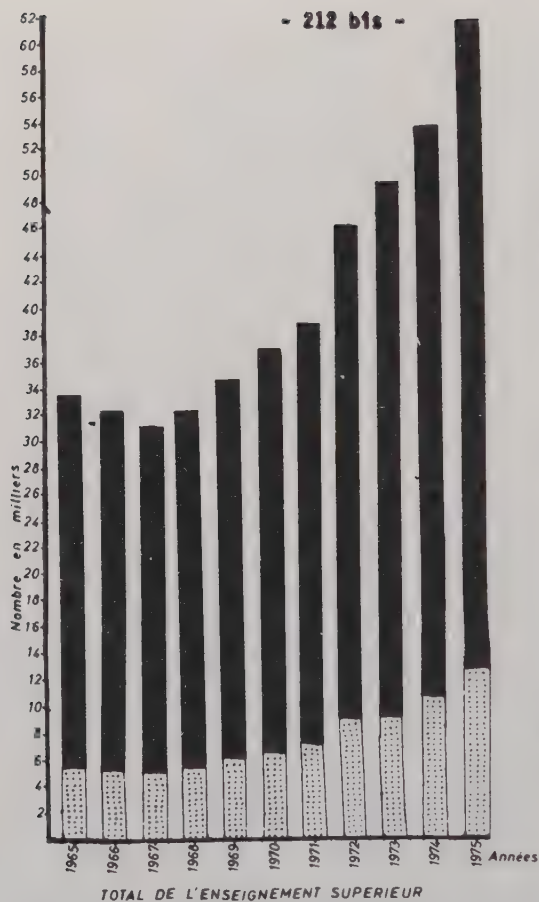
Le tableau n° 38 montre en particulier la proportion considérable et la progression rapide des étudiants littéraires et juridiques, et, en revanche, le pourcentage extrêmement faible des études scientifiques et techniques. Ainsi de 1918 à 1971, 64,1% des diplômés en Syrie sont dans les lettres et le droit, tandis que l'ensemble de diplômés en médecine, pharmacie, sciences, sciences de l'ingénieur, sciences agricoles, sciences économique et du commerce, est de 33,6% seulement.

Par conséquent, le développement de l'enseignement supérieur s'est fait d'une façon déséquilibrée, sans liaison avec les besoins économiques réels du pays.

Quant aux étudiants, leur nombre s'accroît de façon plus rapide que pour l'ensemble : le nombre total d'étudiants passe de 470 en 1950 à 2.473 en 1960, à 7.214 en 1971 et en pourcentage de 6% en 1946 à 10% en 1950, à 14% en 1963 et à 18% en 1971. En 1971, elles se répartissent comme suit : 60% environ dans les lettres et les beaux-arts, 17% dans le droit et les sciences sociales, 12% dans les sciences exactes et 11% dans les sciences de l'Ingénieur, la médecine, la pharmacie et l'agronomie.

En ce qui concerne les études à l'étranger, il faut noter tout d'abord que les universités étrangères relayent les universités syriennes en

- 212 bis -



# LEGENDE

- Etudiants
- Etudiantes
- Droit, lettres, sciences humaines
- Sciences
- Sciences de génie
- Médecine, pharmacie
- Agriculture, médecine vétérinaire

ce qui concerne les branches scientifiques et technique tout particulièrement.

En 1932-1933, il existait en France 300 étudiants syriens et libanais, dont 6% dans les branches scientifiques. Tandis que les deux universités de Bevrouth comptaient ensemble : 1.166 étudiants dont 606 syriens : du total des diplômés, 50% sont des scientifiques. (1)

Depuis 1945, en même temps que les universités syriennes se développent les étudiants syriens qui vont poursuivre leurs études à l'étranger sont de plus en plus nombreux; en 1914-1918, 821 étudiants sont au Liban; et sur 154 boursiers de l'Etat, 74 sont en Europe et aux Etats-Unis. Le chiffre total à l'étranger dépasse 1.000 en 1956, 5.152 en 1962. Il tombe à 773 en 1971 (en raison de l'interdiction des études à l'étranger, faite par l'Etat, exception faite pour certaines branches scientifiques et techniques) dont 237 boursiers de l'Etat.

En 1964, 73% des étudiants en dehors du pays poursuivent leurs études en Europe Occidentale et aux Etats-Unis, vis-à-vis de 26% seulement en 1971; 11% dans les pays socialistes (pour monter à 44% en 1971) et enfin 15% dans les pays arabes (35% en 1971).

Or, en 1964, 25% des étudiants syriens font leurs études supérieures à l'étranger : 73% pour les sciences médicales, 69% pour les sciences de l'Ingénieur, 31% pour les sciences agronomiques, 25% pour les sciences exactes. Bien sûr, cette dépendance de l'étranger pour les études supérieures scientifiques est jugée néfaste au développement des études supérieures en Syrie. D'une part, parce que beaucoup d'étudiants dont les plus brillants ne rentrent pas au pays. D'autre part, parce qu'il en résulte que les étudiants dans les branches juridiques et littéraires, les sciences économiques et commerciales non comprises, forment une proportion écrasante du total des étudiants des universités syriennes, soit 74% en 1964 (2). Or, la nécessité de restructurer les universités nationales se fait sentir de façon pressante

---

(1) Hilan p. 296.

(2) ibid. p. 298.

avant même la fin des années cinquante. Certains changements sont déjà accomplis depuis 1960; mais ils restaient encore modestes. C'est à partir de 1966, sous le Second Plan (1966-1970) seulement qu'une réforme vigoureuse est entreprise par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, créé en 1966, et tendant à intégrer le système d'enseignement au plan général du développement.

C'est sous le Second Plan qu'on entreprend la constitution d'un centre de recherche technologique et d'un institut de planification. En même temps, un programme scientifique est adopté, auquel sont alloués 15 millions de L.S. de dépenses durant la période du plan. Enfin, c'est à partir de ce plan qu'on crée les "instituts moyens" pour former, dans le temps le plus court possible, les techniciens de nombreuses spécialités dont le pays a besoin et d'une façon urgente.

#### b. L'enseignement technique et professionnel

L'ouvrier syrien est généralement connu comme un ouvrier laborieux, endurant et persévérant dans les conditions les plus difficiles, ce qui est attribuable aux traditions artisanales qui jouaient et jouent encore, surtout pour le secteur privé de l'industrie moderne, un rôle important dans la formation professionnelle effectuée uniquement dans l'atelier (et la petite usine actuellement).

TABEAU 37 - Structure de l'Enseignement Supérieur en Syrie

|                      | Etudiants inscrits |       |        |       | Diplômés de 1918 à 1970 |       |
|----------------------|--------------------|-------|--------|-------|-------------------------|-------|
|                      | 1950               |       | 1971   |       |                         |       |
|                      | Nombre             | %     | Nombre | %     | Nombre                  | %     |
| (1) Sciences médica- |                    |       |        |       |                         |       |
| les                  | 490                | 20    | 2.822  | 7.1   | 3.563                   | 10.8  |
| Sciences agrico-     |                    |       |        |       |                         |       |
| les et vétérini-     |                    |       |        |       |                         |       |
| naires               | -                  | -     | 1.736  | 4.4   | 709                     | 2.7   |
| (2) Sciences du Gé-  |                    |       |        |       |                         |       |
| nie Civil            | 77                 | 3     | 4.149  | 10.5  | 1.761                   | 5.3   |
| Mathématiques        |                    |       |        |       |                         |       |
| et sciences          | 235                | 9.4   | 5.346  | 13.7  | 1.903                   | 5.6   |
| Commerce et          |                    |       |        |       |                         |       |
| sciences écono-      |                    |       |        |       |                         |       |
| miques               | -                  | -     | 3.049  | 7.7   | 2.972                   | 9     |
| TOTAL DES SCIENCES   | 802                | 32.4  | 17.102 | 43.3  | 10.908                  | 33.6  |
| Lettres, éduca-      |                    |       |        |       |                         |       |
| tion et sciences     |                    |       |        |       |                         |       |
| humaines             | 629                | 26.1  | 16.757 | 42.3  | 10.891                  | 33.2  |
| Droit                | 1.039              | 41.5  | 4.737  | 11.9  | 10.144                  | 30.9  |
| Biens religieux      | -                  | -     | 937    | 2.5   | 818                     | 2.3   |
| TOTAL NON SCIEN-     |                    |       |        |       |                         |       |
| TIFIQUES             | 1.668              | 67.6  | 22.431 | 56.7  | 21.853                  | 66.7  |
| TOTAL GENERAL        | 2.410              | 100.0 | 39.533 | 100.0 | 32.761                  | 100.0 |
|                      | =====              | ===== | =====  | ===== | =====                   | ===== |

**TABEAU 38 - Evolution du nombre d'écoles suivant les trois étapes :  
primaire, secondaire et moyen**

|                        | 1948        |     | 1956        |     | 1963        |     | 1965        |     | 1970        |     | 1971        |     | Indices en 1971=1963=100 |
|------------------------|-------------|-----|-------------|-----|-------------|-----|-------------|-----|-------------|-----|-------------|-----|--------------------------|
|                        | Nom-<br>bre | %   | Nom-<br>bre | %   | Nom-<br>bre | %   | Nom-<br>bre | %   | Nom-<br>bre | %   | Nom-<br>bre | %   |                          |
| Primaires              | 1376        | 93  | 2719        | 90  | 3887        | 90  | 4433        | 90  | 5261        | 87  | 5500        | 86  | 114                      |
| Secondaires            | 93          | 6   | 267         | 9   | 407         | 9   | 538         | 9   | 813         | 12  | 839         | 13  | 206                      |
| Générales              | )           | )   | )           | )   | )           | )   | )           | )   | )           | )   | )           | )   | )                        |
| Tech. et prof.         | 8           | )   | 19          | )   | 35          | )   | 33          | )   | 35          | )   | 37          | )   | 106                      |
|                        |             | 1   |             | 1   |             | 1   |             | 1   |             | 1   |             | 1   |                          |
| Instituts moy.         | )           | )   | -           | )   | 2           | )   | 2           | )   | 6           | )   |             |     | 300                      |
| Collèges de<br>maîtres | 4           | )   | 8           | )   | 9           | )   | 18          | )   | 20          | )   | 15          | )   | 167                      |
| TOTAL                  | 1481        | 100 | 3013        | 100 | 4340        | 100 | 5024        | 100 | 6135        | 100 | 6397        | 100 | 147                      |

**TABEAU 39 - Structure de l'enseignement secondaire, technique et Professionnel en 1971.**

|                                              | Nombre<br>d'écoles | %   | Nombre<br>d'étu-<br>diants | %   | Nombre de<br>maîtres | %   |
|----------------------------------------------|--------------------|-----|----------------------------|-----|----------------------|-----|
| Ecoles indus-<br>trielles                    | 15                 | 40  | 7.450                      | 74  | 959                  | 85  |
| Ecoles féminines                             | 4                  | 11  | 133                        | 1   | 8                    | 1   |
| Ecoles commercia-<br>les                     | 8                  | 22  | 1.254                      | 12  | 79                   | 7   |
| Ecoles agronomi-<br>ques etvétéri-<br>naires | 10                 | 27  | 1.294                      | 13  | 81                   | 7   |
| TOTAL .....                                  | 37                 | 100 | 10.131                     | 100 | 1.127                | 100 |

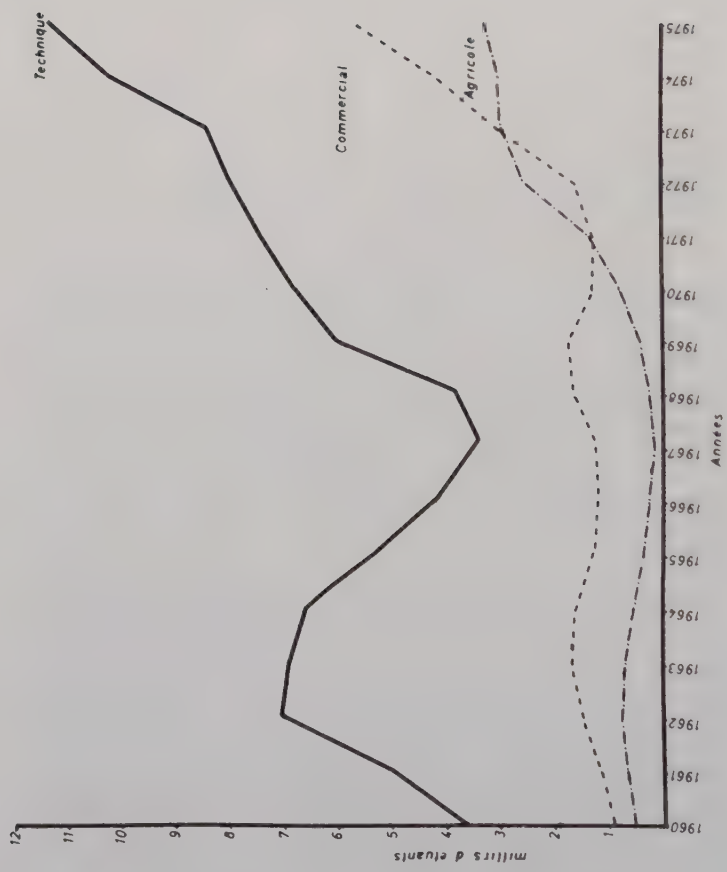
Le jeune ouvrier débute comme apprenti et reçoit son instruc-  
tion au cours de son travail. Plus tard, il devient compagnon et enfin maî-  
tre. L'avancement de l'apprenti n'est pas non plus soumis à une réglementa-

tion rigoureuse et il s'effectue selon l'évolution de ses capacités. Les résultats d'une telle formation quoique insuffisante, se sont faits sentir très favorablement dans les industries modernes qui ont pu recruter parmi les artisans leurs meilleurs ouvriers, parfois même leurs chefs d'équipes, leurs contremaîtres après les avoir adaptés aux conditions nouvelles. Dans ce domaine, les industriels n'ont pas rencontré de difficultés importantes, étant donné la faculté d'assimilation chez les ouvriers et leur faculté d'adaptation aux divers travaux. Toutefois, le rendement et la qualité du travail de l'ouvrier syrien, restent encore inférieurs à ceux de l'ouvrier des pays développés, à cause de la différence du niveau d'instruction et de la qualification professionnelle.

Sous l'indépendance, la Syrie a adopté deux systèmes en vue de la formation professionnelle. Le premier est intermédiaire entre l'apprentissage artisanal et l'apprentissage industriel et ses bases sont projetées dans le Code du Travail Syrien (loi n° 279 du 11 juin 1946). Ce code prévoit que des commissions corporatives mixtes devront s'occuper de l'instruction des travailleurs de l'apprentissage de la main d'oeuvre et de la préparation des travailleurs spécialisés (art. 66, al.4). Elles devront en outre, désigner une commission pour l'examen des apprentis ou autres ouvriers, désireux de devenir des travailleurs qualifiés, et devront déterminer les matières des épreuves, les capacités professionnelles et les travaux pratiques exigés. A la suite de l'examen, elles délivrent aux candidats admis un "certificat d'ouvrier qualifié" (art. 71). Pour pouvoir se présenter à cet examen, l'ouvrier doit être âgé d'au moins 17 ans et doit avoir fait trois ans d'apprentissage dans sa profession.

Le deuxième système est celui de l'enseignement technique et professionnel proprement dit, assuré par le Ministère de l'Instruction Publique (Ministère de l'Education actuellement). Cet enseignement s'effectue dans les écoles appropriées et comprend deux cycles : le premier fait suite à une scolarité de cinq ans d'étude primaire; sa durée est de quatre ans et sa sanction normale est le "Brevet d'enseignement professionnel". Le cycle suivant, comportant deux ans d'études, est sanctionné par le "Baccalauréat professionnel". Les études comprennent des matières générales et des matiè-





Evolution de l'enseignement technique & professionnel (ETAPE SECONDAIRE)

res spéciales. Ces dernières sont enseignées suivant un programme adapté à chacune des spécialisations suivantes : commerce, arts mécaniques et industriels, travaux, arts et métiers féminins. A côté des études théoriques, les programmes consacrent une place très importante aux travaux pratiques, notamment dans les écoles industrielles dotées d'ateliers équipés de l'outillage moderne nécessaire.

L'effectif des élèves des écoles professionnelles s'est élevé en 1948-49 à 1322 (dont 732 dans les écoles industrielles) contre 934 en 1937-38. Le nombre de candidats admis aux examens officiels pour le Brevet de l'enseignement professionnel a atteint 132 (dont 93 avec mention industrielle) en 1946 contre 35 en 1937.

Mais contrairement à la progression que connaissait l'enseignement général, l'enseignement technique et professionnel, demeura négligé et négligeable jusqu'à la fin des années cinquante. Ce n'est que depuis 1963 que l'Etat a commencé à s'en préoccuper.

Pour illustrer cette situation voici quelques chiffres :

Nombre total de diplômés (Brevet et Baccalauréat)  
de 1945 à 1960 (16 ans) : 30.597 diplomes généraux et 1628 professionnels (751 industriels, 134 arts féminins, 433 agronomes et 310 commerciaux) soit 5.4 % environ par rapport aux diplômés de l'enseignement général.  
De 1963 à 1971 (9 ans) : les diplômés professionnels au niveau du baccalauréat étaient de 11.017 soit 6 fois supérieur à la période précédente de 16 ans, tandis que le nombre de diplômés en baccalauréat général était de 86.494; c'est-à-dire que la proportion des diplômés de l'enseignement professionnel s'élève à 12% du total des diplômés de l'enseignement général.

Le nombre d'écoles professionnelles augmente de 8 en 1948 (5 industrielles) à 19 en 1956 (7 industrielles) et à 37 en 1971 (15 industrielles) voir les tableaux n° 38 et n° 39).

A partir de 1963, l'enseignement professionnel et technique commence à attirer l'attention nécessaire, tout particulièrement, après

les transformations socialistes. Ceci en vue de former la main d'oeuvre qualifiée, de techniciens et de cadres qui peuvent répondre aux exigences des établissements nationalisés d'une part, et aux besoins de nouvelles industries envisagées pour les années suivantes.

Depuis, l'Etat réorganise l'enseignement technique et professionnel en créant un enseignement intégré, secondaire, moyen et supérieur et en lui apportant une grande réforme et une grande efficacité. Il encourage l'adhésion à l'enseignement professionnel, soit par la construction de nouveaux établissements scolaires et par conséquent, l'augmentation du nombre des candidats admis, soit par l'aide financière appliquée depuis lors dans les étapes secondaires et moyennes. Selon le second plan, 20% en 1967 et 24% en 1970 du nombre d'étudiants ayant réussi au brevet, sont admis à l'école secondaire professionnelle, et 24% pour chaque année au 3ème Plan.

Ainsi, on trouve en Syrie actuellement, trois étapes de l'enseignement technique :

L'Etape Secondaire, l'Etape Moyenne et l'Etape Supérieure.

L'école secondaire industrielle en Syrie reçoit les élèves ayant réussi au brevet et qui ont de 15 à 20 ans. La durée d'étude est de trois ans sanctionnée par le baccalauréat industriel.

Les études comprennent des matières générales et théoriques et des matières spéciales pratiques et théoriques. Ceci correspond aux spécialités suivantes : mécanique, électronique, électricité, menuiserie, forage et tissage. Dès la première année, les élèves se répartissent dans les six spécialités. L'étude est gratuite et l'élève reçoit une aide financière de l'Etat de 50 L.S. par mois. Cependant, il n'y a pas d'engagement par l'Etat de trouver un travail pour le titulaire du baccalauréat industriel, ni par ce dernier pour travailler dans l'administration ou dans le secteur public de l'industrie, comme dans le cas dans l'Etape Moyenne.

L'école industrielle se trouve dans la plupart des grandes villes syriennes. Il y en a 15 en 1971 : deux écoles à Damas, 2 écoles à

Alep, deux à Lattaquié, une à Idlibe, une à Tartous, une à Homs, une à Hama, une à Deir ez Zor, une à Rakka, une à Hassatché, une à Deraa et une à Soueida.

L'enseignement industriel secondaire avait formé 7982 "agents techniques" (niveau du baccalauréat) et ouvriers qualifiés (niveau du Brevet) entre 1945 et 1971 : la plupart (7231) étant formés entre 1963 et 1971.

En travaillant dans le secteur public, le diplômé en baccalauréat industriel touche au moins 260 L.S. par mois.

Le diplômé peut poursuivre son "étude" dans les "instituts moyens" industriels de Damas et d'Alep mais il ne peut poursuivre son étude supérieure : seul le premier de chaque école industrielle peut être admis à l'Institut Supérieur Industriel.

En ce qui concerne l'Etape Moyenne de l'enseignement technique, il s'agit de sept instituts créés à la fin du second plan, en vue de former, le plus rapidement possible des techniciens, ces derniers étant d'une nécessité urgente. La durée d'étude est de deux ans sanctionnée par un diplôme dit "auxiliaire de génie". Le candidat doit avoir le baccalauréat scientifique ou le baccalauréat industriel; il reçoit une bourse de l'Etat de 120 L.S. par mois et il s'engage à travailler dans le secteur public industriel pour 6 ans au moins. Il touche un salaire de 300 à 350 L.S. par mois.

TABLEAU 40 - Evolution du nombre d'Ingénieurs inscrits dans le syndicat des Ingénieurs de 1958 à 1971.

|                  | Total | Civil | Architecte | Electrique | Mécanique | Géologie | Cadastral | Topographique | Autres |
|------------------|-------|-------|------------|------------|-----------|----------|-----------|---------------|--------|
| 1958:            | 470   | 281   | 86         | 31         | 54        | 3        | 15        | -             |        |
| 1959:            | 484   | 301   | 73         | 33         | 59        | 4        | 14        | -             |        |
| 1960:            | 602   | 359   | 99         | 43         | 83        | 4        | 14        | -             |        |
| 1961:            | 752   | 486   | 88         | 86         | 72        | 4        | 16        | -             |        |
| 1962:            | 793   | 532   | 67         | 86         | 77        | 3        | 22        | 6             |        |
| 1963:            | 920   | 589   | 87         | 114        | 92        | 3        | 22        | 13            |        |
| 1964:            | 1.090 | 697   | 125        | 125        | 111       | 7        | 13        | 12            |        |
| 1965:            | 1.348 | 804   | 172        | 159        | 150       | 6        | 26        | 31            |        |
| 1966:            | 1.669 | 896   | 206        | 165        | 161       | 60       | 66        | 15            |        |
| 1967:            | 1.908 | 1.161 | 257        | 195        | 176       | 11       | 25        | 83            |        |
| 1968:            | 2.080 | 1.268 | 299        | 207        | 181       | 5        | 29        | 91            |        |
| 1969:            | 2.419 | 1.464 | 359        | 233        | 204       | 6        | 30        | 123           |        |
| 1970:            | 2.603 | 1.580 | 377        | 259        | 237       | 4        | 24        | 124           |        |
| 1971:            | 3.184 | 1.787 | 484        | 371        | 371       | 5        | 19        | 147           |        |
| Indice 1971/1963 |       |       |            |            |           |          |           |               |        |
| 1963=            |       |       |            |            |           |          |           |               |        |
| 100:             | 346   | 303   | 556        | 325        | 403       | 167      | 86        | 1131          |        |

Installé près de la région industrielle d'Al-Qaboun, à l'Est de Damas, l'Institut Moyen des Industries Textiles a été créé en 1969. Il dépend du Ministère de l'industrie et forme les techniciens indispensables aux industries modernes de la filature et du textile.

L'institut étend ses activités aux domaines de la filature, de la teinture des apprêts du tissage et la chimie du textile, regroupées sous trois sections correspondant aux spécialités suivantes : la filature, le textile et la chimie du textile.

L'enseignement à la fois théorique et pratique assure une culture générale et une formation professionnelle : des cours de mathématiques

ques, de physique, de chimie générale, de chimie appliquée, de technologie, de mécanique, de tissage, etc... des travaux pratiques exécutés en laboratoire, en atelier, en fabrique même, permettent aux étudiants de s'initier aux travaux qui les attendent dans l'industrie. Après leurs études, les étudiants reçoivent leurs diplômes à condition d'avoir obtenu au moins une moyenne de cinquante sur cent.

En 1972, l'Institut a formé 136 techniciens, qui se répartissent entre les établissements industriels de la Fédération des Industries de Filature et de Textile, selon les spécialités et les villes suivantes :

|                   | <u>Damas</u> | <u>Alep</u> | <u>Homs</u> | <u>Hama</u> | <u>Total</u> |
|-------------------|--------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| Filature          | 31           | 13          | 7           | 6           | 57           |
| Textile           | 24           | 13          | 4           | -           | 41           |
| Chimie de textile | 24           | 11          | 3           | -           | 38           |

L'étudiant diplômé par une école secondaire industrielle peut continuer son étude, soit à l'Institut Industriel Moyen à Alep, créé en 1965, soit à l'Institut Industriel Moyen, créé à Damas en 1969. Les deux instituts dépendent du Ministère de l'Education et leurs activités s'étendent aux spécialités que nous venons de voir à propos de la première étape. A côté des techniciens, les deux instituts forment ce que l'on appelle les "maîtres d'arts", pour être enseignants aux écoles secondaires industrielles.

Au début du 3ème plan (1971-1972) on a créé à Hama le troisième institut industriel, depuis lors, l'institut industriel de Damas forme des techniciens en électronique seulement; à Alep on forme des techniciens en électricité et l'institut de Hama forme des techniciens en mécanique; en même temps, les instituts forment les maîtres d'arts dans les trois spécialités.

En 1969-1970, deux instituts moyens de Génie ont été créés, l'un annexé à la Faculté de Génie de l'Université de Damas et l'autre annexé

à la Faculté de Génie à l'Université d'Alep. Ils dépendent du Ministère de l'Enseignement Supérieur. La durée d'étude est de deux ans, après le baccalauréat. Ils reçoivent 400 étudiants en moyenne, chaque année, ayant le baccalauréat scientifique. L'enseignement est gratuit, mais l'étudiant ne reçoit pas, comme dans les autres instituts moyens, une bourse de l'Etat. Le Technicien sort avec le titre d'"ausiliaire-ingénieur".

Enfin, le 14 Octobre 1969, un institut, dénommé l'Institut des Professions Pétrolières a été créé. Son siège est à Homs avec deux succursales, l'une à Damas et l'autre au gisement de Rumeilan au Nord Est du pays. L'enseignement a débuté le premier Octobre 1970.

L'Institut comporte sept départements professionnels :

1. La géologie et la géophysique
2. La télécommunication et l'électronique
3. Le transport et le stockage
4. Le raffinage et la pétrochimie
5. L'électricité
6. Le sondage
7. La production

On a prévu, au 3ème plan, huit millions de L.S. pour cet Institut Pétrolier, dans le but d'en faire sortir 1.000 techniciens, durant le plan, c'est-à-dire 250 techniciens chaque année à partir de 1972.

La durée d'étude y est de deux ans après le baccalauréat comme c'est le cas dans tous les Instituts Moyens. L'étudiant reçoit une bourse de l'Etat qui est de 120 L.S. par mois, et en achevant son étude, il trouve sa place comme technicien de l'Etat.

En effet, ces sept instituts, dont dispose la seconde étape de l'enseignement technique, peuvent former, en moyenne 1.400 techniciens par an.

Quant à la dernière étape de l'enseignement technique, à savoir l'étape supérieure, elle est représentée par l'Institut Supérieur Industriel



annexé à la Faculté de Génie de l'Université de Damas et la Faculté de Génie d'Alep.

L'Institut Supérieur Industriel a été fondé à Damas en 1963. Il est destiné à préparer un diplôme d'Ingénieur dans les deux spécialités : mécanique et électricité. La durée d'étude est de 5 années après le baccalauréat. L'étudiant désireux d'entrer à l'Institut, doit avoir le baccalauréat scientifique (exceptionnellement le baccalauréat technique).

En 1967-1968, le nombre d'étudiants de l'Institut dans ses cinq années, est de 575; il s'élève à 933 en 1971-1972; la première promotion sortie en 1967-1968, est de 61 ingénieurs (23 électriques et 38 mécaniques); en 1968-1969, 43 ingénieurs seulement, en 1969-1970, 72 ingénieurs et en 1970-1971, 101 ingénieurs.

Au total, cet Institut a formé 277 ingénieurs en 4 ans.

Comme l'Institut Supérieur Industriel, la Faculté de Génie créée en 1961, à l'Université d'Alep, forme des ingénieurs en mécanique et en Electricité. La première promotion sortie de cette faculté a eu lieu l'année scolaire 1965-1966 avec 64 ingénieurs; la promotion, sortie en 1971, compte 118 ingénieurs. Le nombre d'étudiants s'élève de 491 en 1964 à 2236 en 1971 (2096 garçons et 140 filles). Jusqu'en 1971, les ingénieurs formés par la Faculté de Génie à Alep sont au nombre de 741 environ.

En dehors de l'Institut Supérieur Industriel et la Faculté de Génie en Alep, une part non négligeable des Ingénieurs Syriens, est formée à l'étranger (la source unique avant 1965), surtout en Europe Occidentale et aux Etats-Unis avant les années soixante, et dans les pays socialistes dans la période ultérieure.

En 1971, 184 étudiants font des études de génie civil sur 627 étudiants syriens à l'étranger (non compris les étudiants qui préparent le doctorat), soit 30% environ (81 étudiants aux pays socialistes).

Enfin, à côté des techniciens et des ingénieurs, les établissements industriels ont aussi besoin de dirigeants ayant la connaissance et

l'expérience de la gestion administrative et commerciale; ce qui manque cruellement en Syrie (la majeure partie des directeurs généraux des fabriques industrielles nationalisées en 1964-1965, est licenciée en lettres et en droit) (1). Partiellement la formation des employeurs et des cadres de gestion et d'administration peut être assurée par 8 écoles secondaires commerciales, par les facultés de commerce à Damas et à Alep par la Faculté de Sciences Economiques créée à Alep en 1967 et par l'Institut Supérieur de Planification créé en 1966 à Damas.

En 1971, le nombre d'étudiants diplômés en baccalauréat commercial est de 469 (2337 l'ensemble de bacheliers en commerce formés entre 1945-1971). Les facultés de commerce ont diplômé 258 étudiants en 1970. En 1971, le nombre de diplômés de la Faculté de Sciences Economiques est de 171, l'Institut de Planification a formé jusqu'en 1971, 123 planificateurs.

Bien sûr, ces établissements scolaires, secondaires ou supérieurs fonctionnent pour combler les besoins de tous les secteurs économiques et administratifs dans le pays. Malheureusement, les diplômés préfèrent, en général être fonctionnaires dans un bureau plutôt que d'être travailleurs productifs dans une usine industrielle pour des raisons matérielles et sociales.

## 2. AUTRES SOURCES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### 1°- Les centres de formation professionnelle

Pour relever le niveau professionnel de la main d'oeuvre industrielle et participer avec l'enseignement professionnel dans le domaine de la création de la main d'oeuvre qualifié et par conséquent, améliorer le niveau de la production quantitativement et qualitativement, on a créé en 1965-1967, avec le concours de l'O.N.U., deux grands centres d'entraînement professionnel. l'un à Alep (1965) et l'autre à Damas (1967).

---

(1) Par exemple, le Directeur de l'Usine des engrais azotés à Homs était licencié. En arabe.

Les candidats sont, principalement, les travailleurs industriels du secteur public et du secteur privé et secondairement, "les libres", c'est-à-dire ceux qui n'occupent pas encore une place dans l'industrie.

Le candidat doit avoir les conditions suivantes : être âgé de 16 à 40 ans, avoir au moins le niveau du certificat d'étude primaire. Enfin, le candidat libre s'engage de travailler à la fin de l'entraînement, dans la profession et le lieu choisis par le Ministère de l'Industrie.

Ces centres effectuent trois sortes de formation :

- La formation rapide : il vise à entraîner les ouvriers industriels ordinaires et les ouvriers peu qualifiés; sa durée est de 9 mois : 3 mois, entraînement préparatoire (pour les ouvriers ordinaires) et 6 mois dite de spécialisation (pour les ouvriers ayant réussi à l'entraînement préparatoire et les ouvriers qui ont une sorte de qualification limitée).
- La formation professionnelle proprement dite : il s'agit de former des apprentis pendant une durée de 3 ans pour avoir des ouvriers industriels d'un niveau de qualification assez satisfaisant.
- La formation spéciale : il concerne les ouvriers qualifiés, les chefs d'équipement et même les patrons dans les industries privées; sa durée dépend du niveau général des individus, du sujet de la session d'entraînement et du niveau exigé à la fin de la session.

Le centre de Damas a été mis en oeuvre en 1965; il comprend les départements d'électricité, de métaux, de menuiserie et de bâtiment, de tissage et de filature, et d'électronique.

Le centre d'Alep a commencé deux ans plus tard, en 1971, il comprend les départements de métaux, de mécanique, d'électricité, de filature et de tissage.

En 1965, le centre de Damas a formé 24 ouvriers seulement dans le département d'électricité, le nombre s'élève à 67 en 1966 (44 en électrici-

té et 23 métaux); dans les années 1967-1968, 1969, 1970 le nombre des promotions sorties est respectivement : 75, 217, 205 et 277 (les départements de textile et d'électronique n'étaient pas, à cette date, mis en service). Au total, le Centre de Damas a formé et a participé à l'amélioration du niveau technique de 865 travailleurs (209 d'électricité, 472 de métaux et 184 pour le département de menuiserie et de construction).

Le Centre d'Alep a formé 24 ouvriers en filature et au tissage, en 1967; le nombre s'élève à 93 en 1968, à 590 en 1969 et à 510 en 1970, soit 1217 au total : 648 du département des métaux, 216 du département de filature et du tissage et 353 du département de mécanique.

Le total général des ouvriers formés dans les deux centres est de 2.082, soit 33% environ des possibilités d'entraînement de deux centres à la fois.

Selon Monsieur M.J. Murad, le nombre d'ouvriers entraînés, en provenance des Fédérations Industrielles, durant la période 1965-1970, est de 228 seulement, tandis que 31% des ouvriers des Fédérations ne sont pas qualifiés (8021 ouvriers) et 39% ont très peu de qualification (expérience pratique pendant le travail) et la plupart sont illettrés (9951).

Avec le début du 3ème plan, la capacité de formation des deux centres a été élargie ce qui fait que 1661 personnes ont été formées durant les deux années 1971 et 1972.

Les formateurs dans les deux centres en 1970, étaient de 55 pour 336 ouvriers, c'est-à-dire que le rapport formateur/ouvriers est de 1:6, ce qui est raisonnable. Parmi ces formateurs 49 diplômés des écoles techniques secondaires, 2 diplômés de l'Institut Supérieur Industriel et 4 diplômés des facultés de Génie.

2°- A l'étranger, chaque année, un nombre important d'ouvriers suit des stages, cours ou longs, en gestion ou en technique, surtout dans les pays socialistes.

Entre 1965 et 1970, le nombre d'ouvriers envoyés dans les pays socialistes était de 217 (40 U.R.S.S., 95 Bulgarie, 39 Hongrie, 30 Allemagne de l'Est, 5 Tchécoslovaquie, 2 Yougoslavie et 6 en Egypte.

3°- L'entraînement dans l'entreprise industrielle, surtout celle qui est privée, dont les apprentis reçoivent leur formation professionnelle sous la surveillance du patron qui croit que cette méthode d'entraînement est plus facile et plus économique.

Malgré l'évolution remarquable de l'enseignement technique dans la dernière décennie nous pouvons signaler plusieurs déficiences. Tout d'abord notons l'absence de certaines spécialités qui s'occupent des industries alimentaires, chimiques, du cuir, etc...; puis le déséquilibre entre les spécialités existantes : les sections d'électricité et de mécanique sont les plus anciennes et les plus importantes tandis que celles de textile sont récentes et assez limitées ce qui est paradoxal dans un pays à industrie textile la plus importante. Ensuite, nous signalons le manque de professeurs et de manuels compétents, la pauvreté en ateliers et en équipements : ce qui joue sur le niveau pratique de nos diplômés, surtout ceux qui sont sortis des écoles secondaires techniques.

#### C - BILAN DE LA MAIN D'OEUVRE

D'une manière générale, notre industrie souffre du manque de main-d'oeuvre qualifiée et de la rareté des cadres. Le problème, nous le croyons, est plus profond dans le secteur privé que dans le secteur public, car ce dernier est privilégié par les possibilités financières et l'importance de la production (67% de la valeur de la production industrielle nette en 1970, de provenance publique).

En 1970, le secteur public occupe 43.889 salariés, soit 69% du total des salariés industriels dans le pays (63.607); 28.728 salariés, soit 65% environ du total des salariés dans le secteur public, travaillant dans les Fédérations Industrielles, la Fédération des industries textiles, La Fédération des Industries Alimentaires, et la Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques, qui comprennent nos meilleures fabriques des industries de transformation.

Le tableau suivant, nous montre que 54% du total des salariés dans les Fédérations Industrielles, sont illettrés, cette proportion remonte à 56% dans la Fédération des Industries Alimentaires et tombe à 49% dans la Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques.

Nombre et pourcentage d'illettrés dans les Fédérations Industrielles en 1970 (1)

| :                          | : Nombre      | : Nombre    | : Pourcentage | : |
|----------------------------|---------------|-------------|---------------|---|
| :                          | : d'illettrés | : total des | : d'illettrés | : |
| :                          | :             | : salariés  | :             | : |
| :                          | :             | :           | :             | : |
| :Fédération des industries | :             | :           | :             | : |
| :textiles                  | : 9.794       | : 17.914    | : 55 %        | : |
| :                          | :             | :           | :             | : |
| :Fédération des industries | :             | :           | :             | : |
| :chimique et mécanique     | : 2.369       | : 6.817     | : 49 %        | : |
| :                          | :             | :           | :             | : |
| :Fédération des industries | :             | :           | :             | : |
| :alimentaires              | : 2.252       | : 3.997     | : 56 %        | : |
| :                          | :             | :           | :             | : |
| :Ensemble des Fédérations  | : 15.415      | : 28.728    | : 54 %        | : |

C'est ici que réside une des plus graves difficultés qui brisent les efforts visant à augmenter la production industrielle, à baisser son prix de revient et à améliorer sa qualité.

Pour en savoir plus de la structure décevante de la force ouvrière dans le domaine industriel, examinons le tableau suivant :

(1) M.J. Murad. La Planification des Forces Laborieuses dans le Secteur Public Industriel, p. 212.

Structure qualitative de la force ouvrière dans  
les Fédérations Industrielles (en 1970) (1)

|                   | : Ing: | : % : | Tech: | : % : | : Qualif: | : % :  | : Spécia: | : % :  | : Ord. | : % :  | : Total: | : % : |
|-------------------|--------|-------|-------|-------|-----------|--------|-----------|--------|--------|--------|----------|-------|
| Fédérations des   | :      | :     | :     | :     | :         | :      | :         | :      | :      | :      | :        | :     |
| nd. textiles      | :      | :     | :     | :     | :         | :      | :         | :      | :      | :      | :        | :     |
|                   | 45:    | 0,25: | 225:  | 1,36: | 4,933 :   | 29,86: | 6,811 :   | 41,23: | 4,510: | 27,30: | 16,574:  | 100:  |
| Fédérations des   | :      | :     | :     | :     | :         | :      | :         | :      | :      | :      | :        | :     |
| nd. ch. et méc.:  | 50:    | 0,74: | 359:  | 6,27: | 1,312 :   | 22,87: | 1,570 :   | 27,36: | 2,404: | 42,76: | 5,745:   | 100:  |
| Fédération des    | :      | :     | :     | :     | :         | :      | :         | :      | :      | :      | :        | :     |
| nd. alimentaires: | 51:    | 1,56: | 172:  | 5,27: | 417 :     | 12,77: | 1,570 :   | 48,05: | 1,057: | 32,35: | 3,267:   | 100:  |
| Moyenne totale    | :      | :     | :     | :     | :         | :      | :         | :      | :      | :      | :        | :     |
| (2)               | 146:   | 0,59: | 756:  | 2,98: | 6,662 :   | 26,08: | 9,951 :   | 38,94: | 8,021: | 31,41: | 25,536:  | 100:  |

Les ouvriers ordinaires sans aucune spécialité, occupent plus de 31% du total des ouvriers productifs, ce taux remonte à 42,76% dans la Fédération des Industries Chimiques et Mécaniques, 39% environ, sont des ouvriers spécialisés, c'est-à-dire qu'ils disposent de certaines connaissances pratiques gagnées à partir du travail dans les fabriques mêmes, cette proportion remonte à 48% pour la Fédération des Industries Alimentaires et retombe à 27% environ dans la Fédération des industries chimiques et mécaniques. En effet, 70% du total des travailleurs productifs ne sont pas qualifiés.

Les qualifiés occupent 26% du total dans les Fédérations, les ingénieurs 0/5% et les techniciens 2,98% seulement.

Une telle situation aura des conséquences fâcheuses sur le processus et la modernisation de l'industrialisation dans les vingt prochaines années.

(1) M. J. Murad p. 94 précité.

(2) Non compris les salariés de l'Administration.



En ce qui concerne les besoins nécessaires de main d'oeuvre en 1970 et durant le 3<sup>e</sup> plan, dans les Fédérations Industrielles, nous reproduisons les deux tableaux ci-après.

Pour le tableau n° 41, on voit que le besoin total de main d'oeuvre est de 2.651 travailleurs productifs; 54% qualifiés, 14% techniciens, 14% ingénieurs et 16% spécialisés et 5% seulement ouvriers ordinaires; autrement dit 79% du total, résidant dans les catégories des ouvriers qualifiés

TABEAU 41 - Besoin de main d'oeuvre productrice dans les Fédérations Industrielles en 1970. (1)

| :                           | : | Ingé-  | Techni- | Quali- | Spécia- | Ordinai- | :     |
|-----------------------------|---|--------|---------|--------|---------|----------|-------|
| :                           | : | nieurs | ciens   | fiés   | lisés   | res      | Total |
| :                           | : | :      | :       | :      | :       | :        | :     |
| Féd. des Ind. textiles      | : | 134    | 248     | 779    | 130     | 17       | 1.308 |
| Féd. des Ind. Chim. et Méc. | : | 132    | 72      | 402    | 230     | 75       | 916   |
| Féd. des Ind. Alimentaires  | : | 34     | 44      | 232    | 47      | 70       | 427   |
| Total des Fédérations       | : | 300    | 364     | 1.413  | 412     | 162      | 2.651 |

TABEAU 42 - Demande sur la main-d'oeuvre productrice par les Fédérations Industrielles de 1971 à 1975 (2)

| :                           | : | Ingé-  | Tech-   | Quali- | Spécia- | Ordinai- | Total  | %      |
|-----------------------------|---|--------|---------|--------|---------|----------|--------|--------|
| :                           | : | nieurs | niciens | fiés   | lisés   | res      | :      | :      |
| :                           | : | :      | :       | :      | :       | :        | :      | :      |
| Féd. des Ind. textiles      | : | 224    | 517     | 7.111  | 2.554   | 2.733    | 13.139 | 60,15  |
| Féd. des Ind. Chim. et Méc. | : | 139    | 235     | 3.354  | 744     | 1.220    | 5.692  | 26,06  |
| Féd. des Ind. alimentaires  | : | 87     | 139     | 1.483  | 605     | 698      | 3.012  | 13,79  |
| Total des Fédérations       | : | 450    | 891     | 11.948 | 3.903   | 4.651    | 21.843 | 100,00 |
| Pourcentage                 | : | 2.06%  | 4.8%    | 54.7%  | 17.87%  | 21.29%   | 100%   | :      |

(1) M.J. Murad. p. 95.

(2) Même source p. 97.

et des cadres, particulièrement remarquables dans les Fédérations des Industries Textiles et des Industries Chimiques et Mécaniques.

Si ce manque était récupéré, les besoins des Fédérations aux cadres et aux techniciens seraient limités à 7% du total des besoins exigés durant les cinq années du 3<sup>e</sup> plan (1) (voir tableau n° 42) tandis que les besoins en ouvriers qualifiés seraient remarquables : 54,7% du total.

En effet, nos écoles techniques secondaires, instituts moyens Facultés et Instituts Supérieurs, et centre de formation professionnelle doivent former 3.903 ouvriers spécialisés, 11.948 ouvriers qualifiés, 891 techniciens et 450 ingénieurs pour satisfaire aux exigences des Fédérations Industrielles durant le 3<sup>e</sup> plan 1971 à 1975 et pour y maintenir l'équilibre.

En ce qui concerne l'administration, la Direction de la Planification et des Statistiques dans le Ministère de l'Industrie, estime que les besoins urgents des Fédérations en cadres supérieurs (1) en 1972, sont de 40 dans la Fédération des Industries Alimentaires, 18 dans la Fédération des Industries Textiles; pour le reste des administrateurs les chiffres sont respectivement : 60, 30, 56. (2)

En ce qui concerne les possibilités de formation professionnelle, nous les estimons, compte tenu des extensions prévues, durant les cinq années du 3<sup>e</sup> plan, comme suit :

Promotions d'ingénieurs sortis de la Faculté du Génie à Alep et de l'Institut Supérieur Industriel à Damas (3)  $219 \times 5 = 1.095$ .

Promotions de techniciens sortis des instituts moyens (exclu l'Institut du Pétrole) : Instituts des industries textiles  $136 \times 3 = 408$ , instituts de Gé-

---

(1) Les cadres supérieurs comprennent : directeurs des fabriques, directeurs de planification, de commerce, de production et directeurs techniques.

(2) La situation de l'industrie en Syrie sous le 3<sup>e</sup> plan : Min. de l'ind. dir. de P. et S. p. 43-45.

(3) Nombre de sorties en 1971.

nie à Damas  $100 \times 4 = 400$ , Institut de Génie en Alep  $200 \times 5 = 1.000$  et les Instituts Industriels  $300 \times 3 = 900$ . Au total les techniciens sortis de 1971 à 1975 sont de 2.708.

En 1971, les écoles techniques secondaires ont formé 2.018 ouvriers qualifiés, donc le total formé en cinq ans serait de 13.000, ajoutons à ce chiffre les qualifiés, qui seront formés par les centres de formation : 982 environ, nous aurions le chiffre 13.982.

Enfin, on peut estimer le nombre de main d'oeuvre spécialisée formée par les centres de formation à 4.000 en moyenne. Mettant en comparaison ces chiffres avec la demande de main d'oeuvre dans les fédérations industrielles nous aurons les excédents suivants : 645 ingénieurs, 1817 techniciens, 2034 ouvriers qualifiés et 98 ouvriers spécialisés.

Ces derniers chiffres représentent le nombre de la main d'oeuvre qualifiée et de cadres restant comme offre pour les autres branches industries, les industries de transformation privées et les autres secteurs économiques (les chiffres ne comprennent pas les diplômés à l'étranger) ce qui sera sûrement insuffisant, mais les déséquilibres seront allégés.

L'image malheureuse que nous venons de voir dans les industries de transformation sera changée en examinant la situation de la main-d'oeuvre dans l'industrie pétrolière, branche industrielle naissante de plus en plus importante. En 1965, le nombre total de ses salariés était de 2.198; parmi eux 1249, soit 57% du total sont de cadres et de techniciens (15% dans les Fédérations Industrielles en 1970) et le reste, à savoir 949, soit 43% sont des employés et des ouvriers (spécialisés et ordinaires). En 1969, le nombre total de salariés s'élève à 4.008, dont 2.235, soit 56% techniciens, ingénieurs et spécialistes.

Sous le troisième plan 1971-1975, le nombre de salariés sera porté à 8.000 au moins, suivant les projets prévus par le plan, c'est-à-dire que l'industrie pétrolière exige environ 4.000 salariés dont 50% au moins de cadres et de techniciens.

Plus haut nous avons vu que l'Institut Moyen de Professions Pétrolières formera 1.000 techniciens durant le plan; le reste doit être assuré par l'enseignement général secondaire et supérieur, par l'enseignement technique, par les centres de formation professionnelle et enfin par l'étude et la spécialisation à l'étranger, ce qui ne serait pas tellement difficile à avoir.

L'industrie d'électricité peut être considérée comme la plus équilibrée, car les écoles techniques, secondaires, moyennes et supérieures, comportent toujours des sections d'électricité, tout comme pour les centres de formation professionnelle. Presque la moitié des diplômés de ces écoles, est constituée d'électriciens.

En 1971, l'industrie d'électricité compte 5.601 salariés : 5% diplômés universitaires et plus, 28% techniciens, 13% qualifiés, 31% spécialisés et 23% ordinaires. (1)

#### D - LES SALAIRES ET LES HEURES DE TRAVAIL

Nous avons constaté plus haut que les difficultés de la main-d'oeuvre, rencontrées par notre industrie sont d'ordre qualitatif. Bien sûr, la qualité de l'ouvrier exerce une grande influence sur son rendement et sur la valeur de son travail accompli. Mais en revanche, cet inconvénient est largement compensé par l'abondance et par le bon marché de la main-d'oeuvre. D'une manière générale le taux moyen des salaires, en Syrie, reste de beaucoup inférieur aux salaires des pays industrialisés. Ceci constitue un avantage appréciable pour les produits industriels, en réduisant leur prix de revient et en assurant, de la sorte, un élément de succès dans la concurrence internationale.

En principe, les salaires minima sont fixés par la commission de fixation des salaires qui se rattache au Ministère du Travail. Cette com-

---

(1) L'Energie Electrique en Syrie : Bureau de statistique. p. 23.

mission doit se réunir deux fois au moins par an pour fixer les minima dans chaque département et pour chaque catégorie d'ouvriers dans les principales branches industrielles. A chaque réunion et avant de prendre une décision, la commission de fixation des salaires doit examiner les revendications des ouvriers et des patrons et se mettre en contact avec les représentants du syndicat des ouvriers.

Théoriquement, les commissions de fixation des salaires, ont fixé le coût minima d'un simple ouvrier à 4 L.S. par jour, mais pratiquement, les salaires quotidiens de cette catégorie varient entre 200 et 350 piastres syriennes, même les ouvriers spécialisés sortis des centres de formation professionnelle commencent à un niveau inférieur au niveau minimum de salaires.

Les enfants apprentis touchent en général moins de 2.L.S. par jour.

En regardant le tableau n° 44 nous remarquons que la moyenne des salaires minima, dans l'industrie de transformation est de 120 L.S. par mois, (4 L.S. = 5 N.F. par jour) en 1956; cette moyenne tombe à 91 L.S. par mois (3 L.S. = 3,75 N.F. par jour) dans l'industrie de cuir et à 89 L.S. par mois dans l'industrie des produits métalliques; elle remonte à 156 L.S. par mois dans l'industrie du papier et à 205 L.S. par mois dans les industries des produits du pétrole et du charbon.

En 1970, la moyenne générale des salaires minima s'élève à 148 L.S. par mois, soit une augmentation de 23.3% environ pendant 14 ans, ou 1,7 d'augmentation par an, tandis que le niveau de vie augmente environ de 70% c'est-à-dire 5% par an, compte tenu de la stabilité imposée par l'Etat sur les prix des matières de base (comme le pain, le riz, la viande, le sucre, etc.) entre 1964 et 1970. Le tableau n° 44 nous montre encore que la moyenne des salaires augmente à un rythme plus rapide dans la période 1964-1970 que dans la période antérieure : entre 1956-1963, la moyenne générale de bas salaires remonte de 9% environ, soit une augmentation annuelle de 1,3 %; de 1963 à 1970, c'est-à-dire pendant 7 années encore, l'augmentation est de 13%, soit 2,4% par an.

TABLEAU 43 - Moyenne du salaire et des heures de travail par semaine, pour les ouvriers de production, les employés et les cadres techniques et administratifs, Novembre 1970 (en L.S.)

|                                              | Ouvriers de production    |       |       |                      |       |       | Employés administra-  |                       |
|----------------------------------------------|---------------------------|-------|-------|----------------------|-------|-------|-----------------------|-----------------------|
|                                              | Heures de travail par se- |       |       | Salaires par semaine |       |       | teurs et cadres tech- |                       |
|                                              | maine                     |       |       |                      |       |       | niques                |                       |
|                                              | Total                     | Femme | Homme | Femme                | Homme | Total | Heures de : Salaires  | travail par : semaine |
| A. Industries extractives                    |                           |       |       |                      |       |       |                       |                       |
| 1. Extraction du pétrole                     | 42.0                      | -     | 42.0  | -                    | 84.40 | 84.40 | 49.7                  | 79.60                 |
| 2. Extraction du phosphate                   | 35.4                      | -     | 35.4  | -                    | 77.65 | 77.65 | 28.8                  | 105.40                |
| B. Industries de transformation              |                           |       |       |                      |       |       |                       |                       |
| 1. Industries alimentaires                   | 50.7                      | 49.4  | 51.1  | 24.05                | 53.65 | 46.00 | 49.7                  | 82.70                 |
| 2. Industries de boissons                    | 58.5                      | -     | 58.5  | -                    | 64.05 | 64.05 | 49.0                  | 100.45                |
| 3. Industries du tabac                       | 36.7                      | 36.8  | 36.6  | 36.10                | 63.70 | 45.10 | 35.1                  | 81.55                 |
| 4. Industries de filature et de textile      | 50.5                      | 52.5  | 50.4  | 32.65                | 50.85 | 49.50 | 53.1                  | 82.75                 |
| 5. Industrie de chaussures et de revêtements | 50.0                      | 49.8  | 50.2  | 32.30                | 51.20 | 38.35 | 49.5                  | 86.65                 |
| 6. Industries du bois                        | 49.7                      | -     | 49.7  | -                    | 44.30 | 44.30 | 50.4                  | 75.10                 |
| 7. Industries du papier                      | 48.0                      | -     | 48.0  | -                    | 54.95 | 54.95 | 43.4                  | 81.85                 |
| 8. Industries d'imprimerie                   | 35.4                      | -     | 35.4  | -                    | 56.90 | 56.90 | 35.4                  | 70.05                 |
| 9. Industries du cuir                        | 45.4                      | 48.0  | 45.0  | 26.95                | 56.75 | 52.50 | 41.6                  | 92.60                 |
| 10. Industries du caoutchouc                 | 48.2                      | 48.0  | 48.2  | 32.20                | 50.00 | 48.10 | 46.9                  | 90.20                 |
| 11. Industries chimiques                     | 41.9                      | 46.3  | 41.0  | 38.15                | 47.45 | 46.65 | 48.5                  | 102.40                |
| 12. Industries du pétrole                    | 47.8                      | -     | 47.8  | -                    | 94.45 | 94.45 | 47.5                  | 82.70                 |
| 13. Industries non métalliques               | 47.0                      | 35.9  | 47.0  | 32.45                | 55.25 | 54.45 | 44.8                  | 83.10                 |
| 14. Industries métalliques de base           | 49.0                      | -     | 49.0  | -                    | 59.75 | 59.75 | 52.3                  | 76.65                 |
| 15. Industries de machines électriques       | 43.8                      | 41.2  | 44.0  | 49.95                | 50.45 | 50.40 | 43.0                  | 72.85                 |
| C. Industrie d'électricité                   | 49.5                      | 48.0  | 49.5  | 57.0                 | 62.40 | 62.40 | 36.6                  | 78.60                 |



TABLEAU 44

- Evolution moyenne du salaire minimum, par mois, dans les industries de transformation (en L.S.)

|                                                | 1955 | 1956 | 1957 | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1965 | 1967 | 1968 | 1969 | 1970 |
|------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 1. Industries alimentaires                     | 105  | 110  | 112  | 113  | 114  | 116  | 119  | 125  | 121  | 123  | 128  | 134  | 136  | 137  |
| 2. Industries des boissons                     | 102  | 107  | 112  | 116  | 116  | 116  | 118  | 131  | 132  | 133  | 138  | 140  | 140  | 140  |
| 3. Industries du tabac                         | 122  | 120  | 129  | 129  | 132  | 132  | 132  | 132  | 132  | 132  | 132  | 132  | 132  | 132  |
| 4. Industries de filature et textile           | 99   | 101  | 102  | 105  | 107  | 107  | 107  | 108  | 108  | 112  | 113  | 113  | 116  | 121  |
| 5. Industries vestimentaires et des chaussures | 113  | 113  | 116  | 116  | 117  | 117  | 117  | 118  | 118  | 121  | 123  | 123  | 124  | 125  |
| 6. Industries du bois                          | 117  | 121  | 121  | 122  | 122  | 122  | 122  | 127  | 125  | 124  | 129  | 142  | 147  | 157  |
| 7. Industries du meuble ménager                | 118  | 118  | 128  | 135  | 137  | 137  | 138  | 135  | 137  | 137  | 135  | 146  | 146  | 146  |
| 8. Industries du papier                        | 156  | 156  | 120  | 120  | 120  | 120  | 120  | 120  | 120  | 120  | 120  | 158  | 161  | 161  |
| 9. Industries d'imprimerie et de publication   | 121  | 123  | 123  | 116  | 116  | 117  | 117  | 134  | 134  | 134  | 140  | 150  | 150  | 152  |
| 10. Industries de cuir et produits en cuir     | 91   | 93   | 98   | 99   | 99   | 99   | 99   | 99   | 99   | 99   | 102  | 102  | 102  | 102  |
| 11. Industries des produits en caoutchouc      | 110  | 126  | 126  | 126  | 126  | 129  | 129  | 135  | 149  | 149  | 150  | 150  | 150  | 150  |
| 12. Industries chimiques et leurs produits     | 113  | 113  | 116  | 119  | 118  | 118  | 122  | 122  | 127  | 131  | 137  | 145  | 160  | 160  |
| 13. Industries de pétrole                      | 205  | 216  | 214  | 219  | 220  | 220  | 220  | 218  | 218  | 220  | 233  | 233  | 245  | 245  |
| 14. Industries non métalliques                 | 143  | 146  | 148  | 149  | 149  | 150  | 152  | 153  | 153  | 154  | 159  | 160  | 160  | 174  |
| 15. Industries métalliques de base             | 104  | 104  | 108  | 110  | 110  | 111  | 113  | 113  | 114  | 114  | 115  | 115  | 115  | 115  |
| 16. Industries des produits métalliques        | 89   | 93   | 93   | 93   | 94   | 95   | 102  | 104  | 104  | 104  | 104  | 109  | 117  | 124  |
| 17. Industries des machines non électriques    | 124  | 120  | 120  | 120  | 168  | 121  | 123  | 123  | 123  | 123  | 123  | 123  | 128  | 128  |
| 18. Industries des machines électriques        | 150  | 150  | 150  | 168  | 168  | 168  | 168  | 168  | 168  | 168  | 168  | 168  | 184  | 184  |
| 19. Industries des moyens de trans.            | 102  | 102  | 102  | 118  | 117  | 117  | 117  | 117  | 117  | 117  | 117  | 117  | 125  | 125  |
| 20. D'autres industries                        | 119  | 133  | 133  | 133  | 133  | 133  | 133  | 131  | 131  | 117  | 134  | 142  | 142  | 175  |
| Moyenne totale                                 | 120  | 123  | 123  | 126  | 127  | 127  | 128  | 130  | 131  | 133  | 136  | 140  | 144  | 148  |



TABLEAU 45 - Moyenne du salaire par semaine, selon le sexe et l'âge dans les différentes activités industrielles; 1970 (en L.S.)

|                                                   | Ensemble des :<br>salariés | Jeunes sala-<br>riés (moins :<br>de 18 ans). | Salariés adul-<br>tes :<br>femmes | (plus de 18ans):<br>hommes | Total des :<br>adultes |
|---------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|------------------------|
| 1. Extraction du pétrole                          | 83.20                      | -                                            | -                                 | 83.20                      | 83.20                  |
| 2. Extraction du phosphate                        | 71.15                      | -                                            | -                                 | 71.15                      | 71.15                  |
| 3. Industries alimentaires                        | 47.20                      | 27.25                                        | 26.65                             | 53.60                      | 47.23                  |
| 4. Industries des boissons                        | 59.90                      | -                                            | 44.00                             | 60.15                      | 59.90                  |
| 5. Industries du tabac                            | 46.55                      | -                                            | 36.15                             | 60.05                      | 46.58                  |
| 6. Industrie de filature et textile               | 48.80                      | 27.10                                        | 34.45                             | 50.60                      | 49.35                  |
| 7. Industries vestimentaires et des<br>chaussures | 39.65                      | -                                            | 32.65                             | 50.80                      | 39.65                  |
| 8. Industries de bois                             | 45.10                      | -                                            | -                                 | 45.10                      | 45.10                  |
| 9. Industries du papier                           | 50.80                      | -                                            | -                                 | 50.80                      | 50.80                  |
| 10. Industries d'imprimerie                       | 56.15                      | 39.00                                        | 34.00                             | 56.75                      | 56.25                  |
| 11. Industries du cuir                            | 51.35                      | -                                            | 27.20                             | 55.35                      | 51.35                  |
| 12. Industries du caoutchouc                      | 47.70                      | 25.00                                        | 32.45                             | 49.50                      | 47.75                  |
| 13. Industries chimiques                          | 46.40                      | -                                            | 37.55                             | 47.25                      | 46.40                  |
| 14. Industries du pétrole                         | 91.00                      | -                                            | 56.25                             | 91.10                      | 91.00                  |
| 15. Industries non métalliques                    | 54.05                      | -                                            | 31.55                             | 54.85                      | 54.05                  |
| 16. Industries métalliques de base                | 53.55                      | -                                            | -                                 | 53.55                      | 53.55                  |
| 17. Industries de machines électriques            | 49.30                      | -                                            | 46.50                             | 49.45                      | 49.30                  |
| 18. Industrie d'électricité                       | 61.90                      | -                                            | 54.80                             | 61.90                      | 61.90                  |

(1) Annuaire statistique du Ministère des Affaires Sociales et du Travail 1970, p. 15.

En laissant les prix flottants, les salaires augmentent en 1973 et 1974, mais seulement pour ceux qui travaillent dans le secteur public : à partir de 1973, chaque salarié de l'Etat a reçu, en vertu d'un décret présidentiel, une augmentation de 50 L.S. par mois, en 1974 (dès le mois d'août), en vertu d'un décret présidentiel, chaque salarié de l'Etat a obtenu une augmentation unifiée de 25 L.S. par mois (au profit des petits salariés) et une augmentation proportionnelle de 10% du salaire mensuel (au profit de hauts salaires) par mois; en d'autres termes les salaires des ouvriers ordinaires ont été augmentés de 100%, de 85% pour les spécialisés, de 39% pour les qualifiés, de 35% pour les techniciens et de 22% environ pour les cadres.

Jusqu'à présent sur le plan pratique il y a certaines distinctions entre le coût de la main d'oeuvre féminine et celui de la main d'oeuvre masculine, plus particulièrement dans la catégorie des ouvriers non qualifiés. La femme touche un salaire plus bas que l'homme. Le tableau n° 45 montre la grande différence entre les salaires touchés par l'homme, la femme et l'enfant.

Les écarts sont considérables entre le coût de la main-d'oeuvre en Europe et en Syrie, si nous savons que le coût d'un simple manoeuvre en Europe dépasse 30 N.F.F. par jour (soit 900 N.F.F. par mois), tandis que l'Ingénieur en Syrie touche à peine une somme équivalente (600 à 675 L.S. ou 800 à 900 N.F.F.). (1)

D'une manière très générale, on peut distinguer trois catégories de salaires :

---

(1) 1 franc français = 80 piastres syriennes

1. Dans la première catégorie, le salaire dépend du degré de l'instruction comme il est indiqué ci-dessous :

| <u>Degré d'instruction</u>                | <u>Salaire par mois (1)</u> |
|-------------------------------------------|-----------------------------|
| Ingénieur                                 | 600 à 675                   |
| Diplôme Universitaire                     | 400 à 485                   |
| Baccalauréat industriel                   | 210 à 260                   |
| Baccalauréat de sciences<br>ou de lettres | 180 à 220                   |
| Brevet                                    | 120 à 180                   |
| Certificat                                | 100 à 150                   |

2. Catégorie des ouvriers spécialisés (expérience pratique ou sorties des centres de formation professionnelle de 3 à 8 L.S. par jour.

3. Catégorie des ouvriers non qualifiés de 2 à 5 L.S. par jour.

Aux salaires peu élevés s'ajoutent les charges sociales. Celles-ci n'existaient presque pas avant le 13 juin 1946, date à laquelle, on a promulgué le Code du Travail qui a créé de nouvelles obligations aux patrons en faveur des ouvriers, notamment en ce qui concerne les congés payés, les indemnités de licenciement, d'accidents du travail et de maladies professionnelles, particulièrement dans les grandes sociétés. Dès 1961, 25 à 30% de ses bénéfices sont destinés aux ouvriers. A partir de 1970, les sociétés industrielles du secteur public octroient à leurs salariés les allocations familiales (15 L.S. par mois pour chaque enfant) et on y applique la méthode des primes pour encourager les ouvriers à augmenter et à améliorer la production.

L'article 114 du Statut du travail n° 91, de 1972, a déterminé le maximum d'heures de travail à huit heures pendant 24 heures. Cependant, il est possible d'augmenter les heures de travail jusqu'à neuf heures pour les groupes d'ouvriers qui ne travaillent pas constamment.

---

(1) Non compris les augmentations de 1973-1974.

En revanche, on peut réduire à sept les heures de travail lorsqu'il s'agit d'un travail pénible.

Le tableau n° 43 montre le nombre moyen d'heures de travail par semaine, qui varie entre les branches industrielles, entre hommes et femmes et entre les ouvriers productifs et administrateurs. Ainsi, dans les industries extractives (pétrole et phosphate), on travaille moins, mais on gagne plus, tandis que dans les industries de filature, de textile, de vêtements et de chaussures, on travaille plus et on gagne moins.

Sur le plan géographique, le salaire minimum, d'un ouvrier ordinaire, a été fixé (1971) à 300-350 piastres syriennes, par jour, dans les départements de Damas, Alep, Lattaquié, Tartous, Idlib, Soueida et Kuneitra, et à 200-300 dans le reste du pays.

Pour les autres catégories de main d'oeuvre, le secteur public industriel adopte une seule politique salariale dans les différents départements.

En ce qui concerne le secteur privé, le salaire varie d'une ville à l'autre, selon l'offre et la demande en main d'oeuvre.

## C H A P I T R E   V I

### LES POSSIBILITES DU MARCHÉ LOCAL ET LE PROBLÈME DES DEBOUCHES EXTERIEURS

Les caractéristiques du marché local, la concurrence des produits étrangers et la recherche des débouchés à l'extérieur sont des éléments fondamentaux qui ont joué et joueront sur l'expansion des industries syriennes.

En principe la superficie et le nombre d'habitants jouent un rôle important dans la détermination de l'étendue du marché, mais le rôle essentiel est joué par le pouvoir d'achat dont jouissent les individus. En fait, quand le revenu par tête est relativement bas, la plus grande partie de ce revenu est consacrée à l'achat de denrées alimentaires et de biens de première nécessité. Le reste du revenu est insuffisant pour constituer une demande substantielle pour les produits de l'industrie. On peut, donc, dire, que les dimensions du marché dépendent essentiellement du revenu moyen multiplié par le nombre d'habitants. Par ailleurs, il est évident qu'une augmentation du revenu moyen aura pour effet un accroissement plus que proportionnel de la demande pour les produits industriels et que, par conséquent, il s'en suivra une expansion rapide du marché intérieur.

Le principe du rendement croissant, bien qu'il soit limité par de multiples facteurs techniques et sociaux ne peut être réalisable qu'avec une production à grande échelle, car la baisse du prix de revient est, en quelque sorte, fonction de la quantité des marchandises produites. Plus la production est grande, plus on a la possibilité de réduire jusqu'à une certaine limite, le coût de la production.

Dans le monde d'aujourd'hui, l'intégration d'un marché est d'autant plus avantageuse qu'elle est plus étendue. Les grands pays industriels qui ont le moins besoin d'étendre leur marché intérieur (population considérable, pouvoir d'achat élevé) se réunissent en grands blocs économiques, ce qui n'est pas le cas de petits pays, surtout ceux qui sont en voie de développement.

L'opération de développement économique, en Syrie, et particulièrement dans le domaine industriel, a été fondée sur une politique de production pour le marché local. Avec un nombre restreint de population et un revenu assez bas, l'étroitesse de ce marché avait entravé l'établissement de grandes entreprises à haute productivité. Même dans les très rares cas de l'installation de telles entreprises, celles-ci ne fonctionnaient point à pleine capacité, ce qui entraînait en plus de l'élévation sensible des coûts de production un gaspillage important d'énergie et du matériel.

Cet état de choses qui freine le processus d'industrialisation sur le plan des biens de consommation, se fera sentir avec plus de gravité encore lors de la création d'industrie des biens intermédiaires et des biens d'équipement.

La production industrielle, en Syrie, n'a cessé d'augmenter tout le long de la période allant de 1946 jusqu'en 1955. De 1955 à 1957, plusieurs industries ont néanmoins connu des difficultés en raison de la sur-production, de l'étroitesse du marché local et de l'absence de débouchés à l'étranger. C'est l'industrie textile, la plus importante en Syrie, qui a été la plus gravement touchée. La participation de l'industrie dans la production nationale brute a reculé de 12% en 1953 à 9% en 1956.

Jusqu'en 1950, l'industrie syrienne a beaucoup souffert de la concurrence des produits étrangers sur le marché local même, le pays étant un marché ouvert à toutes marchandises de toutes provenances. Depuis lors, la protection a commencé à s'installer progressivement, allant même jusqu'à l'interdiction de certains produits rivaux.

Face à la crise des années cinquante, l'Etat, avec la participation du secteur privé, a créé une caisse spéciale dans le but d'encourager l'exportation des produits de l'industrie textile. Cette caisse portait son soutien financier aux syriens exportateurs des produits de filature et du tissage de coton.

Par ailleurs, depuis 1950, la Syrie a mis en oeuvre un certain nombre de mesures pour pouvoir libérer son commerce de toute emprise étrangère et pour protéger la production nationale : rupture de l'union douanière avec le Liban, création de maisons de commerce syriennes, réglementation de plus en plus stricte du statut des sociétés étrangères opérant en Syrie, limitation de l'importation et de l'exportation de certains produits au seul port de Lattaquié.

Outre ces mesures essentiellement restrictives, l'Etat, avant les nationalisations de 1961, est intervenu dans le secteur du commerce d'une façon directe, en contrôlant l'exportation des céréales par l'intermédiaire d'un Office des Céréales créé le 28 Juillet 1951, en contrôlant les prix du coton par un Office créé le 18 mars 1959, en contrôlant l'importation de certains produits comme les engrais et en se réservant l'importation d'autres produits (le sel, le tabac, le riz, le sucre, les télévisions).

Dès 1963, le secteur du commerce a connu un certain nombre de transformations et la création d'un secteur public pour le commerce extérieur et intérieur.

Le 18 Octobre 1963, le Ministre de l'Economie a promulgué l'arrêté n° 650 portant création de la "Société d'importation et d'exportation pour le secteur public". Cette société connue plus communément sous le nom de SIMEX avait la forme de société anonyme dont les actions appartenaient à l'Etat. Le but de SIMEX était d'importer pour le compte des entreprises du secteur public les produits dont elles avaient besoin et d'exporter leur production vers les marchés extérieurs.



Jusqu'en 1965, l'activité de la SIMEX fut négligeable en raison de la faiblesse du secteur public et en raison de l'indépendance que conservent la plupart des entreprises de ce secteur.

La situation de la SIMEX a changé le 18 février 1965 en vertu du décret n° 35. Quarante six sociétés commerciales syriennes privées furent nationalisées et leur gestion fut confiée à la SIMEX (15 sociétés parmi les 46 furent dénationalisées par le décret n° 152 du 29 juin 1965) (1). Le 18 février, le décret n° 36 fixait une liste de 27 produits ou groupes de produits les plus importants, dont l'importation était désormais exclusivement réservée à la SIMEX. Sur la base des statistiques de 1963, cette gamme de produits représentait 66 à 70% du commerce total d'importation. (2)

Le décret-loi n° 40 du 28 Février 1965, créa parallèlement à la SIMEX, l'"Institution Générale de la Consommation" dans le but de distribuer, à prix fixes, les marchandises de première nécessité, importées ou produites par le secteur public.

Suivant les dispositions du décret-loi n° 16 du 24 avril 1965, l'exportation du blé, du malte et de la farine est devenue monopole de l'Organisme des Céréales et des Minoteries; l'exportation du coton est devenue monopole de l'Organisme Général pour l'Egrenage et la Commercialisation du coton.

A la suite de ces divers décrets de février et avril 1965, 70 à 80% du commerce extérieur de la Syrie passait aux mains du Secteur Public.

Par décret législatif n° 116 du 10 septembre 1969 la SIMEX fut réorganisée en plusieurs départements spécialisés chacun dans l'importation de produits déterminés. Ce sont PHARMEX pour les produits pharmaceutiques; AFTOMETAL pour les métaux et matériaux de construction; AF TOMACHINE pour les machines, les équipements et les peux; TAFCO pour les produits chi-

---

(1) (2) F. Fathi, p. 165.

miques et produits alimentaires; AFTOTEX pour les produits textiles; GOTA pour le commerce général et les produits artisanaux. L'activité de tous ces départements a commencé à partir du 1er septembre 1969. Leur rôle consiste à développer les secteurs commerciaux qui leurs sont propres et à harmoniser leurs activités avec le plan économique général. Ils sont aussi chargés d'élaborer les études et les statistiques relatives à la production et à l'écoulement des produits à l'étranger. Un bureau de planification a été créé, dans ce but, au sein de chaque département.

Le décret-loi n° 161 de septembre 1966 a confié, en monopole, aux organismes du commerce extérieur, outre des produits déjà fixés par les décrets de 1965, l'exportation des produits du secteur public industriel. De plus, ces organismes sont chargés de porter leur soutien au secteur industriel privé en ce qui concerne l'exportation de ses produits.

Le fait important, parmi d'autres, qui visait l'encouragement des exportations industrielles, est la création de la "Caisse de Développement des Exportations Industrielles, fondée en 1970, en vertu du décret-loi 147. Elle remplace la Caisse du Développement des Exportations des Textiles créée en 1955. Cette fois la Caisse s'occupe de tout effort contribuant à l'exportation des produits industriels de toutes sortes. A côté de l'aide financière, la Caisse, avec du personnel spécialisé, devrait effectuer des études et enquêtes partout dans le monde pour faire connaître les marchés dans lesquels l'accès des produits de l'industrie syrienne est possible. La Caisse offre ses services et ses conseils à tous les hommes d'affaires syriens.

A côté de la publicité récemment utilisée, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, le secteur public industriel a procédé à établir des centres de commerce dans les grandes villes du pays pour la vente de ses produits, en gros et en détail, sans intermédiaire commercial. Cette méthode encourage la consommation des produits industriels par les masses populaires en supprimant les bénéfices des intermédiaires et par rapport à la baisse de leur prix de vente.

Quant aux débouchés extérieurs, il faut souligner que le 3ème plan a résumé la politique économique de la Syrie avec le monde extérieur de la manière suivante :

Le développement des relations avec le monde extérieur devrait s'effectuer sur la base des mesures suivantes :

- Faire du commerce extérieur un instrument qui aiderait à l'exécution des projets de développement, à l'évolution de l'économie nationale et à la modification des structures des exportations des matières premières; à augmenter les exportations d'articles industrialisés et à limiter les importations d'articles et produits de luxe.
- Accroître les échanges commerciaux avec les pays arabes frères et oeuvrer, par des moyens scientifiques et démocratiques pour la réalisation de la complémentarité économique arabe par le soutien de l'accord sur l'Union Economique Arabe du Marché Commun Arabe et autres formes de coopération économique arabe.
- Consolider la coopération, scientifique et technique et les échanges commerciaux avec les pays socialistes et amis, tirer profit de leurs réalisations scientifiques et techniques et échanger des missions avec eux.
- Etablir de nouvelles relations économiques avec les peuples du Tiers-Monde qui évoluent vers l'indépendance et la liberté totale.

Au niveau des pays arabes, la production industrielle syrienne compte essentiellement sur des marchés arabes voisins notamment le Liban, l'Irak, la Jordanie, l'Arabie Séoudite et les pays du Golfe Arabe, pays ayant eux aussi un pouvoir d'achat faible à l'exception de certaines couches privilégiées dans les pays pétroliers, qui sont en nombre restreint, tandis que la majeure partie de la population est pauvre : paysans, ouvriers, bédouins, et une structure sociale plus ou moins comparable à la nôtre.

D'une manière générale, les pays arabes ont éprouvé les mêmes difficultés en ce qui concerne l'écoulement de leurs produits et le développement de leur industrie. Ces pays ont affirmé à plusieurs reprises durant les dernières années, l'unité de leurs intérêts d'une coopération étroite entre eux.

A notre sens, les problèmes que connaît chacun des pays arabes dans le domaine économique en général et dans le domaine industriel en particulier, trouvent leur solution dans le recours à une coordination économique, qui prend progressivement la forme d'une zone de libre échange d'un marché commun pour arriver à la fin à une fusion économique totale. Un tel regroupement entraîne, en principe, un accroissement des échanges entre les pays de la région, élargit les marchés d'écoulement, renforce le mouvement des capitaux et des personnes à l'intérieur de la zone arabe intégrée économiquement, éliminant ainsi tous goulots d'étranglement qui freinent le processus d'industrialisation et de développement.

Il est certain que l'avenir est aux pays de grandes dimensions et que les petits ne seront plus viables. C'est pourquoi, les pays qui se sentent rapprochés les uns des autres par leurs conditions géographiques, historiques, économiques et culturelles, ont tendance actuellement à constituer entre eux des unions économiques en vue de promouvoir, par la suite, d'autres objectifs de caractère politique.

Il nous semble que, dans le cadre de la coopération régionale arabe deux tendances s'affrontent, l'une nettement dirigiste et protectionniste qui groupe les économies les plus grandes et les plus diversifiées (Egypte, Syrie, Irak, Algérie), l'autre libérale, groupe les économies de petite dimension (Liban, l'Arabie Séoudite, les pays du Golfe) dont les structures industrielles sont moins diversifiées et qui sont avant tout soucieuses de préserver leurs liens avec les pays Tiers.

La tendance vers l'intégration économique de la Syrie avec les autres pays arabes, outre l'Unité de 1958 avec l'Egypte, a été mise en pratique par deux expériences : La première est la convention sur l'"Union Economique Arabe" rentrée en vigueur le 30 avril 1964, qui englobe des pays appliquant des systèmes socio-économiques différents partant du libéralisme à plusieurs formes d'interventionisme et de socialisme. La seconde est le "Pacte de Tripoli" accord tendant à réaliser l'intégration économique de l'Egypte, du Soudan, de la Libye et de la Syrie qui fut signé le 30 avril 1970. Cet accord a abouti à la formation de l'Union des Républiques Arabes, entre l'Egypte, la Syrie et la Libye.

La convention de l'Union Economique Arabe stipule dans son premier article que le but de l'intégration arabe vise les objectifs suivants :

- Liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services;
- Liberté de résidence, de travail et d'exercice des activités économiques;
- Liberté de transport et de transit;
- Liberté des ports et des aéroports.

Pour aboutir à ces objectifs une décision a été prise en août 1964 concernant la formation du "Marché Commun Arabe" qui constitue la première étape exécutive de l'union économique.

La convention de l'union économique arabe a été signée par la Syrie, l'Egypte, la Jordanie, le Koweït, le Maroc en 1962, par l'Irak et le Yémen du Nord en 1963, le Soudan en 1968 et plus tard pour la Libye. Elle est rentrée en vigueur à partir du 30 avril 1964 (Le Maroc n'a pas ratifié les documents de la convention).

Quant à l'organisation des structures du marché commun, elle tend à reposer sur les principes suivants : (1)

- Fixation et blocage de restrictions et taxes en vigueur dans les pays membres de façon à interdire l'imposition de nouveaux droits, ainsi que la majoration de ceux existants pour les produits échangés entre les parties. (2)
- Libération des produits sus-mentionnés par l'abolition progressive des droits de douane, autres taxes et restrictions faisant obstacle à leur échange. Chaque pays membre devrait libérer les produits du régime végétal et animal ainsi que les ressources naturelles en 5 étapes annuelles à partir du début de 1965, à raison d'une réduction de 20% chaque année. Pour

---

(1) F. Fathi p. 269.

(2) La Syrie, la Jordanie, l'Egypte, l'Irak, le Koweït sont les membres du Marché Commun Arabe.

les produits industriels, par contre, l'on doit distinguer deux régimes : un régime commun qui prévoit une libération de 10% par an de réduction des tarifs douaniers et de 20% par an des contingentements, et un régime spécial relatif aux produits déjà inscrits sur les listes B et C de la Convention Arabe pour le Commerce et le transit de 1953. Les produits de la liste B devraient être entièrement libérés au premier juillet 1971. Pour les produits de la liste C, la suppression des droits devait être totale dès le premier janvier 1969.

- Interdiction de la perception par un Etat membre de droits internes sur les produits importés d'autres pays membres supérieurs à ceux appliqués ordinairement sur la production locale similaire ou sur les matières premières.
- Contrôle strict des opérations de réexportation : d'une part un produit exporté par un pays membre dans un autre ne pouvait être réexporté sans autorisation préalable du pays producteur, à moins qu'il ne s'agisse de matières premières incorporées dans un produit industriel; d'autre part, un produit ne pouvait être réexporté vers un pays membre s'il avait bénéficié d'une prime à l'exportation à l'origine.

Dix ans après la signature de la convention portant création du Marché Commun Arabe, les échanges entre les pays arabes concernés ne semblaient pas avoir accusé de progrès notable. Bien plus, comme l'a signalé monsieur Fathi, le taux d'accroissement de leurs échanges avec les pays tiers devait, durant la période, se révéler supérieur à celui du développement de leurs échanges réciproques.

La deuxième action visant à réaliser l'intégration économique entre arabe est le Pacte de Tripoli. L'accord fut signé le 30 avril 1970 par l'Egypte, le Soudan et la Libye. Un peu plus tard, un quatrième membre y adhérerait, la Syrie. Le 17 avril 1971 un nouvel Etat fut déclaré, l'Union des Républiques Arabes groupant 3 membres du Pacte de Tripoli : l'Egypte, la Syrie et la Libye. Le Soudan a ajourné son adhésion à la nouvelle union afin de résoudre, ultérieurement, quelques problèmes économiques et politiques, comme on l'a déclaré en ce moment-là.

Il est à signaler qu'il y avait certainement un mobile politique à la base du Pacte de Tripoli : celui de renforcer la position du socialisme dans les pays membres et de poser les bases d'une union politique entre les pays arabes.

L'adhésion au Pacte de Tripoli est en principe ouverte à tous les pays arabes, mais il est entendu que seuls les pays ayant un régime républicain progressiste seront admis. C'est ce qui explique que les Etats signataires ont eu recours à une nouvelle organisation au lieu de se contenter d'utiliser celle qui se trouvait déjà en place : l'Union Economique Arabe qui fonctionne en principe depuis 1964, mais qui n'a pas pu donner beaucoup de résultats positifs du fait de la différence des systèmes économiques et politiques des pays membres.

En tenant compte des structures socio-économiques et du degré d'industrialisation qui sont plus ou moins différents, les pays membres du Pacte de Tripoli constituent un marché large par le nombre d'habitants (près de 70 millions) par l'intégration des ressources naturelles et les possibilités d'avoir une production nationale brute plus élevée avec l'exploitation et l'industrialisation intégrales des richesses agricoles et minières.

Les ministres de l'économie des trois pays de l'U.R.A. ont pris un certain nombre de résolutions communes concernant le développement harmonieux des trois pays. Ces mesures ont pour principal objectif de coordonner les divers plans de développement en cours et de les orienter dans le sens de la complémentarité.

Trois organismes prendront en charge cette tâche et ont commencé à fonctionner à partir du début de 1972 dans le cadre de nouvelles institutions fédérales. (1)

- Le Conseil de Développement Economique et Social : chargé de coordonner les projets de développement entrepris dans les pays de la Fédération et de poursuivre leur exécution.

---

(1) "Les Institutions du Développement de U.R.A.", Revue Actualités Arabes Paris, n° 64, 1er décembre 1971, pp. 1.2.



- Le Conseil Technique pour la Planification Economique : chargé d'étudier les divers aspects d'une intégration économique entre les trois pays fédérés et d'établir les grandes lignes d'une politique globale de développement économique permettant aux pays fédérés de mettre en commun leur potentiel productif pour atteindre le stade du décollage économique.

- Le département de l'Administration : fondé dans le but de permettre aux deux précédents institutions de commercer leurs travaux dès le début de janvier 1972. C'est à lui qu'incombe la tâche d'organiser le travail et de mettre en route les différentes entreprises qui forment le mécanisme d'intégration économique des pays de la fédération.

La lutte entre libéralisme et socialisme et les divergences politiques au sein du Pacte de Tripoli et même au sein de l'U.R.A. entravent la mise en exécution de l'intégration économique progressive des pays signataires du P.T. et des pays de l'U.R.A.

En ce qui concerne les débouchés à l'étranger, son accès n'est pas toujours facile pour les produits de l'industrie syrienne.

Le développement des relations économiques et techniques avec les pays socialistes avait des résultats considérables sur les échanges commerciaux des produits industriels.

Les pays socialistes (pour la plupart) offrent à la Syrie des aides matérielles, scientifiques et même financières en échanges des matières premières et des produits industriels locaux.

Depuis le début des années soixante, notre exportation industrielle vers les pays socialistes ne cesse pas d'augmenter; par exemple en 1972, 58% du total des exportations textiles ont été destinées à ces pays, tandis que le marché arabe n'en a absorbé que 38%.

A titre d'exemple nous passons en revue les principaux accords conclus entre la Syrie et certains pays socialistes.

Une convention d'échange commercial et de paiements entre la Syrie et l'U.R.S.S. pour les années 1971 à 1975 a été signée le 10 avril 1970 à Moscou.

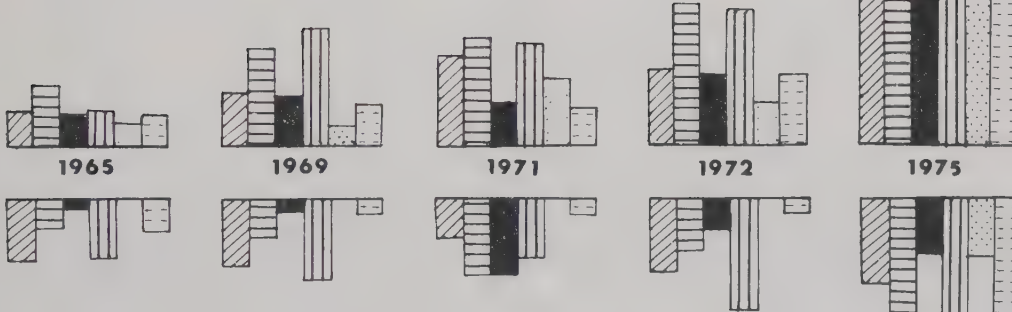
Cet accord stipule l'augmentation des marchandises à échanger entre les deux pays dans une proportion de plus de 50%. En vertu de cette convention, le volume des produits industriels syriens à exporter vers l'U.R.S.S. a sensiblement augmenté. Ces produits comprennent : les filés de coton, les tissus de tricot, les produits de blanchissage, les chaussures et d'autres marchandises, la Syrie exportera vers l'U.R.S.S. le coton égrené, la laine brute, les arachides et l'essence. En revanche l'U.R.S.S. vendra à la Syrie les équipements industriels, les machines agricoles, les bicyclettes, l'acier rond, le bois, les tôles métalliques, le papier, les médicaments, les équipements médicaux, les appareils photographiques et cinématographiques et autres marchandises.

En 1969, une convention commerciale à long terme pour les années de 1970 à 1972 et un accord de paiements ont été signés entre la Syrie et la Hongrie. En vertu de ces accords, la Syrie exportera à la Hongrie les produits agricoles, tels que le coton, les tourteaux, les légumes, les lentilles, le tabac et les produits industriels tels que les conserves, le bois contreplaqué, le phosphate, les filés et les tissus, les vêtements et les chaussures. La Hongrie exportera à la Syrie les machines, les équipements, le matériel des ports et des télécommunications, les huiles minérales, les graisses, les matériaux de construction et les fers ronds, les produits pharmaceutiques et les médicaments.

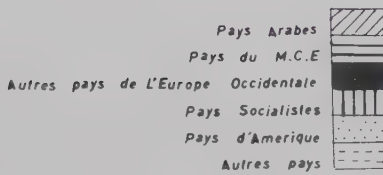
Le 23 Juillet 1969, un accord technique et de coopération économique a été signé entre la Syrie et la République Démocratique Allemande. Cet accord prévoit la fourniture par la R.D.A. à la Syrie d'une assistance économique et technique à long terme pour la réalisation d'un certain nombre de projets importants rapportant à l'industrie du ciment et des câbles, aux minoteries, aux tracteurs, à la briquetterie, à la soudure, à l'équipement portuaire et au montage d'une usine d'acide sulfurique. Le financement de ces projets aura lieu sous la forme de fourniture de machines, équipements, matériels et

# EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX SYRIENS AVEC LE MONDE

## Importations



## Exportations



5mm = 100 millions de L.S

technicité nécessaire et comprendra également la participation à une partie du financement intérieur pour l'équivalent d'un montant de 200 millions de L.S.

Selon le dit accord l'assistance financière allemande sera remboursée en produits agricoles et industriels.

Deux accords l'un commercial, et l'autre accord de paiement, ont été signés à Damas le 31 janvier 1969, entre la Syrie et la République Démocratique Populaire du Vietnam.

Au terme de l'accord commercial, les deux parties s'engagent à encourager et à faciliter entre elles l'échange des marchandises en essayant d'appliquer dans la mesure du possible le principe de la nation la plus favorisée dans le domaine du commerce et des douanes.

En effet, les articles pouvant être exportés vers le Vietnam sont : pétrole brut et ses dérivés, coton brut, filés de coton, tricot, tissus en soie artificielle, laine brute, articles en plastiques et en cuir, articles en verre, frigidaires, fils électriques, savons et détergents, tabacs et cigarettes, fruits en conserve, huiles de coton, d'olives, produits pharmaceutiques, etc...

En dernier lieu se classent les marchés des pays du Tiers Monde et des Pays Occidentaux, où certaines catégories des produits industriels peuvent pénétrer, surtout en fonction d'accords commerciaux et d'accords de paiement.

Pour terminer, il faut noter, que l'étroitesse du marché local ne se manifeste que dans le domaine du textile, en particulier et pour un nombre restreint de produits de l'industrie alimentaire et de verrerie.

En effet, les industries chimiques et parachimiques, la métallurgie et d'autres secteurs d'alimentation d'électronique et de ciment trouvent localement un débouché sûr, en établissant de grandes entreprises à un nombre limité, mais à grande capacité. (1)

---

(1) Pour l'évolution du commerce extérieur et le rôle de produits manufacturés voir la 3ème partie, dernier chapitre.

Depuis 1954, la balance commerciale syrienne ne cesse d'enregistrer des déficits de plus en plus importants notamment dans les dix dernières années, comme le montre le tableau suivant :

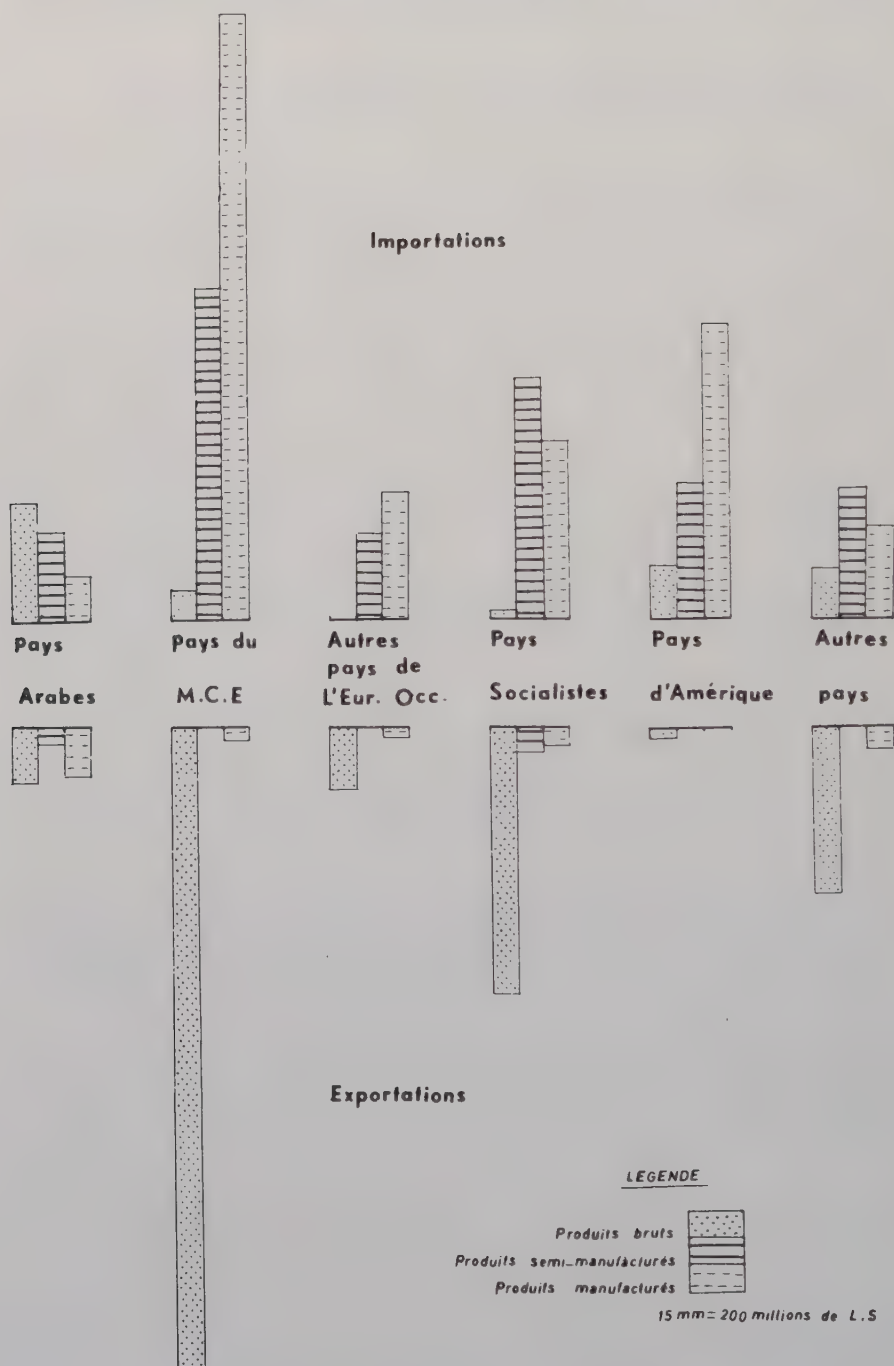
**TABLEAU 46** - Evolution du commerce extérieur syrien de 1963 à 1974  
(en millions de L.S.)

| Année | Importations | Exportations | Balance commerciale (1) |
|-------|--------------|--------------|-------------------------|
| 1963  | 896          | 721          | - 175                   |
| 1964  | 898          | 673          | - 225                   |
| 1965  | 812          | 644          | - 168                   |
| 1966  | 1.103        | 661          | - 442                   |
| 1967  | 1.009        | 591          | - 418                   |
| 1968  | 1.193        | 673          | - 520                   |
| 1969  | 1.411        | 790          | - 621                   |
| 1970  | 1.375        | 775          | - 600                   |
| 1971  | 1.677        | 743          | - 934                   |
| 1972  | 2.061        | 1.098        | - 963                   |
| 1973  | 2.342        | 1.341        | - 1.001                 |
| 1974  | 4.571        | 2.914        | - 1.657                 |

L'augmentation sensible de la valeur des importations, qui ont plus que quintuplé entre 1963 et 1974, provient des différentes mesures de libéralisations entreprises dans le domaine de l'importation ces dernières années. En effet, le mode d'importation contre traités, l'octroi de licences sans besoin de transfert de devises, la libération partielle du mouvement des changes, ainsi qu'une série d'autres mesures ont encouragé les commerçants et les industriels à augmenter leurs stocks ou à créer de nouvelles industries. De même l'exécution du 2ème et du 3ème plan a, d'autre part, produit une influence certaine sur l'accroissement des importations.

(1) Sta. Ab. 1973-1976.

# STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA SYRIE EN 1975



Dans la même période les exportations syriennes ont quadruplé grâce à la politique d'encouragement des exportations, surtout les produits industriels, ainsi qu'à la reprise de l'expansion économique du pays.

La Syrie entretient des relations commerciales avec la plupart des pays du monde. Elle appartient au Marché Commun Arabe dont elle applique toutes les clauses et elle a des liens privilégiés avec un certain nombre de pays avec lesquels elle est liée par des accords de commerce et de paiement.

En effet, le commerce extérieur de la Syrie se répartit sur les blocs suivants : (1)

| Bloc                   | Exportations |          | Importations (en milliers de L.S.) |           |
|------------------------|--------------|----------|------------------------------------|-----------|
|                        | 1972         | 1973     | 1972                               | 1973      |
| Pays du Marché Commun: |              |          |                                    |           |
| Européen               | 197.683      | 318.754  | 544.656                            | 743.170   |
| Etats socialistes      | 423.518      | 458.158  | 423.979                            | 464.893   |
| Les autres pays de     |              |          |                                    |           |
| L'Europe Occidentale   | 131.808      | 159.540  | 266.819                            | 305.889   |
| Pays de l'Amérique     | 11.914       | 11.583   | 264.005                            | 227.473   |
| Pays du Marché Commun: |              |          |                                    |           |
| Arabe                  | 87.658       | 108.626  | 148.071                            | 153.164   |
| Les autres pays arabes | 188.275      | 179.752  | 142.227                            | 184.526   |
| D'autres pays          | 56.752       | 104.863  | 270.891                            | 262.958   |
| TOTAL                  | 1.097.608    | 1341.276 | 2.060.648                          | 2.342.068 |

D'après ces chiffres, on constate que l'Europe Occidentale constitue la première source des importations syriennes notamment les pays du Marché Commun. Les Pays Socialistes viennent au 2ème rang, tandis que les pays arabes dans leur ensemble occupent la troisième place.

(1) Sta. Ab. 1973-1976.



Durant les dernières années les premiers partenaires de la Syrie ont été les suivants :

TABEAU 47 - Les premiers pays exportateurs à la Syrie (en milliers de L.S.)

| Pays               | 1969    | 1970    | 1971    | 1972    | 1973    |
|--------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Allemagne Fédérale | 99.376  | 93.735  | 107.682 | 159.986 | 245.993 |
| Italie             | 123.078 | 89.528  | 116.393 | 166.332 | 186.119 |
| France             | 93.700  | 64.157  | 99.042  | 119.935 | 167.426 |
| U.R.S.S.           | 125.896 | 105.741 | 104.930 | 154.275 | 167.129 |
| Liban              | 72.051  | 86.491  | 143.462 | 135.408 | 141.058 |
| Royaume Uni        | 64.933  | 54.191  | 55.543  | 98.987  | 106.060 |
| Irak               | 88.687  | 88.687  | 101.604 | 83.773  | 101.060 |
| Chine              | 74.496  | 37.574  | 39.180  | 69.906  | 91.927  |
| Belgique           | 26.248  | 25.045  | 31.074  | 50.256  | 89.710  |
| Etats-Unis         | 50.944  | 47.191  | 112.127 | 92.631  | 86.231  |
| Japon              | 59.619  | 80.238  | 72.929  | 130.804 | 85.158  |
| Brésil             | 4.836   | 2.915   | 17.247  | 38.026  | 63.722  |
| Turquie            | 21.406  | 16.351  | 24.491  | 43.510  | 60.696  |
| Cuba               | 20.134  | 33.883  | 52.276  | 86.418  | 58.891  |
| Autriche           | 25.838  | 26.957  | 25.832  | 52.624  | 54.165  |

TABEAU 48 - Les premiers pays importateurs de la Syrie

| Pays               | 1969    | 1970    | 1971    | 1972    | 1973    |
|--------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| U.R.S.S.           | 135.967 | 67.596  | 112.419 | 221.293 | 205.561 |
| Italie             | 96.595  | 166.996 | 208.750 | 116.692 | 173.527 |
| Liban              | 112.168 | 89.170  | 55.803  | 150.522 | 111.621 |
| Chine              | 43.719  | 60.589  | 42.249  | 70.432  | 109.401 |
| Grèce              | -       | -       | -       | 82.833  | 90.334  |
| Allemagne Fédérale | 7.606   | 17.296  | 29.330  | 33.295  | 68.046  |
| France             | 26.375  | 39.665  | 28.972  | 35.682  | 55.492  |
| Yougoslavie        | -       | -       | -       | -       | 40.926  |
| Arabie Séoudite    | 12.423  | 4.310   | 14.709  | 24.574  | 40.708  |

|                   |          |          |          |          |          |   |
|-------------------|----------|----------|----------|----------|----------|---|
| :                 | :        | :        | :        | :        | :        | : |
| : Jordanie        | : 41.653 | : 29.068 | : 14.957 | : 18.511 | : 36.594 | : |
| : Egypte          | : 24.755 | : 22.943 | : 24.041 | : 36.104 | : 33.481 | : |
| : Suisse          | : 6.010  | : 8.882  | : 16.490 | : 13.700 | : 30.647 | : |
| : Tchécoslovaquie | : 11.434 | : 11.492 | : 9.232  | : 24.659 | : 25.910 | : |
| : Irak            | : 24.246 | : 24.705 | : 19.684 | : 19.121 | : 25.154 | : |
| : Turquie         | : 33.546 | : 42.009 | : 19.077 | : 23.266 | : 23.882 | : |

Quant à la structure du commerce extérieur, elle se présentait comme suit :

|                            |             |             |
|----------------------------|-------------|-------------|
| - <u>Exportations</u> :    | <u>1972</u> | <u>1974</u> |
| Matières premières         | 79 %        | 90%         |
| Produits semi-manufacturés | 13 %        | 3%          |
| Produits finis             | 8 %         | 7%          |
| - <u>Importations</u> :    |             |             |
| Matières premières         | 16 %        | 15 %        |
| Produits semi-manufacturés | 44 %        | 41 %        |
| Produits finis             | 40 %        | 44 %        |

D'après ces chiffres, on constate que la structure du commerce extérieur de la Syrie est, nettement, la structure d'un pays en voie de développement. Ainsi, les exportations sont constituées en majeure partie de matières premières, tandis que les importations sont formées de produits manufacturés et semi-manufacturés.

TABLE DES TABLEAUX

PREMIERE PARTIE

=====

|                                                                                                                     | <u>Pages</u> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| 1 - Expropriation et distribution de terre de 1959 à 1969                                                           | 31           |
| 2 - Evolution technique agricole en Syrie                                                                           | 38           |
| 3 - Pourcentage de surfaces occupées par chaque catégorie de culture en Syrie, par rapport à la superficie cultivée | 40           |
| 4 - Evolution de la culture, de la production, du rendement, du commerce du blé en Syrie                            | 41           |
| 5 - Evolution de la culture, de la production, du rendement et de l'exportation de l'orge                           | 42           |
| 6 - Evolution des superficies cultivées en riz et maïs, ainsi que l'évolution de la production et du rendement      | 43           |
| 7 - L'évolution des superficies occupées par les cultures industrielles entre 1945-1972                             | 44           |
| 8 - Evolution de la culture et de la production du coton                                                            | 46           |
| 9 - Evolution de la culture et de la production du tabac                                                            | 47           |
| 10 - Les principaux arbres fruitiers, leur nombre, leur superficie cultivée, ainsi que leur production en 1972.     | 52           |
| 11 - Evolution du nombre de cheptel syrien entre 1950-1972                                                          | 56           |
| 12 - Evolution de la production d'électricité et la part moyenne par habitant                                       | 85           |
| 13 - Evolution des prix des produits pétroliers à Damas                                                             | 88           |
| 14 - Répartition des voiliers entrés aux ports du Liban et de la Syrie en 1938 et leur tonnage                      | 116          |
| 15 - Evolution du nombre de voitures en usage de 1937 à 1972                                                        | 119          |
| 16 - Evolution du réseau routier entre 1939-1972                                                                    | 119          |
| 17 - Répartition des routes entre les départements syriens en 1972                                                  | 120          |
| 18 - Marchandises transportées par les chemins de fer                                                               | 127          |
| 19 - Evolution du mouvement du port de Lattaquié de 1947 à 1972                                                     | 130          |

Pages

|                                                                                                                                         |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 20 - Evolution du trafic du Port de Lattaquié par rapport aux exportations et importations de la Syrie                                  | 132 |
| 21 - Mouvement du Trafic du Port de Tartous entre 1963 et 1972                                                                          | 141 |
| 22 - Evolution du produit national, du revenu par tête et de la formation brute du capital fixe                                         | 153 |
| 23 - Répartition de la formation brute du capital fixe sur les différents secteurs économiques entre 1963 et 1974                       | 154 |
| 24 - Répartition du revenu national selon les secteurs économiques de 1960 à 1964                                                       | 157 |
| 25 - Répartition des investissements publics dans le 3è plan                                                                            | 159 |
| 26 - Répartition des investissements du 2è plan                                                                                         | 159 |
| 27 - Structure du P.N.B. selon le secteur économique entre 1953 et 1974                                                                 | 161 |
| 28 - Evolution de l'extension des succursales des banques commerciales privées dans les différentes villes syriennes entre 1948 et 1957 | 164 |
| 29 - Investissements de la Banque Industrielle dans les diverses branches de l'industrie                                                | 177 |
| 30 - Evolution des crédits accordés par les banques spécialisées aux secteurs économiques                                               | 178 |
| 31 - Répartition des investissements entre les branches industrielles en 1964 et en 1970                                                | 184 |
| 32 - Répartition géographique de la population                                                                                          | 198 |
| 33 - Répartition de la population active suivant les activités économiques                                                              | 201 |
| 34 - Répartition de la population active selon le sexe et le degré d'instruction                                                        | 207 |
| 35 - Evolution comparée de l'enseignement entre 1950 et 1964                                                                            | 209 |
| 36 - Evolution du nombre d'universités et d'étudiants                                                                                   | 210 |
| 37 - Structure de l'enseignement supérieur en Syrie                                                                                     | 215 |
| 38 - Evolution du nombre d'écoles suivant les trois étapes : primaire, secondaire et moyenne                                            | 216 |
| 39 - Structure de l'enseignement secondaire technique et professionnel, en 1971                                                         | 216 |
| 40 - Evolution du nombre d'Ingénieurs Inscrits dans le Syndicat des Ingénieurs                                                          | 221 |
| 41 - Besoin de main-d'oeuvre productrice dans les fédérations industrielles                                                             | 231 |
| 42 - Demande sur la main-d'oeuvre productrice par les Fédérations industrielles de 1971 à 1975                                          | 231 |

Pages

|                                                                                                                                                        |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 43 - Moyenne du salaire et des heures de travail par semaine, pour les ouvriers de production, les employés et les cadres techniques et administratifs | 236 |
| 44 - Evolution moyenne du salaire minimum, par mois, dans les industries de transformation                                                             | 237 |
| 45 - Moyenne du salaire par semaine, selon le sexe et l'âge dans les différentes activités industrielles                                               | 238 |
| 46 - Evolution du commerce extérieur syrien de 1963 à 1974                                                                                             | 256 |
| 47 - Les premiers pays exportateurs à la Syrie                                                                                                         | 258 |
| 48 - Les premiers pays importateurs de la Syrie.                                                                                                       | 258 |

TABLE DES ILLUSTRATIONS

PREMIERE PARTIE

=====

|                                                              | <u>Pages</u>      |
|--------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1 - La Syrie, situation géographique et frontières           | 3 bis             |
| 2 - Relief et cours d'eau                                    | 6 bis             |
| 3 - Répartition des pluies                                   | 11 bis            |
| 4 - Aménagement des cours d'eau en Syrie                     | 36 bis            |
| 5 - Production agricole en Syrie                             | 39 bis            |
| <del>6 - Développement de la production agricole</del>       | <del>59 bis</del> |
| 7 - Matières premières et énergie en 1972                    | 60 bis            |
| 8 - Routes et chemins de fer en 1946                         | 116 bis           |
| 9 - Le Transport par les chemins de fer                      | 126 bis           |
| 10- Trafic des ports                                         | 140 bis           |
| 11- Les infrastructures en 1975                              | 143 bis           |
| 12- Investissements des trois plans quinquennaux             | 159 bis           |
| 13- Investissements industriels de 1928 à 1965               | 180 bis           |
| 14- Agglomérations de la population syrienne                 | 198 bis           |
| 15- Pyramide des âges de la Syrie en 1970                    | 199 bis           |
| 16- La population active en 1970                             | 201 bis           |
| 17- Structure et évolution de l'enseignement supérieur       | 212 bis           |
| 18- Evolution de l'enseignement technique et professionnel   | 217 bis           |
| 19- Evolution des échanges commerciaux syriens avec le monde | 254 bis           |
| 20- Structure du commerce extérieur de la Syrie en 1975      | 256 bis           |

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE

Pages

=====

LES CONDITIONS DE L' INDUSTRIALISATION

=====

CHAPITRE I -

LE CADRE PHYSIQUE ET GEOGRAPHIQUE

|                                                        |    |
|--------------------------------------------------------|----|
| A - La situation géographique et les frontières        | 1  |
| B - Relief et structure                                | 5  |
| C - Le problème de l'aridité                           | 9  |
| D - Les ressources en eau et leurs caractéristiques    | 11 |
| E - La sécheresse limite la formation de bonnes terres | 18 |
| F - La pauvreté de la végétation naturelle             | 21 |

CHAPITRE II -

LES RESSOURCES NATIONALES EN MATIERES PREMIERES

ET EN ENERGIE 25

|                                            |    |
|--------------------------------------------|----|
| A - Les matières premières agricoles       |    |
| 1. Possibilité et développement agricoles  | 25 |
| 2. La production agricole                  | 39 |
| B - Les ressources du sous-sol             | 60 |
| . Les phosphates                           | 60 |
| . Les gites minéraux                       | 63 |
| . Les matériaux de construction            | 70 |
| C - Les ressources nationales en énergie   | 77 |
| 1. Potentiel du pays en énergie primaire   |    |
| 2. Potentiel du pays en énergie secondaire | 81 |
| 3. La demande d'énergie                    | 83 |
| 4. Les prix d'énergie                      | 87 |



CHAPITRE III -

LES INFRASTRUCTURES

91

- A - Evolution et caractéristiques des infrastructures durant la période ottomane et la période du mandat 91
  - 1. Les routes 92
  - 2. Les chemins de fer 98
  - 3. L'équipement portuaire 112
- B - Evolution des infrastructures selon les besoins de la Syrie indépendante 116
  - 1. Le réseau routier 116
  - 2. Les chemins de fer 121
  - 3. L'infrastructure portuaire 128

CHAPITRE IV -

LES CONDITIONS DU FINANCEMENT

145

- A - L'épargne et la formation du capital 145
- B - La planification des investissements 155
- C - Le rôle des institutions bancaires 162
- D - Evolution et caractéristiques des investissements industriels 179
- E - Les capitaux étrangers 188

CHAPITRE V -

LA MAIN D'OEUVRE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- A - Disponibilité de main d'oeuvre 195
- B - La main d'oeuvre qualifiée et la formation professionnelle 205
- C - Bilan de la main-d'oeuvre 228
- D - Les salaires et les heures de travail 234

CHAPITRE VI - LES POSSIBILITES DU MARCHÉ LOCAL ET LE PROBLÈME

DES DEBOUCHES EXTERIEURS

243









